

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	<b>N°190</b>	
--	--------------	--

**JANVIER 2001**

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64

Fax : 01-48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail : [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

Sommaire :

- RENCONTRE ENTRE MASSOUD BARZANI ET JALAL TALABANI
- L'ARMÉE TURQUE AFFIRME S'ENGAGER DANS UNE OPÉRATION DE "MAINS PROPRES" EN COURT-CIRCUITANT LE GOUVERNEMENT
- IL Y A TROIS ANS LA TURQUIE A INVENTÉ "UN COUP D'ÉTAT POST-MODERNE"
- LA FRANCE RECONNAIT PUBLIQUEMENT LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN DE 1915
- LU DANS LA PRESSE TURQUE
- AINSI QUE...

---

## RENCONTRE ENTRE MASSOUD BARZANI ET JALAL TALABANI

**M**ASSOUD Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ont eu, le 8 janvier, un entretien "constructif" à Salahaddine, quartier-général de M. Barzani, selon la déclaration faite à l'issue de la réunion.

Cet entretien qui est une première depuis deux ans a été consacré au

processus de paix entre les deux principaux partis kurdes qui administrent le Kurdistan irakien. Il est intervenu avant l'arrivée le soir même à Ankara de M. Talabani pour y rencontrer le lendemain, le Premier ministre Bulent Ecevit et le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Faruk Logoglu, au moment où l'UPK mène avec l'armée turque une vaste opération militaire dans le Kurdistan irakien contre le PKK.

"Nous voulons renforcer notre coopération avec la Turquie. Ankara et nous voulons la stabilité dans le nord de l'Irak", a déclaré M. Talabani à l'aéroport. Il a indiqué qu'il demanderait l'appui des autorités turques pour la relance du "processus d'Ankara", parrainé par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Turquie. Ce processus est au point mort depuis septembre 1998, date à laquelle MM. Barzani et Talabani ont signé un accord de paix à Washington pour régler leurs différends. Ankara a critiqué cet accord, indiquant qu'il a été conclu sans sa participation.

## L'ARMÉE TURQUE AFFIRME S'ENGAGER DANS UNE OPÉRATION DE "MAINS PROPRES" EN COURT-CIRCUITANT LE GOUVERNEMENT

**L'**opération d'énergie blanche" menée par la gendarmerie turque contre la corruption dans le marché d'énergie s'est transformée en une véritable controverse politique depuis qu'un "gradé" de l'armée a déclaré dans le journal turc *Hurriyet* du 8 janvier que le ministre de l'énergie Cumhur Ersumer a été complètement écarté par l'armée dans le cadre de cette opération et que le Premier ministre Bülent Ecevit a soutenu que ces allégations sont "infondées et mal intentionnées".

L'article publié à la Une du quotidien *Hurriyet* soutient qu'"un important général" discrédite les déclarations de M. Ersumer, ministre de l'énergie, qui affirme avoir ordonné "l'opération d'énergie blanche", opération de mains propres dans les marchés publics d'énergie en Turquie. Le général qui a gardé son anonymat déclare ceci au quotidien : "Ce n'est pas Ersumer qui a appuyé sur le bouton. Le ministre a entendu parler de l'opération à la dernière minute. Veuillez, s'il vous plait, indiquer cela très clairement. Aujourd'hui nous sommes déterminés à confronter n'importe qui impliqué dans des affaires malpropres, dans la corruption, sans savoir qui ils sont. Ce qui est triste c'est que des bureaucrates ont été impliqués dans toutes ces affaires sales. Mais, pour la première fois, une opération a été menée contre les bureaucrates. Ceci devrait être un exemple. Ce phénomène est aussi important que la lutte contre le PKK. Nous sommes en train d'exposer l'étendue de la corruption. Les intérêts vitaux stratégiques de l'Etat sont en train d'être monnayés. L'avenir des

*enfants de la nation est en vente. Nous ne pouvons pas rester indifférents. Tout ceux qui aiment ce pays devraient s'opposer à cela".*

Réagissant à l'article, le Premier ministre Bülent Ecevit a déclaré que les affirmations étaient infondées mais en même temps incompatibles avec les normes d'un Etat de droit démocratique. Il a ajouté qu'il a contacté le chef d'état-major turc Huseyin Kivrikoglu qui a lancé une investigation pour découvrir l'identité de "l'important général". Le vice-Premier ministre Mesut Yilmaz a, quant à lui, ajoute : "c'est le plus grand problème que nous avons à changer en tant qu'Etat... de temps en temps certains cercles de pouvoir risquent tout pour venir au pouvoir". Il a également déclaré qu'il se demandait si en Turquie il ne restait pas des "admirateurs de coups d'Etat".

Monsieur Yilmaz a repris ses critiques contre le pouvoir militaire au cours de la réunion de son groupe parlementaire en déclarant que les plus graves corruptions ont été réalisées durant les régimes militaires. "Croyez-vous qu'avec l'instauration d'un régime militaire, il n'y aura plus de corruption. Tout au contraire il y en aura beaucoup plus car cela sera plus obscur. Les corruptions augmentent avec les ténèbres. La meilleure lutte possible contre les corruptions est la transparence" a-t-il déclaré.

Dans le cadre de "l'opération d'énergie blanche", un ancien ministre, un adjoint du sous-secrétaire du ministre de l'énergie, le directeur général et directeur adjoint du TEAS, l'équivalent turc de l'EDF et d'autres

bureaucrates bien placés ont été mis derrière les barreaux. Le code de la procédure relatif aux fonctionnaires stipule qu'avant toute comparution en justice de ces bureaucrates, l'accord du ministre auquel leur département est affilié est requis. Certaines voix s'élèvent pour dire que craignant d'être eux-mêmes mis en cause, les ministres rechignent à donner leur accord.

Mis en examen toujours dans le cadre de cette affaire, Huseyin Arabul, appelé "le super entrepreneur" par la presse turque est soupçonné d'avoir donné à des députés de différents bords quelque 790 villas de 400 m<sup>2</sup> après expropriation des villageois par la mairie d'Ankara. Parmi les heureux propriétaires figurent des proches de l'ancien président turc Suleyman Demirel comme Cavit Çağlar en fuite à l'étranger, son beau-frère Ali Sener, mais aussi des hommes politiques comme Mesut Yilmaz, Yildirim Akbulut, Deniz Baykal, Tansu Çiller, Husamettin Cindoruk, Cumhur Ersumer, Hikmet Çetin...

L'état-major de l'armée, furieux, a répliqué, le 11 janvier, par un communiqué en faisant part de son "grand malaise". De nombreux journalistes libéraux en ont profité pour souligner à l'unisson que l'influence de l'armée sur la vie politique était incompatible avec le bon fonctionnement d'une démocratie.

L'éditorialiste du quotidien libéral *Milliyet*, Taha Akyol, souligne, le 12 janvier, que "les frontières entre les soldats et leur rôle en politique sont ambiguës". L'intervention de l'armée en février 1997, qui avait obligé le Premier ministre islamiste de l'époque Necmettin Erbakan à démissionner, "a rendu cette frontière encore moins claire et accru l'ailé militaire de l'Etat", ajoute-t-il.

"En démocratie, les soldats ne fonctionnent pas comme un parti, comme un "Etat au sein de l'Etat", rappelle un autre éditorialiste, Hasan Cemal, dans le journal *Milliyet* du 12 janvier. "Dans des régimes démocratiques, le soldat fait son devoir, est assujéti à l'autorité civile élue, il exprime ses vues dans les plateformes ad hoc, pas en face de l'opinion publique". Le même quotidien titre ainsi la une de son édition du 17 janvier : "Il est le seul à Ankara : Yılmaz a été le premier homme politique à demander un contrôle des dépenses militaires". "Il faut enquêter sur toutes les corruptions sans voir si c'est bleu, vert ou violet [ndlr : référence à l'uniforme dans l'armée]... Transmettez toutes les informations que vous avez en main aux responsables...".

Pour Huseyin Bagci, professeur en relations internationales, "c'est un fait que les militaires, depuis la guerre du Golfe (en 1991), ont progressivement augmenté leur rôle sur les questions de politique étrangère". Au plan intérieur, "l'armée a été le fer de lance de la lutte contre le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) et les groupes islamistes radicaux, et elle continuera à l'être dans le futur, ce qui signifie qu'elle gardera son influence et son statut", prédit-il dans le quotidien anglophone *Turkish Daily News* du 12 janvier.

Le débat précède de peu la publication, attendue ce mois-ci, du "programme national" dans lequel la Turquie va définir les mesures qu'elle entend prendre pour adhérer à l'UE. La suppression du MGK n'est certainement pas à l'ordre du jour. Mais selon le journaliste Mehmet Ali Birand, le programme devrait déclarer le MGK un "organe consultatif", et interdire que ses réunions soient photographiées pour rendre moins manifeste la présence des militaires en politique. "Une

phrase et une interdiction de photos peuvent-elles vraiment réduire le poids des militaires en démocratie? Nous ne

trompons que nous-mêmes!", s'exclame-t-il dans les colonnes du *Turkish Daily News* du 12 janvier.

## IL Y A TROIS ANS LA TURQUIE A INVENTÉ "UN COUP D'ÉTAT POST-MODERNE"

**L**ES généraux turcs à la retraite s'épanchent dans les médias sur leur intervention énergique du 28 février 1997 qui a abouti à la démission du gouvernement de N. Erbakan. Selon l'ancien secrétaire général du puissant état-major turc, le général Özkasnak, il s'agissait d'un "coup d'Etat post-moderne", car il était impossible de faire "un coup d'Etat classique" [cf. : *Milliyet* 16-01-01]. Il ajoute : "Le 28 février a été réalisé en considération de cette période. À l'époque, au vu de la situation nationale et mondiale, on ne pouvait pas entreprendre une intervention classique comme le 12 mars 1970 ou 12 septembre 1980. La menace rencontrée par la République a été écartée par l'action des mécanismes démocratiques, sans qu'une balle soit tirée. C'est pour cette raison et dans cet objectif que nous utilisons la notion des forces non armées".

Le général Özkasnak poursuit : "Dans le contexte de l'époque, nous avons abouti à cette conclusion : Comme la réalité du 31 mars [ndlr : date d'une émeute religieuse contre le régime d'Atatürk], le pays fait face à une tentative réactionnaire planifiée sans précédent, depuis l'établissement de la République il y a 75 ans. À partir de cette conclusion, il a été décidé d'écartier la menace par l'action des mécanismes démocratiques. Il a été décidé d'organiser une série de briefings dans cette optique". Le général ajoute : "Le début du processus du 28 février est le 11 janvier 1997. À cette date, le président

en fonction, Süleyman Demirel, a été convié à l'état-major et les informations relatives au 28 février lui ont été présentées dans un briefing. Après le président, les informations ont été répétées pour l'éclaircissement de l'opinion publique, à la presse, à la justice et aux universités". Il n'a pas manqué de souligner que : "ceux qui entreprennent d'amoindrir l'importance du 28 février aujourd'hui, devraient savoir que si ce processus n'avait pas été couronné de succès, les résultats des élections du 18 avril 1999 n'auraient pas été les mêmes".

La presse a été à nouveau pointée du doigt lorsque le général a déclaré que certains journalistes venaient volontiers à l'époque dénoncer leurs collègues. La députée islamiste Nazli Ilıcak avait, il y a quelques semaines, dénoncé le complot ourdi par Çevik Bir, numéro deux de l'état-major à l'époque des faits, contre des journalistes non alignés sur les thèses officielles.

Le parti islamiste, par l'intermédiaire de son président, Recai Kutan, déclare que "c'est un aveu" de déstabilisation d'un gouvernement légitime, alors que ces collègues soutiennent que "ce n'est pas un coup mais une pression". Au sens de l'armée, certains désireraient mettre une sourdine à cette affaire tandis que d'autres, hormis quelques désaccords sémantiques, confirment la version de l'ancien général.

## LA FRANCE RECONNAÎT PUBLIQUEMENT LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN DE 1915

**L'**Assemblée nationale a définitivement adopté, le 18 janvier, la proposition de loi sur la reconnaissance officielle par la France du génocide arménien de 1915, en dépit des menaces de la Turquie et des réserves du gouvernement.

Ce texte d'un seul article - "la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915" - a été voté à l'unanimité par les députés. La même proposition de loi avait été adoptée dans la nuit du 7 au 8 novembre 2000 par le Sénat. Le texte sera promulgué dans les prochains jours par le gouvernement. Les députés, qui avaient déjà reconnu le génocide arménien le 29 mai 1998, n'ont pas suivi l'avis du gouvernement, représenté dans l'hémicycle par le ministre des Relations avec le Parlement Jean-Jack Queyranne. Sans nier la réalité de la "tragédie qui s'est abattue sur les Arméniens au début du siècle", M. Queyranne, qui n'a employé qu'en passant le mot de "génocide", a insisté sur les "exigences" de la politique étrangère de la France, alors que la Turquie est candidate à l'adhésion à l'Union européenne. "La France est l'amie de l'Arménie (...). Elle est aussi l'amie de la Turquie moderne, qui ne peut être tenue pour responsable de faits survenus dans les convulsions de l'Empire ottoman", a rappelé le ministre des Relations avec le Parlement.

Ces propos n'ont pas convaincu les députés. "Vous êtes tenu par les exigences du Quai d'Orsay. Nous l'avons tous compris ici", a lancé Patrick Devedjian (RPR) à M.

Queyranne. "Blessé" par le discours du ministre, le porte-parole du RPR, lui-même d'origine arménienne, a repoussé en bloc les arguments du gouvernement. "Ceux qui veulent faire entrer la Turquie dans l'Union européenne devraient au moins avoir la décence de lui demander d'être présentable", a-t-il déclaré.

Le rapporteur de la commission des Affaires étrangères, François Rochebloine (UDF), a estimé de son côté que la reconnaissance du génocide arménien, loin de "condamner" la Turquie, "trace la voie de l'ouverture vers le respect des droits de l'homme et l'établissement de relations confiantes avec ses voisins". Quant aux menaces de sanctions économiques de la Turquie, "il vaut mieux perdre un, voire des marchés que de perdre son âme", a lancé le rapporteur.

La résolution adoptée par le Parlement satisfait les revendications des représentants des Français d'origine arménienne, qui militent depuis des années pour la reconnaissance du premier génocide du XXe siècle. Sur le 1,8 million d'Arméniens qui vivaient dans l'Empire ottoman avant la première guerre mondiale, 1,2 million ont été massacrés sur ordre du gouvernement turc. Le caractère massif, planifié et ciblé de ces massacres préfigure la Shoah.

Avant la France, la Belgique, l'Argentine, l'Italie et le Parlement européen ont déjà reconnu le génocide arménien. En novembre 2000, un projet de résolution avait été présenté devant la chambre des Représentants du Congrès des Etats-

Unis, avant d'être retiré au dernier moment après des pressions du gouvernement turc.

L'adoption de ce texte a nécessité près de trois années de débats parlementaires. Le processus a été bloqué pendant deux ans par le refus du bureau du Sénat d'inscrire la proposition à l'ordre du jour de la Haute Assemblée.

Des manifestations d'hostilité et de multiples appels au boycottage économique et culturel ont eu lieu en Turquie. Le président turc Ahmet Necdet Sezer a appelé son homologue français, Jacques Chirac, et son gouvernement à "agir" pour rendre "inefficace" la loi, en déposant un recours devant le Conseil constitutionnel, unique possibilité restante. Mais le ministre des Affaires étrangères Ismail Cem a reconnu sur la chaîne de télévision CNN Turk qu'il n'avait "pas trop d'espoir".

Le porte-parole du gouvernement turc avait, le 18 janvier, annoncé sans les préciser, une série de mesures de rétorsion contre la France, affirmant que les relations entre les deux pays seraient "profondément et durablement affectées". Dès l'adoption du texte, qui a provoqué la colère de la Turquie, le ministre des Affaires étrangères, Ismail Cem, a laissé entendre que les sociétés françaises pourraient être exclues d'appels d'offres publics d'un montant de plusieurs milliards de dollars. "D'une manière générale, de telles mesures peuvent être prises pour des appels d'offre d'Etat et pour des contrats militaires", a-t-il souligné. "Tout peut être affecté", a renchéri le Premier ministre turc, Bulent Ecevit. Il a ajouté, le 20 janvier, que son gouvernement préparait contre Paris des sanctions qui ne porteront pas tort à l'économie de la Turquie :

"Nous préparons un plan peu douloureux pour nous, bien entendu", a dit le Premier Ministre en réponse aux questions des journalistes. "Cela veut dire que dans quelques jours nous annoncerons les résultats de notre travail pour définir des sanctions contre la France qui ne soient pas dommageables à l'économie de la Turquie", a expliqué M. Ecevit.

Ankara a annoncé, le 23 janvier, l'annulation d'un contrat de 259 millions de dollars avec Alcatel et la possible exclusion de GIAT d'un appel d'offres d'une valeur globale de 7,1 milliards de dollars. GIAT, qui fabrique les chars Leclerc, est en concurrence avec des sociétés d'Allemagne, d'Italie, des Etats-Unis et d'Ukraine pour la fourniture de 250 chars de combat à la Turquie, qui souhaite acquérir plus d'un millier de ces blindés sur les dix à quinze ans à venir. "Il est envisagé d'exclure (les chars) Leclerc de l'évaluation", a déclaré le ministre turc de la défense M. Cakmakoglu qui a ajouté qu'une réunion de hauts responsables militaires turcs et français, prévue la semaine suivante en Turquie pour évoquer la coopération bilatérale a été annulée.

Par ailleurs, la Turquie pourrait exclure d'autres firmes avec lesquelles un contrat a déjà été signé, estiment des analystes. L'Aérospatiale a signé en 1998 un contrat d'un montant de 600 millions de dollars pour la production en commun du missile anti-blindés Eryx. Le projet n'a pas encore débuté, mais pourrait ne jamais voir le jour. Ankara et Paris étaient en outre parvenus l'an dernier à un accord de principe pour la vente à la marine turque de six navires patrouilleurs français de type Aviso, d'un montant d'environ 500 millions de dollars. Le sort de cet accord est aujourd'hui incertain. Selon le

journal turc à gros tirage *Hurriyet*, daté du 19 janvier, des compagnies françaises sont également en lice dans un appel d'offre pour la production en commun avec la société publique turque Aselsan des systèmes de navigation de guerre des chasseurs F-16, produits près d'Ankara par le constructeur aéronautique *Turkish Aerospace Industries* (TAI). Le ministre turc de la Santé, Osman Durmus, membre du Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite) annonçait même, le 24 janvier : "On pourrait empêcher l'entrée de médicaments et de vaccins français en Turquie".

De plus, les dirigeants de plusieurs syndicats, notamment Resul Akay, qui dirige celui des fonctionnaires, ont appelé le gouvernement à fermer les installations françaises en Turquie et à lancer une campagne demandant aux Turcs vivant en France de retirer leur argent des banques françaises. "Les produits français doivent être boycottés", a déclaré M. Akay. Le président de la Chambre de commerce de Konya a fait de même le 20 janvier : "Nos 25.000 membres sont appelés à suivre ce mouvement", a-t-il dit. Le président des Chambres et Unions de commerce de Turquie (TOBB), Fuat Miras, a indiqué qu'il envisageait de lancer un appel à ses membres pour qu'ils revoient leurs liens commerciaux avec leurs partenaires français et qu'ils arrêtent d'importer des produits français. La France est l'un des principaux partenaires de la Turquie avec un volume d'échanges commerciaux de plus de 4 milliards de dollars, en 1999.

L'Université d'Istanbul a annoncé l'arrêt à partir de vendredi 20 janvier de ses relations scientifiques avec des partenaires français. Son recteur Kemal Alemdaroglu a déclaré que "tout contact scientifique" avec les

universités Descartes à Paris, de Toulouse et de Strasbourg avait été rompu, et qu'ils avaient annulé la visite prévue d'universitaires de l'Université Paris Sud dans le cadre d'un programme d'échanges.

Officiellement, les sanctions contre la France doivent être déterminées après le retour de l'ambassadeur turc à Paris Sonmez Koksak, rappelé à Ankara en consultations.

Plusieurs manifestations hostiles se sont déroulées devant l'ambassade de France à Ankara et le consulat à Istanbul. Les ultra-nationalistes, Ulkucu, proches du Parti de l'Action Nationaliste (MHP, au pouvoir) ont été les plus virulents: "France, ne trompe pas, n'épuise pas notre patience" ou encore "Les bâtards de la France ne peuvent nous faire céder", ont-ils scandé devant l'ambassade. Quelque 200 ultra nationalistes ont jeté des œufs contre les fenêtres du consulat de France à Istanbul et une bousculade avec la police s'est terminée sans incident.

La presse a aussi exprimé son amertume. "Adieu France", titrait vengeur le 19 janvier, à la Une en français, le quotidien *Hurriyet*. Confrontée une fois de plus à l'accusation d'un génocide perpétré contre les Arméniens sous l'Empire ottoman, par un Parlement étranger, la Turquie s'interroge sur les moyens de mieux faire valoir son point de vue pour empêcher un effet boule-de-neige. Les Turcs craignent que la reconnaissance du génocide arménien de 1915 par le Parlement français n'ait un effet d'entraînement auprès d'autres assemblées européennes mais aussi aux Etats-Unis, où le président Bill Clinton n'avait réussi en octobre 2000 qu'*in extremis* à arrêter une résolution en ce sens au Congrès. Le gouvernement et la diplomatie turques se font

régulièrement étriller, et cette fois encore lors du vote français, pour leur inactivité et leur inefficacité dans ce domaine.

Plusieurs éditorialistes soulignaient, le 19 janvier, la nécessité de mettre en place une stratégie : "La Turquie devrait agir pour créer une nouvelle approche envers la question arménienne avec toutes ses institutions", relevait Sami Kohen, dans le quotidien *Milliyet*.

Deux axes se dégagent dans les propositions pour une stratégie d'autodéfense : un rapprochement avec l'Arménie, un débat ouvert entre historiens. Pour Taner Akcam, sociologue et historien turc à l'Université de Hambourg, "Si la Turquie recherche une solution à ce problème directement avec l'Etat arménien, il n'y aura plus besoin pour les Parlements étrangers de mettre cette question à l'ordre du jour". "La seule manière pour la Turquie de se réapproprier ce sujet est de le banaliser, de rendre le débat possible. Elle doit aussi faire les gestes nécessaires pour mettre fin à la douleur du peuple arménien", a-t-il déclaré.

Ilter Turkmen, ancien ambassadeur, estime qu'il est "facile, après coup, de critiquer tel ou tel pour ce qui n'a pas été fait. Mais, il n'y a probablement pas moyen de mettre un point final à ce débat parce qu'il n'y a pas d'histoire véritablement objective", a-t-il déclaré à l'AFP. "Je pense qu'une sorte de "comité vérité et réconciliation", regroupant des organisations non gouvernementales, des historiens des deux parties, des représentants des minorités de Turquie et de la diaspora, et des intellectuels pourrait être créé. Non pas dans l'idée de donner une réponse définitive, mais pour instaurer une plate-forme où chacun pourrait exposer son point de vue".

"Ce qui doit être fait, c'est nous réveiller

et nous embarquer dans une campagne académique pour prouver que nous avons raison", estimait, le 19 janvier, le journaliste Mehmet Ali Birand dans le quotidien turc anglophone *Turkish Daily news*. "Ouvrons vraiment et honnêtement nos archives (ottomanes). Montrons que nous n'avons aucune raison d'avoir peur. Réunissons des chercheurs et créons une commission, en invitant les tenants des revendications arméniennes à s'y joindre", lançait-il.

La loi reconnaissant le génocide arménien de 1915, a finalement été promulguée, le 29 janvier, par le président de la République Jacques Chirac et publiée, le 30, au Journal officiel (JO). La publication au JO constitue le dernier acte du processus parlementaire de deux ans et demi visant à la reconnaissance par la France du génocide arménien.

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a annoncé immédiatement que son pays révisait ses relations économiques et commerciales avec la France. "Il s'agit d'une grande déception pour le peuple turc dans nos relations avec la France", a-t-il ajouté. Le président turc Sezer a condamné la promulgation de la loi comme "inacceptable", estimant qu'elle va "inévitablement" endommager les relations bilatérales.

La Turquie a annulé un appel d'offres d'un montant d'environ 1,44 milliard de dollars pour la construction d'une autoroute franchissant la baie d'Izmit, intéressant deux consortiums turco-français - Dans l'un des consortiums figure Bouygues, associé au turc Vinsan. Dans l'autre figure Campenon Bernard et Transroute International, associé aux turcs Dogus et Tekfen, à l'italien Impregilo, à l'allemand Bilfinger und Berger et à l'espagnol Dragados.

"Nous avons décidé d'annuler l'appel d'offre car les partenaires étrangers des compagnies turques sont français", a précisé le ministre turc Koray Aydin.

Ankara aurait également annulé un contrat avec le groupe électronique de défense Thales (ex-Thomson CSF) de 200 millions de dollars pour la modernisation du système de navigation de 80 F-16, a annoncé la chaîne de télévision privée turque NTV le 30 janvier. Aucune annonce officielle n'est venue confirmer cette décision. "Nous faisons le nécessaire. Nous révisons nos relations économiques et politiques avec la France", a déclaré le Premier ministre Bulent Ecevit. Son ministre de la Défense Sabahattin Cakmakoglu ajoute que la France "ne s'en tirera pas comme ça". "La loi sur le prétendu génocide sera déterminante dans les choix de la Turquie" concernant les projets d'armement impliquant des compagnies françaises, a-t-il déclaré.

La presse turque a également annoncé l'exclusion de deux nouvelles sociétés françaises des appels d'offre pour l'achat de matériel militaire. L'armée a l'intention d'annuler une commande de six sous-marins Aviso, un contrat 500 millions de dollars et renoncer à un projet de 600 millions de dollars visant à produire conjointement des missiles anti-char Eryx, selon le quotidien turc *Hurriyet* de 31 janvier. L'armée turque n'a pas confirmé ces informations, mais le ministre turc de la défense, a déjà dit clairement que les firmes françaises seraient exclues des appels d'offre militaires.

Autre mesure de boycottage : la direction d'Etat turc des céréales (TMO) a, le 30 janvier, exclu deux firmes françaises d'un appel d'offre public pour l'exportation de 315.000 tonnes de blé, d'un montant d'environ 40 millions de dollars, sur



décision du ministère de l'Agriculture.

La colère turque a été ravivée par une décision du conseil municipal de Paris d'ériger un monument en mémoire du génocide des Arméniens de 1915, qualifiée de "nouveau coup aux relations turco-françaises" par le ministère turc des Affaires étrangères le 30 janvier. Le ministère a préparé tout un catalogue de sanctions contre la France, qui semble donc devoir être révélées au compte-goutte, et pas forcément accompagnées d'annonces

officielles, et visent en tout premier les gros contrats publics, spécialement dans le domaine de l'armement.

De nombreux syndicats et ONG proches du pouvoir, ont appelé depuis le vote des députés français à boycotter les produits français. Des pancartes géantes de dix mètres, proclamant "Chers habitants, boycottons les produits français", ont été déployées, le 29 janvier, à l'entrée de la ville d'Arhavi (extrême nord-est), près de la frontière géorgienne.

démocratie, les droits de l'homme ou le droit, sont en totale ruine, au moins consolons-nous fièrement avec notre mafia".

## AINSI QUE..

• SELON L'ANCIEN CHANCELIER HELMUT SCHMIDT, PRIVER LES KURDES DE LEUR ETAT FUT "UNE FAUTE GRAVE ET UNE ERREUR HISTORIQUE". Dans un article publié par le quotidien allemand *Berliner Tagesspiegel* du 31 décembre 2000, l'ancien chancelier allemand, Helmut Schmidt a considéré que le traité de Versailles du 1919 entravant la création d'un Etat kurde était grave et constituait une erreur historique.

"D'un point de vue géostratégique, la question est comme suit. En Turquie, un cinquième d'une population de 70 millions d'habitants est formé par les Kurdes. Les deux parties s'affrontent avec des armes dans les rues de Hambourg. Le fait de ne pas accorder aux Kurdes un Etat dans le traité de 1919 était une faute grave. Va-t-on aujourd'hui introduire ce grave conflit dans l'Union européenne ? Il faudrait s'appeler Joscka Fisher pour supporter tout cela au nom d'un idéalisme européen" a déclaré M. Schmidt. Il a d'autre part souligné que "donner le statut de candidat à la Turquie constitue une grave erreur... Cela s'est fait sur un faux espoir. Outre le fait qu'elle risque d'entraîner avec elle d'autres problèmes immédiats, elle emmène des problèmes dont la solution risque de coûter très cher".

• LA DÉPUTÉE ALLEMANDE ANGELIKA BEER FUSTIGÉE PAR DES PARLEMENTAIRES TURCS POUR AVOIR PORTÉ DES COULEURS KURDES. Une réunion

## LU DANS LA PRESSE TURQUE

**AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE \$ 45 MILLIARDS PAR AN, LA MAFIA TURQUE EST LA TROISIÈME DU MONDE.** Le journaliste turque Ilker Sarier dénonce, dans un article publié par le quotidien *Sabah* du 2 janvier sous le titre de "Notre très chère mafia", l'importance croissante des bandes mafieuses turques qui rapportent 45 milliards de dollars par an.

"Dans son dernier rapport, le Conseil américain de recherche nationale a couvert d'éloges la Turquie... Nous serions donc les troisièmes.

Vous allez me demander : "mais, mon ami, dis nous dans quel domaine nous sommes troisièmes ?"

Est-ce en matière de démocratie, des droits de l'homme, de développement économique, de littérature ou de recherche scientifique ? Quel est donc ce classement ? Et bien ce n'est autre que ceci :

Parmi les plus puissantes mafias du monde, la mafia turque arrive en troisième position avec 45 milliards de dollars de recettes par an...

À mon avis, cette information a de quoi rendre fiers tous les Turcs. Nous ne pouvons peut-être pas obtenir un prix

Nobel, mais il n'y a rien à nous dire en ce qui concerne le domaine mafieux.

Le champion de la catégorie serait la mafia russe avec 200 milliards de dollars de recettes... suivie de l'Italie avec 50 milliards de dollars de gains... La mafia turque talonnant de très près serait en troisième position...

Les plus proches associés de la mafia turque seraient la florissante mafia albanaise et le fonds de commerce englobe le trafic de drogue, trafic d'hommes, d'armes, de bonnets et tous ce qu'elle peut trouver et peut transporter vers l'Europe...

Alors que nous autres, nous nous obstinons à revendiquer à toute voix la démocratie, la suprématie du droit, les droits de l'homme, notre valeureuse et chère mafia faisant preuve d'une performance extraordinaire, se positionne troisième du monde...

C'est aussi un succès.

Je félicite de tout cœur notre mafia bien aimée.

Au moins dans une branche, elle nous permet de montrer notre force au monde entier.

Je veux dire par là qu'étant donné que les branches relatives à la science, la

entre des députés turcs et une délégation de parlementaires allemands en visite à Ankara a tourné court, le 30 janvier, une députée allemande refusant de retirer un foulard aux couleurs kurdes.

Le président de la commission de la Défense du Parlement turc, Hasan Gulay, du parti de l'Action nationaliste (MHP- extrême droite au pouvoir), a demandé à la députée allemande Angelika Beer, membre de la commission de la défense du Bundestag (chambre basse du Parlement), d'enlever le foulard rouge, jaune et vert qu'elle portait à son arrivée à une réunion entre parlementaires des deux pays.

Devant son refus, M. Gulay a mis fin à la réunion. Il a prétendu que ces couleurs traditionnelles kurdes étaient celles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mme Beer a répondu qu'elle n'était pas sympathisante du PKK et que ce turban était un cadeau d'un ami qui a été tué dans le Kurdistan irakien.

La délégation allemande était en visite en Turquie pour deux jours de discussions portant entre autres sur un contrat pour la production de 1.000 chars d'assaut pour l'armée turque. Les parlementaires allemands devaient notamment rencontrer le ministre de la Défense Sabahattin Cakmakoglu.

• **29 ENFANTS ARRÊTÉS AU KURDISTAN PAR LA POLICE.** La police turque a arrêté 29 enfants âgés de 9 à 16 ans dans la province kurde d'Urfa, pour avoir "*manifesté leur soutien au parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)*", a annoncé l'Association de défense des droits de l'Homme. Les enfants ont été interpellés le 9 janvier à Viransehir

après avoir lancé des slogans favorables au PKK et ont été formellement arrêtés le 11 janvier, selon un communiqué de l'Association (IHD) à Diyarbakir. Plusieurs familles ont dénoncé à l'IHD de mauvais traitements infligés à leurs enfants par la police.

*"Le fait que les enfants aient été emmenés par la police en pleine nuit, menottés, pour être interrogés est déjà un traitement inhumain"*, a déclaré l'IHD. *"Nous appelons les autorités à enquêter sur les accusations de torture et à libérer immédiatement les enfants"*, a-t-elle ajouté. Le 16 janvier, seuls 14 de ces enfants, écroués dans la prison d'Urfa, ont été libérés.

La cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Diyarbakir a, le 22 janvier, inculpé treize adolescents, âgés de 10 à 16 ans, pour "*soutien à une organisation illégale*" et réclame des peines de 3 à 5 ans de prison pour chacun d'entre eux.

L'acte d'accusation demande que les 13 jeunes, dont 6 sont actuellement écroués, soient punis aux termes de l'article 169 du code pénal pour "*soutien à une organisation illégale*". Le document estime qu'il n'y a pas lieu de mener une poursuite judiciaire à l'encontre de 15 autres enfants qui avaient également été interpellés.

• **LE CONSEIL D'ÉTAT TURC INTERDIT DES NOMS DE RUES ET DE VILLAGES POUR "DÉLIT DE KURDICITÉ".** Le Conseil d'Etat turc, saisi par la préfecture de Batman et le ministère de l'Intérieur, a, le 22 janvier, interdit pour "*séparatisme*" et délit de "*kurdicité*" des noms de rue dans la ville kurde de Batman. Parmi les noms incriminés figurent Gandhi, Yilmaz Güney (cinéaste kurde primé au festival de Cannes, mort en exil en

France), et des noms kurdes tels que Zilan, Zozan, Lales, et Halabja...

L'arrêt du Conseil d'Etat turc dispose que : "*Il ne peut y avoir des noms de lieu en kurde et l'on ne peut faire vivre des noms non turcs. Pour des noms étrangers, l'autorisation du ministère des affaires étrangères est requise. De plus, on ne peut donner aux rues des noms de personnes appelant à l'ébranlement de l'Etat, pour la gloire de la guerre et contre l'hégémonie*".

• **LES DIRIGEANTS DU HADEP VONT FINALEMENT BÉNÉFICIER DE LA LOI D'AMNISTIE.**

La Cour de cassation turque a, le 31 janvier, décidé que des dirigeants du Parti pro-kurde de la démocratie du peuple (HADEP), condamnés à de lourdes peines de prison pour "*soutien au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)*" bénéficieront d'une récente loi d'amnistie. Selon la décision de la Cour, Murat Bozlak, le président du parti et son prédécesseur Ahmet Turan Demir, condamnés à 3 ans et neuf mois de prison chacun, ne devront pas retourner en prison.

Seize autres membres du HADEP condamnés à des peines similaires bénéficieront également de la loi d'amnistie entrée en vigueur le mois dernier.

Les dirigeants et les membres du HADEP avaient été condamnés en février 2000 pour leur implication dans les grèves de la faim et les manifestations de soutien en faveur du chef du PKK, Abdullah Ocalan, alors que celui-ci se trouvait en Italie de novembre 1998 à janvier 1999.

D'autre part, le chef d'état-major turc, Huseyin Kivrikoglu a récemment déclaré que 1660 membres du PKK ont bénéficié de cette loi. Le Premier ministre Bülent

Ecevit a, quant-à-lui, contesté les chiffres en déclarant que *"tous n'étaient pas des membres du PKK"*.

• **ESBER YAGMURDERELI LIBÉRÉ AU TERME DE LA LOI D'AMNISTIE.** L'avocat et écrivain turc Esber Yagmurdereli, emprisonné pour propagande séparatiste pour avoir prôné une solution pacifique à la question kurde, a été libéré, le 18 janvier, au terme de la loi d'amnistie. M. Yagmurdereli, aveugle et âgé de 55 ans, aura passé 16 ans dans les prisons turques.

Il a quitté la prison de Cankiri, à une centaine de km au nord-est d'Ankara, après qu'un tribunal eut répondu favorablement à une requête de son avocat demandant le bénéfice de la loi d'amnistie entrée en vigueur le mois dernier.

Esber Yagmurdereli, membre du Pen Club International et lauréat du Prix international des droits de l'Homme Ludovic Trarieux de l'Institut des droits de l'Homme du barreau de Bordeaux et l'Union des avocats européens, purgeait depuis 1997 une nouvelle peine de 17 ans de prison. Il avait déjà passé treize ans en prison, de 1978 à 1991, pour *"activité subversive armée"*.

*"Je suis content de retrouver la liberté. Ces trois dernières années en prison ont été difficiles"*, a-t-il dit à la presse devant le pénitencier. Le président tchèque Vaclav Havel, qui est également dramaturge et a passé de nombreuses années en prison sous le régime communiste, avait demandé aux dirigeants turcs sa libération, lors d'une visite en octobre en Turquie.

• **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR**

**"TRAITEMENTS INHUMAINS"**. La Turquie a été condamnée, le 30 janvier, à Strasbourg pour *"traitements inhumains"* par la Cour européenne des droits de l'Homme, après la destruction de la maison et des biens d'une villageoise kurde.

Mme Zubeyde Dulas, 70 ans, a tout perdu lorsque le 8 novembre 1993, les gendarmes de Hazro fouillèrent son village de Citilibahce et incendièrent toutes les maisons, contraignant les habitants à partir. L'habitation de Mme Dulas, ses meubles, ses provisions, les récoltes et le blé stocké furent entièrement détruits et elle n'obtint jamais réparation pour ces dommages.

Le gouvernement turc avait tenté de rejeter les accusations de Mme Dulas à Strasbourg en invoquant le manque de preuve. Cette opération s'inscrivait dans le cadre d'une enquête portant sur l'enlèvement et l'assassinat d'un imam et d'enseignants par le Parti des travailleurs kurdes (PKK), avait-il expliqué.

La Cour européenne a jugé que la destruction de la maison et des biens de Mme Dulas s'analysait bien comme un traitement inhumain contraire à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme. La Cour dispose que : *"Même dans les circonstances les plus difficiles, comme la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la Convention interdit formellement tout traitement contraire à cette disposition"*. Ankara devra verser un total 47.500 livres sterling (75.558 Euro) à la requérante pour réparer le dommage moral et matériel et pour les frais de justice.

• **MORT VIOLENTE D'UN DÉPUTÉ AU PARLEMENT TURC.** La mort de Fevzi Sihanlioglu, député

du parti de la Juste Voie (DYP), le 30 janvier, en plein débat au Parlement turc après agression de plusieurs députés du parti d'extrême droite de l'Action nationaliste (MHP) a soulevé de nombreuses questions en Turquie. *"La vague de violence de la société se reflète-t-elle au Parlement, ou alors la société prend-elle son inspiration du Parlement"* s'interroge le Güngör Mengi, éditorialiste du journal turc *Sabah*. La question a une grande importance puisqu'aujourd'hui la majorité des députés turcs siègent au Parlement munis d'une arme.

D'autre part, les média turcs ont une nouvelle fois démontré ouvertement et en direct leur dépendance et l'autocensure à laquelle ils sont sujets. La chaîne de télévision du Parlement, Meclis TV a tourné ses caméras vers les coulisses de la presse sans diffuser les images de l'agression qui se passait sous ses projecteurs.

De plus, les principaux députés impliqués dans l'agression, Cahit Tekelioglu, Mehmet Kundakçi, tous deux membres du MHP, avaient déjà été compromis dans des affaires de meurtres. M. Kundakçi était impliqué dans l'affaire de Bahçelievler [ndlr : assassinat de sept étudiants dans le quartier de Bahçelievler d'Ankara en 1978 par les membres du parti d'extrême droite] et M. Tekelioglu déclarait récemment : *"effectuant mon service militaire comme gradé dans l'armée durant le coup d'Etat du 12 septembre, je n'étais pas au-devant de la scène dans les procès contre le MHP. C'était ma grande chance, autrement j'aurais été également compromis"*. Les deux députés sont aujourd'hui recherchés pour être interrogés. Si ces derniers ne se présentent pas à la justice dans les trois jours, leur immunité devrait être levée pour procéder à leur interrogatoire.

• **LES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME ACCUSENT LA TURQUIE DE TORTURE DANS LES PRISONS.** L'organisation Amnesty International ainsi qu'une commission des Droits de l'homme basée à New York ont appelé le 6 janvier les autorités turques ainsi que le Conseil de l'Europe à ouvrir une enquête sur la pratique de la torture dans certains nouveaux établissements pénitentiaires turcs.

*"Il devrait y avoir une enquête détaillée, indépendante et impartiale sur la pratique supposée de la torture et de mauvais traitements", a souhaité dans un communiqué Heidi Wedel, membre d'Amnesty international, appelant*

également le Conseil de l'Europe - dont la Turquie - est membre, à mener l'enquête. Jonathan Sugden de la commission des Droits de l'homme et Heidi Wedel se sont entretenus avec des avocats, des docteurs, des proches des prisonniers ainsi qu'avec trois détenus sortis récemment des nouvelles prisons turques. *"Nos sources concordent pour dire que les prisonniers sont battus et parfois même torturés, avant et après leur transfert en prison", ont avancé dans leur communiqué Jonathan Sugden et Heidi Wedel.*

*"Nous supposons que les prisonniers ont reçu des coups de fouet et ont été violés avec des matraques dès leur arrivée à la prison de Kandira, près d'Izmit, mais les*

*plaintes ne pourront être recoupées puisque les demandes formulées par les avocats pour effectuer des examens médico-légaux sont restées sans réponse", précise encore le communiqué. Ces deux organisations des Droits de l'homme soutiennent encore que les détenus ont été placés en isolement total et appellent les autorités turques à autoriser les prisonniers à sortir de leur cellule dans la journée pour se regrouper.*

Le même jour, dans un communiqué, le ministère turc de la justice a démenti ces accusations de torture et de mauvais traitement, ajoutant que trois inspecteurs avaient été chargés de mener une enquête.

## **Iraqi official seeks expansion of trade relations with Iran**

January 2, 2001

Kermanshah, Kermanshah Prov., Jan 2, IRNA -- Iraqi Deputy Trade Minister Fakhri Rishan arrived in Iran overland here Tuesday via Khosravi border post in western Iran, saying Iran and Iraq have capacities to expand their economic cooperation.

"I will discuss expansion of trade relations with Iranian officials," he told IRNA after entering Iran for a five-day visit. He said that the two neighbors, Iran and Iraq, have good opportunities to expand their trade relations. Rishan, heading a high-ranking delegation, said that Khosravi border market is very important for Iran and Iraq. He expressed hope he would hold fruitful talks with Iranian officials.

Iran and Iraq are making efforts to expand their relations in all fields after they fought the the 1980-1988 bloody war which claimed heavy casualties on both sides.

Major stumbling blocks for an improvement in ties between the two neighbors are their support for each other's opposition groups and the release of prisoners of war from the 1980-1988 conflict, which ended without a formal peace treaty.

In early December, Iranian Foreign Minister Kamal Kharrazi told visiting Iraqi undersecretary for foreign affairs Riad al-Qaissi that Tehran and Baghdad needed to respect the 1975-Algiers agreement that fixed the two countries' borders. The 1975 agreement was signed between the shah of Iran and Saddam Hussein, who was vice-president at the time.

The accord ended Iranian support for Kurdish rebels in Iraq in return for a sharing of the Shatt al-Arab waterway, known to Iranians as the Arvand Roud, which forms part of the two states' border and runs into the Persian Gulf. In early November, Iran's Minister of Roads and Transportation paid a three-day visit to Iraq. Hojjati held talks with his Iraqi First Vice-President Taha Yassin Ramadan on sea and land transportation, linking Central Asia to the eastern part of the Mediterranean Sea.

Hojjati had crossed overland from the border and therefore had not broken the international air embargo on Baghdad that has been increasingly flouted in recent weeks by certain nations which call for an end to sanctions on Iraq. Iranian Foreign Minister Kamal Kharrazi disregarded the embargo when he flew into Iraq earlier this month for talks on resolving issues between the two nations left over from their 1980-1988 war. It was the first visit to Baghdad by an Iranian foreign minister in a decade.

Iran is still keeping its airspace closed to Iraqi planes in line with the 10-year-old UN air embargo despite sporadic suggestions to the contrary.

\* \* \* \* \*

## **Iraq Says Reports of Saddam Illness Are Absurd**

January 3, 2001

BAGHDAD (Reuters) - Iraq Wednesday dismissed reports that President Saddam Hussein had suffered a stroke over the weekend.

Some media outlets in England and Germany have run reports based on claims from the exiled Iraqi opposition that Saddam is in intensive care after the stroke. "These reports are so silly that they do not even deserve a reply," said Salam Khatab al-Nassiri, director-general of the Information Department of the Ministry of Culture and Information.

"All the world has seen how President Saddam Hussein stood for more than five hours greeting units of our brave army at the Al-Aqsa Call Parade," Nassiri said in a statement. "He also fired more than 140 shots one handed, something most young people are unable to do -- this alone is enough as a reply to this absurd news," he added.

Saddam presided Sunday over what appeared to be the biggest military parade in Baghdad since the 1991 Gulf War, greeting army units with shots from a rifle he held in one hand.

The four-hour parade displayed sophisticated surface-to-surface and anti-aircraft missiles, artillery and over 1,000 modern, Russian-made tanks as well as infantry units. Formations of jet fighters and helicopter gunships flew

over central Baghdad's Grand Festivities Square as forces representing all Iraqi military units, including the navy, infantry and paramilitary Saddam commandos, marched past.

No figures were given for the number of troops or weaponry pieces taking part in the so-called Al-Aqsa Call Parade, intended as a show of support for Palestinians in their uprising against Israeli occupation. Saddam has survived a decade of U.N. sanctions imposed for his invasion of Kuwait, but the embargo has ruined Iraq's infrastructure and caused a plunge in living standards.

\* \* \* \* \*

## Syria Removes Restrictions on Travel to Iraq

January 4, 2001

DAMASCUS (Reuters) - Syria has removed restrictions on its citizens traveling to Iraq, the latest sign that ties between the two neighbors are improving after nearly two decades of animosity, an immigration official said on Thursday. "All Syrians can from now on travel to Iraq without any restrictions and all passports will not bear the 'excluding Iraq' sign," the official told Reuters.

Ties between Syria and Iraq, ruled by rival factions of the Baath Party, were broken because of differences over Iraq's 1980-1988 war against Iran and invasion of Kuwait in 1990.

Syria sided with Tehran during the Iraq-Iran war and joined a U.S.-led multinational force that drove Iraqi troops out of Kuwait in 1991. But the two countries reopened their borders and started economic cooperation nearly three years ago within the framework of Iraq's so-called oil-for-food program with the United Nations.

Last November, Syria announced it was upgrading its ties with Iraq to full diplomatic relations. The office of Iraqi airways in Damascus, closed since the beginning of the 1980s, was reopened nearly two months ago while several Syrian planes have landed in Baghdad in defiance of the U.N. sanctions.



4 JANVIER 2001

## Attentat-suicide contre la Sûreté turque

Un attentat-suicide contre le bâtiment de la direction de la Sûreté, dans le centre d'Istanbul, a fait hier deux morts, dont l'assaillant, et cinq blessés, dont quatre policiers. L'explosion a soufflé plusieurs baies vitrées et fortement endommagé le quatrième étage de l'immeuble situé dans le quartier très animé de Mecidiyekoy, sur la rive européenne de la ville. Les blessés ont été hospitalisés, certains d'entre eux dans un état critique. Le quartier a été bouclé, la circulation bloquée et détournée, et les enquêteurs fouillent les décombres pour identifier la nature de la charge. L'attentat a eu lieu dans la cuisine attenante au bureau du directeur local de la Sûreté, qui ne semble pas avoir été présent au moment des faits. Aucune revendication n'a été émise. (Avec AFP)

## La presse victime des juges en Iran

Dernier épisode en date de la bataille entre justice conservatrice et presse réformatrice en Iran, Yadollah Eslami, le rédacteur en chef du quotidien *Fath*, a été condamné pour «propagande contre l'Etat et soutien à des groupes illégaux» par une cour iranienne qui prononcera sa peine d'ici à une semaine. L'association Reporters sans frontières (RSF) dénonce pour sa part la condamnation d'Ali Afsahi, religieux et rédacteur en chef de la revue culturelle et sportive *Cinama-Varzech*, à quatre mois de prison, «pour avoir insulté le clergé». Le ministère de la Culture, lié au président réformateur Mohammad Khatami, menace toutefois de défier l'appareil judiciaire et d'autoriser la parution de nouveaux titres si les juges ne justifient pas leur déci-

sion de les interdire. Les magistrats ont rejeté, sans la moindre motivation, les demandes de parution de 132 journaux et magazines. «Si le ministère de la Justice fournit d'ici à quinze jours des documents substantiels sur le rejet de ces demandes, le conseil de contrôle de la presse ne donnera pas les autorisations. Dans le cas contraire, le conseil appliquera la loi», a prévenu Shaban Shahidi, vice-ministre de la Culture. Depuis le mois d'avril, plus de trente titres ont été suspendus sur ordre des juges. La campagne judiciaire contre la presse a été lancée par la déclaration de l'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de la Révolution, qui déclarait au mois d'avril que les publications réformatrices étaient des «bastions de l'ennemi». (D'après Reuters)

# Le Monde

MERCREDI 3 JANVIER 2001

## Pauvreté et tribalisme provoquent des suicides dans le Kurdistan de Turquie

### BATMAN

de notre envoyée spéciale

« Elle n'avait besoin de rien. Elle était nourrie, elle avait un toit sur la tête, que pouvait-elle vouloir de

### REPORTAGE

La dépression touche particulièrement les filles, qui, souvent, ne vont pas à l'école

plus ? », s'interroge Seyfettin, employé à la chambre de commerce de Batman. Sa fille Fadile, âgée de quatorze ans, la deuxième de ses neuf enfants, est une des récentes victimes d'une série de suicides qui a touché cette ville du Sud-Est. Trente-cinq personnes, pour la plupart des femmes ou des jeunes filles, se sont donné la mort au cours des deux dernières années. Des dizaines d'autres ont tenté de se suicider.

Quinze ans de conflit meurtrier, des centaines de milliers de personnes déplacées et une pauvreté chronique qui n'a pas été allégée par le calme restauré dans la région, ont laissé des séquelles profondes. La ville de Batman, qui compte deux cent cinquante mille habitants vivant principalement de la raffinerie de pétrole installée aux confins de la localité, a été particulièrement touchée par la violence, puisque c'est dans cette ville qu'était né le Hizbullah, un groupe islamiste armé qui avait terrorisé la région et mené une guerre meurtrière contre le PKK au début des années 90, apparemment avec l'appui tacite de l'Etat. La situation est désormais calme et une opération de police au début de cette année a large-

ment décimé le groupe fondamentaliste. La prospérité et la joie de vivre n'en sont pas pour autant revenues à Batman.

Cette dépression touche particulièrement les filles provenant de familles rurales. « Les jeunes filles aspirent à une vie meilleure, elles veulent s'échapper, elles veulent travailler », explique Nizemettin Izgi, propriétaire du journal de Batman. Les mœurs tribales encore en vigueur imposent des restrictions sévères aux filles que leur famille, très souvent, n'envoient même pas à l'école. « La

hausse les épaules. Sa famille l'a autorisée à suivre ce cours dans cet environnement contrôlé, mais elle a peu de chance de pouvoir travailler. « Il est préférable de vivre au jour le jour sans faire de projets pour l'avenir, affirme-t-elle avec philosophie, l'avenir n'est pas entre mes mains. »

Dans une banlieue pauvre de Batman, où sont installés des villageois forcés de quitter leur village, évacués de force par les autorités durant le conflit avec le PKK, des femmes sont rassemblées autour du four communal pour cuire le pain. Leïla, âgée de

fants. Pourtant, ses six fils ont été éduqués. La mère hausse les épaules et rit. Dans cette région, c'est une situation normale : l'éducation donne de mauvaises idées aux filles.

Les suicides, on n'aime pas trop en parler dans cette ville. Les ragots tourment essentiellement sur les possibles relations illicites des victimes et sur l'état de leur virginité. Les crimes d'honneur sont encore fréquents. Sortir seule, être vue avec un garçon qui n'est pas de la famille, ou aller au cinéma seule peuvent suffire, dans les cercles traditionnels, pour déshonorer une famille et condamner une jeune fille.

Selon la rumeur, certaines des filles qui se sont donné la mort avaient eu des relations avec des soldats ou des policiers postés dans la région qui les avaient ensuite abandonnées. Dans d'autres cas, la pauvreté est citée comme facteur déterminant. Pour certaines femmes, dont la vie toute entière est contrôlée par la famille, puis par le mari et la belle-famille, la mort est parfois l'unique choix vraiment personnel. Comme beaucoup d'hommes dans cette région, Seyfettin ne peut pas concevoir qu'une femme ait des rêves. Il ne comprend pas la mort de sa fille, une source de honte pour sa famille. Les filles ici sont considérées comme des biens en prêt par leurs parents et elles sont transférées à leur propriétaire permanent lorsqu'elles se marient.

Fadile était illettrée et ses activités étaient limitées au ménage et à la lessive. Selon la rumeur locale, ses parents voulaient la forcer à épouser un cousin. La famille se tait. Personne ne saura jamais pourquoi elle a choisi, un après-midi d'octobre, de se pendre. « C'est une affaire bouclée », affirme brusquement son père.

Nicole Pope

### Ankara nie toute torture dans les nouvelles prisons

Le ministre turc de la justice, Hikmet Sami Turk, a démenti des informations selon lesquelles les détenus récemment transférés dans de nouvelles cellules auraient souffert de tortures ou de mauvais traitements. Ce démenti intervient après l'affirmation par la branche d'Istanbul de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) que les prisonniers d'extrême gauche transférés dans les nouvelles prisons avaient été victimes de violences. Dans un communiqué du 26 décembre, l'IHD affirmait que, dans les nouvelles prisons, « les détenus sont abandonnés mourants après avoir été battus et blessés » ou « régulièrement torturés (...), violés à l'aide de bâtons ou arrosés d'urine », sans citer aucune source.

Les forces de l'ordre ont mené il y a une semaine un assaut brutal pour briser un mouvement de grève de la faim dans les prisons. L'opération a fait 31 morts : 19 détenus se sont immolés par le feu, 10 ont été tués dans des affrontements armés avec les forces de sécurité, et 2 gendarmes sont morts. - (AFP)

pression familiale est forte. Elles ne peuvent pas sortir de la maison », affirme Izgi.

Au Catom de Batman, un centre de formation pour les femmes financé par le gouvernement, des cours de couture sont organisés. Une adolescente de dix-huit ans, qui met la dernière touche à une jupe qu'elle vient de coudre, explique qu'elle a terminé son lycée. Pourra-t-elle trouver un emploi après sa formation ? Elle

dix-neuf ans, le visage ouvert et intelligent, aide sa mère à coller la pâte sur la paroi interne du « tandir », d'où monte une délicieuse odeur de pain frais. En rougissant, elle explique qu'elle aurait bien voulu aller à l'école, mais qu'elle n'a pas pu. « Eh, la vieille !, interpelle un voisin, s'adressant à sa mère. Explique pourquoi tu n'as pas envoyé tes filles à l'école. » La mère explique que l'école est trop chère quand on a quinze en-

## **Iraq Sanctions Pose 'Moral Problem' Says Chirac**

January 4, 2001

PARIS (Reuters) - French President Jacques Chirac said on Thursday he was uncomfortable with continuing economic sanctions against Iraq, but said Baghdad had to realize it needed to co-operate with the United Nations.

Making a traditional New Year address to the diplomatic corp in Paris, Chirac said long-term monitoring of Iraqi armaments should start immediately to speed the lifting of the sanctions. "Maintaining (sanctions) for the 10th year running and thus badly hurting innocent people already enduring great suffering poses a political as well as a moral problem," Chirac said.

He called on the United Nations Security Council to reach a rapid agreement on how to implement U.N. resolution 1284, which was adopted in December 1999 and offers an easing of sanctions if Baghdad allowed weapons inspectors to resume their work. Arms inspectors have not been let into Iraq since December 1998, when they left on the eve of a U.S.-British bombing raid, launched because Baghdad allegedly had not cooperated with U.N. experts investigating its weapons of mass destruction. Chirac said the United Nations had to convince Iraq there was "no alternative to the implementation" of resolution 1284. Turning to the "Middle East conflict," Chirac said the European Union stood ready to help Israelis and Palestinians revive the shattered peace process.

"Alongside the United States, whose role is irreplaceable, the European Union can make a useful and even decisive contribution toward brokering the conclusion and implementation of an agreement," he said. He added that no peace deal would be complete without Syria and Lebanon also being taken into account. "France's objective is to help Syria and Israel to overcome their mutual distrust and to renew dialogue," he said.

\* \* \* \* \*

## **Saddam's son attacks Russian firms UPI**

4 Jan 2001

KADI BAGHDAD, Iraq, Jan. 4 (UPI) -- The eldest son of Iraqi President Saddam Hussein, Uday, on Thursday attacked a number of Russian firms with business dealings in Iraq for being a "cover" for U.S. and British firms.

Uday made his accusations about the companies, which operate as part of the United Nation's "oil for food" program, in a report to parliament. Uday said some Russian companies "work as a front" for U.S. and British firms that boycott Iraq. He added that these firms were being financed by Jewish businessmen and were relying on products imported from Israel.

Uday urged the Iraqi Trade Ministry to be cautious and check the companies with which it was concluding contracts within the oil-for-food program, which is designed to enable Iraq to sell oil on the world market in order to purchase food for its people. Iraq recently announced that the number of Arab and foreign countries benefiting from the U.N. program, which was adopted in 1996, reached 71, with Russian firms having won contracts at more than \$2.5 billion. --

\* \* \* \* \*

## **Iraq oil contracts no longer to be assigned to phases**

January 3, 2001

NEW YORK (Reuters) - The United Nations has decided to no longer assign Iraq oil sales contracts to particular six-month phases of the oil-for-food program, a U.N. official said Wednesday. The U.N. Iraqi sanctions committee approved the change on advice of the U.N.'s in-house oil advisers, the overseers of the program.

This will offer Baghdad less rationale to disrupt oil exports at the "rollovers," or cusps, of the six-month phases of the program, said Raad Alkadiri, analyst with the Petroleum Finance Co.



An oil industry source also said that the move will also render moot Iraq's demand that all eighth-phase oil contracts be extended to Jan. 15.

The eighth phase expired on Dec. 5. The ninth phase runs from Dec. 6, 2000 to June 3, 2001.

There are about 70 million barrels of crude assigned to eighth phase sales contracts that have yet to be shipped, U.N. officials said. Iraq and the United Nations have routinely agreed to roll over contracts from one phase to the next. But until such agreements are made, there has often been uncertainty among the oil trading community on the fate of expiring contracts. The move is intended to eliminate such uncertainty, a U.N. diplomat said.

As of Wednesday, there were 71 oil sales contracts submitted by Iraq to the United Nations, 61 of which had been approved, a U.N. official said.

Among those approved, four had been submitted in the past two weeks involving 14.2 million barrels of Basrah Light crude to be shipped to the United States and eight million barrels of Kirkuk sour crude destined for Europe, the U.N. said. Since the oil-for-food program began in December 1996, it has been extended in 180-day periods. Iraq has often chafed at the six-month extensions, saying that the sanctions should be lifted entirely.

Efforts by U.N. Security Council members to extend the phases to a year have been resisted by Baghdad, which has said such moves would make the program appear to be more than a temporary measure.

\* \* \* \* \*

## **Syria joins Iraq, Iran against Israel**

4 January 2001

By MARTIN SIEFF UPI Senior News Analyst

WASHINGTON, Jan. 4 (UPI) -- Be careful what you wish for. You might get it.

For years, if not decades, many U.S. and Israeli foreign policy columnists regularly lamented that only the "lack of vision" -- or courage, or anything you want to imagine -- of Syrian President Hafez Assad was preventing Syria taking the "historic opportunity" of making peace with Israel. Last year, tough old Assad, who had held Syria in an iron grip for a full 30 years, finally died, to be succeeded by his mild-mannered, Western-educated son Bashar, an eye-doctor by profession and an enthusiastic exponent of the economic wonders of the Internet.

Surely, progressive, forward-looking young Bashar, so many of the Western experts and columnists said, would abandon the repressive, paranoid old ways of his father and lead his country out into a bold new era of engagement with the outside world.

And indeed, he has.

But not the way they expected. Bashar has launched a new era of Syrian foreign policy all right, but one that is on a collision course for war, not peace, with Israel; for confrontation, not engagement, with the United States; and for close military cooperation with Saddam Hussein in neighboring Iraq, not rejection of him.

Commercial air links are being resumed between Damascus and Baghdad for the first time in nearly 20 years. Iraq has responded by giving Iran permission to over-fly its territory when sending air shipments of arms and ammunition to the Iran and Syrian-backed Hezbollah (Party of God) Shiite militia in southern Lebanon.

Bashar, Middle East intelligence sources told UPI, played the key role in brokering this agreement. They also said that Bashar is working hard to achieve a rapprochement between historic enemies Iraq and Iran. Between 1980 and 1988 they fought the bloodiest war in modern Middle East history in which half a million people, at least three-quarters of them Iranians, died.

Bashar has even given the go-ahead for close military cooperation with Iraq. This involves, the sources said, joint planning for a coordinated response in the event of war with Israel. Iraq has moved one of its few and precious armored divisions in recent weeks to the border with Syria, not to threaten Syria, but to be able to respond quickly in support of Damascus if hostilities erupt between Syria and the Jewish state. Late last year, Syria and

Iraq, with no publicity, held joint military maneuvers, the first in their modern history. The new spirit of cooperation extends to economic affairs as well.

Iraq and Syria hope this month or next to reopen a major oil pipeline from the northern Iraqi oil fields through Syrian territory to the Lebanese Mediterranean port of Tripoli. It has not been used since 1982. Already, Syrian and Iraqi technicians are at work on the pipeline. In fact, Iraqi oil is already being refined in the Syrian city of Banias, the Middle East sources said.

Bashar, one of the Middle East intelligence sources said, "has definitely embraced" a radically new concept for Syria. He has clearly approved a new strategic doctrine of cooperation with Iraq, Syria's historic regional rival, as well as with Iran, to create a powerful regional block of Iran, Iraq and Syria opposed to Israel and the United States.

This move is a radical reversal of the cautious policies of Bashar's father for a full 30 years. Hafez Assad fought two fierce wars with Israel within six years. First, he directed Syrian forces in the 1967 Six day War, when he was Syria's minister of defense. Then, as president, he launched the 1973 Yom Kippur War, when his tough, massive tank army caught the Israelis by surprise and nearly swept them off the Golan Heights and across the Galilee to the Mediterranean before being held and rolled back.

But after that, Assad followed a policy of more than 25 years of trying to avoid any outright direct conflict with the Israeli Army. Since the 1975 Israeli-Syrian disengagement agreement, not a single Israeli soldier or settler on Golan has been killed by direct Syrian action. In fact, Hafez Assad's greatest enemies were two fellow revolutionary Arab leaders of his own generation, Palestine Liberation Organization Chairman Yasser Arafat and President Saddam Hussein of neighboring Iraq. Syria and Iraq have always been rivals for the leadership of the Arab world, especially in the Fertile Crescent region they share. But ideological rivalries over the past 40 years have made things far worse. Both Saddam and Hafez Assad claimed to preside over the only true, ideologically pure regime of Baathism, or Arab Socialism.

Hafez Assad always deeply distrusted and feared Saddam. Iraq has almost double Syria's population and vast oil wealth. When the United States mobilized a vast coalition and assembled a huge army of 700,000 men to roll Iraq out of Kuwait in the 1991 Gulf War, Hafez Assad joined them.

Reversing this historic policy carries enormous risks for Bashar Assad. But it has major attractions to him as well.

The main risks are that he could blunder into a major war with Israel and that this time, unlike 1967 and 1973, Syria could be totally smashed. Then Bashar's Baathist regime, dominated by the Assad family's own Alawi religious sect concentrated around the mountainous western Syrian city of Latakia, could be swept from power. Or, by allowing the Iraqi military and security services to operate freely in Syria -- a policy that was anathema to his father -- Bashar could leave himself vulnerable to being toppled and killed in a coup plot orchestrated by Saddam.

But with all its risks, the policy of strategic alliance with Iraq also has many advantages for Bashar.

It is popular with the hawkish Alawite Baathists who dominate Syria's army and security services. They are filled with frustration at their inability to win a chance for military revenge against Israel, Middle East intelligence sources say. And they are strongly supportive of this policy.

Also, having been raised from childhood on the radical, anti-American ideology of Baathism, they want to expel the United States and its allies from the region, not come to terms with them.

A strong anti-U.S. and anti-Israel policy is also popular with Syria's Sunni Muslim majority, especially the radical fundamentalists among them. Hafez Assad slaughtered at least 10,000 of these people - possibly as many as 30,000 -- along with their families in 1982 when he used tanks and heavy artillery to literally flatten the city of Hama when it was in a state of insurrection, controlled by the Ikhwan, or Muslim Brotherhood.

Now Bashar, like his father before him, must take especial pains not to offend Muslim religious leaders, especially radical ones, to avoid reopening that deadly old feud.

Finally, the policy of going radical and lining up with Saddam is also popular with Iran, which now fears the United States far more than it fears Iraq. It is also welcome to Hezbollah.

If Bashar instead had sought peace with Israel and closer ties with the United States, he would have risked being undermined, or even assassinated by Hezbollah and the Iranians.

In many respects, Bashar's policy is a product of weakness, not strength. Hafez Assad was strong enough to keep Saddam at arms length. Bashar is not. Hafez was strong enough to resist calls for a more radical, but risky policy towards Israel from his own generals and security chiefs. The young, inexperienced Bashar cannot afford to alienate them. Hafez could defy Iran on occasion. Bashar does not yet dare to.

For decades, U.S. and Israel analysts complained about Hafez Assad's supposedly baleful influence in the Middle East. Very soon, they may have cause to wish it was still there.

\* \* \* \* \*

## **Turkish Troops Reported in Iraq**

Washington Post January 7, 2001; Page A19 By John Ward Anderson

ISTANBUL, Jan. 6 -- Thousands of Turkish troops have reportedly swept into northern Iraq in preparation for a major crackdown on the Kurdish Workers' Party (PKK), a violent separatist group that has been fighting for a Kurdish homeland in southeastern Turkey for more than 15 years.

There was no official confirmation or comment by the Turkish government about the military incursion, which was reported in today's edition of Hurriyet newspaper, a leading Turkish daily. The newspaper said that soldiers and armored vehicles began crossing into Iraq on Dec. 20 and that 10,000 troops were now massed near the northeastern Iraqi town of Sulaymaniyah, about 90 miles south of the Turkish border, near the Iraq-Iran border.

The newspaper, without citing sources, said that no armed clashes had occurred yet. It said the troop transfer was complete and a major operation against the PKK was expected to begin soon. In recent years, Turkey has launched numerous incursions into Iraq to attack PKK strongholds, taking advantage of a NATO-enforced "no-fly" zone in the northern part of the country to launch ground operations without fear of Iraqi counterattacks.

The no-fly zone was established by NATO at the end of the 1991 Persian Gulf War. Turkey, a NATO member, allows the alliance to use Turkish air bases along the Iraqi border for planes that patrol the zone.

Hurriyet reported that Turkey's most recent intervention was requested by a PKK rival, an Iraqi Kurdish group called the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which reportedly has been engaged in heavy fighting with the PKK in recent weeks. The paper quoted a PKK leader as saying that 150 of his soldiers were killed in combat with the PUK in the last week.

The crackdown in Iraq comes as PKK rebel operations in Turkey have been almost eliminated, after a 15-year uprising that left 30,000 people dead or missing and 3,600 villages in southeastern Turkey destroyed.

The PKK launched its separatist movement in 1984, but the drive was effectively squelched with the February 1999 capture of PKK leader Abdullah Ocalan, who subsequently ordered the organization to end its armed struggle and withdraw its fighters from Turkey.

Ocalan, who was tried and sentenced to death in Turkey, is being held in a special prison outside Istanbul while he appeals the sentence. His case, and Turkey's handling of its Kurdish problem in general, have become key issues in the country's bid to become a member of the European Union, which opposes the death sentence and is concerned about widespread human rights violations committed during the Kurdish rebellion.

The EU also has encouraged Turkey to address some of the underlying problems that fuel Kurdish resentment, such as a prohibition against Kurdish-language television and radio broadcasts. About 12 million of Turkey's 65 million people are Kurds.

## Ecevit: Stay on guard against PKK

Turkish Daily News January 5, 2001

Speaking on the Dogus Group's NTV television news channel Prime Minister Bulent Ecevit said that the Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorist organization may be a spent force in Turkey but it still has men under arms just across the border and could start fresh ventures into Turkey at any moment and warned Turkey to be on its guard, the Anatolia news agency reported yesterday.

Ecevit pointed out in his interview with NTV's Ankara correspondent Murat Akgun when asked whether it would be possible to lift the state of Emergency Rule in the four provinces where it is still being applied, that as prime minister he had to treat the matter with great circumspect due to the delicate geopolitical situation Turkey found itself in.

Still on the subject of terrorism, Akgun asked whether in the aftermath of the terrorist bombing of the Sisli police headquarters in Istanbul Turkey could expect a new wave of terrorist violence? Ecevit replied he did not expect such a thing adding: "Those who practically occupied the prisons during the latest prison incidents do have men on the outside as well. These individuals could take it upon themselves to react in some way." He added that those who run the terrorist organizations in the prisons are being protected by allegedly respectable circles in Europe and he held these people accountable for the recent events. Ecevit said: "I do not expect widespread actions. We have seen they are no match for the state. The PKK is not seen to be effective, Hizbullah has collapsed, but people in desperate situations do desperate things." Furthermore he criticized the obvious lack of security measures at Sisli police headquarters. "There was serious neglect there, I hope it won't be repeated," he said.

Staying on the subject of prisons, Ecevit spoke about the death fasts being held in order to bring reform to the prison system. "These are acts of grave irresponsibility," said Ecevit, "These young people are doing themselves a great disservice, a great injustice. We do not want them to kill them. On the contrary, we have spent weeks struggling to prevent them from killing themselves. I only hope they can realize the futility of their actions. Those controlling them are abroad and living it up in safety while using the boys here as tools." He called upon the prisoners families, intellectuals and Non governmental organization's (NGO's) to step up their warnings to the prisoners and added he did not want to see the prisons become terrorist headquarters again.

Akgun went on to ask Ecevit about the National Program Turkey is drawing up in response to the European Union's (EU) Accession Partnership Document and asked whether it would be ready by the end of January. He also asked whether any consensus had been reached on matter such as the civilianizing of the National Security Council (MGK) and the abolition of the death penalty. Ecevit replied: "We have not got into the finer details yet. There is perfect harmony within the coalition. However, nobody's demands conform entirely with everyone else's. Democracy is a regime based on consensus. We continue to reach a consensus most successfully all the time. I am very hopeful, yet I know we cannot solve everything in one move. Let's take the issue of Kurdish television for example. If Turkey was in the same position as Denmark, Germany, Holland or another Scandinavian country, there would not be any problem here, but Turkey is faced with a serious separatist movement. When this movement realized they could not get their way through force of arms they embarked on a political path instead. This quite naturally disturbs certain circles. They have serious reservations when it comes to making exceptions over languages, radio and television.

"It is clear that not only our immediate neighbors but also our slightly more distant ones in Western and Northern Europe are harboring designs on Turkey that are far from congenial. These countries are where the allies of those wishing to break Turkey up live. They may not actually be within the governments, but they are there none the less. Our friends in the West have to be made aware of this and reminded what their responsibilities are."

On the subject of whether the National Program would be introduced by the Cabinet or by national consensus through Parliament, Ecevit said this would be decided next week when the party leaders meet. When asked his idea regarding a calendar for Turkey's eventual full membership of the EU should the National Program prove unsatisfactory to the EU, Ecevit said it was too soon to predict such things.

\* \* \* \* \*

## Dead or alive? Mystery of Saddam Hussein's health deepens



Saddam Hussein seen in what state television claimed was footage of him chairing the first cabinet meeting of the New Year. But as speculation about his welfare increases, the west is looking for evidence that these may be old pictures

The Guardian Friday January 5 2001

Brian Whitaker

Iraq-watchers took out their magnifying glasses yesterday to scrutinise pictures from Baghdad purportedly showing Saddam Hussein chairing a cabinet meeting.

Depending on who you believe, the Iraqi leader is dead, incapacitated ... or his usual robust self.

The latest rumours surfaced after a military parade on Sunday in which President Saddam stood for four or five hours, saluting the troops as they marched past by firing a rifle into the air.

"He fired more than 142 rifle shots, using one hand," said an Iraqi government spokesman, Salam Khatab. "Most of the youth could not do such."

But according to Iranian-backed opposition sources, he suffered a severe stroke during or shortly after the parade.

Other opposition sources in London suggest that he had a minor stroke or heart attack.

The Saudi-owned al-Hayat newspaper, citing "trusted Iraqi sources", said that President Saddam had felt chest pains and had been taken to hospital, where a medical team under Dr Aziz Mahmoud Shukri "confirmed to those accompanying the president that he was suffering the effects of standing for a long time in the cold".

On Wednesday Iraqi television showed the president, who is officially 63, looking his usual self as he walked into the cabinet room wearing a brown suit, but there was no way of confirming when the film was shot.

An official denial of his illness as "a nonsensical fabrication that is not even worth responding to" did little to dampen the speculation.

Some analysts even saw the denial as suspicious, noting that the Iraqi authorities do not usually

comment on such reports.

But a Kurdish opposition source in London suggested that the reports could be part of a disinformation campaign by President Saddam himself. "His security service spreads rumours that he is dangerously ill or has been assassinated, then after a few days you see him making a speech on TV."

The purpose might be to flush out opponents of the regime.

In July, when he made an odd and unusually short speech to mark the 32nd anniversary of the coup that brought his Ba'ath party to power, there were claims that he was seriously ill. Two weeks later, and apparently in good health, he welcomed President Hugo Chavez of Venezuela to Iraq and personally drove him on a tour of Baghdad.

In September there were reports that he was about to undergo chemotherapy for lymph cancer.

A subsequent Israeli report said the story was based on a misunderstanding: the treatment was for a senior member of his regime.

Analysts were reluctant yesterday to commit themselves either way. Most agreed that if he were dead or seriously ill the regime might well conceal it until his successor's position had been secured.

Few expect a smooth transition, because of the rivalry between his two sons, Uday, 36, and Qusay, 34.

Qusay, who runs the Special Security Organisation and the Special Republican Guard, seems to be the favoured successor.

Uday, a playboy, runs several Iraqi media organisations and is said by opposition groups to be a rapist, a serial killer, and heavily involved in oil smuggling. Last year he was elected to parliament in a Baghdad constituency with 99.9% of the vote.

SYRIE

# Bachar el-Assad face à la crise du Proche-Orient

La Syrie tente de se repositionner au Moyen-Orient. Néanmoins, le nouveau président ne peut sortir à sa guise de la voie tracée par son père, soutient l'analyste britannique Patrick Seale.

AL HAYAT  
Londres

**A**vec leur Intifada, les Palestiniens se sont lancés dans une guerre de libération dont l'objectif est de mettre fin à l'occupation militaire israélienne. Ce soulèvement a provoqué un véritable séisme, pas seulement sur le terrain, mais aussi dans les esprits. Dans ces conditions, quels sont les choix possibles ? Israël – empêtré dans ses querelles internes, tenaillé par ses vieilles peurs et qui, de plus, entre en campagne électorale – ne semble pas prêt à modifier son approche des problèmes régionaux. Dès lors, Ehoud Barak aura-t-il la sagesse et le courage nécessaires pour choisir la voie de la paix et préparer son opinion à un retrait des territoires palestiniens occupés ? Ou bien continuera-t-il à privilégier la méthode militaire ? L'absence de clarté quant aux choix futurs de l'Etat hébreu dans ce domaine constitue déjà en soi un élément d'instabilité pour la région.

Le changement régional le plus notable est la perte de confiance envers les Etats-Unis. Il y a dix ans à peine, au sortir de la guerre du Golfe et alors que l'Union soviétique venait de s'effondrer, les Etats-Unis étaient au faite de leur puissance. En libérant le Koweït et en "contenant" l'Irak et l'Iran, les Américains lançaient le processus de Madrid et instauraient le "nouvel ordre mondial". Pourtant, aujourd'hui, qu'il s'agisse de l'Irak ou du processus de paix israélo-palestinien, l'échec de la politique américaine est patent. En laissant passer l'occasion d'imposer une paix juste et durable et en soutenant aveuglément Israël, les Etats-Unis ont déçu et sont désormais haïs par les opinions publiques de l'ensemble des pays arabes et musulmans. Les Etats-Unis, tout-puissants au Proche-Orient depuis le déclin de l'influence franco-britannique, ont, par leur manque d'imagination, créé un vide inquiétant dans la région.



▲ Le président syrien  
Bachar el-Assad.  
Dessin de Stavro  
paru dans le Daily  
Star, Beyrouth.

L'Europe est-elle capable de remplir ce vide ? Beaucoup d'Arabes le souhaiteraient et reprochent dès lors aux Européens leurs divisions et leur silence par rapport à la situation actuelle. Certes, on peut reprocher son manque de clarté à l'Europe, d'autant plus que les Européens se sentent très concernés par la crise actuelle et qu'ils ont beaucoup d'intérêts au Proche-Orient. Néanmoins, il faut également comprendre qu'ils ne sont pas toujours convaincus de la sincérité des intentions arabes à leur égard. En effet, par le passé, les Arabes ont souvent agité l'option européenne pour faire peur à l'Amérique. Mais, dès qu'ils obtenaient ce qu'ils voulaient, ils rejoignaient rapidement le giron américain. Dans ce contexte, les chefs d'Etats arabes, et parmi eux le président Bashar el-Assad, cherchent à se positionner.

Ce qui frappe en Syrie, aujourd'hui, c'est à la fois la continuité et le changement. La légitimité de Bachar el-Assad n'est pas seulement due au fait qu'il est le fils de l'ancien président, mais provient de son rôle de gardien

de l'héritage politique d'Hafez el-Assad. Dans ces conditions, il ne peut quitter à sa guise la voie tracée par son père et il doit tolérer que certains conseillers influents de son père demeurent encore à leurs postes, au moins à court terme.

## IL CRITIQUE L'HYPOCRISIE DU NOUVEL ORDRE MONDIAL

Pour autant, le jeune président syrien a conscience qu'il doit répondre au besoin de changement et revoir certaines stratégies afin de pouvoir affronter les nouveaux défis qui l'attendent. Il doit d'abord se positionner vis-à-vis d'Israël et des Etats-Unis. Lors du dernier sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), au Qatar, Bachar el-Assad a fait part de sa déception à l'égard des Etats-Unis, sans toutefois les citer nommément, et il a critiqué l'hypocrisie du nouvel ordre mondial.

Dès lors, quelle est la marge de manœuvre du D<sup>r</sup> Bachar ? Il semblerait que le président syrien ait décidé de chercher de nouvelles alliances régionales qui assureraient

à la Syrie une profondeur stratégique et lui permettraient aussi de ne plus dépendre d'un seul allié. Dans ce contexte, l'alliance avec l'Iran et la poursuite d'une bonne coopération avec l'Égypte et l'Arabie Saoudite restent la pierre angulaire de la politique étrangère de la Syrie.

Les relations entre la Syrie et la Turquie se sont considérablement améliorées depuis que Damas a cessé de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les contacts entre les deux pays se sont intensifiés, au point que l'on parle d'une possible visite d'El Assad à Ankara après la fin du ramadan. Les discussions sur la répartition des eaux de l'Euphrate devraient dans ces conditions évoluer favorablement. En entretenant de bonnes relations avec la Turquie, les Syriens espèrent obtenir que celle-ci ne compromette pas leurs intérêts (ni ceux des pays arabes) au profit de son alliance avec Israël.

Le rapprochement avec l'Irak est encore plus important pour la Syrie que l'ouverture sur la Turquie. Celui-ci a déjà débuté avec la reprise du commerce transfrontalier et s'est poursuivi avec la visite récente à Damas du vice-Premier ministre irakien Tarek

Aziz, ainsi que celle du vice-président Izzet Dawri, signe supplémentaire de la prochaine relance des relations diplomatiques entre les deux pays. L'Irak offre ainsi à la Syrie la profondeur stratégique dont elle a besoin. Dès lors, les Syriens espèrent que la levée de l'embargo sur l'Irak permettra aux ports syriens d'être le point de transit principal des importations et des exportations irakiennes.

Si des divergences persistent entre Yasser Arafat et le nouveau président syrien, elles ne vont pas jusqu'à empêcher le début d'un dialogue entre la Syrie et l'Autorité palestinienne. D'après certaines sources, il semble même qu'Arafat pourrait se rendre à Damas "dans les prochaines semaines". L'approche globale syrienne de la crise au Proche-Orient confirme l'amélioration des relations syro-palestiniennes. En effet, avant la nouvelle Intifada, Damas considérait que les Palestiniens, en entamant seuls des pourparlers de paix avec Israël à Oslo, en 1993, avaient brisé l'unité arabe, dégageant ainsi la Syrie - désormais uniquement préoccupée par le Sud-Liban et par le Golan - de toute responsabilité dans ce processus. Or, aujourd'hui, la Syrie réclame un règlement global de la crise au Proche-

Orient, en exigeant notamment la création d'un Etat palestinien indépendant avec pour capitale Jérusalem-Est, ce qui constitue un repositionnement important de l'un des acteurs principaux de la scène régionale.

Bachar el-Assad tente également un rapprochement avec la Jordanie - avec laquelle son père avait entretenu de très mauvaises relations - dans le but de soustraire un tant soit peu le royaume hachémite à l'influence israélienne et américaine. Toutefois, compte tenu de la position délicate du roi Abdallah II, qui ne souhaite pas irriter ses alliés occidentaux outre mesure, les relations syro-jordanaises restent laborieuses.

Quant aux rapports entre la Syrie et le Liban, ils font visiblement l'objet de discussions à l'intérieur du régime syrien. Certains continuent de privilégier un contrôle fort du Liban, tandis que d'autres, parmi lesquels se trouverait Bachar el-Assad, seraient prêts à admettre une certaine émancipation du voisin libanais pour peu que cela ne menace pas les intérêts syriens.

**Patrick Seale\***

\* Journaliste et écrivain britannique spécialiste du Proche-Orient.

# Attacks in Istanbul Raise Fears of Political Violence

By Douglas Frantz  
New York Times Service

ISTANBUL — Fears that Turkey may face renewed political violence have been provoked by a series of terrorist attacks that have killed three policemen and wounded more than two dozen people in Istanbul.

A radical leftist organization claimed responsibility for the attack, which was carried out on Wednesday inside a police station in a busy downtown neighborhood. The Revolutionary People's Liberation Party-Front said on its Internet site on Thursday that one of its members had detonated explosives strapped to his body, killing himself and a police officer and wounding seven people.

"One of our sacrificial fighters entered Sisli security department with a bomb and destroyed an enemy target," said the statement, which threatened more terrorist acts.

The organization is suspected of ambushing a police van last month, killing two policemen and wounding 11. The authorities said gunmen hiding on a hill above Istanbul's main highway had opened fire with automatic weapons on the passing van.

The authorities said they did not know whether the organization was involved in a bombing that wounded 10 people in the heart of Istanbul's en-

tertainment district as celebrations were being held on New Year's Eve. Thousands of people fled the Taksim Square district in panic after the explosion.

A few hours before the blast, the police defused a bomb outside an Istanbul supermarket and one near a police station in the northern city of Zonguldak.

Concerns about possible attacks by the Revolutionary People's Liberation Party-Front were one reason the U.S. Consulates in Istanbul and the southern Turkish city of Adana were closed for three weeks last month, American officials said. The consulates reopened Tuesday.

The American officials would not discuss specific threats, but the organization was linked to the killings of two American military contractors in 1990 and 1991. It fired rockets at the U.S. Consulate in Istanbul in 1992 and the Turkish police thwarted an attack on the consulate with an anti-tank weapon in June 1999.

The latest attacks have been exclusively on Turkish targets. The organization vowed in its statement to avenge 30 of its imprisoned members who died in December when soldiers and police officers swept into prisons across Turkey to reassert government control and end a two-month hunger strike over

**'An environment of serious violence developed in these ghettos.'**

plans to shift inmates to prisons with smaller cells.

Nihat Ali Ozcan, a terrorism expert at the Center for Eurasian Strategic Studies in Ankara, said he expected the organization to continue attacks on selective targets like police officials, politicians and judges. But he said there was no way to predict the extent of the attacks.

In recent years, the Revolutionary People's Liberation Party-Front has shifted from its Marxist origins to a philosophy tailored to appeal to disaffected members of Turkey's Muslim minority sects in an attempt to exploit poverty and dissatisfaction with the government.

Many of these people live in the poor neighborhoods that have sprung up around the edges of Istanbul over the last 20 years as villagers fled rural areas. Experts say the terrorists have some limited support in those districts.

"An environment of serious violence developed in these ghettos," said Ali Bayramoglu, a sociologist. "Neither the state nor the local governments have been able to improve the lives there."

Terrorism experts say they are uncertain of the organization's size. Although its operations are confined to Turkey, the authorities say that many of

the organization's leaders live in Europe and that its money comes from abroad and through extortion and robberies.

Oral Calislar, a columnist for Cumhuriyet, an Istanbul newspaper, met some of the organization's leaders in December when he and other journalists tried to negotiate an end to the prison hunger strike.

"Many are very educated former university students and they are not so poor," Mr. Calislar said.

The suicide bomber fit that description, according to the police and the terrorist organization.

The police used fingerprints to identify the bomber as Gultekin Koc, 23, who had been jailed for a year for membership in the Revolutionary People's Liberation Party-Front, which has been outlawed. The police said Mr. Koc had worn a business suit and slipped past security devices to reach a fourth-floor cafeteria near the police chief's office. The police said he detonated the bomb after being approached by a policeman, who was killed.

In its statement, the organization said Mr. Koc had moved to Istanbul from east-central town of Erzincan and sympathized with leftists during high school. He studied engineering at university and joined the party in 1995 and was jailed the following year, the statement said.

"There is an inexhaustible supply of revolutionaries on the soil of this land," it said.

## Dix mille soldats turcs en Irak pour s'opposer à la rébellion kurde



ISTANBUL, Turquie (AP) – Quelque 10.000 soldats turcs ont de nouveau franchi la frontière nord de l'Irak pour s'opposer à la rébellion kurde, ont annoncé samedi des représentants et des médias locaux.

dimanche 7 janvier 2001

Selon le quotidien turc "Hurriyet", les troupes turques, appuyées par des chars, sont en Irak depuis le 20 décembre, stationnées à proximité de la ville de Sulaymaniyah, à plus de 150 kilomètres de la frontière irakienne. Les soldats turcs prépareraient une "vaste opération de nettoyage", a précisé le journal.

Une information confirmée par des représentants turcs présents dans le sud-est de la Turquie, ajoutant que des unités spéciales étaient parmi les forces postées en Irak. De son côté, l'armée turque a refusé de confirmer les informations d'"Hurriyet" qui n'ont pas pu être commentées non plus par l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) dont les représentants étaient injoignables.

Toutefois, à ce jour, aucun affrontement n'a été enregistré entre les Turcs et les guérilleros kurdes.

Ce même journal ainsi que la télévision kurde Medy TV, qui émet depuis la Belgique, ont annoncé que l'Union patriotique du Kurdistan qui contrôle la région de Sulaymaniyah, avait demandé à la Turquie de lui envoyer des troupes pour l'assister dans sa bataille contre les rebelles kurdes de la région.

Medya TV ainsi que le quotidien irakien Al-Irak, un journal contrôlé par le régime de Saddam Hussein, ont rapporté que près de 200 combattants de l'UPK avaient été tués dans des affrontements avec le PKK (Parti des Travailleurs kurdes), un bilan qui n'a pas pu être confirmé.

Les troupes turques combattent le PKK depuis 1984, dans une guerre qui a fait 37.000 morts, essentiellement des Kurdes. Une raison pour laquelle les militaires turcs franchissent fréquemment la frontière nord de l'Irak pour aller s'opposer à la guérilla du PKK.

La Turquie combat depuis 15 ans les guerillas kurdes, qui se battent pour devenir autonomes dans le sud-est du pays. Les combats ont été réduits à des affrontements sporadiques depuis que le PKK a annoncé un cessez-le-feu unilatéral et que la plupart des rebelles se sont retirés dans des bases situées dans le nord de l'Irak et en Iran.

Toutefois, Ankara a refusé d'accepter le cessez-le-feu, ajoutant que son armée continuerait à combattre jusqu'à ce que tous les rebelles se soient rendus ou aient été tués.



7 January 2001 Daily Telegraph

## **Saddam 'live' broadcast is a fake, say opponents to show the world that he is alive and well, and still in charge.**

Speaking on state-run television, the 63-year-old dictator looked healthy in a dark brown suit and tie as he delivered a rambling tirade to mark the 80th anniversary of the formation of the country's armed forces. Much of the speech in praise of Iraq's military prowess was abstract, with Saddam posing odd rhetorical questions such as: "Does consciousness precede experience or is it experience that creates consciousness?"

The main message, however, was clearly: "I am still here." Saddam's third television appearance in three days failed to convince observers. It was unclear whether the speech was live or pre-recorded, and the Iraqi leader frequently uses doubles who have undergone cosmetic surgery to make it impossible to distinguish them from him.

Exiled Iraqi dissidents say that the broadcasts may have been doctored with old or pre-recorded footage. In one clip shown on Thursday - of Saddam apparently chairing a cabinet meeting - he looked far younger.

Military experts in Baghdad have confirmed to The Telegraph that the Iraqi leader was taken seriously ill at a military parade in the capital on New Year's Eve and is recuperating in one of his many bunkers. According to the military experts, he has not been seen in public since the five-hour parade on New Year's Eve when he complained of chest pains that could indicate a stroke or a heart attack.

As tanks and troops marched past, Saddam was seen shivering and was handed a heavy overcoat. He was taken to Ibn Sina, a hospital reserved for VIPs within the presidential palace compounds, where he was treated by his personal surgeon, Dr Aziz Shukri, and his team of eight doctors, including a cardiologist.

News of his illness leaked from the palace hospital last week, and Baghdad was immediately put on high military alert. All entrances to Baghdad are being guarded by large numbers of troops belonging to the Republican Guard, Saddam's personal army.

Diplomats stationed in Baghdad said that the New Year's Eve parade was itself unusual. "Normally they are held on January 6. This one was far larger. There were hundreds of tanks."

One diplomat said: "The display was to fete the birth of a new army unit called Al Quds, or Jerusalem." Most of this new army has been stationed along the western Iraqi border with Syria and Jordan.

Security experts said that the leader has not been seen in public since. He failed to attend a meeting of the Supreme Court on Thursday, where members were due to swear an oath of allegiance.

Instead the duty was transferred to Saddam's deputy, Izzat Al-Douri. Foreign Office spokesman in London said that while it was unclear exactly what was going on, it was unlikely that Saddam was dangerously ill.

The spokesman said: "A struggle would have begun between officials and the family and there is no evidence of that. We think he is still there and as dangerous as ever, but there is no doubt the mood is very tense."

Peter Hain, the Foreign Office minister, issued a strong warning again yesterday against lifting sanctions on Iraq and ending the almost daily bombings by British and American aircraft. He said: "Only last month Iraqi troops moved to surround a Kurdish town in the no-fly zone and were deterred by a combination of Kurdish forces and Allied air patrols. Others may be content to tolerate the continuing brutalities of Saddam Hussein's regime. Our Government is not."

The Iraqi leader, who has been in power for 30 years, has ensured that it will be difficult to succeed him without a struggle. There is fierce rivalry between his sons Uday and Qusay, and his cousin Ali Hassan al-Majid.

Uday, who was badly wounded by a would-be assassin in 1996, is a powerful newspaper owner with a well-established reputation for cruelty and debauchery. Qusay runs the Special Security organisation and the Special Republican Guard.

\* \* \* \* \*

## La torture suspectée d'être pratiquée dans certaines prisons turques par deux organisations des Droits de l'homme



7 janvier 2001

ISTANBOUL, Turquie (AP) – L'organisation Amnesty International ainsi qu'une commission des Droits de l'homme basée à New York ont appelé samedi les autorités turques ainsi que le Conseil de l'Europe à ouvrir une enquête sur la pratique supposée de la torture dans certains nouveaux établissements pénitentiaires turcs.

"Il devrait y avoir une enquête détaillée, indépendante et impartiale sur la pratique supposée de la torture et le mauvais traitement", a souhaité samedi dans un communiqué Heidi Wedel, membre d'Amnesty international, appelant également le Conseil de l'Europe - dont la Turquie est membre, à mener l'enquête.

Jonathan Sugden de la commission des Droits de l'homme et Heidi Wedel se sont entretenus avec des avocats, des docteurs, des proches des prisonniers ainsi qu'avec trois détenus sortis récemment des nouvelles prisons turques.

"Nos sources concordent pour dire que les prisonniers sont battus et parfois même torturés, avant et après leur transfert en prison", ont avancé dans leur communiqué Jonathan Sugden et Heidi Wedel.

"Nous supposons que les prisonniers ont reçu des coups de fouet et ont été violés avec des matraques dès leur arrivée à la prison de Kandira, près Izmit, mais les plaintes ne pourront être recoupées puisque les demandes formulées par les avocats pour effectuer des examens médico-légaux sont restées sans réponse", précise encore le communiqué.

Cette supputation fait écho au transfert de près de 1.000 détenus dans de nouveaux établissements pénitentiaires - dans lesquels les organisations affirment avoir été interdit d'accès - effectué le mois dernier après quatre jours de mutinerie au terme desquels 32 personnes ont trouvé la mort.

Quelque 5.000 soldats turcs avaient alors donné l'assaut à une vingtaine de prisons à travers le pays pour mettre fin à une grève de la faim suivie depuis deux mois par des dizaines de détenus. Il s'en était suivi des mutineries dans les prisons et un siège des établissements par l'armée.

Un assaut qui devrait également faire l'objet d'une enquête, selon Jonathan Sugden, neuf prisonniers étant décédé des suites de leurs brûlures et dix autres ayant été tués par des soldats ou par des compagnons de cellules.

Ces deux organisations des Droits de l'homme soutiennent encore que les détenus ont été placés en isolement total et appellent les autorités turques à autoriser les prisonniers à sortir de leur cellule dans la journée pour se regrouper.

Les détenus eux-mêmes, liés à des groupes armés d'extrême-gauche ayant revendiqué l'assassinat de généraux et d'hommes d'affaire turcs, ont déclaré craindre les abus que pouvaient exercer certains gardiens dans leurs cellules occupées par une voire trois personnes

Samedi, dans un communiqué, le ministère de la Justice turque a démenti ces accusations de torture et de mauvais traitement, ajoutant que trois inspecteurs avaient été chargés de mener une enquête.

---

London Sunday Times January 7 200

### Saddam puts army on alert to fight Israel

SADDAM HUSSEIN showed that his grip on power was as firm as ever yesterday. He marked Iraq's army day by making a defiant televised address to the nation and establishing a new command headquarters for a special military force to support the Palestine revolt against Israel if necessary, write Uzi Mahnaimi and Jon Swain. The Hamorabi tank division of the elite Republican Guard has been moved from its permanent barracks to the new headquarters at Al-Rabtah, west of Baghdad, where it is on 24-hour standby.

The Iraqi headquarters and Saddam's promise to support the Palestinian uprising - reaffirmed in yesterday's speech

- are being closely monitored by Israel. It is expected that heavy Iraqi armour would join Syria in any regional war against Israel. Ehud Barak, the Israeli prime minister, predicts that such a war will break out if the Palestinian question is not settled peacefully.

"The Iraqis have done it in the past - in 1973 - and there is no reason why they would not do it again," said Professor Amtazia Baram, a leading Israeli expert on Saddam and adviser to Israeli military intelligence. However, the Israeli military is more concerned about a possible low-altitude attack by Iraqi warplanes carrying chemical weapons than an armoured attack. Saddam's televised address, glorifying the Iraqi army, appeared finally to have put to rest opposition claims that he had suffered a serious stroke last weekend. The 63-year-old president appeared healthy and robust in a dark brown suit and tie as he delivered his speech, marking the 80th anniversary of Iraq's armed forces.

"We are celebrating the army that fought the war against Iran and in the 'mother of all battles'," he said, referring to the 1991 Gulf War, which he lost 10 years ago. There have been persistent rumours of Saddam's ill-health for more than a year, usually citing lymphatic cancer. These rose to a peak last weekend when opposition sources said that he had fallen ill after presiding over a military parade in Baghdad.

The reports were dismissed by the Iraqi information ministry, but refused to die away. In an attempt to dispel them, Saddam was twice shown on television addressing a cabinet meeting and chatting to an Egyptian group of entertainers while puffing on a Cuban cigar.

Saddam, who has turned survival into an art form in his 30 years in power, did undergo a two-hour medical check-up after last Sunday's parade, informed sources said. However, he is said to have gone to hospital after complaining of muscular pain.

The Iraqi leader is known to have suffered from severe back pain in the past. A leading Harley Street specialist frequently travelled to Baghdad to treat him in the 1980s, when he was supported by the West as a bulwark against the Islamic revolution in Iran. More recently, French and Austrian doctors have flown in to treat him.

\* \* \* \* \*

## **Turkey: Isolation and Beatings in New Prisons Must Stop Now Amnesty International and Human Rights Watch Press Release**

(New York and London, January 6, 2001) The human rights groups Amnesty International and Human Rights Watch have urged immediate reforms to the Turkish penal system after receiving reports of torture and beatings of prisoners transferred to smaller cells in a recent high-profile operation.

Representatives of the groups are currently in Turkey to research the operation conducted in 20 prisons in December 2000 and to investigate conditions at the new F-type prisons to which many of the prisoners were transferred. At least 29 prisoners and two soldiers died in the operation. The researchers have spoken with doctors, lawyers who visited the new prisons, relatives of prisoners and three prisoners who had been released from the F-type prisons.

These sources consistently indicate that the prisoners were beaten and some tortured before, during and after the transfers to the new prisons. It is alleged that prisoners were stripped and subjected to rape with a truncheon on arrival at Kandira F-type prison near Izmit, but the claims could not be corroborated because lawyers' requests for forensic examinations to be carried out received no response.

All reports confirm that a regime of solitary and small group isolation is being imposed in the new F-type prisons in breach of Justice Ministry undertakings. Many prisoners have gone without human contact for days, apart from roll-calls which were frequently accompanied by violence. Some prisoners in solitary isolation have not been seen by anyone from the outside world since mid-December.

Prisoners were not permitted into the small exercise yard attached to the individual cells until the last few days. To the knowledge of Amnesty International and Human Rights Watch, none of the prisoners in the F-type prisons have been brought out of their units for recreation, proper exercise or sport, nor have they been permitted to associate with other prisoners. The prisoners have also complained that very loud music has been piped into the corridors outside the units.

Our investigations suggest that transferred prisoners have been held in isolation and have been tortured or ill-treated,? said the researchers from Human Rights Watch and Amnesty International. ?The torture of a human being is an act of cruelty that is prohibited by international human rights law. Isolation can cause physical and mental harm and may amount to cruel, inhumane and degrading treatment. The Turkish government is accountable and must put an immediate stop to these abuses.?

Amnesty International and Human Rights Watch sought talks with the Justice Ministry as well as access to the prisons, but on both counts the requests were refused. They did meet with representatives of the Human Rights Commission of the Turkish Parliament and the Human Rights Association.

At least 300 prisoners are on hunger strike, and many have been fasting for more than 70 days. It appears likely that deaths will occur in the next few days. Amnesty International and Human Rights Watch are very alarmed at the recent developments in the Turkish prison system, and urgently recommend that the Turkish government ensures:

- access to prisons by lawyers and independent doctors in order to examine the allegations of torture and ill-treatment, and to provide necessary medical care.
- that the regime of intense small group and solitary isolation in the F-type prisons be lifted, and doors to prisoner units be left open during the day to permit prisoners within each small cluster of units to associate.
- broad access to representatives of bar, medical and human rights associations to ensure that the new prisons are run in accordance with Turkish law and international standards for the humane treatment of prisoners.

The groups also urge the Council of Europe with its expertise in the area of prison management to take an active interest in the crisis.

For further information, please contact: for Human Rights Watch, Jonathan Sugden: +90 532 598 0771 for Amnesty International, Heidi Wedel: +90 532 598 0771

## Le chef d'un faction kurde irakienne à Ankara pour évoquer leur coopération



ANKARA, 8 jan (AFP) - 11h25 - Le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) Jalal Talabani est attendu lundi à Ankara pour rencontrer les dirigeants turcs au moment où sa faction mène avec l'armée turque une opération dans le nord de l'Irak contre le PKK, a-t-on appris de source diplomatique turque.

M. Talabani doit rencontrer mardi le Premier ministre Bulent Ecevit et le sous-secrétaire d'état aux Affaires étrangères Faruk Logoglu, a-t-on précisé de même source.

M. Ecevit avait confirmé dimanche que l'armée turque menait une incursion dans le nord de l'Irak pour apporter une "assistance technique" à l'UPK et l'autre faction kurde irakienne qui contrôle la région, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), à lutter contre les rebelles kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui s'y sont repliés.

Selon la presse turque, quelque 10.000 soldats participent à l'incursion.

"Les deux partis intensifient leur lutte contre le PKK et nous essayons de les aider", avait ajouté le Premier ministre en soulignant que le "véritable enjeu" oppose l'UPK au PKK dans l'est de la région.

Après des années de bonnes relations, l'UPK, qui contrôle la zone frontalière avec l'Iran, s'est retourné ces derniers mois contre le PKK qu'il accuse d'attaquer ses positions pour déstabiliser l'enclave kurde.

Selon Ankara, quelque 4.500 militants du PKK se sont réfugiés dans le nord de l'Irak après leur annonce qu'ils arrêtaient leur 15 ans de lutte armée et se retiraient de Turquie à partir de septembre 1999.

Mais l'armée turque a annoncé qu'elle lutterait jusqu'au bout contre les rebelles.

Les troupes turques mènent fréquemment des incursion dans le nord de l'Irak qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991, malgré les régulières protestations de l'Irak.

Le PDK de Massoud Barzani contrôle la zone frontalière avec la Turquie et aide souvent la Turquie dans ses opérations.

## Ankara confirme une nouvelle incursion turque dans le nord de l'Irak



ANKARA, 7 jan (AFP) - 12h20 - Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a confirmé dimanche une nouvelle incursion de l'armée turque dans le nord de l'Irak, précisant qu'elle était destinée à aider les partis kurdes dans cette zone à combattre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

M. Ecevit a ajouté, dans une interview à la chaîne publique TRT, que les soldats turcs fournissaient une "assistance technique" aux membres de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) et du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) dans leurs combats contre les rebelles du PKK, dont le chef Abdullah Ocalan est emprisonné et condamné à mort en Turquie.

Ces deux partis rivaux contrôlent cette zone, l'UPK ayant ses bases dans l'est, près de l'Iran, et le PDK dans le secteur proche de la Turquie.

Les rebelles du PKK utilisent le nord de l'Irak comme base-arrière de leurs opérations depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

"Les deux partis intensifient leur lutte contre le PKK et nous essayons de les aider", a ajouté le Premier ministre en soulignant que le "véritable enjeu" oppose l'UPK qui dirige Jalal Talabani au PKK dans l'est de la zone.

En juillet, M. Ecevit a rencontré M. Talabani et l'avait remercié pour sa lutte contre le PKK. Ankara accusait auparavant l'UPK d'aider les séparatistes turcs.

Depuis l'arrestation en février 1999 de M. Ocalan, condamné à mort pour trahison, le PKK prône une solution pacifique du problème kurde et a proclamé l'abandon de la lutte armée lancée en 1984.

L'Irak a dénoncé le 2 janvier la nouvelle incursion turque et exhorté la Ligue arabe à intervenir pour obtenir le "retrait immédiat" des troupes turques.

---

### Turkish PM reports fresh Turkish incursion into northern Iraq

ANKARA, Jan 7 (AFP) Turkish Prime Minister Bulent Ecevit confirmed Sunday that Turkish soldiers had crossed into northern Iraq to aid the two leading Kurdish factions in the area in their struggle against armed Kurdish rebels from Turkey.

Ecevit told the state-run TRT channel in a live interview that Turkish soldiers were providing "technical help" to the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) to fight the Kurdistan Workers Party (PKK).

"The real struggle in the region is between the PUK and the PKK," Ecevit said.

"The PUK and the KDP are spearheading the combat against the PKK and we are trying to help them," he added.

For the past few months, the Jalal Talabani-led PUK, which controls a section of northern Iraq close to the border with Iran, has been fighting PKK rebels which it accuses of attacking its positions in a deliberate attempt to destabilize the Kurdish-held enclave. The fighting comes after a long period of good relations between the PUK and the PKK, which has waged a 15-year armed campaign against Turkey for Kurdish self-rule in the country's southeast.

The PKK has been trying to find itself a safe haven since September 1999 when the group said it would stop fighting Ankara and withdraw from Turkish territory to seek a peaceful resolution to the conflict.

Most of the rebels are believed to have crossed into northern Iraq, which has been outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War. The KDP, led by Massoud Barzani, controls the strip of land near the Turkish border and often helps Turkey in its frequent cross-border operations in the region.

Ecevit did not say how many troops were taking part in the incursion or when it would end, but underlined that the clashes in northern Iraq was evidence that the "terrorist PKK was still in existence".

"The terrorists are armed and are just beyond our border. In other words, they are lying in ambush," Ecevit told TRT. "We are taking the necessary measures, both in Turkey and abroad, against separatist terrorism in the framework of international legal rules," he added.

The powerful Turkish military has already played down the PKK's truce pledges as a "ploy" and has called on the rebels to either surrender or face the army. While there has been no official statement on the size of Turkey's current cross-border operation, Turkish newspapers have reported that some 10,000 troops have penetrated deep into the mountains of northern Iraq.

But Turkish general staff denied the reports Sunday as being far from the truth.

The Turkish army regularly launches operations against the PKK in the north of Iraq which it says the rebels use as a springboard for attacks against Turkey.

The incursions draw strong criticism from Baghdad, which accuses Ankara of violating its territorial integrity. On Tuesday, Iraqi Foreign Minister Mohamed Said al-Sahhaf called on the Arab League to intervene and ensure the "immediate withdrawal" of Turkish troops.

"The continuation of Turkish aggression against Iraqi territory represents a flagrant violation of Iraqi sovereignty," Sahhaf said in a message to the league's Secretary General Esmat Abel Meguid.

\* \* \* \* \*

## **Talabani to start talks on Tuesday**

by ILNUR CEVIK Turkish Daily News January 8, 2001

Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) will meet Turkish leaders on Tuesday to discuss the latest regional developments, government sources told the Turkish Daily News.

This will be Talabani's second visit to Ankara where he will again meet with Prime Minister Bulent Ecevit. He was here last July and received a red carpet treatment. The PUK leader will also meet with Foreign Ministry Undersecretary Faruk Logoglu, and military and intelligence officials during his two-day visit to the Turkish capital.

Turkish sources said Talabani was invited to Ankara for wide ranging consultations. "We neglected Talabani for a long time. Now we feel the PUK is doing an excellent job along with Mesoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) in the struggle against the terrorist PKK group in northern Iraq and deserves Turkey's support," the sources said.

"We appreciate the fact that Talabani is under intensive pressure from Iraq and Iran for his cooperation with Turkey and we feel we have to provide him with proper support," the sources said.

The sources also said Barzani would be invited to Ankara for consultations.

\* \* \* \* \*

## **General Staff denies operation in northern Iraq**

Turkish Daily News January 8, 2001

The General Staff has denied press reports that Turkey had started a new, massive-military operation against outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists in northern Iraq with some 10,000 troops.

A written statement from the Office of General Staff yesterday stated that the reports, that were published on Jan. 6-7 in some newspapers, claiming that 10,000 troops entered northern Iraq were not true. Stressing that some PKK-controlled newspapers and Web sites have been for some time claiming that Turkish troops have entered northern Iraq in a bid to create an anti-Turkish climate abroad, the statement indicated those efforts were closely followed by the Turkish authorities.

Prime Minister Bulent Ecevit on the other hand stated that Turkey had sent technical aid to the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), not confirming reports of a military operation. Some newspapers have run reports claiming that 10,000 Turkish troops had crossed into northern Iraq and are preparing to battle terrorist organization PKK militants there. The daily Hurriyet said the troops were stationed near the city of Sulaymaniyah, more than 150 kilometers into Iraqi territory. Northern Iraq has been controlled by two rival Iraqi Kurdish factions since the aftermath of the 1991 Gulf War.

The Hurriyet and the Belgium-based PKK Medya TV claimed the PUK, which controls the area around

Sulaymaniyah, had asked Turkey to send in troops to help in its battle against PKK terrorists in the region.

Medya TV and the Al-Iraq daily, a state-run paper in Iraq, reported that some 200 PUK fighters have been killed in clashes with the PKK. The casualty figure could not be confirmed. Both the PUK and its rival Iraqi Kurdish faction have agreed to fight the PKK militants alongside Turkey. Turkish troops have battled the PKK since 1984, in a war that has killed some 37,000 people. Turkish troops frequently cross into northern Iraq to pursue PKK guerrillas.

The Hurriyet had claimed the troops, backed by tanks, had crossed into Iraq on Dec. 20, and were preparing for a large-scale "cleanup" operation. No clashes have been reported between Turkish troops and PKK terrorists since the reports were published.

The PKK withdrew most of its fighters from Turkey and announced an end to their armed struggle for autonomy in Southeast Turkey last year. Turkey has rejected the cease-fire and vowed to fight on until all terrorists have surrendered. Turkey allows NATO military aircraft to use its soil as a base for patrols of northern Iraq's post-Gulf War no-fly zone and in return its forces regularly cross the border to pursue PKK militants with little Western opposition.

\* \* \* \* \*

January 8, 2001

## **Iraqis Confirm Turkish Troop Entry**

By AMBERIN ZAMAN Los Angeles Times

ANKARA, Turkey--Iraqi Kurdish officials confirmed Sunday that at least 500 Turkish troops have pushed 100 miles into northern Iraq in their deepest incursion into the Kurdish-controlled enclave in 15 years of war against Kurdish separatists.

The officials described the move as preparation for a major offensive against about 2,500 rebels belonging to the Kurdistan Workers Party, or PKK, who are dug in along a 25-mile-long swath of mountainous territory on the Iran-Iraq border.

Meanwhile, the mass-circulation Turkish daily Sabah repeated earlier reports that as many as 10,000 Turkish troops have poured into northern Iraq since Dec. 20 in response to pleas for help from one of the main Iraqi Kurdish factions there. The Patriotic Union of Kurdistan, or PUK--which controls the southern third of the Iraqi Kurdish enclave--has been clashing with the Turkish Kurd PKK since September. "The PKK has occupied 45 of our villages since September," a PUK official who requested anonymity said in a telephone interview. "They are terrorizing our people and should leave our territory at once." As many as 200 PUK soldiers have been killed in fighting with the PKK in recent weeks around the towns of Sulaymaniyah and Raniyah, according to the Iraqi newspaper Al Iraq, which in an article Friday also alluded to Turkish military involvement.

The Turkish general staff issued a statement Sunday denying the incursion, saying that "the [media] reports involve no truth." But Turkish Prime Minister Bulent Ecevit said in a statement reported by the official Anatolian news agency: "Turkey is of course providing technical support [to the Iraqi Kurds]. This is necessary for our own security." Western diplomats here in the Turkish capital say they have been aware of a Turkish troop buildup in northern Iraq for some time.

"We are deeply concerned. It will only further destabilize what is already a highly unstable region and could even provide [Iraqi President] Saddam [Hussein] with an excuse to intervene," said a European diplomat based in Ankara who also requested anonymity. But this diplomat, like several others, characterized the reports of a buildup of thousands of troops as grossly exaggerated.

Osman Ocalan, brother of the captured PKK leader Abdullah Ocalan, was quoted Sunday by the Kurdish daily Ozgur Politika, which is distributed in Europe, as saying: "The PUK has invited Turkish troops to destroy the Kurdish national movement and Kurdish unity. This intervention will only provoke further rebellions throughout Kurdistan."

Northern Iraq has been under the control of two rival Iraqi Kurdish factions, the PUK and the Kurdistan Democratic

Party, or KDP, ever since they united for a failed uprising against Hussein at the end of the Persian Gulf War. Millions of Kurdish civilians flocked to the Iranian and Turkish borders at the time, provoking an international outcry and prompting the Gulf War allies to establish a "no fly" zone over the region to protect the refugees against attack by Iraq.

Traditional rivalries between the KDP and the PUK, however, led to a breakdown of the joint government they formed in 1992 after the Iraqi Kurds' first-ever parliamentary elections. The enclave has been racked with violence since, and U.S.-led mediation efforts have failed to secure a lasting peace between the warring factions.

Feuding between the Iraqi Kurdish groups has been further stoked by Turkey and Iran. With restive Kurdish minorities of their own, both countries fiercely oppose the emergence of an independent Kurdistan on their borders and hence have encouraged factional war between the Iraqi Kurds and at the same time armed them to fight their own Kurdish separatist groups.

Northern Iraq has been further destabilized by the PKK, which has been fighting on and off with both of the Iraqi Kurdish groups in a bid to carve out territory for itself in the region under their control. And Turkish troops have repeatedly intervened in the Kurdish enclave in pursuit of PKK guerrillas while the United States and European governments, wary of upsetting their North Atlantic Treaty Organization ally, have looked the other way.

The PKK rebels were dealt a crippling blow when Abdullah Ocalan was captured and brought to Turkey in February 1999. After a monthlong trial on a prison island offshore from Istanbul, he was sentenced to death for treason, but he continues to be held in solitary confinement.

Turkey has put a stay on his execution pending review of his case by the Strasbourg, France-based European Court of Human Rights. In exchange, Ocalan has offered to serve the Turkish state, dropped his demands for independence, ordered his followers to end their fight and to withdraw from Turkey to northern Iraq, and said he will settle for cultural rights for about 12 million fellow Kurds living in Turkey. Turkey's hawkish generals, however, have repeatedly voiced their opposition to lifting bans on Kurdish broadcasting and education and have vowed to keep up their battle against the PKK until "every last terrorist is neutralized."

\* \* \* \* \*

## **Iraqi Kurdish leader in Ankara as PKK assault gathers steam**

AFP 8 Jan 2001

ANKARA, Jan 8 (AFP) - 11h23 - An Iraqi Kurdish leader was due here Monday for talks with senior Turkish officials as his militia and Turkish troops were jointly fighting rebels of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq, a Turkish diplomat told AFP.

Jalal Talabani, the head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), was scheduled to meet with Turkish Prime Minister Bulent Ecevit and undersecretary for foreign affairs Faruk Logoglu on Tuesday, said the diplomat, who declined to be named.

The visit comes a day after Ecevit confirmed that Turkish soldiers had crossed into northern Iraq to help the PUK and another Iraqi Kurdish faction, the Kurdistan Democratic Party (KDP), fight PKK rebels who have found refuge in the area.

Ecevit told the state-run TRT channel Sunday that Turkish troops were providing "technical help" to the two groups in their struggle against the PKK. "The real struggle in the region is between the PUK and the PKK," Ecevit said. "The PUK and the KDP are spearheading the combat against the PKK and we are trying to help them," he added.

For the past few months, the PUK, which controls Kurdish areas close to the border with Iran, has been fighting PKK rebels which it accuses of attacking its positions in a bid to destabilize the Kurdish-held enclave. The fighting comes after a long period of good relations between the PUK and the PKK, which has waged a 15-year armed campaign against Turkey for Kurdish self-rule in the country's southeast.

Turkey says some 4,500 PKK militants have crossed into northern Iraq since September 1999 when the group said



it would stop fighting Ankara and retreat from Turkey to seek a peaceful resolution to the conflict. But the powerful Turkish military has played down the peace bid as a "ploy" urging the rebels to either surrender or face the army.

Turkish troops had frequently carried out operations against the PKK in northern Iraq, an area outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War which Ankara says the PKK uses as a jumping board for attacks on Turkey. The KDP, led by Massoud Barzani, controls the strip of land near the Turkish border and often helps Turkey in its cross-border operations.

Ecevit did not say how many Turkish soldiers were taking part in the incursion, but Turkish press reports said that some 10,000 troops have penetrated deep into the mountains of northern Iraq. The clashes in northern Iraq were evidence that the "terrorist PKK was still in existence," Ecevit said.

"The terrorists are armed and are just beyond our border. In other words, they are lying in ambush," he added. Turkey's incursions have attracted storms of criticism from Baghdad, which accuses Ankara of violating its territorial integrity.

\* \* \* \* \*

(Voice of America)

## **Talabani in Ankara**

January 8, 2001

**INTRO:** The leader of one of the main Kurdish factions in northern Iraq is due to arrive (late on Monday) Ankara for consultations with Turkish officials. The Kurdish leader's visit comes amid reports of a Turkish troop build-up in Kurdish-controlled northern Iraq. Amberin Zaman has more from the Turkish capital.

**TEXT:** Jalal Talabani is the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, or P-U-K, a Kurdish faction that is beginning to win the support of Ankara. Turkish officials say Mr. Talabani will meet with Prime Minister Bulent Ecevit, as well as with other senior Turkish officials. The officials declined to offer any details about the substance of the proposed talks. The announcement of Mr. Talabani's visit follows reports that at least 500 Turkish troops have pushed 160 kilometers inside northern Iraq, into areas under P-U-K control. The Turkish forces are widely expected to launch a joint offensive with Mr. Talabani's forces against rebels of the Kurdistan Workers Party – the P-K-K – who are entrenched in a 40 kilometer strip of territory along the Iran-Iraq border.

Until recently, P-K-K forces had been using bases in northern Iraq to launch strikes against Turkey in an effort to gain autonomy and cultural rights for Kurds in Turkey. But the P-K-K rebels abandoned their fight in 1999, following the capture by Turkish forces of their leader, Abdullah Ocalan. P-K-K forces are now trying to carve out territory for themselves in northern Iraq.

According to Iraqi-Kurdish officials, P-K-K rebels have occupied at least 45 villages in areas previously under the control of Mr. Talabani's forces.

According to Turkish media reports, Turkish troops made their move into northern Iraq following pleas for assistance from Mr Talabani.

Northern Iraq has remained under the control of the P-U-K and a rival Iraqi-Kurdish faction, the Kurdistan Democratic Party, or K-D-P, since the end of the Persian Gulf War in 1991. That is when the United States and Britain declared a no-fly zone over the Kurdish enclave to protect some three million Iraqi-Kurds from possible attack by the government of Iraqi President Saddam Hussein.

Turkey has long been concerned that the loss of Baghdad's influence over its Kurdish provinces could result in the emergence of an independent Kurdish state on its borders. Iraqi-Kurdish officials confirmed Monday that Turkey has been stepping up pressure in recent months on the P-U-K and the K-D-P to sign a peace agreement with the central government in Baghdad. The officials add that Turkey has also asked the K-D-P leader, Massoud Barzani, to come to Ankara to hold three-way talks with Mr. Talabani and Turkish officials.

It remains unclear whether Mr Barzani will respond positively to the Turkish invitation.

\* \* \* \* \*

January 8, 2001

## U.S., Britain Question Funds

By NICOLE WINFIELD Associated Press

UNITED NATIONS (AP) - The U.N. sanctions committee on Iraq deadlocked Monday on an Iraqi request to give the Palestinians \$949 million from its oil-sale proceeds after the United States and Britain said the money should be spent on suffering Iraqis, not Palestinians.

The chairman of the committee, Norwegian Ambassador Ole Peter Kolby, said the Iraqi request would be taken up at a future meeting and that he would meet with the Palestinian envoy to check his views about the proposal.

Iraq's foreign minister Mohammed Saeed al-Sahhaf asked the Security Council last month to allocate the money this year from its U.N.-supervised oil sales to support the Palestinian uprising. In particular, the Iraqis said they wanted to compensate the families of the Palestinian victims and provide them with food and medicine in a show of solidarity with their cause. More than 360 people, most of them Palestinians, have been killed in near-daily clashes with Israeli troops.

While several diplomats said the Palestinians could certainly use additional aid, they said the U.N. oil-for-food program wasn't the right way to get it to them. The program, which lets Iraq sell its oil to buy food and medicine for its people, was created in 1996 to care for Iraqis living under crippling U.N. trade sanctions.

During Monday's meeting, the United States questioned why the Iraqis would want to divert money from the program when it complains that the United Nations is still failing to meet its humanitarian needs, a U.S. official said. And a British official said the U.N. resolutions were clear that the proceeds from Iraqi oil sales were to provide aid for Iraqis - not Palestinians or anyone else. Russia, China and Tunisia supported the Iraqi request, diplomats said.

France, which often backs Iraq in the sanctions committee, said it was not opposed to the Iraqi request, but said the amount was too high. Discussion of the Iraqi request came as the United Nations prepares for talks with Iraqi officials geared toward ending 10-year-old sanctions, imposed after its 1990 invasion of Kuwait.

\* \* \* \* \*

## Turkish troops kill six Kurdish rebels in southeast Anatolia

AFP 11 Jan 2001

DIYARBAKIR, Turkey, Jan 11 (AFP) - 13h56 - Turkish soldiers have killed six Kurdistan Workers Party (PKK) rebels in the southeastern province of Sirnak in the past two days, security officials said Thursday.

Fighting broke between soldiers conducting an operation to "ensure order and safety" and a group of PKK rebels in the remote province which borders Syria and Iraq, said a statement from the emergency rule headquarters in the southeastern city of Diyarbakir. The statement added that the dead rebels were believed to have entered Turkey from a neighbouring country, which it did not name. The PKK took up arms against the Ankara government in 1984 in pursuit of Kurdish self-rule in Turkey's eastern and southeastern regions, which are mainly populated by Kurds.

But in September last year, the group declared that it was halting its armed campaign and withdrawing from Turkish territory to seek a peaceful resolution to the Kurdish conflict. Since then, previously heavy fighting in the region, which has claimed some 36,500 lives, has scaled down considerably. But the PKK truce, launched following peace calls from condemned rebel Abdullah Ocalan, was brushed aside by the Turkish army as a "terrorist ploy".

Most of the rebels are believed to have crossed into northern Iraq, an area outside Baghdad's control since the 1991 Gulf war, since the truce announcement. The Turkish army frequently launches cross-border operations into Kurdish-held northern Iraq to hunt down the rebels who it says use the area as a springboard for attacks against Turkey.

Turkish Prime Minister Bulent Ecevit announced at the weekend that Turkish soldiers in northern Iraq were currently giving 'technical help' to the two leading Kurdish factions in the mountainous area to fight against the PKK.

\* \* \* \* \*

UPI

## **An unwelcome cuckoo in the nest**

8 January 2001

By DERK KINNANE ROELOFSMA

WASHINGTON, Jan. 8 (UPI) – The money on which the Kurdistan Workers Party, a Turkish Kurdish Marxist revolutionary party, the PKK, runs comes from Moscow, Iraq, Greece and elsewhere, Ibrahim Mammadov reported in the Baku newspaper Azadlyg. Germany is also well-known source of funds for the PKK. It is highly organized, raises considerable funds by contributions, both voluntary and extorted, from among the 500,000 Kurds living there as well as from involvement criminal activities, including drug trafficking. In Armenia, the PKK has camps at several locations as well as a hospital for the treatment of party fighters wounded in Turkey and Iraq.

PKK members, coming from Russia's "near abroad" and Eastern Europe are sent directly to the mountains under the supervision of the Armenian security services. PKK guides then take over, provided with communications equipment, night-vision and mine-clearing devices and weapons. On the border with Iran, the guides hand over to the party's Iranian guides. Iran is assisting some ten PKK bases in villages along the Iran-Iraq border in the region of the Iranian city of Urmia.

In April to June 1999 alone, at least 300 people were trained in one camp in Iraq before a Turkish Air Force raid forced it to move elsewhere, Mammadov reports.

But the PKK also has its troubles. Finances, military equipment and other supplies are not at the desired level and conditions are difficult for PKK forces still in southeastern Turkey. Winter doesn't make things easier, except that it imposes a virtual prohibition on fighting. But the winter will give way to spring and Turkish politicians and generals are asking themselves what the PKK forces will do then? It would seem likely they would raise present level of their low-intensity war in Turkey while seeking to consolidate their position in Iraq.

Turkey may be expected to resume doing as much as it can to destroy the PKK. If this involves further deep penetrations of Turkey, all kinds of questions may arise. In Iraqi Kurdistan, both Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan called on the Turkish military for assistance that was promptly delivered. If the Turks were to become a habitual presence deep inside Iraqi Kurdistan, serious questions would arise as to the integrity of the Iraqi state, something that so far Washington appears to wish preserved as much as Baghdad does. Fortunately, for the United States, long-term Turkish goals of building up diplomatic and important trade relations with Baghdad, with or without Saddam's presence, are a countervailing force to any ambition to colonize the Kurdish area.

Similarly, it seems unlikely at this time that Ankara would bring up the Mosul question – the Turkish claim that it was unjustly denied the oil-rich Ottoman province awarded to Iraq in 1926. Still, it is only a decade since the flamboyant Turkish prime minister, Turgut Ozal, briefly revived the issue.

As for the United States, if it is serious about changing the regime in Baghdad, it can hardly be pleased with the prospect of a guerrilla force of several thousand, hostile to the West and in effect a proxy of Moscow and Tehran, being placed where they can destabilize the north of Iraq and possibly once again adjacent areas of Turkey. For one thing, a return of a revived PKK to Turkey in force would revive doubts about the security of a strategically important Turkish-U.S. project for a pipeline to carry oil from the Caspian Basin to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan.

Given the president-elect's campaign statements about reducing U.S. military commitments abroad, it may be that Washington will be glad to leave it to the Turks alone, with their tough and experienced soldiery, to continue to deal with PKK.

One thing is certain, such action would be bound to renew and probably intensify the odium in which Turkey, a candidate for European Union membership, is held by so much of the European political establishment. But that is another story.

\* \* \* \* \*



LUNDI 8 JANVIER 2001

## Courrier. Le chanteur kurde exilé s'est tu, la France l'a ignoré. Ahmet Kaya, mort d'une idole dissidente

L'idole des banlieues populaires de Turquie, Ahmet Kaya, est mort à Paris. Il n'avait que 43 ans... Sa voix rebelle et bouleversante qui faisait trembler les puissants et dans laquelle se reconnaissaient des millions de Kurdes et de Turcs déshérités, broyés, marginalisés par un système implacable s'est tue en un matin pluvieux.

En France, la disparition de ce grand artiste dissident est passée inaperçue. Tout comme ses obsèques rassemblant au Père-Lachaise près de 15000 Kurdes et Turcs accourus d'une dizaine de pays d'Europe, partagés entre l'émotion et la douleur d'enterrer encore en terre

étrangère l'un de leurs plus illustres combattants de la liberté.

Il est vrai qu'Ahmet Kaya n'était ni Chinois, ni Cubain, s'opposant à des régimes communistes. Il avait eu le mauvais goût d'entrer en dissidence dans un pays ami et allié de l'Otan, que l'Europe mercantile ne cesse d'amadouer, allant jusqu'à lui entrouvrir ses portes. La dissidence d'Ahmet Kaya était plus éthique qu'idéologique. Au sommet de sa gloire, alors qu'il vendait des millions de CD et de cassettes, que les télévisions se l'arrachaient, il avait, en février 1999, lors de la cérémonie télévisée de remise du Prix du meilleur musicien de l'année

qui lui était décerné, rappelé ses origines kurdes et déclaré son intention de faire un clip en kurde pour « nos millions de frères kurdes qui ont aussi le droit d'écouter des chansons dans leur langue ».

Cette déclaration d'intention lui a valu un lynchage en direct, suivi d'une haineuse campagne de dénigrement orchestrée par les services turcs, relayés par les grands médias, puis par les implacables cours de sûreté de l'Etat. Menacé de treize ans de prison pour délit d'opinion, il a dû à son tour s'expatrier et faire l'apprentissage de ce que le grand poète turc Nazim Hikmet appelait le dur métier de l'exil.

Kendal Nezan

Le Monde MERCREDI 10 JANVIER 2001

## L'immigration illégale de la Turquie vers l'Europe

La presse turque s'émeut du naufrage, le 1<sup>er</sup> janvier, d'un navire transportant des passagers clandestins indiens, pakistanais et bangladeshis. Ce trafic est aux mains d'organisations criminelles

**CONFRONTÉE** au flux croissant de l'immigration clandestine vers l'Europe (estimée par l'Union européenne à 40 000 en 1993, 500 000 en 2000), la Turquie s'est récemment émue du naufrage, au large de ses côtes, d'un bateau transportant des passagers clandestins. Une soixantaine de ces « candidats à une vie meilleure », comme les ont décrits les journaux turcs, ont trouvé la mort au matin du 1<sup>er</sup> janvier après que le navire qui les transportait se fut brisé en deux sur des récifs, à la suite d'une avarie de machine en pleine tempête.

S'il ne se passe pas un jour en Turquie sans que le problème de l'immigration clandestine soit abordé, cet épisode tragique a renforcé sur place l'impression que le pays est au centre d'un gigantesque « trafic d'êtres humains » vers l'Europe, explique le quotidien anglophone *Turkish Daily News*, dans son édition du 5 janvier. Ce trafic, « entièrement contrôlé par le crime organisé », représente « des bénéfices considérables pour les gangs criminels », rappelle Ercan Tatlıdil, un professeur de sociologie à Izmir, interrogé par le quotidien. Le socio-

turkish  
daily news  
Cumhuriyet

logue déplore que ces gangs soient « bien plus puissants que les gouvernements » et en appelle aux Nations unies pour « faire cesser ce véritable trafic d'esclaves au XXI<sup>e</sup> siècle ». « Le problème de la traite d'êtres humains ne peut être considéré comme du seul ressort » de la Turquie, affirme-t-il.

« Le premier jour de l'année 2001, à 6 heures du matin, un bateau s'est brisé en deux sur des récifs en Méditerranée. A première vue, il s'agissait d'un bateau de marchandises. En fait, de pauvres gens s'y trouvaient. Plusieurs dizaines de personnes ont perdu la vie dans le naufrage. Or celui-ci a révélé une traite d'êtres humains », explique le quotidien *Cumhuriyet* (La République) dans son édition du 4 janvier. « Ce n'est pas par hasard que nous avons été réveillés par un événement pareil alors que nous entrons dans

le XXI<sup>e</sup> siècle », écrit Mustafa Balbay, auteur de l'article.

### MAIN-D'ŒUVRE BON MARCHÉ

« Cette traite est le résultat de la globalisation, explique-t-il. Celle-ci a pour mot d'ordre que le monde est un village, que les frontières ont disparu, et que les murs entre les pays se sont écroulés. Pourquoi alors le trafic des êtres humains est-il devenu si important ? Ces gens franchissent les frontières, sautent par-dessus les murs qui se sont écroulés, sont censés aller où ils veulent. Mais, en fait, c'est le contraire qui se produit. Les murs entre les pays sont de plus en plus hauts. En réalité, ce mot d'ordre ne s'adresse pas aux êtres humains, mais aux produits de consommation. »

« Que comptaient faire ces ressortissants indiens, pakistanais, ou bangladeshis, pour la plupart, après avoir rejoint l'Europe via la Turquie ? », interroge le journaliste. Ayant opté pour « la solution la plus extrême », soit la voie maritime - bien moins chère que la voie terrestre et moins contrôlée -, les candidats à l'immigration clandestine comptaient « se proposer com-

me main-d'œuvre bon marché justement dans les pays qui professent la globalisation ». Et, poursuit *Cumhuriyet*, « s'il n'y avait pas, dans les pays développés, un marché de la main-d'œuvre à bas prix, ils ne chercheraient pas à y aller, via la Turquie ».

Compatissant au sort des « Pakistanais ou des Sri-Lankais qui vivent dans des conditions dramatiques en Turquie », l'auteur de l'article reconnaît que nombre de « Turcs, eux aussi immigrants clandestins, mais dans les Balkans, ne sont pas logés à meilleure enseigne ». Il raconte : « En 1997, j'étais à Skopje, la capitale de la Macédoine. Des gens, des Turcs entre autres, attendaient leurs passeurs. Nous avons bu le thé. Un des immigrants m'expliqua vouloir aller à Tirana, d'où il comptait gagner l'Italie en traversant l'Adriatique. Il me dit alors : "Habi [grand frère], cette Adriatique, c'est quoi exactement ? Une mer ou un fleuve ?" »

Marie Jégo



11 JANVIER 2001

# Le meurtre d'une jeune Kurde divise la Suède

## Le crime familial attise le débat sur l'intégration.

Stockholm  
de notre correspondant

**C** rime d'honneur, drame purement familial ou échec de l'intégration? Un fait divers que vient de juger le tribunal de Stockholm partage les Suédois. L'héroïne en est Barin, une jeune Kurde irakienne de 20 ans, visage poupin aux cheveux noirs sagement tirés en chignon. A l'audience, elle n'a pas quitté des yeux les deux hommes assis plus loin, deux de ses oncles qu'elle accuse du meurtre de sa sœur Pele.

Son père Agid a pris la fuite, après s'être imputé le crime. Kurde du nord de l'Irak, il a obtenu en 1994 un permis de séjour en Suède. L'été suivant, sa famille le rejoint à Farsta, une banlieue immigrée de Stockholm. Pele, l'aînée des huit enfants, s'adapte très vite à sa nouvelle vie, apprend le suédois, s'épanouit socialement. Trop, au goût du père, chômeur, cloîtré dans son appartement. Il fait régner à la maison un régime oppressant: pas de télé suédoise, interdiction de rencontrer des amis.

Le père décide des vêtements, des chaussures et de la coiffure de ses filles. Même les fêtes traditionnelles kurdes leur sont interdites. «Un cas extrême, je n'ai jamais vu ça», affirme Kurdo Baksi, un Kurde, rédacteur en chef d'un journal sur l'immigration, qui voit dans cette affaire un échec de la politique d'intégration. «Quand un homme n'a pas de travail, ne parle pas la langue, ne connaît aucun Suédois, alors l'honneur de la femme, sa virginité sont tout ce qui lui reste à défendre.» Dans cette Suède où l'enfant est roi et «le droit à la libre sexualité et au contrôle de son corps est un principe moral», comme le souligne l'ethnologue Annick Sjögren, Pele n'accepte pas cette

poigne de fer.

«Mœurs dissolues». «Elle voulait décider seule, comme les filles de son âge ici», dit sa sœur. Les disputes se multiplient. Pele étouffe et fait deux fugues début 1999. A son retour, on décide de la marier au Kurdistan. Un mariage arrangé qui n'est peut-être qu'un prétexte pour l'attirer en Irak et «régler le problème». Le 24 juin 1999, à Dhok, dans la maison familiale du nord de l'Irak, Pele reçoit deux balles dans la poitrine, tirées, selon la jeune sœur, par Rezkar, le plus jeune des oncles. A 19 ans, Pele meurt, achevée d'une balle dans la tête, sous les yeux de Barin, impuissante. Tout de suite, Agid, le père, s'accuse du crime. Un

tribunal irakien le condamne, ainsi que l'oncle, à un an de prison avec sursis, puisqu'il a des circonstances atténuantes: sa fille avait des mœurs dissolues, l'autopsie a montré qu'elle n'était plus vierge, bien que non mariée, «preuve décisive que la victime ne menait pas une vie honorable», dit le jugement irakien. Barin, révoltée, a porté plainte auprès de la police suédoise et la justice a rouvert le dossier.

**250 000 musulmans.** Depuis des semaines, la presse suédoise s'est passionnée pour cette affaire, en titrant sur la barbarie des crimes d'honneur dans le monde arabe. Le drame fait du bruit dans un pays qui compte environ 250 000 musulmans (pour 8,9 millions d'habitants), arrivés pour la plupart depuis deux ou trois décennies à peine. «Les médias suédois sont allés au plus simple, constate un expert de la Croix-Rouge. Ils parlent de choc culturel. Mais quand un Suédois bat sa femme ou la tue, on parle de problème d'alcool ou d'enfance difficile, pas de phénomène cul-



turel.» «Les médias accusent le Kurdistan», dit Keya Izol, président de la fédération kurde de Suède, qui regroupe 8 000 des 30 000 Kurdes de Suède. «Mais Fitja, Rinkeby et Farsta (banlieues immigrées de Stockholm, ndr) ne sont pas au Kurdistan. Quand les premiers immigrés sont arrivés dans les années 70, les Suédois n'ont pas pensé qu'ils allaient rester. Ils les ont mis dans des ghettos. Ajoutez à cela que les questions d'égalité homme-femme ont pris une place prépondérante en Suède. Et les Suédois s'attendent à ce que ce soit pareil dans les familles immigrées.»

**Exclusion des parents.** Alertée depuis quelques années par des cas similaires, la fédération kurde vient de démarrer, avec l'aide de la Direction de l'intégration, un programme baptisé «Conflit de générations» pour tenter de venir à la rencontre de ces parents qui se sentent exclus. «Le côté positif de ce procès, note Keya Izol, est que notre communauté a réagi très fortement pour prendre ses distances avec ce meurtre.» Barin, elle aussi, a réagi à sa manière: tandis que ses oncles disposaient d'un interprète, c'est en suédois qu'elle a choisi de témoigner. Verdict demain ●

OLIVIER TRUC

## **Talabani to update Turkey on latest developments**

Turkish Daily News January 9, 2000

The leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Jalal Talabani arrived in Ankara yesterday evening in a bid to update Ankara on the latest developments in Northern Iraq. Talabani's visit comes at a time when press reports claimed that Turkey had started another massive military operation with 10.000 troops in Northern Iraq against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists. However, while the General Staff categorically denied reports of any military operation, Prime Minister Bulent Ecevit said Turkey had given technical help to PUK.

Talabani will meet Undersecretary of the Ministry of Foreign Affairs Faruk Logoglu and deputy undersecretary Ugur Ziyal. He is also expected to be received by PM Ecevit. Diplomatic sources say the basic item on the agenda will be the fight against PKK terrorists who fled Turkey and stationed in Northern Iraq which is under PUK control. Turkey has repeatedly declared that it would not give up its efforts to fight against terrorists unless they surrender unconditionally and told PUK to help Ankara in its fight against PKK.

PUK, which had conducted a rather ambiguous policy vis-a-vis the PKK, has occasionally angered Ankara. Only recently relations between Ankara and PUK have improved after Talabani's visit to Ankara last summer. As PUK took initiatives to distance itself from the PKK, Ankara has increased its help to PUK. However, Ankara wants full cooperation from PUK to eradicate all PKK existence in Northern Iraq.

Diplomatic sources indicate that another topic will be opening another border gate to the PUK-controlled region as PUK can not get any revenue from the Habur border gate.

Talabani's visit comes after Ecevit said Turkey was assisting the PUK in fighting guerrillas of the PKK, who use Northern Iraq as a base for their campaign for Kurdish autonomy and cultural rights in neighboring Turkey. A Turkish diplomat has told Reuters that the visit was a regular one. "They're going to discuss the same topics they usually discuss – the situation in Northern Iraq," he has reportedly said.

Talabani heads one of two Iraqi Kurdish groups that have run Northern Iraq since the mountainous enclave broke from the Iraqi governments control in the wake of the 1991 Gulf War. Turkey allows U.S. and British military aircraft to use an air base to patrol Northern Iraq's no-fly zone. In return, Turkish forces regularly cross the border to pursue PKK guerrillas with little western opposition. The PUK has intermittently clashed with the PKK in recent months, but another PUK aide in Ankara said there had been no clashes in recent weeks. Ecevit said on Sunday Turkey provided technical support for Iraqi Kurdish factions in order to guarantee its own security.

Terrorist PKK has largely withdrawn from Turkey to Northern Iraq and Iran since late 1999 following orders from its leader Abdullah Ocalan that the group should abandon the armed struggle and remold itself as political party. Meanwhile, Britain's Guardian newspaper reported on Monday that Britain might change its policy towards another no-fly zone in southern Iraq and propose to U.S. President-elect George W. Bush's incoming administration that the bombing of targets there be stopped. However, the report said Britain would propose retaining the northern no-fly zone because Kurds' safety was still threatened.

\* \* \* \* \*

## **The occupation is on Turkey's agenda**

Kurdish Observer 09 Jan 2001

Great space continues to be given by the Turkish media to news of the Turkish military occupation in the South [Iraqi Kurdistan] and preparations for assault against the People's Defense Forces as well as the call by Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jalal Talabani. But the positions of Prime Minister Ecevit and General Staff towards developments are different from one another.

Turkish Prime Minister Bulent Ecevit, answering questions from reporters the other evening after leaving TRT television station premises, where he had appeared on the "Pazar Panorama" (Sunday Panorama) program, confirmed the occupation news. Ecevit asserted that the PKK continued to pose a "threat" to Turkey, despite the fact that its armed forces had withdrawn from the country, and said that all necessary measures were being taken.

Ecevit noted that he did not know how long the positioning of Turkish Armed Forces would continue in South Kurdistan, and continued: "I don't know if it is 10 thousand soldiers, but of course Turkey is giving technical assistance, because giving the Kurdistan Patriotic Union (PUK) technical assistance is mandatory from the respect of our own security. Actually, the struggle over there is between Talabani's forces and the PKK. We are more giving technical assistance to Talabani's and [KDP leader Massoud] Barzani's forces. They are carrying out their struggle, and we are assisting them."

General Staff: There is no operation

On the other hand, General Staff made a statement asserting that there was no relation to the truth in the news that "10 thousand Metmetcik [Turkish soldiers] have entered northern Iraq," as has been reported in a number of press and broadcasting organs in Turkey.

In a written statement it released, the General Secretariat of the General Staff said that the news that 10 thousand soldiers of the Turkish Armed Forces (TSK) had entered South Kurdistan and were making preparations for a large operation did not reflect the truth, noting that, "Even if [TSK armed forces] enter northern Iraq from time to time because of isolated events, a force of that dimension is not present at this time." General Staff sources noted that seasonal weather conditions were in any case not suitable for a possible operation. The statement from General Staff noted that developments were being followed and said: "The news headlined "10 thousand Mehmetciks entered northern Iraq" that appeared in some press-broadcasting organs on the dates of January 6 and 7, 2001 has no relation to reality."

Ecevit: Kurdish TV is causing worries

Answering a question concerning the subject of Kurdish television, Prime Minister Ecevit asserted that "there are some that feel concern about this." On the subject of Kurdish language television, Ecevit said, "There are some that think this could take on a different meaning. And they cannot be considered wrong," adding that, "When the armed struggle subsided, political separatism began to take the fore. Unfortunately, some Western countries are contributing to this. And this is opening the path to a set of concerns in Turkey. If they leave us in peace, this will be solved of its own accord. But they are insisting on not leaving it. From that regard, there can also be certain problems among ourselves. We are going to try to resolve the problems through reconciliation to whatever extent possible."

\* \* \* \* \*

## **Rival Kurdish factions hold peace talks after three year pause**

AFP 9 Jan 2001

ANKARA, Jan 9 (AFP) - 11h59 - The heads of the two Kurdish factions in control of the north of Iraq have met for the first time in three years for peace talks, a spokesman for one of the groups said on Tuesday.

The meeting late Monday saw Massoud Barzani, head of the Democratic party of Kurdistan (PDK) and Jalal Talabani, head of the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) face to face in Selahaddine, at PDK headquarters. The PDK spokesman described the talks as constructive.

Later on Monday, Talabani left for meetings with Ankara. "We want to bolster our co-operation with Turkey," Talabani said before leaving for a meeting with Prime Minister Bulent Ecevit and under-secretary for foreign affairs Faruk Logoglu in the Turkish capital. "We, together with Ankara, want stability in the north of Iraq," Anatolia agency reported Talabani as saying.

He added that he was seeking Turkey's support in relaunching the Ankara process -- peace talks sponsored by the United States, Britain and Turkey. The peace process stalled in September 1998 after Barzani and Talabani signed a peace agreement in Washington to iron out their differences of opinion. Turkey denounced the agreement which it complained was reached without its participation.

The region has been in conflict since the Iraqi part of Kurdistan slipped from the control of the Baghdad regime at the end of the Gulf war in 1991. While the PUK now controls the eastern part of the area bordering Iran, the PDK's stronghold is in the part of the region that borders on Turkey.

The PDK has supported the Ankara regime since 1997 in its campaign against the Turkistan Workers Party (PKK) and the Turkish military frequently mounts operations against PKK units in the north of Iraq.

The PKK ended its armed conflict against Turkey in 1999 and retreated to northern Iraq. But Turkey has played down the peace bid as a ploy, urging the rebels either to surrender or face the army. Turkish authorities had long accused the PUK of supporting the Workers Party, but the PUK cited recent clashes between PKK resistance fighters and its own guerrillas to deny this.

The skirmishes come after a long period of close ties between the PUK and the PKK, which has waged a 15-year armed campaign against Turkey for Kurdish self-rule in the country's southeast.

The PUK has accused the PKK rebels of attacking its positions in a bid to destabilise the Kurdish-held enclave.

On Sunday, Ecevit confirmed that Turkish troops had led an incursion into northern Iraq to provide technical help for the PUK and PDK in its efforts to fight PKK rebel fighters. The Turkish Prime Minister did not say how many Turkish soldiers were involved, but local press reports said that some 10,000 troops had penetrated deep into the mountains of northern Iraq.

Turkey's incursions have attracted storms of criticism from Baghdad, which accuses Ankara of violating its territorial integrity.

\* \* \* \* \*

## **Kurdish leader vows to purge northern Iraq of PKK rebels**

AFP 9 Jan 2001

ANKARA, Jan 9 (AFP) - 17h43 - The head of a leading Kurdish faction in northern Iraq vowed Tuesday to cleanse the region of thousands of Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels that have retreated from Turkey.

"We will oblige them by all means to leave our area," Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), told reporters after talks here with Turkish foreign ministry undersecretary Faruk Logoglu. The PKK, which has waged a 15-year armed campaign for Kurdish self-rule in Turkey's southeast, said in September 1999 that it would stop fighting and withdraw from Turkey to seek a peaceful resolution to the conflict. But Turkey has played down the peace bid as a "ploy."

Talabani said some 8,000 PKK militants had moved to northern Iraq since the group announced its decision.

About 6,000 PKK rebels were in the PUK-controlled sector of the enclave close to the Iranian border, while 2,000 others were in the area bordering Turkey, which is controlled by PUK's arch-rival, the Democratic Party of Kurdistan (KDP), he told the NTV news channel.

"They claim they stopped the armed struggle in Turkey but they started fighting in Iraqi Kurdistan," Talabani told reporters. The PUK, which had good ties with the PKK in the past, has been fighting the rebels in recent months, which it accuses of attacking its positions in an attempt to destabilize the Kurdish-held enclave.

"We are in need to have peace and stability in the area. It is in the interest of Turkey, the Iraqi and Kurdish people," Talabani said. The PUK leader denied there were clashes between his militia and the PKK at present, but asserted that a "big number" of people had died in fighting between the two groups in the past several months.

"There is no fighting now. There is peace and we hope this will continue and the PKK will leave our area without fighting," he said, adding that they were not demanding military support from Turkey to hunt the rebels.

Turkish Prime Minister Bulent Ecevit, however, has said that Turkish troops in northern Iraq were providing "technical help" to PUK and KDP in their struggle against the PKK. "The real struggle in the region is between the PUK and the PKK. The PUK and the KDP are spearheading the combat and we are trying to help them," Ecevit told the state-run TRT channel on Sunday.

Independent information about the situation in northern Iraq, outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War, has been hard to obtain since Turkey is blocking access to the area.



Talabani hailed the relations with "our Turkish brothers" as "improving" and urged Ankara to encourage Turkish investments in northern Iraq and bilateral cultural exchange.

He said they were seeking Turkey's support in reviving the Ankara process -- peace talks between PUK and KDP sponsored by the United States, Britain and Turkey, which were stalled in September 1998.

Late on Monday, Talabani and Barzani met for the first time in three years for peace talks at KDP headquarters in Selahaddine, a KDP spokesman told AFP Tuesday. Talabani told NTV that the two will come together again when he returns to northern Iraq. His meeting with Ecevit, meanwhile, was rescheduled for Wednesday. Turkey has enjoyed KDP support in frequent incursions in northern Iraq to pursue PKK rebels, which Ankara accuses of using the area as a jumping board for attacks on Turkey.

\* \* \* \* \*

## **Iraqi Kurd Chief Denies Seeks Turkish Military Aid**

January 10, 2001

ANKARA (Reuters) - Iraqi Kurdish faction leader Jalal Talabani said Tuesday he had asked Turkey for economic aid but denied having sought military support to drive out Turkish Kurd guerrillas from northern Iraq.

However, Talabani warned that his Patriotic Union of Kurdistan (PUK) would use whatever means necessary to expel Turkish Kurd militants of the Kurdistan Workers Party (PKK) from the area it controls.

Northern Iraq has been controlled by two feuding Iraqi Kurdish groups -- Talabani's PUK and the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani -- since the 1991 Gulf War. The United States brokered a 1998 cease-fire between the two, seeking to unite the rivals into a bulwark against Iraqi President Saddam Hussein. The deal obliges both to prevent PKK activity in northern Iraq.

Turkish media said on the weekend that Turkey had sent 10,000 troops into the breakaway enclave in a major operation against Turkish Kurd rebel bases, a report denied by the army. "We are asking for political and economic support from Turkey," Talabani told reporters after meeting foreign ministry officials in Ankara. "We didn't ask for any military support."

A report in a newspaper that backs the PKK said Turkish troops were mobilized after Talabani asked for Turkey's help to clear out the PKK presence from the area it controls. Prime Minister Bulent Ecevit said over the weekend Turkey was providing technical support to Iraqi Kurds for its own security. Talabani told a Turkish television news channel that Turkish aid was limited to food and medical help to villagers there.

### **IRAQI KURDISH FACTIONS PURSUE COOPERATION**

Talabani told television channel CNN-Turk he met with rival Barzani before coming to Turkey and the two agreed to improve dialogue and conditions under the Washington deal.

"It is as if there is a cease-fire between us," Talabani told CNN Turk in a description of ties with Baghdad. Turkey allows U.S. and British military aircraft to use an air base to patrol northern Iraq's no-fly zone. In return, Turkish forces regularly cross the border to pursue PKK guerrillas with little Western opposition. The PKK has largely withdrawn from Turkey to northern Iraq and Iran since late 1999 following orders from its imprisoned leader Abdullah Ocalan that the group should abandon the armed struggle and remold itself as a political party.

Earlier Tuesday, Talabani told NTV television station that as many as 8,000 PKK guerrillas were now in northern Iraq. Ankara dismisses the PKK cease-fire as a ploy to save Ocalan from a death sentence for treason. The military has pledged to "neutralize" all PKK members who do not surrender. We discussed the PKK aggression against Iraqi Kurdistan when they sent all their military men (over the border)," Talabani said after Tuesday's talks.

"They claimed they stopped the armed struggle there but they started fighting in Iraqi Kurdistan," he said. "We will oblige them by all means to leave our area." He said there was currently no fighting on the ground. Talabani was due to meet Ecevit Wednesday and was expected to hold talks with Western diplomats in Ankara.

\* \* \* \* \*

## Rencontre entre les chefs des 2 factions kurdes rivales du nord de l'Irak



ANKARA, 9 jan (AFP) - 9h08 - Les chefs des deux factions kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak se sont rencontrés pour la première fois depuis trois ans lundi à Selaheddine afin d'évoquer le "processus de paix" entre les deux groupes, a indiqué mardi à l'AFP un responsable de l'un de ces groupes à Ankara.

Massoud Barzani (chef du Parti démocratique du Kurdistan, PDK) et Jalal Talabani (chef de l'Union patriotique du Kurdistan, UPK) ont eu un entretien "constructif" à Selaheddine, quartier-général de M. Barzani, a dit un porte-parole du PDK.

Cet entretien est intervenu avant l'arrivée lundi soir à Ankara de M. Talabani pour y rencontrer mardi le Premier ministre Bulent Ecevit et le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Faruk Logoglu.

"Nous voulons renforcer notre coopération avec la Turquie. Ankara et nous voulons la stabilité dans le nord de l'Irak", a-t-il dit à l'aéroport, cité par l'agence Anatolie.

Il a indiqué qu'il demanderait l'appui des autorités turques pour la relance du "processus d'Ankara", parrainé par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Turquie.

Ce processus est au point mort depuis septembre 1998, date à laquelle MM. Barzani et Talabani ont signé un accord de paix à Washington pour régler leur différends. Ankara a fustigé cet accord, indiquant qu'il a été conclu sans sa participation.

Le Kurdistan irakien échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. L'UPK contrôle la partie est de ce territoire, frontalière de l'Iran, le PDK, tient le secteur proche de la Turquie.

Le PDK est l'allié d'Ankara depuis 1997 contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'armée turque lance fréquemment des opérations contre les sanctuaires du PKK dans le nord de l'Irak.

Le PKK a mis fin à sa rébellion armée contre l'Etat turc en 1999 et s'est retranché dans le nord de l'Irak.

L'UPK, longtemps accusée par Ankara de soutenir le PKK, a fait état ces derniers temps de violents accrochages entre ses peshmergas et des maquisards du PKK dans la région.

M. Ecevit avait confirmé dimanche que l'armée turque menait une incursion dans le nord de l'Irak pour apporter une "assistance technique" à l'UPK et au PDK pour lutter contre les rebelles du PKK.

Selon la presse turque, quelque 10.000 soldats participent à l'incursion.

---

## Un leader kurde irakien s'engage à éradiquer le PKK dans le nord de l'Irak



ANKARA, 9 jan (AFP) - 18h18 - Le chef d'une faction kurde irakienne s'est engagé mardi à Ankara à éradiquer la présence des rebelles kurdes de Turquie dans le nord de l'Irak, à l'issue d'un entretien avec un responsable turc.

"Nous les obligerons par tous les moyens à quitter notre territoire", a assuré mardi Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'une des deux factions qui contrôlent le nord de l'Irak échappant à Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991.

Les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont mis fin en septembre 1999 à 15 ans de guérilla armée après l'arrestation de leur chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en Turquie, et se sont retirés de Turquie.

Selon M. Talabani, quelque 8.000 militants du PKK se sont alors réfugiés dans le nord de l'Irak, dont 6.000 dans son secteur bordant la frontière iranienne et 2.000 dans le secteur tenu par le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de son rival Massoud Barzani, frontalier avec la Turquie.

"Ils disent qu'ils ont arrêté la lutte armée en Turquie mais ils ont commencé à se battre dans le Kurdistan irakien", a déclaré M. Talabani à la presse après son entretien avec le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Faruk Logoglu.

L'UPK, qui entretenait de bonnes relations avec le PKK dans le passé, a commencé à se battre avec lui ces derniers mois, l'accusant d'attaquer ses positions pour déstabiliser le territoire kurde.

M. Talabani a nié que des affrontements opposent actuellement ses miliciens au PKK tout en soulignant que des combats entre les deux groupes avaient fait un "grand nombre" de morts au cours des derniers mois.

"Il n'y a pas de combat actuellement. Il y a la paix et nous espérons que cela continuera et que le PKK quittera notre région sans combat", a-t-il dit.

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit avait toutefois indiqué dimanche que les troupes turques dans le nord de l'Irak fournissaient une "assistance technique" à l'UPK et au PDK dans leur lutte anti-PKK.

Les informations de source indépendante sur la situation dans le nord de l'Irak sont difficiles à obtenir dans la mesure où l'accès au territoire est très limité, et quasi impossible depuis la Turquie.

M. Talabani a précisé que son parti cherchait l'aide de la Turquie pour instaurer la paix avec le PDK, un processus parrainé par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Turquie, qui est au point mort depuis septembre 1998.

MM. Barzani et Talabani se sont rencontrés pour la première fois depuis trois ans lundi à Selaheddine, QG de M. Barzani, pour évoquer le "processus de paix" entre les deux groupes, a indiqué mardi à l'AFP un porte-parole du PDK à Ankara.

M. Talabani a précisé qu'il rencontrerait à nouveau M. Barzani à son retour en Irak.

Il doit tout d'abord rencontrer mercredi M. Ecevit, un entretien qui avait initialement été programmé pour mardi.

Le PDK est l'allié d'Ankara depuis 1997 contre le PKK.

L'armée turque lance fréquemment des opérations contre les sanctuaires du PKK dans le nord de l'Irak, patrouillé par des avions britanniques et américains basés en Turquie qui interdisent son survol à l'aviation de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe pour protéger la population kurde irakienne.

---

## 29 enfants arrêtés dans le Sud-Est anatolien pour une manifestation pro-PKK



DIYARBAKIR (Turquie), 12 jan (AFP) - 10h40 - La police turque a arrêté 29 enfants âgés de 9 à 16 ans dans la province de Sanliurfa (sud-est) qui avaient manifesté leur soutien aux rebelles du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé vendredi l'Association de défense des droits de l'Homme.

Les enfants ont été interpellés mardi à Viransehir après avoir lancé des slogans favorables au PKK et ont été formellement arrêtés jeudi, selon un communiqué de l'Association (IHD) à Diyarbakir, principale ville du Sud-Est.

Plusieurs familles ont dénoncé à l'IHD de mauvais traitements infligés à leurs enfants par la police.

"Le fait que les enfants aient été emmenés par la police en pleine nuit, menottés, pour être interrogés est déjà un traitement inhumain", a souligné l'IHD.

"Nous appelons les autorités à enquêter sur les accusations de torture et à libérer immédiatement les enfants", a-t-elle ajouté.

Le PKK a mené pendant 15 ans une guérilla armée en vue d'établir un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est, qui s'est soldée par 36.500 morts, selon un bilan officiel.

Il a annoncé l'arrêt des combats et son retrait de Turquie en septembre 1999, après la condamnation à mort en Turquie de son chef Abdullah Ocalan, annonçant qu'il emploierait désormais des moyens pacifiques pour tenter de régler la question kurde.

Mais l'armée turque a rejeté cette annonce et proclamé qu'elle traquerait les rebelles jusqu'au dernier.

---

## Six membres du PKK tués par l'armée lors d'une opération dans le sud-est



DIYARBAKIR, 11 jan (AFP) - 14h15 - Six membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rébellion kurde) ont été tués et un 7-ème a été capturé par l'armée turque dans la province de Sirnak (sud-est), selon un communiqué des autorités cité jeudi par l'agence Anatolie.

Les rebelles, venus d'un pays "voisin" selon l'agence, n'ont pas répondu aux sommations des soldats et ont ouvert le feu sur une patrouille, déclenchant l'affrontement dans cette région frontalière avec l'Irak.

L'affrontement a eu lieu entre les 9 et 10 janvier et se poursuivait jeudi, selon le communiqué des autorités de l'état d'urgence à Diyarbakir.

Le PKK avait annoncé le dépôt des armes et son retrait de Turquie à partir de septembre 1999, après 15 années de lutte armée, affirmant qu'il allait déplacer sa lutte pour une solution à la question kurde sur le terrain politique.

L'armée turque a repoussé cet appel et promis de combattre jusqu'au dernier les rebelles indépendantistes. Elle a également reconnu récemment avoir envoyé dans le nord de l'Irak pour une "assistance technique" aux factions kurdes locales des militaires, dont la presse turque estime le nombre à une dizaine de milliers.

L'un des dirigeants kurdes d'Irak, Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), a indiqué mercredi lors d'une visite à Ankara que quelque 8.000 militants du PKK demeuraient toujours dans cette région, où il aide la Turquie à les combattre.

---

## Le chef rebelle kurde Ocalan publie une "leçon de savoir-vivre"



ISTANBUL, 13 jan (AFP) - 3h27 - Le leader de la rébellion kurde Abdullah Ocalan, condamné à mort pour haute trahison et séparatisme il y a 18 mois et enfermé sur une île-prison, est l'auteur d'un livre récemment publié en Turquie qui se veut une leçon de savoir-vivre au goût contestable.

Cet ouvrage en deux tomes de 544 pages, intitulé "Comment vivre ?", dont la rédaction remonte à février 1996, avait été publié auparavant en Europe avant sa sortie en Turquie le 21 décembre, a expliqué à l'AFP Dilek Demiral, des éditions Mem.

Dès le lendemain, une Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul ordonnait la saisie des 750 exemplaires imprimés pour "propagande d'une organisation terroriste et de son chef" dans certaines pages énumérées par ce document de justice, dont l'AFP a obtenu une copie.

Ces 15 pages sont quelques unes parmi celles, bien plus nombreuses, où se trouvent les mots "Kurdistan" ou "PKK" (Parti des Travailleurs du Kurdistan).

La police est venue effectuer la saisie mais n'a trouvé aucun livre à l'imprimerie, l'ensemble ayant été distribué, a expliqué M. Dilek.

"Comment vivre ?" est depuis en vente libre dans plusieurs librairies du centre d'Istanbul, pour moins de 10 dollars, a constaté l'AFP.

D'après les éditions Mem, la distribution et la vente du livre, qui porte le nom de son auteur sur la couverture, n'a rencontré aucune difficulté même à Diyarbakir, principale ville du sud-est à majorité kurde et régie par l'état d'urgence, ou dans d'autres villes de la région.

Un avocat d'Ocalan, Irfan Dundar, a confirmé à l'AFP la publication de ce livre, "le moins politique d'Abdullah ocalan", sur lequel il dit avoir "jeté un oeil", alors qu'il a "lu" les autres.

La raison de la tolérance de la justice tient peut-être à la nature d'un récit qui, s'il mentionne ça et là "la révolution kurde", "la guérilla" ou "la lutte", s'attache plus à des réflexions "existentielles" sur l'homme kurde et ses relations avec la femme.

"Le corps de la plupart des femmes kurdes est mort, malodorant, froid et pataud: elles ont l'âme terne, et aucune capacité intellectuelle", écrit notamment un Ocalan qui y révèle, en une caricature de macho proche-oriental, un profond mépris pour la gent féminine de "son peuple".

"Donnez la liberté à une femme, et elle voudra être esclave (...) chez nous (les Kurdes, NDLR), une femme ne peut pas s'éloigner de l'ombre de l'homme. Comment partager la liberté avec une personne si dépendante ?", se demande-t-il.

Partant de ce constat amer, il prétend cependant avoir aidé la femme kurde à s'émanciper, affirmant que l'arrivée à la tête du gouvernement turc de Mme Tansu Ciller en 1993 était une réponse "contre-révolutionnaire" de l'Etat turc à son "action", car "le parti kurde est la parti de l'humanité".

Plusieurs photos le montrent en compagnies de militantes du PKK.

Il n'est pas tendre non plus avec le mâle kurde: "Le meilleur des Kurdes peut se transformer en criminel en un instant pour une femme, pour un terrain ou pour sa famille, pour un poulet même, à cause d'une simple insulte", constate-t-il.

"Mais, si on lui dit: 'Viens, bâtissons quelque chose pour notre pays, pour le peuple, pour notre liberté', il ne répondra pas 'présent'. Il lui sera impossible de renoncer à ses biens pour un tel but", affirme-t-il.

Finalement, le rebelle lance: "Je ne me laisse pas aimer facilement, mais, quand c'est le cas, on m'aime à la folie".

## **Interview-Iraqi Kurd Leader Says U.S. Tough Talk Not Helpful**

Reuters 10 Jan 2001

ANKARA, Jan 10 (Reuters) - The leader of one of the two Kurdish factions that control northern Iraq said on Wednesday tough talk was not the best way for the United States to push Iraq towards democracy.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), told Reuters in an interview that it was too early to judge the incoming U.S. administration of George W. Bush, but the signs were that it would take a tough stance towards Iraq.

"I cannot say I welcome this tough language," Talabani said during a visit to Ankara. "We need to have in Iraq democratic change, some steps forward to democratisation, not tough speeches," he said.

Talabani heads one half of a Kurdish enclave in the mountainous region that the United States wants to forge into a united bulwark against the Iraqi government, which has not controlled the north since the end of the 1991 Gulf War.

U.S. Secretary of State-designate Colin Powell, who oversaw the U.S. military during the 1991 Gulf War against Iraq, has said he will work with allies to breath new life into sanctions against Baghdad. Other Bush advisers openly advocate using air power and arming the Iraqi opposition.

### **TALABANI SEEKS NEW CHAPTER IN RELATIONS WITH KDP**

Turning to the situation in northern Iraq, Talabani said he was trying to improve relations with rival Kurdish leader Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP).

The PUK and the KDP have controlled the breakaway enclave in the north of the country since the Gulf War, but thousands of their members were killed in intermittent clashes since 1994.

The United States brokered a ceasefire in 1998.

So far, differences over power sharing and revenues in the region have blocked progress towards the elections and the local government envisaged under the Washington accord.

Talabani said he would meet Barzani on his return from Ankara, where he sought economic support from Turkey, and the two would hold detailed discussions about future relations.

"I hope we can both open a new chapter for our relations," he said. "I'm going to ask for better relations and we will discuss the possibility of reinforcing the administration and also for new elections."

The deal signed in Washington also stipulates that Turkish Kurd guerrillas of the Kurdistan Workers Party (PKK) be denied the opportunity to base themselves in northern Iraq -- a key issue for Ankara. Talabani said the PKK were clearly getting support from outside Iraq, though he declined to say from whom. Western diplomats who met him in Ankara said he had discussed Turkey's concerns that Iran may be supporting the PKK.

The PKK has largely withdrawn from Turkey to northern Iraq and Iran since late 1999 following orders from its imprisoned leader Abdullah Ocalan that the group should abandon violence. Turkey allows U.S. and British military aircraft to use an airbase to patrol a no-fly zone in northern Iraq. Ankara regularly bolsters its troop presence inside northern Iraq to pursue the PKK with little western opposition. Talabani estimated there are as many as 7,000 PKK fighters in northern Iraq, but he brushed off reports that Turkey was reinforcing its troops there in preparation for an offensive.

"There are no plans at this time, this winter. I don't think there are plans or they're even thinking about sending troops to Iraqi Kurdistan, unless there will be a need," he said.

Turkey has said it was providing technical support to Iraqi Kurds for its own security. Talabani said that was limited to food and medical help.

\* \* \* \* \*

## **Where politics and the military part ways**

Turkish Daily News

Opinion by Mehmet Ali Birand January 10, 2001

The principle argument concerns the EU

We have never seen Prime Minister Ecevit as worked up as this. The statement by a Gendarmerie official has added even more fuel to a debate that has been smouldering for years.

The debate we are talking about concerns who will govern the country this century and how, and just what kind of Turkey will be created as a result.

Let's not get lost in detail.

Turkey is at a fork in the road as it enters the 21st century. It has to take such important decisions on political, economic and social matters that the country's spots are going to change. The mould in which the country has been ruled for the past 75 years will be smashed.

1. Turkey is being forced to accelerate privatization, to abandon the state monopolies, to privatize state economic enterprises (KIT) and abide by the rules of a free market economy. In other words, an attempt is being made to wrest the economy from the hands of the state.

2. Turkey is being forced to respect human rights, to put an end to torture and find a solution to the Southeast problem that does involve the rules we have become accustomed to.

3. Turkey is being pushed into changing its stance over Cyprus and reaching an accord with Greece over the Aegean.

It is the European Union, the IMF, the European Parliament, the European Council and the United Nations, in other words international public pressure, that is pushing Turkey in this direction.

Do you know what will happen if all this comes about?

The state will lose a lot of power.

The state will no longer be able to make rich whosoever it pleases and award contracts to those it considers close to it, like it did in the past. It will no longer be able to bump off citizens in mystery murders whenever it feels the need to.

The incredible power currently being held by the cadres governing the state will be drained away. This will result in Turkey's future opening up. We will find ourselves unshackled and our country shall be a shining beacon this century.

The huge dilemma stems from just this.

Everybody wants Turkey to shine, but at a different rate and in a different way.

What disturbs Ecevit and Yilmaz

What disturbs both Ecevit and Yilmaz is the fact that the military's voice has been getting progressively louder ever since the 28 February process and that it has been getting more and more involved in the day-to-day running of the country.

It is Ecevit who is the kind of leader willing to compromise to the point where even in the face of the strongest statements by the military can say, "The army is using its democratic right". It is Yilmaz who is the kind of leader who tolerates each of the military's tough statements in order not to escalate the tension...

If both these men have reacted so strongly this time, it is a sign that things have slowly started changing color and that the army has been told, "You're overstepping the mark somewhat".

We cannot know whether they will continue in this stance. What is known and seen is that the differences between those who want Turkey to change its spots and those who do not have finally become apparent.

It is the struggle that will determine who will govern Turkey (the civilians or the military) and just what kind of country it will become.

The more Western pressure on reducing the state's power is kept up, the more this struggle is going to escalate.

## **Kurdish leader urges Turkish investment in northern Iraq**

AFP 10 Jan 2001

ANKARA, Jan 10 (AFP) - 18h31 - The head of a leading Kurdish faction in northern Iraq has invited Turkish businessmen to invest in the Kurdish-held enclave, Turkish Prime Minister Bulent Ecevit said Wednesday.

Speaking to reporters outside his office, Ecevit said that following the request, he had enabled Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), to meet with the Turkish Union of Commercial Chambers during a visit to Ankara. "If such a cooperation is formed and investments are made in the region, all the people in the region, be they Kurds, Turkmens or Arabs, will benefit from it," Ecevit said. Talabani, for his part, said that he had asked Turkish officials for political, economic and cultural support.

Asked whether he had requested military help from Turkey to fight Kurdistan Workers Party (PKK) rebels sheltering in the region, the PUK leader said: "Not yet." He did not elaborate.

"There is full cooperation against anyone who will try to disturb peace and stability in the region," Talabani told reporters after meeting Ecevit. The PKK, which has waged a 15-year armed campaign for Kurdish self-rule in Turkey's southeast, said that it would stop fighting and withdraw from Turkey from September 1999 to seek a peaceful resolution to the conflict.

Talabani, who controls a section of northern Iraq close to the Iranian border, said Tuesday that some 8,000 PKK militants had moved to northern Iraq since the group announced its decision. About 6,000 PKK rebels were in the PUK sector, while 2,000 others were in the area bordering Turkey, which is controlled by PUK's arch-rival, the Democratic Party of Kurdistan (KDP), he told the NTV news channel.

After meeting a senior foreign ministry official, the PUK leader vowed to purge all PKK rebels from his regions of authority. "We will oblige them by all means to leave our area," he told reporters.

Ecevit announced at the weekend that Turkish troops in northern Iraq were providing "technical help" to PUK and KDP in their struggle against the PKK. The Turkish army regularly launches operations against the PKK in the north of Iraq, which has been outside Baghdad's control since 1991, saying that the PKK uses it as a springboard for attacks against Turkey.

The incursions draw strong criticism from Baghdad, which accuses Ankara of violating its territorial integrity.

\* \* \* \* \*

## **PKK Ready to Cooperate With Iraqi Kurdish Leaders**

Tehran Times 10 Jan 2001

TEHRAN -- Kurdistan Workers Party (PKK) said that in order to deter attacks by Turkish troops and establish peace and security in northern Iraq, it is ready to cooperate with Jalal Talebani and Masoud Barezani, the PKK Radio quoted a member of the PKK Leadership Council, Osman Ocalan, as saying on Monday.

The radio further quoted him as saying that the PKK is also ready to hold a tripartite meeting with the leaders of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdistan Democratic Party (KDP). The Turkish invasion of northern Iraq is the most serious threat against Kurds, the leadership council member stressed and posed the question that while Turkey is not able to settle the Kurdish issue in its own territory, how it is going to do so in the Iraqi Kurdistan.

The radio further quoted Ocalan as saying that it is clear from its policies that Ankara has no intention of solving the Kurdish issue peacefully and only intends to suppress the Turkish Kurds.

Ocalan termed the Iranian policy toward Kurds as constructive and said if the Kurdish parties act within the framework of Iran's policy, achieving a just peace will be possible.

\* \* \* \* \*

## Un chef kurde appelle les Turcs à investir dans le Kurdistan irakien



ANKARA, 10 jan (AFP) - 18h06 - Le chef d'une faction kurde irakienne a invité mercredi les hommes d'affaires turcs à investir dans le secteur qu'il contrôle dans le Kurdistan irakien à l'occasion d'une visite à Ankara, a indiqué le Premier ministre turc Bulent Ecevit.

"Jalal Talabani (chef de l'Union patriotique du Kurdistan, UPK) a demandé que nos hommes d'affaires investissent dans sa zone", a dit M. Ecevit aux journalistes à l'issue d'un entretien avec le chef de l'une des deux factions kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak échappant à Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991.

"De tels investissements bénéficieront à toutes les populations de la région, qu'ils soient Kurdes, Turkmènes ou Arabes", a-t-il dit.

Il a indiqué avoir organisé une rencontre entre M. Talabani et des responsables de l'Union turque des chambres de commerce.

M. Talabani a de son côté indiqué qu'il avait demandé un appui politique, économique et culturel de la Turquie.

Interrogé pour savoir s'il avait aussi demandé une aide militaire turque pour combattre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans son secteur, bordant la frontière iranienne, M. Talabani a répondu "Pas encore", sans autre précision.

"Il existe une coopération totale (avec la Turquie) pour lutter contre quiconque tentera de porter atteinte à la paix et à la stabilité de la région", a-t-il dit.

Mardi, après son entretien avec le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Faruk Logoglu, M. Talabani s'est engagé à éradiquer la présence des rebelles du PKK dans le nord de l'Irak.

Le PKK a mis fin en septembre 1999 à 15 ans de guérilla armée après l'arrestation de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en Turquie, et s'est retiré de Turquie.

Selon M. Talabani, 8.000 rebelles se sont alors réfugiés dans le nord de l'Irak, dont 6.000 dans son secteur et 2.000 dans celui tenu par le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de son rival Massoud Barzani, frontalier avec la Turquie.

L'UPK, qui entretenait de bonnes relations avec le PKK dans le passé, a commencé à se battre avec lui ces derniers mois, l'accusant d'attaquer ses positions.

M. Ecevit avait indiqué dimanche que la Turquie fournissait une "assistance technique" à l'UPK et au PDK dans leur lutte anti-PKK.

---

## Iraq blames depleted uranium for cancer increase

Reuters January 10, 2001

An Iraqi doctor said yesterday that cancer cases in the south of the country had risen since the 1991 gulf War and blamed this on radioactivity from depleted uranium shells used by U.S. and British forces.

"In my opinion, the main factor which caused cancer is radiation from the use of depleted uranium, in the southern part, where the American and British forces delivered more than 300 tonnes of DU (depleted uranium)," Dr Jawad Ali told Reuters Television at a hospital in the southern city of Basra. Iraqi authorities have repeatedly accused Western powers of inflicting a creeping environmental disaster on the country's southern provinces by firing shells made with depleted uranium, which is used to harden them so they can pierce tank armour.

Earlier this year, a cancer conference organised by the Iraqi Health Ministry said that number of cancer cases registered in Iraq rose to 6,158 in 1997 from 4,341 in 1991. The doctor's comments come amid growing fears of a "Balkans Syndrome" with reports of cancer among troops who served in NATO-led peacekeeping forces in Bosnia and Kosovo, where depleted uranium shells were used. Doctors at the Basra hospital said that most of the patients were



suffering from leukaemia. Britain says depleted uranium rounds can produce small amounts of radioactive and toxic particles on impact, but argues that it is unlikely anyone outside the target area could be affected. It said its Challenger tanks had fired fewer than 100 new 120mm rounds with a uranium core against Iraqi forces and its armoured forces operated well away from population centres.

In 1998 Iraq sent a formal complaint to UN Secretary-General Kofi Annan reserving the right to compensation for the "appalling damage" caused by allied use of depleted uranium shells during the Gulf War.

\* \* \* \* \*

## **Iraqi paper likens US to Dracula**

January 10, 2001 Agence France Presse

BAGHDAD: An Iraqi newspaper on Tuesday compared the United States to Dracula, accusing it of resorting to use of weapons of mass destruction and "crimes against humanity" in a drive for world domination.

"America is a country without roots which relies on terrorism -- as did Dracula who sucked blood from humans and pillaged their riches -- to impose itself as a great power," the official Al-Iraq said.

"The leaders of this terrorist country commit the most atrocious crimes against humanity by using banned weapons of mass destruction, not only with the goal of extending its colonial hegemony but also exterminating humanity to impose its domination, as was the case with the Red Indians," the paper said. It was referring to reports that depleted uranium (DU) ammunition used by US NATO forces in the Balkans may be to blame for a rash of cancer cases among troops posted in the region.

In Brussels, NATO and EU officials on Tuesday examined calls for more probing into a possible link. According to Al-Iraq, "America considers the world a dumping ground for its toxic rubbish and a laboratory for its fatal experiments". Europe is now paying the price for having ignored the decade-old "Gulf War Syndrome" dating from when US and British forces blasted Iraq with DU weapons, Iraq's ruling Baath party said Monday.

"It's the turn of the Europeans to pay the price for their follow-the-leader attitude towards the American bull," said the party's mouthpiece, Ath-Thawra, referring to the "Balkan Syndrome."

Seven Italian soldiers, five Belgians, two Dutch, two Spaniards, a Portuguese and a Czech have died from cancer since returning from tours of duty in Bosnia or Kosovo. Ath-Thawra said the symptoms in Europe were "no more serious than the damage inflicted by the Americans and the British on the Iraqi people" during the 1991 Gulf War over Kuwait. Baghdad, protesting that cancer rates have quadrupled in areas of southern Iraq bombed by the allied forces, has said the United States and Britain fired more than 940,000 DU weapons during the conflict. DU emits low levels of radiation, and is so far only considered to be dangerous if it is inhaled or ingested.

The material is used to penetrate armour and concrete bunkers because it is denser than other metals.

\* \* \* \* \*

## **Iraq has no great hopes for talks with UN**

Reuters January 10, 2001

Iraqi Vice-President Taha Yassin Ramadan said yesterday that Iraq was not pinning any great hopes on high-level talks with the United Nations to resolve an impasse over sanctions. "Iraq does not hold high hope for its dialogue with the United Nations," Ramadan told reporters in Baghdad after attending a conference at the city's university on Palestinians. "The American administration's hegemony over the (UN) Security Council does not allow the council to do anything," he was quoted by the Iraqi News Agency as saying.

UN Secretary-General Kofi Annan said on Monday that the talks would not begin until February at the earliest. Annan had invited a delegation from Baghdad to try to break the impasse on weapons inspections, a precondition to lifting sanctions, for a visit in January, but only had this week free because of a heavy travel schedule.

"Iraq will not back down on its demand, that is the complete lifting of the embargo," Ramadan said. He said Iraq would cooperate with the world body on inspections, but only after it lifted the sanctions. Iraq has repeatedly said it will not accept a new UN arms inspection team, arguing that it has already destroyed all its weapons of mass destruction. UN inspectors have been barred since the last team left in December 1998. Washington and London promptly launched a four-day air campaign against Iraq after accusing it of hindering the work of the inspectors.

\* \* \* \* \*

## **Routine Syrian Jan oil exports cloud Iraq pipeline issue**

January 10, 2001 Reuters By Jonathan Leff

LONDON, Jan 10 (Reuters) - Syria's crude oil export plans are back to normal levels in January after a surge in December sales raised speculation of unauthorised pipeline imports from Iraq.

But market sources say extra barrels could still surface, either through additions to the programme later in the month or by Syria quietly slipping extra cargoes to discreet parties. Oil companies that buy Syrian crude said the country's Syrian light programme for this month calls for some 14 to 15 standard cargoes, four lower than December when exports were some 25 to 40 percent above the monthly average. The schedule for Syria's heavy Souedie crude counts six lifters, although only one is taking a full 80,000 tonne stem with the remainder top-ups. Souedie plans comprise the equivalent of about three to three and a half cargoes. A normal monthly programme is about four cargoes while December's rose to almost double that. "On the surface it all looks quite average," said one long-time lifter of Syrian oil. "But I suspect the pipeline is still flowing and extra sales are going on the quiet."

### **IRAQ PIPELINE**

The additional exports last month followed the reopening of a pipeline from Iraq in November, which industry sources said Syria was using to import about 150,000 barrels per day (bpd) of Iraqi crude for use in their domestic refineries. This freed up the additional volumes of Syria's own crude for export, as the country is unable to increase production without diverting supplies from its plants. Other traders say the lack of extra exports means the pipeline is off line, at least for the moment.

"This (cutback) would imply that the pipeline isn't flowing," said a trader with an oil major. "I think that's the case, as we asked for extra barrels and were told no." Another trader added: "They were testing it before, but now I think they want official approval before they do more."

The United Nations, which regulates Iraq's oil exports as part of sanctions imposed after the Gulf War, has not formally approved any pipeline exports to Syria although diplomats have said they would do so if Damascus asked for permission. Syrian officials have told the United Nations that the pipeline is not in operation, most recently in December when the world body pressed the issue amid reports that the country had raised its export volumes.

Analysts say the United States may have ignored the exports to avoid antagonising Arab public opinion as it attempts to mediate Middle East peace talks. Meanwhile, Syria could be using a discreet intermediary to move additional cargoes. A Syrian oil industry source told Reuters that a European trading house who has been a term lifter for several years was taking on four Syrian Light cargoes in January. But in the official monthly programme circulated to lifters, the trader has only a single stem and has not offered any additional stems into the market. "Syria is eager to avoid a repeat of December, when the jump in exports caused all sorts of uncomfortable questions from the United Nations," said one market source.

\* \* \* \* \*

## **Iraq resumes normal exports from Gulf port: Press**

January 10, 2001 Agence France Presse

BAGHDAD: Iraq has resumed normal oil exports from its Gulf port of Mina al-Bakr following a month-long interruption due to a dispute with the UN over prices, an official daily Al-Qadissaya reported Tuesday. Seven oil tankers have been loaded over the past 10 days, "loading operations are now continuing normally and other tankers are expected at the (Mina al-Bakr) terminal in the coming days", the newspaper said. The paper added that exports were going ahead "despite the refusal of the UN sanctions committee to approve contracts for spare parts to rehabilitate

Iraq's oil installations". Oil Minister Amer Rashid told Al-Qadissaya that Iraq had so far received 450 million dollars worth of oil industry spare parts out of a total of 1.9 billion dollars worth of deals submitted to the UN for approval. According to UN figures, 1.24 billion dollars worth of oil spare parts contracts have been approved and 331.5 million dollars worth placed "on hold", while the rest has yet to be examined.

Iraq has been under embargo since its 1990 invasion of Kuwait but is authorised to export crude under strict UN supervision in return for imports of humanitarian supplies and essential goods.

The UN sanctions committee in December rejected a new formula proposed by Iraq for the pricing of its crude amid controversy over Baghdad's efforts to impose a surcharge to be paid outside UN control. (AFP)

\* \* \* \* \*

## **Albright regrets passing on Iraq problem**

By ELI J. LAKE

WASHINGTON, Jan. 9 (UPI) -- Secretary of State Madeleine Albright said Tuesday she regrets that Iraqi despot Saddam Hussein would remain a problem for the incoming administration. Speaking at the dedication of the Carl T. Rowan Press Briefing Room at the State Department, the outgoing secretary of state said, "I am really sorry that we had the issue of Saddam Hussein on our plate when we arrived, and I am equally sorry to say that we are passing it on." Jan. 16 will mark the 10-year anniversary of the start of the Gulf war, in which the incoming president's father, George H.W. Bush, brought together a coalition of Arab and European countries to militarily beat back Hussein's troops from Kuwait after its invasion of the country five months earlier.

As President-elect Bush prepares his foreign policy team to assume power only five days after the anniversary of his father's greatest foreign policy achievement, he may find himself in a position to have to make a similar decision. The Iraqi leader has become more belligerent in the last six months as the U.N. sanctions regime weakens against him, and more Arab and European countries seek to restore ties with his country.

Since the beginning of the Palestinian uprising in Israel, Saddam has challenged other leaders to support the uprising, sending funds for Palestinian "martyrs" and threatening to use his army to intervene on behalf of demonstrators. Iraq News, an e-mail news service critical of the government in Baghdad, reported that on Dec. 31, Saddam displayed his renewed might in a military parade that featured at least 1,000 tanks, newly resurfaced surface to air-missiles and soldiers bedecked in new uniforms imported from Syria. Nonetheless, Albright said Tuesday, "I do think that Saddam Hussein is weaker. He has been contained." "We have worked very hard not to have him be a threat to the region, to do everything that we can to make sure that he doesn't reconstitute his weapons of mass destruction and that he not terrorize his people, and tried to do everything to make him live up to his international obligations," she said.

But Albright announced in September that unlike in the past, the Clinton administration would not be willing to use force to get Iraq to allow weapons inspectors into the country. Saddam's diplomats last month restructured the oil for food program, a U.N. plan to allow Iraq to export oil in exchange for food, medicine and some infrastructure improvements.

After threatening to raise the premium on his country's oil in that program, he convinced the United Nations to reimburse his local expenditures with hard currency, a move which gives Iraq the ability to refurbish the war machine Bush the elder sought to demolish. "When Clinton took office the situation was basically good, there was a strong anti-Iraq coalition in the region and internationally.

There was a viable Iraqi opposition and there was a system for UN weapons inspections," said Iraq News editor Laurie Mylroie. "None of that exists now, they have frittered it all away." Throughout the debates and campaign, however, the Texas governor said that the sanctions against Iraq have indeed fallen apart.

When Bush announced retired Chairman of the Joint Chiefs of Staff Gen. Colin Powell as his choice for secretary of state, Powell vowed to "re-energize sanctions" against Iraq. He also said that the Iraqi regime has failed to live up to the agreements it made at the end of the 1991 conflict.

\* \* \* \* \*

January 11, 2001 New York Times

## **Iraq Is Focal Point as Bush Meets With Joint Chiefs**

By ERIC SCHMITT and JAMES DAO

WASHINGTON, Jan. 10 — George W. Bush, the nation's commander in chief to be, went to the Pentagon today for a top-secret session with the Joint Chiefs of Staff to review hot spots around the world where he might have to send American forces into harm's way.

About half of the 75-minute meeting in the secure conference room where the military chiefs conduct their most sensitive business, focused on a discussion about Iraq and the Persian Gulf, two participants said. Iraq was the first topic briefed because "it's the most visible and most risky area" Mr. Bush will confront after he takes office, one senior officer said. Mr. Bush did not say how he would deal with Iraq, the participants said, but asked several questions about President Saddam Hussein and American allies in the region, before the generals briefing him addressed other possible flashpoints, including the Balkans and the Korean peninsula.

"Iraqi policy is very much on his mind," one senior Pentagon official said. "Saddam was clearly a discussion point."

Iraq looms large among the national security challenges Mr. Bush will face. During the campaign, he criticized the Clinton administration as allowing the international coalition against Iraq to erode, and for permitting sanctions against Iraq to loosen. But it was the president-elect's father, President George Bush, who left Mr. Clinton with what critics say was unfinished business, by defeating Mr. Hussein in the 1991 Persian Gulf war, but not dislodging him.

In the past year, Mr. Bush and his advisers have talked about strengthening the sanctions and bolstering the fragmented Iraqi opposition groups, but the president-elect has been careful not to lay out a specific strategy.

Mr. Bush arrived at the Pentagon this morning surrounded by a cast familiar with the building: Vice President-elect Dick Cheney, who was secretary of defense under Mr. Bush's father; Gen. Colin L. Powell, the secretary of state-designate and former chairman of the Joint Chiefs; Donald H. Rumsfeld, a former secretary of defense who is Mr. Bush's choice for the same job; and Condoleezza Rice, the president-elect's pick for national security adviser. Defense Secretary William S. Cohen held a 45-minute briefing in his office for the group, touching on a variety of issues, including the nation's nuclear arsenal, before the session with the Joint Chiefs.

Hours after his meeting with Mr. Bush, Mr. Cohen gave a speech that was part valedictory and part rebuttal to Mr. Bush's repeated criticisms against the Clinton administration's military policies during the campaign.

On Iraq, for instance, Mr. Cohen argued that sanctions had worked. "Saddam Hussein's forces are in a state where he cannot pose a threat to his neighbors at this point," he said. "We have been successful, through the sanctions regime, to really shut off most of the revenue that will be going to rebuild his military."

In a courtly manner, without mentioning Mr. Bush or his supporters by name, Mr. Cohen time and again suggested that the Republicans had oversimplified defense issues like peacekeeping in the Balkans and building a ballistic missile defense system, a subject that did not come up at today's Pentagon briefings.

In the campaign, for instance, Mr. Bush asserted that Mr. Clinton's defense policies had caused military morale to plummet and weapons systems to fall into disrepair.

But Mr. Cohen argued today that policies supported by the Clinton administration and approved by Congress in the past two years would lead to an increase in Pentagon spending of \$227 billion by the year 2007.

Much of that increase will be for personnel costs, including pay increases and improved pension and health care benefits. But much will also go toward maintaining and modernizing weapons systems. The increase outlined by Mr. Cohen today is actually significantly more than what Mr. Bush proposed during the campaign, which was \$45 billion over 10 years. Though Mr. Cohen did not lay out that contrast, he seemed to be suggesting that the Clinton administration had already achieved more than anything Mr. Bush had even proposed during the campaign.

Mr. Cohen also took issue with suggestions by Ms. Rice that it might be necessary to set up international police forces to carry out peacekeeping functions that are now the responsibility of soldiers.

"Some people say, 'Why don't we just train people to be peacekeepers, a certain segment of our military to be pea-

cekeepers, and the others will be the warriors?' " Mr. Cohen said in his address at the National Press Club here. "It doesn't work that way. We have to train our people to do everything, all the way from being peacekeepers to peacemakers to humanitarians to diplomats to being war fighters, because the situation on the ground can change like that." Throughout the campaign, Republicans also accused the Clinton administration of dragging its heels on building an antiballistic missile defense system. Mr. Cohen, who supports building a limited missile shield, said Mr. Clinton had been deliberate about building support for a system among American allies.

And he strongly warned Mr. Bush to do the same and not rush into deploying something that might trigger a new arms race or alienate America's friends.

"Working with our allies, persuading them that we're doing the right thing and the reasonable thing, is going to very important," Mr. Cohen said. Mr. Cohen also warned Mr. Bush about cutting spending on three expensive fighter plane programs that Mr. Cohen strongly supported during his tenure. Those programs could cost well over \$300 billion over the next two decades, and advisers to Mr. Bush have suggested that the new administration would take a hard look at cutting or canceling one of them, investing the money instead in futuristic skip-a-generation technology.

\* \* \* \* \*

## **Turkish General Says EU States don't Want**

Turkey Reuters 11 Jan 2001

ANKARA, Jan 11 (Reuters) - A senior member of Turkey's influential military said on Thursday no European Union country sincerely supported Turkey's ambitions to join the bloc, according to Anatolian news agency.

Military Academies Chief Commander General Nahit Senogul said the EU's reluctance to guarantee Turkey a say in the decision-making processes of a planned European defence force that will use NATO assets proved a lack of goodwill.

Last month Turkey blocked a basic agreement between NATO and the EU on a planned EU rapid reaction force, saying Ankara would not retain enough control over decisions that could affect its own security and involve its army. "Some EU member countries are prejudiced against Turkey and have always been involved in the counter-Turkey movement," Senogul told a military symposium on Europe.

"Some countries do not actually favour Turkish membership. Some countries instead prefer close cooperation between the EU and Turkey rather than admitting Turkey to the Union," he said citing France and Germany as leading that point of view. "The rest of the countries support Turkish accession only in appearance... It is impossible to name a country that sincerely supports Turkey's membership of the European Union," he said.

Turkey won candidacy status in 1999 but the EU has laid out a range of political and economic changes it wants to see before Ankara can start membership negotiations. Turkey is due to publish its own EU National Programme, a manifesto of the steps it plans to take, in the coming days.

The EU's Accession Partnership Accord, published late last year, caused anger in Turkey because of references to Cyprus and territorial disputes with Greece in the Aegean. The army, which has directly or indirectly toppled four governments since 1960, has said it is in favour of EU membership in principle but it balks at concessions it sees as threatening national security.

A key issue for Europe is Turkey's human rights record and the position of its 12 million Kurds, around 20 percent of the population. Turkey bans broadcasting and education in the Kurdish language on the grounds they could foster separatism. But since the capture of guerrilla leader Abdullah Ocalan in 1999, a 16-year campaign of violence has largely ceased and there has been some discussion of Kurdish language rights.

The army has made clear it resists lifting the ban. But the head of the domestic security service MIT caused surprise recently, suggesting Kurdish broadcasting should be sanctioned.

"In the scope of individual rights and liberties within the Accession Partnership Accord, under the headlines 'cultural rights', 'native language broadcasting' or 'education rights' for our citizens of Kurdish origin...they want our country to be divided," Halil Simsek, another general speaking at the symposium, was quoted as saying by Anatolian news agency.

**TURQUIE** Pour la première fois, les politiques dénoncent l'interventionnisme  
des militaires dans les affaires publiques

# Polémique entre l'armée et le pouvoir civil

Istanbul :  
Éric Biegala

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase ? Une simple question protocolaire : qui d'un commandant de gendarmerie ou d'un ministre a donné le coup d'envoi d'une enquête anticorruption ?

Dans son édition de mardi, le quotidien populaire *Hürriyet* reproduisait les propos abrupts d'un haut commandant de la gendarmerie : « *Qu'il soit bien clair que le ministre (de l'Énergie, NDLR) a été averti à la dernière minute (de l'enquête en cours, NDLR). A partir d'aujourd'hui, nous sommes déterminés à lutter contre la corruption, quels qu'en soient les bénéficiaires* », menaçait l'officier. Allusion à peine voilée aux possibles poursuites contre des hauts fonctionnaires du ministère de l'Énergie (plusieurs ont été arrêtés le week-end dernier) et peut-être contre le ministre lui-même.

L'armée, dont dépend la gendarmerie, avait cette fois passé les bornes. Le premier ministre Bülent Ecevit indiquait aussitôt que les propos tenus par l'officier étaient « *inacceptables* », demandant qu'il soit identifié et puni. Selon la gendarmerie et l'état-major, une enquête est en cours. Devant son groupe parlementaire, le chef du gouvernement estimait qu'une telle enquête suffirait pour que « *personne, à l'étranger ou en Turquie n'ait de doute quant au régime en place* ».

Il est vrai que la question se pose en Turquie à échéance régulière, l'armée intervenant plus qu'à son tour dans le débat public. Plus virulent que le chef du gouvernement, le vice-premier ministre Mesut Yilmaz, à la formation duquel appartient le ministre de l'Énergie mis en cause, accusait les thuriféraires d'un régime autoritaire et leurs relais

dans la presse de saboter sciemment la réputation des hommes politiques pour faire place nette.

Il y a quinze jours, les milieux économiques d'Istanbul demandaient effectivement qu'un nouveau gouvernement indépendant des partis politiques soit nommé par le Conseil de sécurité nationale dominé par l'armée. Le sujet est on ne peut plus sensible en Turquie où les forces armées ont conduit trois coups d'État depuis le début des années 60 et ont poussé à la démission le premier ministre (islamiste) Necmettin Erbakan en 1997.

Depuis, l'état-major a multiplié les prises de position publiques

**Le premier ministre demande des sanctions contre un officier ayant insinué que le gouvernement était corrompu**

en matière politique. Durant l'année 2000, il s'est ainsi opposé à la candidature de Mesut Yilmaz à la présidence de la République ; il a ensuite obtenu une purge dans l'administration ; il s'est également prononcé contre toute modification de l'article 312 du Code pénal qui a permis d'envoyer en prison des « *subversifs* » tels que le président de l'association des droits de l'homme.

Sur le projet européen de la Turquie, l'armée a envoyé des signaux contradictoires, indiquant une ferveur très européenne un jour, s'op-

posant le lendemain aux demandes de l'Union, en faveur de l'introduction de la langue kurde à la télévision. L'avis contraire de l'état-major en la matière

était d'ailleurs repris à la lettre par un premier ministre qui y était pourtant favorable quelques jours plus tôt.

Les médias turcs hésitent en général à mettre directement en cause le rôle des forces armées dans le pays et préfèrent faire porter le chapeau aux politiques. Le refrain « *tous pourris* » est souvent entonné. « *Aux yeux de la communauté internationale, la Turquie a un régime semi-militaire* », écrit par exemple Okay Günesin dans le quotidien *Sabah* : « *la seule manière de changer d'image, c'est que les politiciens changent eux-mêmes* », assure-t-il. « *Les coups d'État des 40 dernières années et les procès de masse qui leur ont succédé n'ont-ils pas joué leur rôle (dans la médiocrité de la classe politique actuelle, NDLR) ?* », demande en retour Mehmet Ali Birand dans le *Turkish Daily News*.

« *En matière de corruption et autres malversations, les militaires n'ont de leçon à donner à personne* », souligne un observateur au fait des réalités militaires : « *depuis peu, l'armée contrôle directement les gigantesques marchés d'armement...* »

Des marchés dans lesquels les dessous de table sont « *obligatoires et faramineux* », souligne-t-il encore. Quant aux prises de position publiques et politiques des militaires, le quotidien *Milîyet* rappelait opportunément dans son édition de mercredi qu'elles sont passibles de cinq ans de prisons selon les lois en vigueur...

LE FIGARO VENDREDI 12 JANVIER 2001

## Le rôle politique de l'armée turque de plus en plus ouvertement contesté



12 janvier 2001

ANKARA, 12 jan (AFP) - Une grinçante polémique entre l'armée turque et des responsables civils a déclenché une rare salve de dénonciations du poids politique exagéré des militaires dans un pays candidat à l'Union européenne.

Le détonateur a été le lancement d'une campagne anti-corruption au sein du ministère de l'Energie, dont un responsable militaire anonyme a revendiqué la paternité en début de semaine, sous-entendant que l'armée était l'institution qui luttait sérieusement contre la corruption bien connue des civils.

Le Premier ministre Bulent Ecevit a ouvert la voie au flot de critiques en exprimant son agacement, trouvant cette intervention "surprenante et dérangeante".

Il a été suivi, en des termes plus directs, par son ministre d'Etat aux Affaires européennes Mesut Yilmaz, qui a accusé mardi des "milieux anti-démocratiques" de vouloir "pousser le pays vers un régime militaire" comme les trois qu'a connus la Turquie depuis sa création.

L'état-major, furieux, a répliqué jeudi par un communiqué en faisant part de son "fort malaise".

De nombreux éditorialistes libéraux en ont profité pour souligner à l'unisson, ces jours derniers, que l'influence de l'armée sur la vie politique était incompatible avec le bon fonctionnement d'une démocratie.

L'éditorialiste du quotidien libéral Milliyet, Taha Akyol, soulignait vendredi que "les frontières entre les soldats et leur rôle en politique sont ambiguës". L'intervention de l'armée en 1998, qui avait obligé le Premier ministre islamiste de l'époque Necmettin Erbakan à démissionner, "a rendu cette frontière encore moins claire et accru la partie militaire de l'Etat", selon lui.

"En démocratie, les soldats ne fonctionnent pas comme un parti, comme un +Etat au sein de l'Etat+", dénonçait son collègue Hasan Cemal. "Dans des régimes démocratiques, le soldat fait son devoir, est assujéti à l'autorité civile élue, il exprime ses vues dans les plate-formes ad hoc, pas en face de l'opinion publique".

Pour Huseyin Bagci, professeur en relations internationales, "c'est un fait que les militaires, depuis la guerre du Golfe (en 1991), ont progressivement augmenté leur rôle sur les questions de politique étrangère".

Au plan intérieur, "l'armée a été le fer de lance de la lutte contre le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, rébellion kurde) et les groupes islamistes radicaux, et elle continuera à l'être dans le futur, ce qui signifie qu'elle gardera son influence et son statut", prédit-il dans le quotidien de langue anglaise Turkish Daily News.

La réduction de ce rôle est l'une des demandes de l'Union européenne pour une adhésion à terme de la Turquie, déclarée candidate en 1999.

Ce rôle est officialisé par la domination de l'armée sur le Conseil national de Sécurité (MGK), qui réunit chaque mois les plus hauts responsables civils et militaires, et trace les grandes lignes sur les questions de fond.

Le débat précède de peu la publication, attendue ce mois-ci, du "programme national" dans lequel la Turquie va définir les mesures qu'elle entend prendre pour adhérer à l'UE.

La suppression du MGK n'est certainement pas à l'agenda. Mais selon le journaliste Mehmet Ali Birand, le programme devrait déclarer le MGK un "organe de consultation", et interdire que ses réunions soient photographiées pour rendre moins manifeste la présence des militaires en politique.

"Une phrase et une interdiction de photos peuvent-elles vraiment réduire le poids des militaires en démocratie? Nous nous trompons-nous-mêmes!", s'exclamait-il dans les colonnes du Turkish Daily News.

## Turkey arrests 29 children for pro-PKK demonstration

AFP 12 Jan 2001

DIYARBAKIR, Turkey, Jan 12 (AFP) - 10h45 - Twenty nine children have been arrested by Turkish authorities for demonstrating in support of the banned Kurdistan Workers' Party (PKK), a human rights group said Friday. The Human Rights Association (IHD) called for the children, aged between nine and 16, to be freed immediately.

The youngsters were detained Tuesday in the town of Viransehir, in the mainly Kurdish southeastern province of Sanliurfa, for shouting pro-PKK slogans and were formally arrested Thursday, the IHD's Diyarbakir branch said in a statement. It said parents had complained that some children had been mistreated while in police custody and called for an immediate investigation.

"The fact that the children were taken by police at midnight, handcuffed and interrogated is already inhumane treatment," the IHD said. "We call on the authorities to investigate the torture claims and immediately free the children," it added. The PKK has waged a 15-year armed struggle for Kurdish self-rule in Turkey's southeast. The conflict has claimed some 36,500 lives. In September 1999, the group said it was laying down its arms and withdrawing from Turkey to seek a peaceful resolution to the Kurdish question. But the Turkish army has played down the peace bid as a "ploy" and has vowed to hunt down the rebels.

\* \* \* \* \*

## Kurdish rebel leader's brother (Osman Ocalan) injured in assassination attempt

13/01/2001

ANKARA, Turkey (AP) -- The brother of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan was wounded when two of his fighters tried to assassinate him in northern Iraq, a Turkish newspaper said Saturday. The attackers and two guards were killed. The two assailants, firing assault rifles and hurling hand grenades, slightly wounded guerrilla commander Osman Ocalan in the leg during the attack Tuesday, Hurriyet newspaper said.

The attack occurred after the brother of one of the assailants was executed for criticizing the imprisoned Abdullah Ocalan, Hurriyet said. It said the attack may also have been ordered by rivals of Osman Ocalan within the group.

Osman Ocalan has taken a more vocal position within the Kurdistan Workers' Party, or PKK, guerrilla group since his brother Abdullah Ocalan was condemned to death in 1999 for leading the group in its battle for Kurdish autonomy in southeast Turkey.

The group has since announced an end to its armed struggle and said it wants to gain Kurdish rights through political means. Turkey has ignored the PKK's cease-fire and has vowed to continue its fight until all rebels surrender or are killed. The military says 4,500 rebels retreated to Iran and northern Iraq last year when the PKK withdrew its fighters from Turkey. The assassination attempt, near the rebel camp of Hirbab in northern Iraq, coincided with unconfirmed reports of a Turkish military operation in northern Iraq to hunt down the rebel leadership. Turkey does not recognize the Kurds as a minority and bans teaching and broadcasts in the Kurdish language.

Some 37,000 people, mostly Kurds, have been killed in clashes in the southeast since the rebels took up arms in 1984.

\* \* \* \* \*

## Human rights vs. guns in Turkey

By Kevin McKiernan Boston Globe January 13, 2001

BELL TEXTRON, the Rhode Island-based company that makes helicopter gunships, got some good news a few months ago when Turkey awarded it a \$4 billion contract for 146 attack helicopters, one of the largest single arms deals in history.

International competition for the contract had been intense, with five companies, including Boeing Aircraft and Bell Textron, submitting bids. When Turkey eliminated Boeing's Apache helicopter from consideration last year,



Bell's King Cobra became the favorite to win the award. Soon after it convenes, the new Congress will have to decide whether to grant an export license for the weapons. About 80 percent of the Turkish arsenal is US-made, and the Turkish Army has relied on Sikorsky Blackhawks and Apache and Cobra helicopters to win the long (and underreported) war with Kurdish rebels in the southeast.

In 1997, the Clinton administration granted Boeing and Bell market licenses to build the attack helicopters, brushing aside human rights objections from Amnesty International and Human Rights Watch about Turkey's abuse of its ethnic population. Since President Clinton took office in 1992, more than \$6 billion in US weaponry has been delivered to Turkey. Now that Bell has won the helicopter contract, the Bush administration may try to persuade Congress to override human rights concerns, thus brokering the sale.

American-made helicopters are well known to the Kurds. I have often encountered refugees from destroyed villages in southeast Turkey whose only English were the words Sikorsky and Cobra. Villagers know that the soldiers who burn their houses arrive in Blackhawk helicopters, which are made by the Connecticut-based Sikorsky company. And they easily recognize the rocket-equipped Cobras, which are manufactured at a Bell Textron plant in Texas. Turkish Kurdistan is a rugged, mountainous region, and helicopters have proved essential in the army's scorched-earth campaign. So far, more than 3,000 Kurdish villages have been burned, depriving the guerrillas of logistical support. Estimates of civilian Kurds displaced by the war range from 500,000 to 2 million. It has been a dirty war, and both sides have been guilty of atrocities.

The Kurds are a large, diverse group whose members spill across the borders of Iraq, Turkey, Iran, Syria, and parts of the former Soviet Union. With a population of 25 million to 30 million, they represent the largest ethnic minority in the world without their own state.

The first Kurds I met were in Iraq, where I was shooting television news at the end of the Gulf War. At that time, the networks had an appetite for stories of Saddam Hussein's abuses (the Iraqi dictator had destroyed thousands of Kurdish villages), and I had lots of work. But when I started covering the Kurdish uprising in Turkey, I couldn't give the stories away. I was told that as far as the media were concerned, the Turkish-Kurdish war wasn't on the radar. Today, Ankara continues to dispatch US-made F-16s and Cobra attack helicopters to bomb Kurdish rebels in northern Iraq, where most of rebel leader Abdullah Ocalan's fighters have withdrawn. Last weekend, according to Turkish newspapers, 10,000 Turkish troops crossed 100 miles into Iraq, the deepest cross-border penetration to date. At last report, the US-equipped troops were trying to encircle 2,500 Kurdish fighters dug in along the Iraq-Iran border.

Twelve months ago, the European Union voted to consider Turkey for admission to the EU, but only on the condition that it clean up its human rights record. But the EU may be having second thoughts. Soon after the vote, Turkey blocked an EU delegation from visiting Leyla Zana, the imprisoned Kurdish member of the Turkish Parliament

who has received the EU's peace prize. Then a Kurdish educational foundation was indicted on criminal charges of inciting separatist propaganda because it advertised a scholarship for students who could read and write in Kurdish.

Last year the government ordered a CNN television affiliate off the air for 24 hours because a reporter asked a guest if history might one day regard Ocalan as a Turkish version of the South African revolutionary Nelson Mandela. A few days later, Turkey arrested the Kurdish mayors of three cities on vague charges of separatism. There are 37 elected Kurdish mayors, and many observers had hoped that their leadership would provide a non-violent alternative to the civil war in Turkey that since 1984 has taken 40,000 lives, most of them Kurds.

Turkey has hired a stable of former leading members of Congress to pave the way for licensing the King Cobras. The lobbyists include former House Rules Committee chairman Gerald Solomon of New York and former congressman Stephen Solarz, also of New York. Best known is former House speaker-designate Bob Livingston of Louisiana, who has received a \$1.8 million contract to lobby for Turkey. While Turkey is a valuable ally, what US exports need is gun control, but that demands leadership from Washington. The sale of 146 attack helicopters may be good news to Bell Textron, but human rights are also in America's national interest. The new White House should use its influence to hold up the \$4 billion in gunships until Ankara shows a willingness to deal democratically with its own citizens.

Kevin McKiernan is a producer and director whose latest documentary is "Good Kurds, Bad Kurds."

\* \* \* \* \*

**IRAN** Les religieux conservateurs redressent la tête et s'attaquent à tout ce qui symbolise l'ouverture voulue par le président Khatami

# Le fouet et le Coran contre les réformes

Les forces de l'ordre déploient contre ce qu'elles appellent la « corruption sociale » une énergie qu'on ne leur connaissait plus depuis l'élection du président réformateur Mohammad Khatami en mai 1997. Celui-ci n'a toujours pas annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de juin.

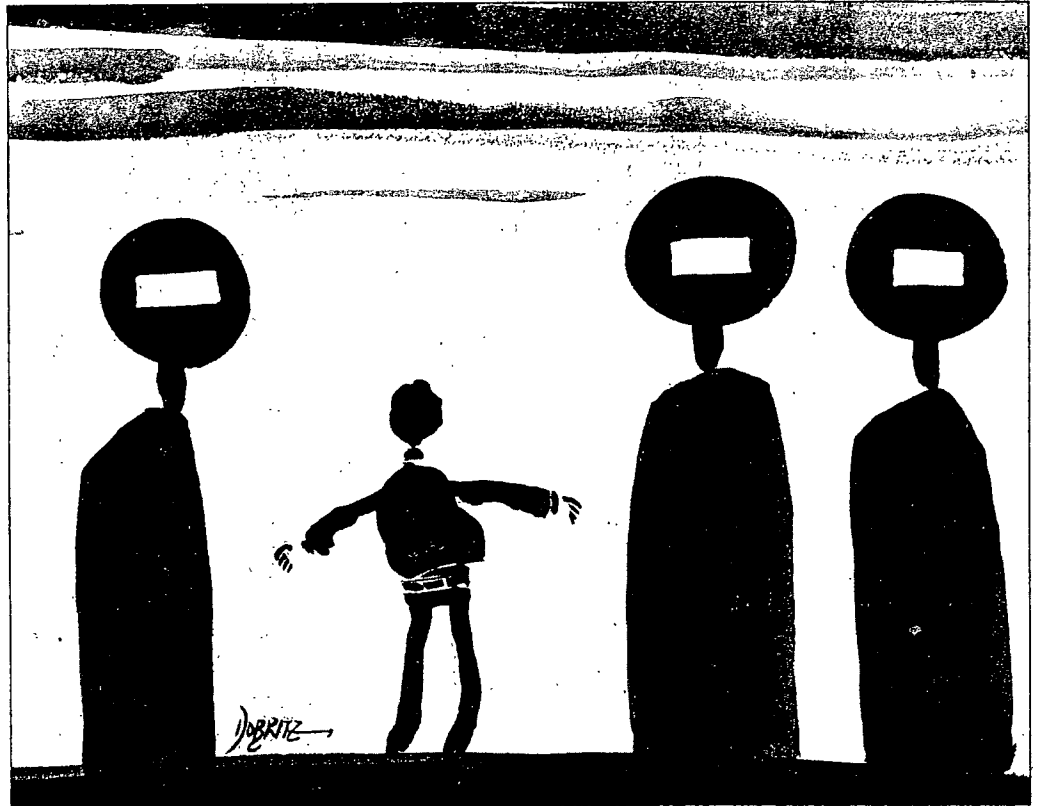
Téhéran : Serge Michel

Gare à vous, les enragés de parties techno dans les caves de Téhéran, les conteurs de fleurette sur les bancs publics, les amateurs de vodka locale distillée dans la baignoire : la brigade des mœurs est de retour. Le fouet dans une main et le Coran dans l'autre.

Dans la nuit du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, la police a ainsi arrêté quelque 400 personnes. A en croire un fêtard juste relâché de prison, quatre « méga-fêtes » étaient visées dans les quartiers chics du nord de la capitale. Les forces de l'ordre clament avoir mis la main sur des « hommes et des femmes ivres qui dansaient ensemble dans un style occidental, ridiculisant les restrictions religieuses et officielles en vigueur ».

De prison, les femmes célibataires ont été directement conduites chez le gynécologue pour un test de virginité. Pour échapper au fouet, celles qui ont échoué à cette épreuve doivent présenter le coupable à la justice et l'épouser de suite. La plupart essaient de s'en sortir en prétendant que l'auteur du délit vient d'émigrer à l'étranger.

Selon la règle, le bourreau doit se coincer un Coran sous le bras pour ne pas fouetter trop fort. Mais différents témoignages indiquent que le Coran est souvent porté sous l'autre bras. « J'en ai aussi vu un mettre seulement un CD-ROM du Coran dans sa poche », raconte le fêtard, ajoutant qu'après le fouet, le dos de ses infortunés camarades ressemblait à une tranche de salami géant.



Ce durcissement est confirmé par un discours de l'ayatollah Mesbah Yazdi, un conservateur qui dirige l'école religieuse Haqqani dans la ville sainte de Qom. « Je confesse amèrement que depuis la naissance du Prophète et même depuis Adam, le Démon n'a jamais eu autant de succès, a-t-il déclaré début janvier. Et l'islam n'a jamais souffert de pareille corruption culturelle. » Même pas sous le régime du shah ? Pour un religieux qui doit son pouvoir à la révolution de 1979, voilà un sacré aveu d'échec.

Il n'empêche, après avoir fermé les journaux que son arrivée au pouvoir avait fait éclore, après avoir emprisonné ses amis et conseillers les plus proches, les conservateurs semblent déterminés à éradiquer ce qui reste du maigre bilan du président Khatami : la liberté sociale que manifaient les jeunes en se tenant par la main dans les parcs ou en laissant dépasser quelques mèches du foulard.

Une unité spéciale, « Police 110 », a été mise en place en octobre 2000 pour lutter contre « les dangers culturels et sociaux ». Au cours des quarante premiers jours de son existence, cette unité est intervenue 40 000 fois dans les rues de la capitale et encourage la délation pour faire mieux encore : celui qui soupçonne ses voisins peut appeler le 235.19.02.

Alors les récits d'arrestations se multiplient et la peur rôde en ville. Jeudi, la police annonçait la fermeture de 29 lupanars et l'arrestation de 85 mères maquereles qui dirigeaient un réseau de prostitution de luxe dans le nord de Téhéran. Encore faut-il s'entendre sur les termes : pour les religieux conservateurs, toute relation sexuelle hors mariage s'apparente à de la prostitution.

« Depuis deux semaines, j'entre sur le volet les fêtes auxquelles je me rends en fonction de la notoriété de l'hôte, du niveau sonore de la musique et de la visibilité de

son appartenance », explique une convive. Les soirées, parfois extravagantes, sont souvent la seule distraction pour cette jeunesse

découverte dans un pays incapable de leur fournir un emploi et des perspectives d'avenir.

Pour s'être trouvée chez elle le 5 janvier sans foulard avec dix filles et garçons de son âge, Fereshteh, 16 ans, a reçu 20 coups de fouet. En l'absence de drogue, d'alcool et de relations sexuelles, c'est le minimum. Et ses parents ont réussi à payer le bourreau pour qu'il frappe mou. Mais la jeune fille en a encore les larmes aux yeux. « Je n'ai maintenant qu'une idée, dit-elle. Quitter ce pays qui ne m'aime pas. »

# Obstinément semblable à lui-même, Saddam Hussein est toujours là

**D**IX ans après, Saddam Hussein règne toujours en maître sur l'Irak. Affaibli, isolé, rescapé de deux guerres et de mille complots, mais obstinément semblable à lui-même, brutal, roué, ni assagi ni repentant, prêt à tout pour rester au pouvoir. Le monde a appris à vivre avec lui, au point même de presque l'oublier.

La « Tempête du désert » cessait à peine de souffler sur le Golfe que le dictateur irakien reprenait le dessus aux dépens de son peuple. Le 2 mars 1991, plusieurs villes du Sud - à majorité chiite - s'insurgent.

La communauté chiite, la plus nombreuse du pays, a toujours jusqu'ici manifesté son loyalisme envers le pouvoir sunnite de Bagdad, notamment pendant la guerre Iran-Irak, faisant passer son nationalisme avant ses sympathies religieuses. Cette fois, l'humiliation de la défaite et les encouragements de Téhéran lui font oublier sa prudence. Saddam Hussein écrase la révolte dans le sang avant de retourner sa « garde républicaine », noyau dur de ce qui reste de son armée, contre les Kurdes qui se sont soulevés à leur tour dans le Nord le 5 mars. Exploitant les faiblesses du régime,

occupé à écraser la rébellion chiite, les chefs kurdes, conduits par Jalal Talabani, occupent les principales villes du nord-est de l'Irak, où vit une population acquise à la cause de l'autonomie, ce grand rêve qu'ils poursuivent depuis la promesse - non tenue - d'un Etat kurde, contenue en 1920 dans le traité de Sèvres.

« Les Kurdes n'ont pas d'amis », proclame la devise favorite de ce vieux peuple indo-européen, musulman et farouche, dont l'ardeur au combat impressionnait déjà, il y a plus d'un siècle, le comte de Gobineau. Cette fois, pourtant, la communauté internationale vient au secours des populations civiles qui fuient la répression irakienne et trouvent un « sanctuaire » de l'autre côté de la frontière turque. Au nom du « devoir d'ingérence humanitaire » - une idée française -, la résolution 688 du Conseil de sécurité, qui fera date (5 avril), autorise l'acheminement d'une assistance aux Kurdes, dans le cadre de l'opération « Provide Comfort ». Les alliés imposent à l'Irak une zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle. Leurs troupes resteront au Kurdistan irakien jusqu'en juillet 1992. Une

autre zone d'exclusion aérienne est imposée en août 1992, au sud du 32° parallèle, puis étendue au 33° en septembre 1996. Ce qui n'empêche pas l'armée de continuer à réprimer les chiites.

L'embargo imposé à l'Irak n'a pas entraîné la chute du régime. Mais il lui a fait subir un très large désarmement par l'entremise d'une commission spéciale de l'ONU, l'Unscorm, créée en avril 1991 et remplacée en janvier 2000 par une autre commission, l'Unmovic, que dirige le Suédois Hans Blix, et qui reste *persona non grata* en Irak. Soucieux de continuer à châtier Saddam Hussein tout en allégeant les souffrances du peuple, le Conseil de sécurité a proposé, dans sa résolution 986, une entorse à l'embargo - acceptée seulement par Bagdad en 1996 - et dite « pétrole contre nourriture », qui permet à l'Irak d'exporter du pétrole sous contrôle de l'ONU pour acheter, également sous contrôle, des produits de première nécessité. En réalité, cette formule permet au régime de gagner sur tous les tableaux : grâce aux distributions de vivres, il contrôle d'encore plus près sa population et l'équipe dirigeante, enrichie outrageusement des profits de la

contrebande, exploite la misère du peuple à des fins de propagande, tout en se posant en victime de la vindicte internationale.

Cette situation absurde et cruelle pour le peuple irakien ne cessera qu'avec la levée de l'embargo, laquelle ne peut intervenir, d'après les textes de l'ONU, que lorsque le Conseil de sécurité aura la preuve du désarmement du pays. Cet objectif est impossible à atteindre tant que l'Irak refusera d'accueillir les équipes d'inspecteurs de l'Unmovic. En attendant, chaque jour ou presque, des chasseurs américains et britanniques continuent de bombarder des objectifs militaires irakiens. Dans l'indifférence générale.

J.-P. L.

Le Monde

DIMANCHE 14 - LUNDI 15

JANVIER 2001

# Un nouveau Bush face à Saddam

Washington :  
Jean-Jacques Mével

Aux petites heures du 17 janvier 1991, les sirènes déchirèrent la nuit de Bagdad et beaucoup entendirent dans cette plainte le signal de la fin pour le maître de l'Irak. La libération du Koweït et le succès militaire de George Bush senior furent assez faciles. Mais dix ans plus tard, Saddam Hussein est toujours là, comme un défi lancé à George W. Bush, le fils.

Pour faire de l'Irak le premier test de politique étrangère du nouveau président, il n'y a pas que le télescopage

entre l'anniversaire de la guerre du Golfe et la relève politique à la Maison-Blanche. Le dilemme est ancien, même s'il se pose avec une urgence renouvelée : les sanctions internationales contre Bagdad sont une vraie passoire et les États-Unis restent les seuls - avec la Grande-Bretagne - à en

défendre le principe comme l'application. Le dossier sera débattu dès le mois prochain à New York, aux Nations unies.

Durant sa campagne, le fils du « libérateur » du Koweït est resté plutôt flou sur le sujet. Les conseillers du président-élu insistent : il fera tout pour isoler l'Irak et pour l'empêcher de reconstituer son arsenal de mort. Mais la nouvelle équipe doit aussi reconnaître qu'il était plus facile de critiquer l'administration Clinton que de mettre au point une stratégie alternative.

A 100 heures de la passation de pouvoir à la Maison-Blanche, le seul à s'être exprimé sur la question est le général Colin Powell, choisi comme chef de la diplomatie américaine dix ans tout juste après avoir commandé l'alliance militaire anti-Saddam : « Les Irakiens n'ont pas rempli leurs engagements et je crois que des sanctions doivent rester en place jusqu'à ce qu'ils s'y plient », dit le futur secrétaire d'État. Les « faucons » veulent discerner dans ces déclarations l'annonce

d'un vrai tour de vis. Surtout au Congrès, où la double majorité républicaine n'a jamais renoncé à renverser Saddam, par « opposition » irakienne interposée.

Dans les derniers jours de sa présidence, Bill Clinton a paradoxalement rallumé ce feu-là, en proposant au Capitole une aide fédérale de 12 millions de dollars en faveur des opposants du Congrès national irakien. Donald Rumsfeld, prochain patron du Pentagone, restait il y a peu le partisan le plus enthousiaste de ces « zones libérées », au nord et au sud de l'Irak, prélude peut-être à un gouvernement rival de celui de Bagdad.

Une interprétation diplomatique des paroles du général Powell est tout aussi possible. Maintenir « des » sanctions, ce n'est pas maintenir « les » sanctions. Et s'il faut obtenir l'accord des alliés, nul doute que les États-Unis doivent se préparer à un assouplissement plutôt qu'à un renforcement. Le projet serait alors d'abandonner ce qui ne marche pas dans l'embargo et d'obtenir en échange, au Conseil de

sécurité, un franc soutien de la France et de la Russie à ce qui fonctionne.

Côté américain, plusieurs indices poussent à cette lecture. Colin Powell espère bien sûr la chute de Saddam Hussein. Mais il ne tient pas le CNI en haute estime, ni militaire ni politique. Le cerveau de « Tempête du désert » doit aussi se méfier comme de la peste du scénario des « zones libérées ». Incidemment, Washington et Londres ont dû démentir ces derniers jours la rumeur d'un prochain arrêt des bombardements « alliés » (anglo-américains).

Un autre élément de l'équation est Dick Cheney, hostile à des sanctions économiques qu'il juge inefficaces. Le prochain vice-président est tellement marqué sur la question qu'il garde un silence obstiné. Mais personne n'est dupe : les compagnies américaines veulent leur part au redressement pétrolier de l'Irak. Avec George W. Bush et Dick Cheney à la Maison-Blanche, elles sont déjà en terrain conquis à Washington.

## Dix ans après la guerre du Golfe, le Kurdistan irakien prend un essor



ANKARA, 13 jan (AFP) - 9h45 - Dix ans après la guerre du Golfe, le nord de l'Irak, qui échappe depuis à l'emprise de Bagdad, jouit d'une relative prospérité et d'un statut de semi-autonomie sous le contrôle de deux factions kurdes, dans un climat de détente encore fragile.

Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et son rival Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) sont les deux maîtres du Kurdistan irakien;

Le Kurdistan irakien est patrouillé par des avions britanniques et américains basés en Turquie qui interdisent son survol à l'aviation de Bagdad depuis la fin de l'opération alliée, pour protéger la population kurde.

Alors que l'UPK contrôle le secteur bordant la frontière iranienne, le PDK tient le secteur frontalier avec la Turquie, l'un des principaux acteurs dans la région.

Ankara coopère avec les deux factions pour éradiquer les rebelles armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui se sont retranchés dans les montagnes du Kurdistan après s'être retirés en 1999 de Turquie et appuie financièrement les Turkmènes, communauté turcophone forte de 250.000 membres vivant dans la zone d'exclusion aérienne.

Les relations entre ces deux factions, autrefois très perturbées et émaillées d'affrontements sanglants, semblent s'être améliorées depuis l'accord de paix qu'ils ont signé en septembre 1998 à Washington et leurs chefs se sont rencontrés lundi à Selahaddine, QG du PDK pour la première fois depuis des années pour évoquer leurs différends.

Mais dans cette région, Bagdad a l'oeil sur tout.

"Toutes les parties en jeu savent très bien qu'un jour ou l'autre, la souveraineté de l'Irak va être rétablie dans le Kurdistan, et agissent en conséquence", explique à l'AFP Necdet Pamir, un analyste turc.

Il estime qu'à terme le développement de cette région contribuera au développement de l'Irak "toute entière".

Les Etats turc, iranien et syrien ont averti dès la fin de la guerre du Golfe qu'ils étaient opposés à la création d'un Etat dans le Kurdistan irakien, craignant qu'elle ne fasse des émules au sein de leurs propres populations kurdes.

MM. Talabani et Barzani s'entretiennent régulièrement avec les autorités de Bagdad et d'Ankara et réaffirment l'intégrité territoriale de l'Irak.

La paix qui prévaut entre les groupes Kurdes a eu un effet favorable sur le développement des zones qu'ils contrôlent, même si elles sont également durement affectées par l'embargo de l'ONU qui frappe l'Irak depuis 1990.

Lors d'une récente et rare visite de journalistes à Erbil dont un correspondant de l'AFP, la "capitale" du Kurdistan irakien, avec 900.000 habitants, apparaissait comme une cité qui ne cesse de grandir et se développer grâce au commerce frontalier lucratif avec la Turquie. Idem à Zakho, près de la frontière turque.

La situation économique est aussi en amélioration à Souleimanieh, contrôlée par l'UPK, selon les ONG occidentales qui y ont une branche.

M. Talabani a de son côté invité les hommes d'affaires turcs à investir dans cette zone à l'occasion d'une récente visite à Ankara.

"Nous souhaitons que les Turcs apportent leur savoir-faire dans des domaines comme la construction et l'industrie légère", a expliqué à l'AFP un porte-parole de l'UPK à Ankara.

L'ONU est également très présente dans la région à travers divers projets et veille à la bonne marche du programme "pétrole contre nourriture" qui autorise l'Irak, soumis à embargo, à vendre du brut pour acheter des produits de première nécessité.

13% des revenus de ce programme sont utilisés dans le nord du pays.

La Turquie et l'Irak mènent en outre des travaux techniques pour ouvrir un second poste-frontière, qui devrait contribuer à la prospérité de la région.

## **Ankara gains upper hand in northern Iraq**

ILNUR CEVIK

Turkish Probe January 14., 2001

During the rule of the late Turgut Ozal, Jalal Talabani and Masoud Barzani were good friends of Ankara and Turkey enjoyed the role of "kingmaker" in northern Iraq.

But later things started to change. First the forces of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Talabani and the peshmergas of the Kurdistan Democracy Party (KDP) started fighting while sides also drifted away from Ankara. Much to the dislike of the Turkish government, and of course to the anger of Baghdad, the Americans and the British started calling the cards in northern Iraq through their "Provide Comfort" force. Turks complained bitterly that this force was being used to establish a Kurdish state in the region.

Thousands of people have died in northern Iraq during intermittent clashes between the PUK and the KDP since 1994. This all changed when Masoud Barzani invited Iraqi forces into Arbil to wrestle the city away from Talabani. It put an end to the presence of Provide Comfort ground forces in the region. The Americans and their dependents along with their Iraqi Kurdish collaborators left the region.

Talabani and Barzani split the region into two and started administering their own respective regions in northern Iraq. Iraqi troops were withdrawn from northern Iraq and Turkey allowed the Americans and the British to provide air protection for the Kurds from its Incirlik air base in Adana.

In 1998 the Americans brokered a ceasefire between Barzani and Talabani ending bloody clashes. But differences remained over revenue and power sharing. The instability in northern Iraq allowed Turkey's separatist Kurds to find a new breeding ground. The Kurdistan People's Party (PKK) terrorist group used the region as a base to launch attacks against Turkey.

First Barzani realized that while the PKK was hitting Turkey it was also gaining ground in the region at the expense of the KDP. Barzani collaborated with Turkey and the Turkish military provided all out support to the KDP forces to crush the PKK.

Talabani, who fell at odds with Turkey and thus depended on Iranian support, was not at all enthusiastic about stamping out the PKK. But the Washington peace deal also forced all the northern Iraqi sides to recognize the PKK as a menace. With the arrest of PKK leader Abdullah Ocalan and the defeat of the PKK in Turkey Talabani realized this was a "no win game." As time went by Talabani realized that he had to make amends with Turkey and decided to push the PKK out of his region much to the anger of those Iranians who supported the separatist Kurds of Turkey.

That was when Turkey took its cue and offered Talabani an olive branch. The PUK leader was invited to Ankara in July 2000 and given a red carpet treatment. Talabani kept his word and moved to eliminate the PKK from his region. Clashes erupted and are still continuing. PUK expects a major PKK offensive this spring.

Now with the KDP and PUK firmly on its side Turkey realizes that there are new avenues opening at its disposal. Turkish officials say there are now two important factors influencing Turkey's ties with northern Iraq.

One is the PKK angle which is a direct security issue. The PKK has been cut down to size in Turkey and even the militants who fled the country have found sanctuary in northern Iraq. Turkish officials believe the PKK has to be finished off in northern Iraq, and both the KDP as well as the PUK are in a position to accomplish this.

Both Barzani and Talabani are concerned that the whole issue should not turn into a "Kurd kills Kurd" affair. Turkish officials say the issue here is to fight terrorism and a terrorist organization. Turkish officials and the KDP leadership say the PKK has killed Kurdish people in Turkey as well as in northern Iraq and thus has to be wiped out.

The other factor is that the region is Turkey's back yard and will always be an important area for southeastern Turkey's economic and social stability where the population is predominantly Kurdish.

Even in the long run the area will be dependent economically, politically and socially on Turkey which means Ankara's current reconciliation with Talabani and its existing good links with Barzani are timely and much necessary. The fact that Ankara has good relations with both the Kurdish sides will also help them end their feud in a more positive environment. With Ankara offering economic facilities and border trade to Talabani, the pressures on the KDP to help the PUK will ease and thus will add to the positive atmosphere.

It is up to Ankara to play its cards right and emerge as the major power broker.

January 14, 2001  
New York Times

## **Military Bestrides Turkey's Path to the European Union**

By DOUGLAS FRANTZ

ISTANBUL, Jan. 13 — Turkey's powerful military, whose influence and economic reach are unparalleled in other democracies, is facing its toughest fight yet — not on the battlefield, but in a struggle against those who want to remodel the country to enter the European Union.

Of all the reforms Turkey is being asked to undertake to join the European club, none would transform it as deeply as asserting civilian authority over the generals. The outcome of the tussle between the military and those who demand change is important to more than Turkey. It will affect the balance of power in a strategic area between Europe and Asia, Christianity and Islam. Turkey, a NATO and American ally, fields the region's strongest army and is regarded as a bulwark against instability.

Still, a senior European Union diplomat said, "in its present military-civilian configuration, Turkey would be unacceptable to the E.U." "The Turks," the diplomat added, "have to find a way to get the pashas out of politics."

That task confronts the generals with the prospect of losing their well-known dominance of civilian affairs and their much less publicized but no less influential role in the country's economy. Both are changes they are prepared to resist. Modern Turkey was founded in 1923 by a general, Mustafa Kemal Ataturk, and his successors have staged coups three times in four decades, returning to barracks only after deeming affairs sufficiently secure to entrust to civilians.

After the most recent coup, in 1980, it was the military-backed government that drew up the 1982 Constitution that still governs Turkey. The document anointed the generals guardians of Turkey's secular government and territorial integrity, a mandate that has been interpreted broadly to cover almost any issue — from the 15-year war against Kurdish separatists to pushing out an Islamic-led government in 1997.

This week, President Ahmet Necdet Sezer — whom opinion polls recently placed in the unusual position of being more popular than the traditionally respected military — threw down the latest of several challenges to the generals, calling for the Constitution to be rewritten.

Deputy Prime Minister Mesut Yilmaz has said that change in the role of the military is inevitable as the country approaches European Union membership, though he carefully added that reforms would take time.

But the generals and their many supporters in government are resisting any major realignment, arguing that the strategic importance of Turkey in a rough neighborhood demands a powerful military. "The conflicts and relations in the Balkans, Caucasus and Middle East require us to maintain strong armed forces with a deterrence capability," Defense Minister Sabahattin Cakmakoglu said in an interview.

European countries face far less hostility from their neighbors and do not understand the need for a powerful military in Turkey, he said.

The potential for tension between politicians and the military was further illustrated this week when the army was accused of meddling in government affairs through an investigation of corruption in the state energy department.

Mr. Yilmaz, the deputy prime minister, remarked that government under the military would be more corrupt. Stung, the general staff swiftly responded with a statement accusing Mr. Yilmaz of "the greatest slander." Turkish military experts and Western diplomats said in interviews that Turkey's armed forces represent a stable and uncorrupted element in a society whose politicians are often weak and where scandals are routine.

"Believe me, we are not happy to be involved in all kinds of problems of Turkey," said Atilla Kiyat, who retired 18 months ago as an admiral. "The lack of civilian authority is forcing us to be involved in those kinds of issues."

In a coincidence seen by some as symbolic, the offices for the new bureaucracy created to guide Turkey's candidacy for the European Union sit squarely in the shadow of the eight-story headquarters of the National Security Council

in Ankara, Turkey's capital. The 10-member council, including the president, four cabinet ministers and the five top military commanders, sets the agenda on almost every important issue. It is an arrangement that many say enables the generals to dominate, because they present a united front while the ministers are often divided by fractious politics.

The European Union identified the reduction of the council's role as a top priority for Turkey's membership. Volkan Vural, the country's general secretary for European Union affairs, said that the military supports membership and that the security council is already the advisory body the Europeans demand.

"How this can be clarified, I don't know," said Mr. Vural, a veteran diplomat who is preparing a 900-page outline on joining Europe for government leaders this month. Indirect pressure to curtail the military is also coming from the International Monetary Fund, which asked the government last month to trim the budget for the armed forces as part of reforms in return for \$7.5 billion in emergency aid.

The annual defense budget is about \$9 billion, about 3.5 percent of the country's gross domestic product and four times the amount spent on education. Analysts say billions more are spent through mechanisms that are not reported in the budget. Turkey is currently on a military buying spree, shopping for about \$10 billion in tanks, helicopters and airborne early-warning systems — an illustration of the military's economic resources that are almost never discussed, even as the military's political involvement comes under increasing scrutiny.

Military-owned businesses — including a bank, 47 percent of a leading automobile maker and 10 percent of Turkey's cement-making capacity — are among Turkey's largest enterprises and exist free from taxes. The businesses operate outside government control and profits pay for pensions, resorts, and other benefits for members of the armed forces, helping attract and retain top personnel and cementing the soldiers' elevated social standing.

Through a large holding company called Oyak, the military has financial interests in 24 companies involved in manufacturing, automobile production, agriculture, construction and finance. It owns a bank, a supermarket chain, extensive real estate and 47 percent of Oyak-Renault, one of the country's two dominant automobile makers. Many of these businesses are partnerships with the elite of the economic world, from powerful and wealthy families of Turkey like Sabanci and Koc to multinationals like Goodyear and DuPont. The effect is to align the economic interests of the military and important segments of the business establishment.

Oyak, the Turkish acronym for the Armed Forces Trust and Pension Fund, was established by Parliament in 1961, after the first military coup, to provide economic benefits for military officers.

Competing with Oyak and its estimated 30,000 employees can be tough. Although it was set up outside the government, the company is exempt from taxes and financed by payroll contributions from military officers and land donations from the treasury. Describing the history of Oyak in 1998, Taha Parla, a professor at Bosphorus University in Istanbul, concluded, "The civil servant on horseback already turned politician was further to become merchant, industrialist, financier and rentier."

The military also controls the Foundation for Strengthening the Turkish Armed Forces, a sister corporation established in 1987 that has interests in 30 defense-related companies manufacturing everything from aircraft and artillery to missiles and telecommunications systems. It employs an estimated 20,000 people and 80 percent of its income is donated to the armed forces.

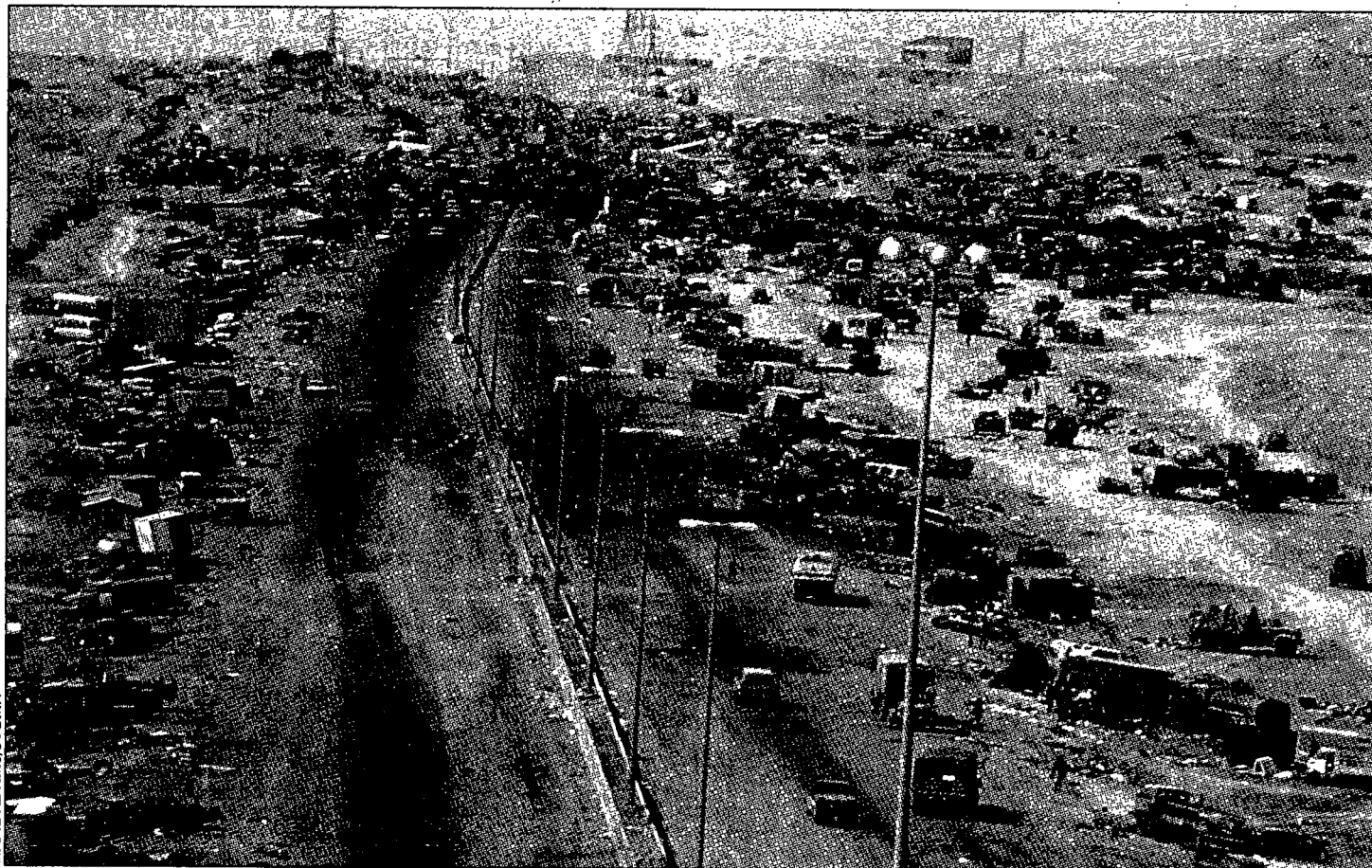
Critics like Mr. Parla and Eric Rouleau, a former French ambassador to Turkey who wrote about the Turkish military's power in Foreign Affairs last month, argue that Oyak and its sister foundation blur the line between the private and public economies and help militarize the society.

The traditional respect for the military is underpinned by a yearlong class that every Turkish 10th grader must attend, taught by a current or retired military officer using a textbook prepared by the military. Besides inculcating the principles of Ataturk, the course covers political events from the military perspective, concentrating on threats posed by Turkey's neighbors. "The course has helped internalize the idea that the military has a space in civilian life," said Ayse Gul Altinay, a cultural anthropologist who interviewed dozens of students and teachers on the topic. "Even students who are critical of what the officer says still believe he is the most qualified to speak about these issues."

\* \* \* \* \*

# Tempête dans le désert

Il y a dix ans, des centaines d'avions américains et britanniques déclenchaient la guerre du Golfe pour chasser du Koweït les envahisseurs irakiens. L'enjeu ? Interdire à Bagdad de faire main basse sur le pétrole de l'émirat et de contrôler ainsi 20 % de la production mondiale



Mars 1991. Vue aérienne de la route de Basra (Irak), désormais surnommée « route de la mort ».

**U**N véritable feu d'artifice éclaire soudain le ciel de Bagdad. Les balles traçantes de la défense antiaérienne zèbrent l'obscurité. Le sol se met à trembler sous les coups des bombes. Vague après vague, des centaines d'avions américains et britanniques matraquent leurs objectifs. Washington annonce que « la libération du Koweït a commencé ». Avec le déclenchement de l'opération « Tempête du désert », la guerre du Golfe vient d'éclater. A 2 h 40, heure locale - 0 h 40, heure de Paris - en ce jeudi 17 janvier 1991.

La chronique de cette « guerre annoncée » - tant annoncée - s'ouvre cinq mois plus tôt par une étouffante nuit d'Orient. Le 2 août 1990, à 1 h 30 du matin, le téléphone sonne dans le palais du jovial prince

héritier Saad Abdallah, premier ministre de l'émirat du Koweït. Au bout du fil, son ministre de la défense lui annonce, d'une voix angoissée, que des centaines de chars lourds irakiens sont en train de franchir la frontière et foncent vers la capitale. Trois heures plus tard, Cheikh Jaber, chef de la famille régnante des Al Sabah, s'envole vers l'exil à bord d'un hélicoptère américain. Pour la première fois, l'armée d'un pays arabe vient d'en envahir un autre. Pour la première fois depuis la création de Nations unies, un Etat membre s'en approprie un autre.

Cette crise couvait depuis des mois, longtemps inaperçue des gouvernements occidentaux, trop absorbés par le grand remue-ménage qui a suivi la chute du mur de Berlin. A plusieurs reprises, en ce premier semestre de 1990, Saddam Hussein - au pouvoir en Irak depuis juillet 1979 - lance des mises en garde dont la violence stupéfiée et alarme

ses pairs arabes. Le 23 février 1990, Saddam Hussein enjoint le Koweït et l'Arabie saoudite d'annuler la dette - 30 milliards de dollars - contractée auprès d'eux par l'Irak pendant sa guerre contre l'Iran (1980-1988) et leur réclame, de surcroît, un don équivalent. Faute de quoi, il promet des représailles. Le 28 mai, il reproche aux Etats du Golfe d'extraire trop de pétrole, ce qui contribue, selon lui, à déprécier les cours du brut. Le 16 juillet, il accuse le Koweït de lui voler une partie du brut extrait du champ pétrolier - et frontalier - de Roumaylah. Jusqu'au bout, cependant, aucun dirigeant arabe ne croira au danger d'invasion, tant celle-ci leur semble sacrilège.

La guerre est aussi le fruit d'un immense malentendu entre Bagdad et Washington. Les dirigeants américains et irakiens n'ont cessé, pendant cette période d'« avant-crise », de méjuger leurs intentions mutuelles, d'échanger mots et signes mal

interprétés. Washington oscille, à l'égard de Bagdad, entre fermeté et complaisance. Saddam Hussein est d'autant plus enclin à accueillir cette passivité comme une garantie de non-intervention que, le 25 juillet, au cours d'un entretien fort court, l'ambassadeur américain, M<sup>me</sup> April Glaspie, lui a affirmé que Washington « n'a pas d'opinion » sur le conflit frontalier irako-koweïtien. Pourquoi diable douterait-il désormais de la relative bienveillance américaine ?

Le 2 août, Margaret Thatcher, premier ministre britannique, se trouve, par hasard, dans le Colorado en compagnie du président Bush. « Vous devez le savoir, George, lui dit-elle, il ne s'arrêtera pas. » Peut-on laisser impuni le forfait d'un homme qui menace la stabilité d'une région où se trouvent près de 70 % des réserves mondiales connues de brut - dont 25 % en Arabie saoudite et 10 % au Koweït ? Un homme qui, en



PATRICK DURAND/CORBIS-SYGMA



LAURENT VAN DER STOCK/GAMMA



Fin février 1991. Les Koweïtiens (ci-dessus) accueillent avec enthousiasme les alliés, leurs libérateurs. Un hélicoptère Gazelle (ci-contre) de l'armée saoudienne surveille la reddition de soldats irakiens.

mettant la main sur l'émirat, contrôlé désormais 20 % du pétrole mondial ? Non, répond-on en Occident, mais aussi à Jérusalem et à Riyad, au Caire et à Damas. Même réponse à Moscou.

**L'**INVASION du Koweït - autre coïncidence - surprend le secrétaire d'Etat américain James Baker et son homologue soviétique Edouard Chevardnadze, en train de pêcher ensemble sur le lac Baïkal. Ils appellent aussitôt à « des mesures pratiques » contre Bagdad. L'URSS suspend toute livraison d'armes à l'Irak. Pour la première fois, Américains et Soviétiques décident de s'atteler ensemble au règlement d'un conflit régional. C'est une métamorphose des relations internationales. L'URSS de Gorbatchev, soucieuse de voir l'ONU jouer à nouveau pleinement son rôle, maintiendra son soutien aux Etats-Unis jusqu'au bout de la crise. Là réside la faute initiale, et majeure, de Saddam Hussein : avoir dressé un mauvais diagnostic de l'état du monde ; avoir oublié que le monde arabe, désormais privé du soutien inconditionnel de Moscou, ne pouvait plus espérer exploiter la vieille rivalité russo-américaine.

Le 7 août, à la demande de l'Arabie saoudite, les Etats-Unis lancent « Bouclier du désert », la plus vaste opération militaire depuis la guerre du Vietnam. Entre août et novembre, le Conseil de sécurité adoptera douze résolutions, dont la dernière autorisera le recours à la force en marquant l'échec de la stratégie patiente de l'embargo. Face à l'ONU, Saddam Hussein choisit la surenchère. Il annexe le Koweït, devenu la « dix-neuvième province » de l'Irak. Il retient en otage des dizaines de milliers de civils étrangers, en transforme plusieurs centaines en « boucliers humains » et met en scène des libérations collectives sans parvenir à arracher à la coalition liguée contre lui un engagement de non-agression.

Dans le monde arabe, Saddam

## Le syndrome des vétérans

Quelque 133 000 vétérans du conflit avec l'Irak, soit près d'un soldat américain sur cinq engagés entre août 1990 et avril 1991, souffrent d'un mal aux manifestations multiples et aux origines mystérieuses, baptisé « syndrome de la guerre du Golfe ». La liste de ses principaux symptômes, par ordre de fréquence décroissante, est longue : fatigue chronique, migraines, éruptions cutanées, douleurs musculaires et articulaires, pertes de mémoire, vertiges, troubles du sommeil, douleurs thoraciques, toux, diarrhées et autres maux gastro-intestinaux. Parfois ces symptômes s'aggravent : dépressions, lymphomes, cancers.

D'où vient ce syndrome ? On suspecte trente-trois causes possibles, à commencer par : l'inhalation de poussières d'uranium appauvri contenu dans certaines munitions, l'absorption de toxiques atmosphériques émanant des puits de pétrole en feu ou de la destruction des stocks d'armes chimiques, la prise de comprimés de pyridostigmine, un antidote contre les gaz innervants à la dangerosité aujourd'hui avérée et pour lequel les GI's ont servi de cobayes à leur insu. Ont aussi absorbé ce médicament 9 000 militaires français dont 55 souffrent du « syndrome du Golfe ».

Hussein suscite le plus souvent l'enthousiasme de l'homme de la rue, en enfourchant trois chevaux de bataille : l'antiaméricanisme, l'islamisme belliqueux, le panarabisme anti-israélien. Nouvel Ali Baba dévalisant la « caverne des voleurs » du Golfe, il prétend récupérer une partie de la rente pétrolière dont le mon-

de arabe est, selon lui, injustement dépossédé. Mais au fil des semaines, sa diplomatie et ses discours s'usent. La coalition reste ferme. Sur le champ de bataille, elle regroupe les forces de vingt-huit nations rassemblant plus de 700 000 hommes. Les Etats-Unis disposent d'environ 430 000 hommes, 1 000 chars, 1 500 hélicoptères et 1 300 avions. La France, vite convaincue de l'inévitabilité de la « logique de guerre », a mobilisé plus de 4 000 hommes dans le cadre de l'opération « Daguet », la plus importante depuis la guerre d'Algérie. La guerre aérienne va durer trente-huit jours. L'Irak et le Koweït sont écrasés sous un tapis de bombes. Les F-117A, baptisés avions « furtifs », larguent, à chaque raid, deux bombes à guidage laser de 900 kilos. Les Jaguar français participent à ce pilonnage. Il s'agit de détruire l'infrastructure militaro-économique de l'Irak, d'anéantir sa capacité de nuire et de ruiner son projet d'hégémonie régionale. Dès le 18 janvier, l'Irak tire ses premiers missiles Scud sur Tel-Aviv pour tenter d'impliquer Israël dans le conflit. A la demande de Washington, l'Etat juif accepte de ne pas riposter. En échange, le Pentagone lui fournit, pour se défendre, des antimissiles Patriot avec leurs techniciens. L'Irak lancera 86 Scud, qui tueront quatre Israéliens.

**C**HAQUE jour ou presque, Saddam Hussein multiplie les rododromes et les promesses de victoire. Il appelle ses soldats à « libérer La Mecque et Médine », menace de recourir à l'arme chimique, donne l'ordre d'enflammer des dizaines de puits pétroliers au Koweït. Début février, les cuirassés américains *Missouri* et *Wisconsin* entrent en action. Le 13, l'aviation américaine bombarde un bunker-abri à Bagdad. Le 24 février, à 4 heures (heure de Paris), les alliés déclenchent leur offensive terrestre par une gigantesque manœuvre de contournement dans les plaines désertiques du sud de l'Irak : 250 000 hom-

mes y participent. Des dizaines de véhicules franchissent la frontière saoudienne et progressent, tous feux éteints, en formant une colonne de 80 kilomètres.

En quarante-huit heures, l'armée irakienne, « quatrième » du monde, s'effondre. La « Mère de toutes les batailles » promise par Saddam Hussein n'a pas lieu, faute de combattants. Démoralisés, ses soldats reculent le plus souvent sans riposter, et se rendent. Plus de 50 000 sont faits prisonniers. Au troisième jour, le Koweït est libéré. L'Irak accepte toutes les résolutions du Conseil de sécurité. Dans la nuit du 27 au 28, après cent heures d'offensive terrestre, la coalition suspend ses opérations. Sa victoire est totale. Elle déplore 466 tués dont 389 Américains. On ne connaît jamais le nombre des victimes irakiennes, entre 30 000 et 100 000 selon les estimations. Le cessez-le-feu formel n'interviendra que le 3 avril 1991, en vertu de la résolution 687 de l'ONU, qui place l'Irak sous tutelle et exige l'élimination de toutes ses armes de destruction massive, condition *sine qua non* de la levée de l'embargo pétrolier.

Au-delà du désastre militaire, économique, écologique et humain en Irak, et du triomphe militaire de l'Amérique, ce conflit aura, sur un registre moins grave, marqué le sacre de CNN, la chaîne télévisée de « la guerre en direct », seule présente à Bagdad. La mise sous tutelle des médias et le passage de l'information au fin tamis des censeurs militaires ont eu pour effet de « protéger » les opinions des « horreurs de la guerre ». Ainsi, dans le Golfe, un nouveau mythe est né : la « guerre propre ».

Jean-Pierre Langellier

January 15, 2001

## **Kurds Still Dependent on Outsiders**

By LOUIS MEIXLER Associated Press

IRBIL, Iraq (AP) - Kurdish militiamen walk patrols armed with assault rifles and cruise the streets in pickup trucks mounting heavy machine guns. Local officials, and not Baghdad, make the decisions on what gets done. Foods and goods in short supply elsewhere in Iraq are abundant.

Ten years after the Persian Gulf War, Iraqi Kurds have realized their dream of governing themselves in a largely independent area of northern Iraq. But the undeclared state is divided, fragile and dependent on the United Nations for food and the U.S. Air Force for protection.

Kurds know their fighting men are no match for Iraqi helicopters and tanks just 20 miles from Irbil, whose 750,000 people make it the area's biggest city. They worry about losing the U.S. air patrols that have kept Saddam Hussein's troops at bay since a failed Kurdish uprising a decade ago. "If there were more planes, we'd feel even safer," says Ibrahim Amin Abdel Rahman, a former militiaman.

Anxiety has been increasing as Iraq's government tries to weaken support for U.N. economic sanctions that have devastated Iraq's economy by dangling the prospect of lucrative oil deals to oil-consuming nations.

"Could the international community just drop this experience in freedom and democracy after 10 years?" says Sami Abdel Rahman, a former Kurdish militia leader who is now a leading figure in the local administration. "I believe there is a moral obligation, but sometimes economic interests overrule moral obligations."

The Kurdish-run zone was established with the help of Washington and its allies after Saddam brutally put down the 1991 Kurdish uprising that broke out after the Gulf War, causing hundreds of thousands of Kurds to flee into Turkey and Iran.

Iraq's Kurds have thrived in their autonomy.

They have freedoms virtually unimaginable in the rest of Iraq. There are several political parties and newspapers, and criticism of the Kurdish administration is tolerated although discouraged. The Internet, which is banned by Saddam, is permitted. Iraqi Kurds have been battling for their freedom for most of the last century. That fight has been frustrated not only by Iraqi forces, but also by neighboring Iran and Turkey, which fear Kurdish freedom in Iraq would encourage restive Kurdish minorities on their territory.

The economy in the Iraqi Kurdish areas is booming. New roads are being built, refugees are being resettled and shops are kept filled.

But the sense of stability and prosperity is deceptive.

Although the Kurds are lobbying for the United Nations to keep the sanctions imposed on Iraq after Saddam's invasion of Kuwait in 1990, they benefit from being one of the largest violators.

An army of tanker trucks - observers estimate as many as 40,000 - haul oil from Iraqi government areas to Turkey, a rampant business that can create traffic jams at the border stretching six miles. The illicit trade funnels badly needed cash to both Saddam and the Kurds, with the latter earning about \$100 million a year.

Oil smuggling income would mostly disappear if sanctions are lifted.

The Kurdish economy also thrives on the United Nations' oil-for-food program, which has pumped \$4.6 billion into the north over the past four years. The program allows Iraq to sell oil and buy food and medicine and repair infrastructure as an exception to U.N. trade sanctions. The north gets disproportionate help from the U.N. program, because some money is taken from the Iraqi government's share to cover war reparations and administrative costs. The result is that the Kurds get about 50 percent more per person than the rest of Iraq.

Despite two years of drought in the north, there are few signs of hunger. Markets are filled with refrigerators from Turkey, soaps from Syria, even potato chips from Europe. In Iraqi government areas, hunger and want are widespread.

"It's black and white between the Kurdish areas and Iraq," says Alan Makovsky of the Washington Institute for Near East policy. The aid creates problems, however. So much free U.N. food is pouring into the Kurdish area that many farmers no longer bother to plant wheat in the valleys that once formed part of the breadbasket of Iraq.

The problem is becoming so serious that the local government is urging the United Nations to start buying food locally. Currently, all the aid for the food program is imported so no money benefits Saddam's government.

"They need to give farmers an incentive to grow," says Safiq Qazzaz, the Kurdish official in charge of humanitarian aid. Politically, the Kurds have also taken only small steps toward creating a viable state.

The region is partitioned between Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan, which are antagonistic largely due to clan splits and a personality clash between their leaders. The two militias face off across a fortified line that splits the enclave, with slightly over half of the enclave's 3.5 million people living in Barzani's area.

The two sides signed a cease-fire in Washington in 1998, but officials admit they have done little since to unite the feuding fiefdoms. Many Kurds are pinning their hopes for stability on Washington, especially now that the son of the U.S. president who defeated Saddam in the Gulf War is headed for the White House.

But few have forgotten that George W. Bush's father did not intervene in the north until after the Kurdish uprising was defeated. "Bush has the name, but it is not always complimentary," Qazzaz says.

Some people, like Ali el-Ekiabi, a political science professor at Irbil's university, keep ready to flee on a moment's notice. "I don't think Saddam Hussein will be back tomorrow morning," el-Ekiabi says - but he keeps his passport in his jacket pocket and his wife carries a small bag filled with dollars at all times.

"In five minutes I can be ready to go anywhere," he says.

---

## Foreign Ministry: No change in Turkey's policy towards Armenia

- Turkey says it will not set up diplomatic relations with Armenia until it ends its enemy campaigns to have the so-called Armenian genocide recognized, and withdraws its soldiers from Nogorno-Karabakh, the occupied Azerbaijani territory

---

Ankara - Turkish Daily News

Turkish Foreign Ministry's Deputy Spokesman Huseyin Dirioz stated that Turkey's policy towards Armenia was well known and there was no change in these policies in recent months.

Turkey says it will not set up diplomatic relations with Armenia until it ends its enemy campaigns to have the so-called Armenian genocide recognized, and withdraws its soldiers from Nogorno-Karabakh, the occupied Azerbaijani territory.

Last week a senior diplomat from the Turkish Foreign Ministry stated that the government has reached a conclusion to handle the issue of the so-called Armenian genocide directly with Yerevan. Stressing that resolutions from different European countries have recently increased dramatically, the same diplomat said they have presented an extensive plan to the government to stop the anti-Turkish initiatives that have turned into a worldwide campaign. The plan is a road map on how to normalize relations with Armenia and then how to place discussion of the so-called genocide into its proper venue, which have been two major goals, indicated the diplomat.

After these statements there were some comments and news on the Turkish media that implied Turkey's policy towards Armenia will be changing. And it was also reported that referring to these statements Armenian Foreign Minister Vartan Oskanyan claimed that Turkey understood that it will not reach any solution by denying the so-called Armenian genocide.

## What lies behind the puzzle in northern Iraq?

- Sources close to region say that with the help of available seasonal conditions in spring, an operation to sweep the PKK elements in northern Iraq is expected to be conducted
- PKK announces local administration near Iranian border

Ankara - Turkish Daily News

For weeks, Ankara has been debating whether an operation had really been conducted in northern Iraq's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) controlled region with ten thousand Turkish soldiers or not. And the visit of PUK leader Jalal Talabani again brought developments in northern Iraq to the top of the Turkish foreign policy.

Not only the PUK leader but also Turkish diplomats focusing on Iraq vehemently denied claims of a cross border Turkish operation in northern Iraq. Talabani said there was not even one single Turkish soldier in his region.

However, sources close to the region say that with the help of seasonal conditions in spring, an operation to sweep away the PKK elements in northern Iraq is expected to be conducted. PUK was provided eight artilleries to protect itself and logistical support has also been provided to aid its struggle against terrorist attacks.

The PUK has an armed force of nearly 30,000 peshmergas and the number of the PKK militants in its region is reported to be nearly 5,000. According to other regional sources, the PUK exaggerated the number of PKK militants in the area.

"Six months ago, Talabani claimed that there wasn't one single PKK member in its area, now he says there are 8,000 in northern Iraq. Is it logical?" asked an Iraqi Kurdish official.

### Security belt formed, PKK was given time to leave the PUK area

The Turkish Daily News has learned that the PKK was given time to leave the PUK area.

Sources close to the area said that a security belt was formed near Qala Diza town and the PKK has been cornered near this security zone which is between the Iranian border and the PUK area. The PKK has reportedly announced a local administration near the Raniya-Rawanduz district which is along the Iranian border. In the aftermath of the provocative steps taken by the PKK against people in the region and the clashes which took place between the PUK and the PKK until Dec. 10, the PUK wanted the PKK leave its region.

Now, before getting into a new operation against the PKK, the PUK waits the PKK leave its region.

### Iranian delegation meet with Talabani

A high-ranking Iranian delegation visited the PUK leader to be informed about the talks in Ankara and to get a clear picture about the situation in northern Iraq.

Talabani reportedly discussed Iran with officials in Ankara. Sources said the debate focused on claims that Iran still provided support to the PKK.

Since Talabani-controlled parts of northern Iraq share the border with Iran, the PUK economically depends on trade through the border gate with Iran. Tehran has had a considerable affect on the PUK for years.

### Barzani is not coming

In addition, Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), who was expected to visit Ankara soon, is not scheduled to pay a visit to Ankara, KDP sources said.

On Sunday, Nechirvan Barzani, Barzani's nephew and a leading member of the KDP passed through Ankara on his way to Europe.



Jerusalem Post Editorial  
January 16 2001

## **A new policy on Iraq**

(January 16) - When Secretary of State-designate Colin Powell faces his confirmation hearing today in the US Senate, a historic anniversary should be noted: Ten years ago this week Iraqi Scud missiles began landing in Israel.

Unfortunately, this anniversary has more than historic significance because the same Saddam Hussein that Powell faced 10 years ago is there today and is likely racing to build a nuclear bomb.

An Iraqi defector has now confirmed the obvious, that once Saddam was free of UN inspections, he would resume his nuclear program, which was close to fruition when Iraq invaded Kuwait a decade ago. According to Salman Yassin Zweir, who was a design engineer for the Iraqi Atomic Energy Commission for 13 years, Saddam gave the orders to build a bomb two years ago. Zweir, who was tortured for refusing to rejoin the nuclear program, escaped to Jordan and spoke out for the first time last month. "Saddam is very proud of his nuclear team," Zweir told the London Sunday Times. "He will never give up the dream of being the first Arab leader to have a nuclear bomb."

During the Clinton administration, US policy toward Iraq eroded from a determination to prevent Saddam from obtaining nuclear weapons through international inspections to an amorphous commitment to do something if Saddam ever does acquire the bomb. But the collapse of the UN inspection regime did not invalidate the UN resolution that created it, or the rationale of the Gulf War, for that matter. The Gulf War was fought not just to eject Iraq from Kuwait but to prevent Iraq from threatening its neighbors. Accordingly, at the end of the war, UN Security Council Resolution 687 invoked the binding section of the UN Charter (Chapter VII) in requiring Iraq to unconditionally accept "the destruction, removal, or rendering harmless" of its weapons of mass destruction programs and ballistic missiles with a range over 150 kilometers.

The Clinton administration responded to the failure to enforce the international commitment to disarm Saddam by abandoning that commitment. The Bush administration should revive the goal of disarming Saddam the only way left to do so: supporting his removal from power.

The act of removing international recognition from an outlaw regime is not unprecedented: The Organization of American States did so when it expelled the government of Anastasio Somoza in Nicaragua and effectively recognized the Sandinista opposition movement. The apartheid regime in South Africa was also essentially stripped of its legitimacy by UN actions. The Milosovic regime in Yugoslavia was also treated as criminal one by the international community.

Saddam Hussein's reign of terror against the Iraqi people and the proven threat he poses to the region make him at least as clear a candidate for derecognition and removal than the unsavory regimes that the international community has gathered against in the past. The task of the incoming Bush administration is to transform the means of enforcement of Security Council Resolution 687 from inspections to a transfer of legitimacy from Saddam Hussein to his democratic opponents. The US Congress has already earmarked \$100 million for the Iraqi opposition (most of which the Clinton administration refused to spend), and two supporters of this policy are slated to become secretary and deputy secretary of defense. Even President Clinton decided last week to release \$12 million in humanitarian assistance for distribution inside Iraq by the Iraqi National Congress.

According to Sunday's Washington Post, however, Powell expressed "deep skepticism" about the opposition's capabilities. Though it is obviously responsible for the US to question the viability of an opposition movement before leaping to support it, those resisting support for the INC generally argue what amounts to a self-fulfilling prophesy. Outgoing National Security Adviser Sandy Berger, for example, claimed that "I don't know any countries around Iraq who believe that's a viable option, that they could constitute a serious threat to Saddam Hussein in that way." Such disingenuous arguments capture the fatal lack of leadership that has been shown by the Clinton administration on Iraq, and the dire need for a new policy by the new team. Obviously, Iraq's threatened neighbors are not about to back the Iraqi opposition before they see a serious degree of support from the US.

A serious US policy of "regime change" for Iraq will require an astute combination of diplomacy and action, including both unilateral and multilateral elements. If the secretary of state is not fully on board with such a policy, it will be difficult for it to work. What we do know is that Saddam's nuclear agenda will not suffer such internal divisions. Powell should be urged to put his considerable talents and experience toward making the emerging new Bush policy toward Iraq work, rather than burying it in internecine American policy divisions.

\* \* \* \* \*

**IRAK** Dix ans après l'opération militaire internationale « Tempête du désert »,  
l'Occident ne sait pas comment lever les sanctions qui pèsent toujours sur Bagdad

# Le bilan amer de la guerre du Golfe

LE FIGARO MARDI 16 JANVIER 2001



Un groupe de pacifistes américains s'est rendu à Bagdad, dimanche dernier, pour venir en aide aux enfants irakiens. Au cours de leur séjour, ils ont pu découvrir les vestiges d'un bunker bombardé en 1991, lors de la guerre du Golfe. (Photo Faleh Khaider/Reuters.)

Luc de Barochez

L'Occident a gagné la guerre du Golfe mais n'a aucune raison de fêter son dixième anniversaire. Le bilan des dix années d'après-guerre est amer. L'embargo international a dévasté l'Irak. Des dizaines de milliers d'enfants irakiens l'ont payé de leur vie. Le président Saddam Hussein contrôle mieux que jamais son pays. Son régime est jour après jour conforté. Les inspecteurs de l'ONU chargés de vérifier le désarmement irakien ne peuvent plus travailler depuis deux ans. La coalition victorieuse a éclaté. L'Occident est désarmé. Tout était simple pourtant, à l'époque.

Le 17 janvier 1991 à l'aube, la plus formidable coalition mili-

taire déployée depuis la Seconde Guerre mondiale déchaîne le feu. Six semaines d'offensive aérienne et quatre jours de guerre terrestre aboutissent, le 26 février, à expulser l'armée irakienne du Koweït. Au total 580 000 militaires - dont les 9 000 Français de la division Daguet -, 1 200 chars de combat, 750 avions et 60 navires composent la coalition conduite par les Etats-Unis. Les troupes irakiennes sont écrasées. Elles perdent près de 100 000 hommes.

La guerre est aussi une bataille médiatique magistrale-

ment menée par les états-majors occidentaux. Pourtant, le mythe de la guerre « propre » a, depuis, fait long feu. Si la guerre a eu lieu, c'est que l'embargo multiforme décrété par les Nations unies après l'invasion irakienne du Koweït, le 2 août 1990, n'avait pas réussi à faire lâcher sa proie à Saddam Hussein. Aujourd'hui, la souveraineté du Koweït a été restaurée, la paix est revenue mais les sanctions internationales sont restées en place. Elles ont plongé les 23 millions d'Irakiens dans une tragédie humanitaire.

La Russie, la Chine mais aussi

la France pestent contre des sanctions « cruelles, inefficaces et dangereuses », comme l'ex-

pliquait l'an dernier le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine : « Cruelles, car elles punissent exclusivement la population irakienne et les plus faibles en son sein ; inefficaces, car elles ne touchent pas le régime, qui n'est pas incité à coopérer ; dangereuses, car elles nourrissent le ressentiment de la « génération embargo ». Ce sont les sanctions globales les plus longues jamais décrétées

par l'ONU. L'erreur tragique qui n'est apparue qu'après-coup, mais à laquelle Paris a contribué en les votant à l'époque, est de

« Les sanctions punissent la population sans toucher le régime irakien »

les avoir imposés sans limitation de temps. Au grand dam des Etats-Unis, les sanctions sont aujourd'hui en train de s'effriter sans la contrepartie exigée par l'ONU : le contrôle du désarmement irakien. Le programme pétrole contre nourriture, mais aussi et surtout la contrebande en plein développement (près de 2 milliards de dollars par an, selon des estimations), permettent de faire fonctionner l'Etat et son appareil répressif. Grâce à une détente avec les pays arabes, l'Irak est en passe de réintégrer la communauté internationale, au moins sur le plan régional.

Le dossier est devenu une pomme de discorde entre la France et les Etats-Unis. Madeleine Albright, disait qu'il s'agissait d'un « *cauchemar entre nous* ». Premier partenaire commercial de l'Irak, la France souhaite poursuivre un « *dialogue politique* » avec Bagdad dans l'espoir de l'inciter à coopérer avec l'ONU. Parallèlement, une coopération culturelle, universitaire et archéologique se met en place. Le président Jacques Chirac a résumé en début d'année la politique française : « *En Irak, la reprise des inspections et la mise en place du contrôle à long*

*terme des armements doivent être engagées sans plus attendre pour permettre la suspension puis la levée des sanctions. Leur maintien, pour la dixième année, en frappant durement des populations innocentes et déjà trop éprouvées, pose un problème politique mais aussi moral.* »

Paris estime qu'une réussite de sa politique de dialogue est la résolution onusienne de 1995 instituant le programme « *pétrole contre nourriture* ». Les Etats-Unis en revanche ont subordonné depuis 1996 la levée des sanctions au renversement

de Saddam Houssein. Ils financent un programme secret d'aide à l'opposition irakienne, sans effet apparent.

Comme le dit un historien britannique spécialiste de l'Irak, Charles Tripp : « *Les sanctions n'ont pas permis de faire sortir Saddam du Koweït. Elles ne l'ont pas fait désarmer. Elles ne l'ont pas renversé. La situation actuelle mine la crédibilité de l'ONU comme celle des Etats-Unis. La question est de savoir si les sanctions peuvent être réorientées de façon plus efficace sans faire apparaître l'Occident comme le perdant.* »

**IRAN** Dix personnes condamnées à de lourdes peines de prison pour avoir participé à une conférence en Allemagne

# Coup dur pour les réformateurs

LE FIGARO LUNDI 15 JANVIER 2001

Téhéran : Serge Michel

Pour qui le rencontre à Téhéran, Khalil Khostamkhani est un homme doux et affable, père d'un garçon de 11 ans. Retiré de la politique en 1992 après avoir payé ses convictions communistes par plusieurs séjours en prison, il s'occupe d'un bureau de traducteurs.

Mais pour la justice iranienne, Khostamkhani a déclenché une « *guerre contre Dieu* ». Elle vient de lui infliger neuf ans de prison, dont huit doivent être purgée dans la ville portuaire de Bandar Abbas. Son crime : avoir, en janvier 2000, servi d'interprète à un certain Thomas Hartmann, responsable culturel de la fondation allemande Heinrich-Böll, venu recruter à Téhéran une vingtaine d'orateurs pour une conférence sur l'avenir de l'Iran.

Saïd Sadr, le traducteur officiel de l'ambassade d'Allemagne, qui a arrangé quelques rendez-vous avec des réformateurs connus, passera pour sa part dix ans dans la prison de Birjand (en plein désert, face à

l'Afghanistan). Soit un verdict équivalent à celui du journaliste Akbar Gandji, qui, lui, s'est

*La justice considère que la réunion de Berlin visait à « renverser le régime islamique »*

rendu à Berlin pour cette conférence les 7 et 8 avril 2000. Dans son discours, il a insisté sur la nécessité des réformes pour rendre démocratiques les ré-

gimes révolutionnaires. Gandji, bête noire des conservateurs pour ses révélations dans l'affaire des meurtres d'opposants par les services secrets iraniens, devra passer en plus cinq ans d'exil intérieur à Bashargad, région quasi désertique, connue pour être la plus pauvre d'Iran, à 1 513 km de la capitale.

La justice considère que cette conférence avait pour but de « *renverser le régime*

*islamique* ». Faisant l'amalgame entre les réformateurs qui s'y sont exprimés et l'opposition en exil qui a troublé les débats, elle condamne quatre autres participants à de lourdes peines. Cinq ans de réclusion pour le leader étudiant Ali Afshari et quatre ans et demi pour l'opposant progressiste Ezzatollah Sahabi, âgé de 75 ans. On est d'ailleurs sans nouvelle de ces deux personnes, transférées le 3 janvier par la justice dans un lieu secret. Quatre ans pour l'éditrice féministe Sharla Lahidji ainsi que pour l'avocate Merhangiz Kar,

qui se bat inlassablement pour les droits des femmes iraniennes. Très affaiblie par son arrestation, Merhangiz Kar souffre d'un cancer. Tous les condamnés vont déposer un recours. Quant aux onze autres orateurs de Berlin, ils ont été soit acquittés, soit punis avec sursis.

Le verdict infligé au religieux réformateur Hassan Yusefi Eskevari, lui, n'a toujours pas été révélé, au motif que c'est le redoutable « *tribunal spécial du clergé* » qui s'en occupe. Des sources proches de sa famille indiquent qu'il a été condamné à

mort, mais des tractations auraient actuellement lieu en coulisses pour sauver sa vie.

Ces peines, beaucoup plus lourdes que prévu, participent de l'assaut que mènent sans répit la justice et les conservateurs iraniens contre le président Khatami, à six mois de l'élection présidentielle. Dans l'immédiat, cela risque de troubler le fameux « *dialogue critique* » entre Téhéran et l'Union européenne. Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, vient d'ailleurs de renoncer à un déplacement en Iran prévu pour ce printemps.

# La justice iranienne harcèle le président Khatami

Les juges tentent de dissuader le réformateur de briguer un second mandat, en condamnant ses proches.

**A** cinq mois de l'élection présidentielle, la justice iranienne, contrôlée par les courants conservateurs, a encore intensifié sa campagne de condamnations contre des personnalités réformatrices dans le but, semble-t-il, d'empêcher le président Mohammed Khatami de briguer un second mandat. Samedi, le journaliste Akbar Ganji, qui avait mené des enquêtes sur les assassinats d'intellectuels et d'opposants en Iran, a été condamné par un tribunal révolutionnaire à dix ans de prison ferme, suivis de cinq ans d'exil intérieur dans une région inhospitalière du sud de l'Iran. Une avocate, Merhangiz Kar, et une éditrice, Chahla Lahidji, qui incarnent le combat pour l'amélioration de la condition féminine, ainsi que cinq autres intellectuels ont été également sévèrement punis pour avoir participé en avril à la conférence de Berlin, une manifestation où s'étaient retrouvés des réformateurs et des opposants à l'initiative d'une fondation proche des Verts allemands. Le vice-président du Parlement et frère du Président, Mohammed-Reza Khatami, a dénoncé lundi le caractère «politique» de ses condamnations, qu'il a qualifiées de «verdict sans précédent».

Ces lourdes peines infligées à des journalistes, des avocats ou des militantes féministes, soit des représentants de cette société civile sur laquelle s'appuie le Président pour ses réformes, visent personnellement Mohammed Khatami. Elles font suite à des fermetures de journaux, à l'emprisonnement de plusieurs de ses proches, comme Abdallah Nouri, son ancien ministre de

*«S'il perçoit une véritable mobilisation populaire autour de sa candidature, Khatami se représentera. Sinon, il risque de jeter l'éponge.»  
Un spécialiste de la politique iranienne*



Manifestation d'étudiants favorables au président Khatami, en décembre 2000.

l'Intérieur, à la démission forcée de son ministre de la Culture et à des descentes contre les soirées de jeunes. Selon plusieurs intellectuels iraniens, elles ont aussi pour but de l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle du 8 juin.

**Incertitude.** Jusqu'à présent, Khatami s'est gardé de faire connaître ses intentions. Pourtant, en juillet, il avait annoncé – trop tôt, selon ses partisans – qu'il briguerait un second et dernier mandat avant de se rétracter. Rongé par l'inquiétude, le camp présidentiel le supplie aujourd'hui de s'engager. Le président du Majlis, l'hodjatoleslam Mehdi Karoubi, l'a appelé solennellement à deux reprises à faire acte de candidature. Dans des rassemblements à Téhéran, les étudiants l'ont aussi pressé de se lancer dans la bataille. Mais Khatami, triomphalement élu en mai 1997 contre le conservateur Ali Akbar Nategh-Nouri et plébiscité aux législatives de février 2000, n'a toujours pas acquiescé. Hier encore, à Chiraz, il a refusé de répondre aux journalistes qui l'interro-

geaient sur ce point.

**Dissuasion.** «Les conservateurs vont multiplier les provocations afin d'essayer de dissuader Khatami. Ils vont donc se montrer très virulents. S'il fait acte de candidature, ses adversaires, qui craignent qu'un second mandat leur soit fatal, feront encore davantage monter les tensions afin de mobiliser leurs forces et transformer l'élection présidentielle en un enjeu de survie du système. Ensuite, le Conseil des gardiens de la Constitution, comme il l'a déjà fait avec les candidats aux élections législatives, pourra trouver n'importe quel prétexte pour invalider sa candidature», analyse depuis Paris Ahmad Salamatian, un spécialiste de la politique iranienne. Dans leur offensive, les conservateurs ont un atout: leur adversaire n'est pas un homme à l'aise dans les conflits et a toujours été soucieux d'éviter tout affrontement radical. Pour le moment, sa stratégie est de laisser planer le doute sur ses intentions. Finira-t-il par se présenter? «Ses

hésitations ne sont pas personnelles, elles sont politiques. S'il perçoit une véritable mobilisation populaire autour de sa candidature, il se représentera. Sinon, il risque de jeter l'éponge. Mais pour recueillir autant de succès qu'à la présidentielle de 1997, il devra faire miroiter que ce second mandat lui permettra de changer le rapport de forces au sommet du pouvoir», ajoute le même chercheur. Les dernières condamnations visent des membres du courant national-religieux, un courant qui demande la réforme de la Constitution pour arriver à un renforcement des prérogatives présidentielles au détriment de celles du Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, la seule référence des conservateurs. En le criminalisant, les conservateurs cherchent à empêcher Khatami de se rapprocher de ce courant, conscients qu'il pourrait avoir besoin de ses bases idéologiques pour engager des réformes constitutionnelles ●

JEAN-PIERRE PERRIN





**IRAK** Dix ans après le déclenchement de la guerre du Golfe

# Les Arabes s'accrochent à Saddam Hussein

Le 17 janvier 1991, les chasseurs bombardiers d'une coalition menée par les Etats-Unis déclenchaient l'opération « Tempête du désert » pour libérer le Koweït envahi en août 1990 par l'armée de Saddam Hussein. Dix ans après, l'Irak sous embargo et le Proche-Orient subissent encore les séquelles de la guerre du Golfe.

Claude Lorieux

Un œil sur la Maison-Blanche, dont le prochain locataire, George W. Bush, leur est plutôt sympathique, l'autre sur la ville d'Amman, où se tiendra en mars un nouveau sommet de la Ligue arabe, les Irakiens calculent leurs chances d'être admis à part entière dans le concert diplomatique régional, dix ans après le début de la guerre du Golfe, le 17 janvier 1991.

De la reprise, l'été dernier, des vols en direction de Bagdad, au sommet arabe extraordinaire du Caire, le 20 octobre, et au sommet islamique de Doha, le 10 novembre, le deuxième semestre de l'an 2000 a confirmé le réchauffement des relations entre l'Irak et ses voisins.

L'invitation adressée à Saddam Hussein par Hosni Moubarak, organisateur du sommet du Caire, n'allait pas de soi. Le président égyptien dut vaincre les résistances de ceux qui n'avaient pas pardonné le viol du Koweït par l'armée de Bagdad, en premier lieu l'Arabie Saoudite et le Koweït lui-même. En changeant les priorités des Arabes, la violence de la répression israélienne en Palestine occupée, les persuada qu'avec l'Irak ils résisteraient mieux aux exigences des « sionistes » et de leurs puissants alliés américains.

Bien que les réticences à l'égard de Saddam Hussein, de la violence de ses propos et de la fréquence de ses foudres n'aient pas disparu, il a sa place réservée au sommet d'Amman.

« Il n'a pas besoin d'être invité. Une bonne route reliant Bagdad à la capitale jordanienne, il pourrait même s'y rendre en

voiture ! » fait valoir un ambassadeur.

Le sommet islamique qui s'est tenu à Doha, capitale du Qatar, constitua une étape majeure dans l'évolution des mentalités.

Le nombre des victimes de la répression israélienne ne cessait de grimper, poussant les dirigeants du monde musulman à offrir au régime irakien des preuves de bonne volonté sans précédent. Ils donnèrent leur bénédiction à la reprise des liaisons aériennes, et condamnèrent les raids quasi quotidiens des aviations britannique et américaine sur l'Irak.

La dynamique amorcée l'an dernier va-t-elle continuer comme le réclament tout naturellement les autorités de Bagdad ? Plusieurs monarchies du Golfe, les Emirats arabes unis, Oman, Qatar et Bahreïn, possèdent à nouveau des représentations diplomatiques à Bagdad. L'Egypte y a un ambassadeur depuis novembre, la Turquie depuis quelques jours.

Entre l'Irak et la Syrie, les relations « sont plus ou moins normalisées », assure un commentateur syrien. Il cite pour preuves la disparition sur les passeports syriens de la mention : « Valable pour tous pays, sauf l'Irak » (et, cela va sans dire, Israël), et les escales fréquentes que les ministres de Saddam Hussein, Tarek Aziz en tête, font désormais à Damas, de préférence à Amman. Concurrant les Jordaniens, les commerçants syriens exportent leurs produits à Bagdad. Le chemin de fer Alep-Mossoul circule désormais une fois de temps en temps. Avec quelque 20 millions d'habitants, l'Irak représente pour le Proche-Orient un marché qui fait rêver. L'oléoduc Kirkouk-Banyas, qui devrait valoir des « royalties » à Damas, est « à moitié ouvert, et le pétrole coule », discrètement, indique-t-on de

source syrienne.

Entre Saddam Hussein et ses « frères », l'heure de la grande réconciliation tardera encore à sonner. Un diplomate résume le dilemme des capitales arabes : « Saddam continue d'inquiéter nos gouvernements. Il nous faut néanmoins continuer à vivre avec un pays qui s'appelle l'Irak, qui fait partie de la région, et qui conditionne en partie sa stabilité. L'Irak étant membre de la Ligue arabe, il est normal qu'il soit présent en octobre au Caire, puis en mars à Amman. Mais cela ne veut pas dire que l'Irak occupe dans le concert arabe la même place qu'il y a dix ans. Par ailleurs, nos réticences vis-à-vis du régime de Saddam Hussein ne nous empêchent pas de souhaiter que les Etats-Unis cessent de s'entêter dans une politique de sanctions qui a fait faillite. »

Le dégel en cours, qui vise essentiellement à rendre au monde arabe une profondeur économique et stratégique, doit donc être nuancé. Un diplomate irakien va jusqu'à affirmer que les relations entre l'Irak et les Etats arabes « sont toujours aussi mauvaises, parce, étant trop soumis aux pressions américaines, aucun d'entre eux n'a les moyens de sa politique ». Il évoque une récente visite à Damas du prince Sultan bin-Abdulaziz, ministre de la Défense saoudien, « dans le but évident de freiner le réchauffement syro-irakien ».

Sans confirmer cette présentation de la démarche du prince Saoud, un spécialiste du Golfe souligne que « si la dynamique pro-irakienne du sommet islamique de Doha se poursuit sur le plan commercial, elle se tasse en revanche sur le terrain politique ».

Plusieurs monarchies du Golfe possèdent à nouveau des représentations diplomatiques à Bagdad

ser sur le  
sommet  
arabe  
d'Amman, a  
deux ex-

lications. La persistance des inquiétudes sur l'arsenal irakien, d'abord. « Comme personne ne fait confiance à Saddam Hussein, ni l'Egypte ni même la Syrie, tout le monde souhaite une forme de contrôle des armements irakiens », note un diplomate arabe. Or le « dialogue global et sans conditions » entre Bagdad et l'ONU, annoncé en novembre par les Irakiens, tarde à s'ouvrir. La question de la surveillance de l'armement stratégique devrait évidemment figurer à l'ordre du jour.

Cette révision à la baisse des intentions arabes, saoudiennes en particulier, concernant l'Irak, s'explique aussi par le souci « de ménager George Bush et de ne pas prendre d'orientations contraires à celles des Etats-Unis, en cette période de passage du relais entre deux présidents ».

D'accord pour une fois, les défenseurs et les critiques de Saddam Hussein accordent à l'équipe de George W. Bush un préjugé plutôt favorable. Les Irakiens eux-mêmes évitent désormais de monter en épingle les « menaces » formulées à la mi-décembre par le secrétaire d'Etat désigné, Colin Powell. Un intellectuel irakien estime même que « Bush sera mieux que Clinton et Al Gore, et que son entourage à lui est composé d'hommes corrects ». Un diplomate arabe prévoit que « même si l'équipe Bush compte plusieurs anciens de la guerre du Golfe, elle constatera que la politique de Clinton fut désastreuse, et portera sur le dossier irakien un regard neuf ».

Mais comment réagira Sad-

dam Hussein ? Le rais a une fâcheuse tendance à interpréter de travers les signaux qui lui sont adressés. Le sommet de Doha eut beau s'abstenir de dénoncer l'« agression » contre le Koweït, l'imprévisible président irakien se

lança néanmoins dans une véritable offensive verbale contre l'Arabie Saoudite, dont il « remettait en question la légitimité en tant qu'Etat », déplore un diplomate. « Tous ceux qui sont contre la décripation exploitent évidemment

de tels propos », ajoutait-il.

Au Sommet de Doha, Kofi Annan prévenait les dirigeants irakiens qu'ils « obtiendraient davantage de résultats par la coopération internationale, y compris avec leurs voisins, que par la

confrontation ». Deux mois plus tard, on peut se demander si Saddam Hussein a bien reçu le message du secrétaire général des Nations unies.

C.L.

# Les Européens guignent le marché irakien

Claude Lorieux

Les richesses de l'Irak font rêver les PDG des grandes entreprises du monde entier. Avec les secondes réserves de pétrole de la planète (derrière l'Arabie Saoudite) et un marché de 23 millions d'habitants (avant-guerre parmi les plus instruits, les mieux rémunérés et les plus travailleurs du monde arabe), cela se comprend. L'embargo qui frappe Bagdad depuis dix ans, divisant par douze le revenu moyen annuel de chaque irakien, ne suffit pas à étouffer cette réalité qui fascine.

La dernière foire de Bagdad, en novembre, fut le rendez-vous des ambitions commerciales des

cinq continents. Les représentants d'au moins 1 500 entreprises de 45 nationalités avaient fait le voyage (en avion jusqu'à Amman, puis douze heures de taxi à travers les déserts jordaniens et irakiens) pour « se montrer » et préparer l'après-embargo, quand, débarrassé de la tutelle du « comité des sanctions » de l'ONU, Saddam Hussein pourra dépenser librement ses pétrodollars.

La guerre du Golfe terminée, les Français n'ont ménagé aucun effort pour reprendre place sur un marché où ils avaient naguère pignon sur rue. Ils étaient l'an dernier les premiers partena-

ires où ils avaient rafé environ 15 % des contrats passés dans le cadre de la résolution « pétrole contre nourriture ». Pour des raisons non seulement économiques mais politiques, Saddam Hussein sait payer en retour les gestes de la diplomatie française, quitte à menacer Paris de représailles commerciales quand elle paraît dévier de la « ligne de l'amitié ».

Quand le président fronce les sourcils, les représentants commerciaux de la France font des cauchemars. Le marché potentiel irakien a beau être vaste, la position privilégiée des Français a de quoi en effet exciter les jalousies.

« Les Anglais n'ont jamais admis qu'on aille les chatouiller en Irak », leur ancienne dépendance, rappelle un homme d'affaires français. Pour le moment la Grande-Bretagne s'est mise volontairement hors jeu. Elle s'interdit de renouer la moindre relation commerciale avec Bagdad, tant que les Irakiens ne respecteront pas intégralement les résolutions de l'ONU ! Apparemment indifférents aux accords négociés par ses rivaux français, russes ou italiens, BP Amoco et Shell, les colosses pétroliers du Royaume-Uni, se gardent de toute activité en Irak. Pour que les choses soient claires, un mi-

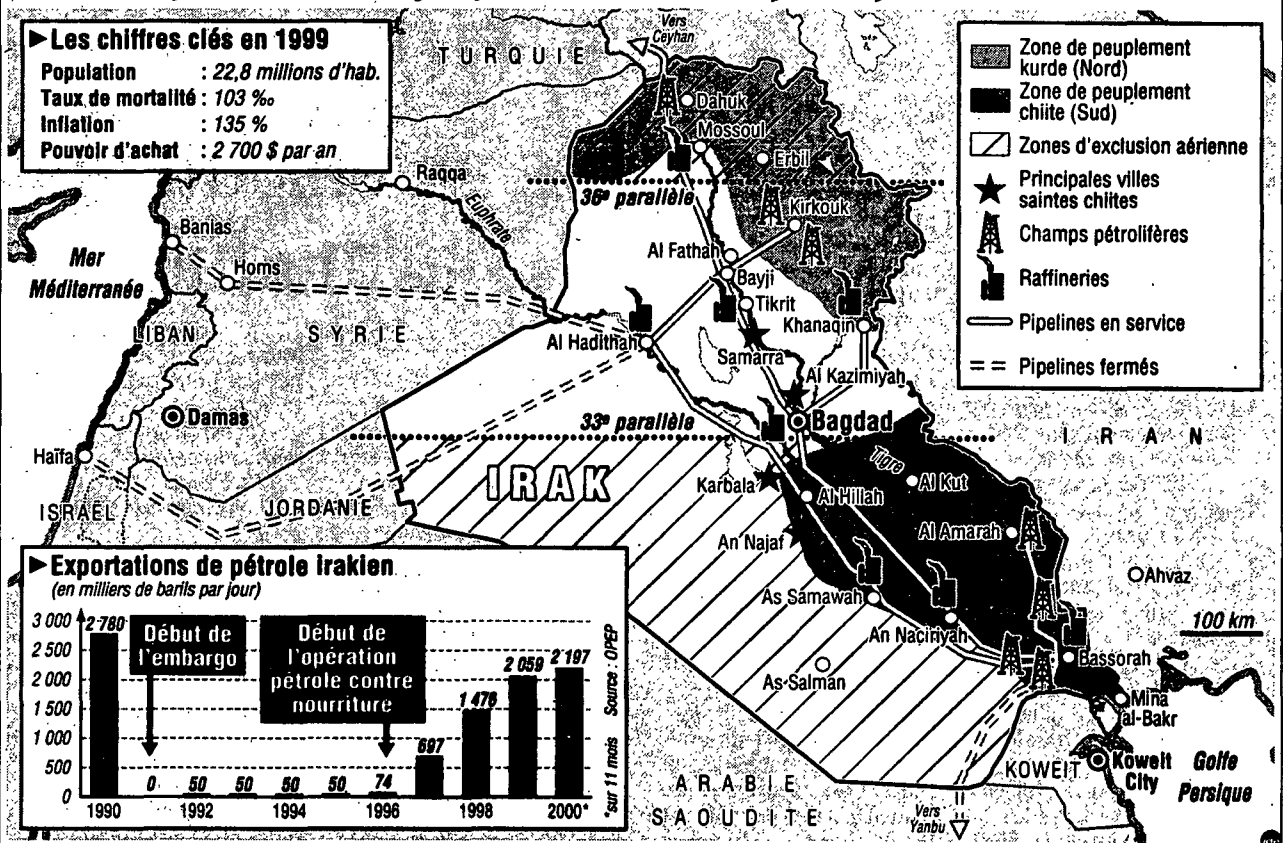
MARDI 16 JANVIER 2001

LE FIGARO

## L'atout pétrole ne règle pas l'instabilité politique

### ► Les chiffres clés en 1999

Population : 22,8 millions d'hab.  
Taux de mortalité : 103 %  
Inflation : 135 %  
Pouvoir d'achat : 2 700 \$ par an



nistre qualifiait récemment de « méprisable » la politique française à l'égard de Bagdad...

Egalement respectueuse des oukases de l'ONU, et accessoirement de Washington, l'Allemagne reste jusqu'à présent discrète. En novembre cependant, ses industriels ont participé à la foire de Bagdad, pour la première fois depuis dix ans. Leur « terrain de chasse » favori, c'est l'Iran.

Les Italiens n'ont pas ces états d'âme. Après les Français, ils constituent la colonie européenne la plus nombreuse en Irak. A Bagdad, le vaisseau amiral de l'industrie péninsulaire est

le groupe pétrolier « ENI », qui affirme n'avoir d'autre activité que les enlèvements de pétrole autorisés dans le cadre de la résolution « pétrole contre nourriture ». En revanche « Agip », Elf et Gaz de France négocient avec Bagdad le développement de champs gaziers dans le nord du pays.

Dans cette course au futur pactole mésopotamien, les Russes sont en pointe. L'embargo leur a coûté 30 milliards de dollars en dix ans. « Bagdad a besoin de Moscou pour se débarrasser de l'embargo. Moscou a besoin de Bagdad pour avoir accès à son pétrole et obtenir le remboursement de la

dette irakienne de sept milliards de dollars », expliquent les *Izvestia*. Lukoil, la principale compagnie pétrolière russe, a signé un contrat de partage de production pour le champ de Qurna-Ouest.

Avec les Chinois, les Russes sont les seuls à avoir « signé ». Plus fidèles à l'embargo, les Français ont seulement « paraphé » leurs contrats. Leur hantise, c'est le retour des Américains. « Nous avons agi comme les brise-glaces. Les compagnies américaines, qui sont au courant de nos activités, pourraient conclure des contrats sur la base des nôtres », admet un pétrolier français.

La crainte est d'autant plus réelle que les Américains, et en particulier les raffineurs de la côte ouest, passent une bonne partie de leurs commandes à des courtiers russes qui se fournissent en Irak, et que, second secret de polichinelle, des compagnies de service d'outre-Atlantique utilisent leurs filiales européennes pour vendre leur savoir-faire au « pays de l'embargo ».

Derrière George W. Bush, les pétroliers texans piaffent d'impatience.

(avec les correspondants du *Figaro* à Moscou, Londres et Rome)

LE MONDE / VENDREDI 19 JANVIER 2001

# La France s'apprête à reconnaître le génocide arménien de 1915

Après une ultime lecture à l'Assemblée nationale, jeudi 18 janvier, la proposition de loi reconnaissant le génocide arménien devrait être promulguée par Jacques Chirac dans un délai de quinze jours. Le premier ministre turc a averti que ce vote « endommagerait durablement » les relations entre les deux pays

C'ÉTAIT LE SOIR du concert exceptionnel de Charles Aznavour au profit des enfants d'Arménie, le 13 décembre 2000, à Paris, au Palais des congrès. L'« ami » Jacques Chirac était présent. A l'entracte, Alexis Govcuyan, président du Comité du 24 avril, qui regroupe les organisations arméniennes de France, s'est approché du président de la République. « Allez-vous promulguer la loi sur le génocide arménien ? », s'est enquis M. Govcuyan. « Ce sera une loi de la République ! », a garanti M. Chirac. La proposition de loi visant à reconnaître le génocide des Arméniens perpétré par les Turcs, en 1915, devrait donc être publiée au *Journal officiel*. « Cela ne fait aucun doute ! », assure Patrick Devedjian, porte-parole du RPR et fervent partisan de la cause arménienne. Jeudi 18 janvier, les députés devaient adopter définitivement l'article unique du texte inscrit dans la « niche » du groupe UDF : « La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915. » Selon la Constitution, le président de la République promulgue la loi définitivement adoptée « dans les quinze jours » qui suivent sa transmission au gouvernement. M. Chirac « peut » toujours demander « une nouvelle délibération » de la loi. Mais personne n'y croit.

C'est la fin d'un feuilleton qui dure depuis plus de deux ans. L'histoire d'un lobbying efficace des Arméniens, qui ont su jouer des tensions entre le Parlement, favorable à la reconnaissance du génocide, et l'exécutif, hostile, soucieux de préserver les relations diplomatiques et commerciales avec la Turquie (lire ci-dessous). Au gouvernement, le mot « génocide » est tabou même si le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, a osé le prononcer dans l'hémicycle de l'Assemblée (*Le Monde* du 27 avril 1998).

Au Parlement, le texte a dû se frayer un chemin tortueux ! Introduit par le groupe PS de l'Assemblée, en mai 1998, repris par les sénateurs communistes en novembre 2000, et adopté avec le feu vert du RPR, et du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin (DL), il achève sa navette, jeudi, grâce à l'UDF...

## PARI DIFFICILE

Lionel Jospin a fait un pari difficile. Depuis le début, le gouvernement répète qu'il n'appartient pas aux parlementaires de voter des lois déclaratives. Toutefois, Matignon avait laissé les députés PS débattre de la proposition de loi dans leur « niche » du 29 mai 1998. Imaginant, sans doute, que l'affaire s'arrêterait là. En effet, le gouver-



nement a toujours refusé d'inscrire à l'ordre du jour prioritaire du Sénat le texte adopté à l'unanimité par les députés. Le Sénat aurait pu passer outre et prendre l'initiative, dans la mesure où le texte émane d'un parlementaire. Mais, en mars 1999 puis en février 2000, la droite sénatoriale a refusé de jouer le jeu. En mars 2000, les sénateurs PS et PCF ont tenté de déclencher

la procédure de « discussion immédiate » du texte. En vain ! Le temps passait. Les municipales approchaient...

M. Poncelet en a eu « assez ». En mars, le Comité du 24 avril avait installé un kiosque devant le Palais du Luxembourg et accroché une banderole demandant au Sénat de « reconnaître le génocide arménien ». Encore une fois, le Sénat

allait être épinglé ! « Ça va se débloquent. On attend le signal de l'Elysée », répétait M. Poncelet à M. Govciyan. Le signal ne venant pas, les Arméniens ont joué des symboles. Le 24 avril 2000, ils ont défilé à Paris en scandant « Chirac, t'auras plus nos voix ! Jospin, tu ne les as encore pas ! » Le 18 juin - date anniversaire de l'appel du général de Gaulle, mais celle de la reconnaissance du génocide arménien par le Parlement européen, en 1987 -, deux délégations étaient reçues à Matignon et à l'Elysée.

**LE « SIGNAL » ÉTAIT DONNÉ**  
Apparemment, le message trans-

mis au « conseiller du 18 juin » de M. Chirac est passé. A la rentrée, quand la gauche au Sénat a décidé de « retenter le coup » de la discussion immédiate, la droite l'a suivie. Cette procédure suppose qu'un texte émanant du Sénat soit déposé. Ce fut chose faite, le 26 octobre, par le sénateur et secrétaire général du RPR, Adrien Gouteyron. Le « signal » était donné. Parallèlement, M. Gaudin a convaincu des sénateurs des six groupes de signer « un texte commun ». Ce dernier fut adopté dans la nuit du 7 au 8 novembre 2000, pendant que la chaîne de télévision CNN retransmettait, dans les couloirs du Sénat, le match de l'élection Gore-Bush.

Les parlementaires n'étaient pas arrivés au bout de leur peine. Le texte adopté était le même sur le fond mais pas dans la forme : l'un était signé par des députés, l'autre par des sénateurs. Pour être définitivement adoptée, la proposition de loi du Sénat devait être validée par l'Assemblée ! Les socialistes, cette fois, n'ont pas pris le relais, le président du groupe, Jean-Marc Ayrault, ayant jugé qu'un vote positif des deux Assemblées suffisait. Quand le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, a appris que le groupe UDF l'inscrivait dans sa niche du 18 janvier, il a ouvert de grands yeux : « C'est pas possible ! », s'est-il exclamé. « En

1998, on a voulu faire plaisir à nos élus qui ont une importante communauté arménienne. On a eu un moment de faiblesse », soupire, amer, un responsable du PS.

Ce n'est pas fini. Pour le Comité du 24 avril, le vote du Parlement français est « une étape » vers la reconnaissance « internationale » du génocide arménien, notamment par les Etats-Unis. « C'est écrit dans le programme de Bush ! », jure M. Devedjian. M. Jospin l'avait aussi promis, pendant la campagne présidentielle de 1995...

Clarisse Fabre

## Malgré la fermeture de la frontière turco-arménienne, de timides contacts ont repris depuis quelques années

### Une histoire taboue

● **Entre 1915 et 1923**, les déportations vers la Syrie et les massacres de la population arménienne de l'Empire ottoman, accusée de « trahison » avec les Russes qui occupaient le nord de la Turquie, auraient fait entre 1,2 million et 1,5 million de morts, selon les Arméniens, entre 300 000 et 500 000, selon les Turcs. Répression et massacres avaient commencé dès 1894, sous le règne du sultan Abdul-Hamid, ou en 1909 à Adana, à l'initiative des Jeunes-Turcs.

● **En 1919**, l'Empire ottoman, sous forte pression britannique - les Alliés occupaient Constantinople, aujourd'hui Istanbul -, mit en place trois tribunaux de guerre extraordinaires, composés de civils et militaires chargés de juger les auteurs des exactions et de les condamner. Mais en 1921, ces cours sont abolies, leurs conclusions annulées. Leurs condamnés sont réhabilités en 1923, à la faveur du traité de Lausanne, qui reconnaît la Turquie dans ses frontières actuelles.

● **La notion de génocide**, apparue pour la première fois, en 1945, dans l'acte d'accusation de Nuremberg, est définie sur un plan juridique par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée à l'unanimité, en 1948, par l'Assemblée générale des Nations unies et ratifiée par la Turquie. Le 29 août 1985, le génocide arménien est reconnu par la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies.

● **En juin 1987**, le Parlement européen adopte une résolution allant dans le même sens, qui est perçue par la Turquie comme un refus à sa candidature à l'Union européenne.

« **ARMÉNIEN** stambouliote » d'origine, installé en France depuis vingt ans et animateur du Centre de recherches sur la diaspora arménienne (CRDA), Raffi Hermonn-Araxes estime qu'« être le descendant d'un peuple qui a subi un génocide ne confère pas le droit d'être, à son tour, raciste, chauvin, nationaliste ». Depuis six ans, le CRDA « réalise un rêve : celui d'un dialogue possible entre les intellectuels turcs et arméniens », ajoute-t-il. Cette association compte à son actif l'organisation d'une rencontre entre partisans turcs et arméniens du « réchauffement », au Sénat, le 17 juin 2000.

Partageant 180 kilomètres de frontière commune, l'Arménie et la Turquie n'ont aucune relation diplomatique. La frontière est officiellement fermée, même si quelques camions parviennent, moyennant finance, à traverser. Ankara avait bien, peu après la chute de l'URSS, en 1991, reconnu l'indépendance arménienne, mais la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan - république turcophone, alliée inconditionnelle d'Ankara -, autour de l'enclave du Haut-Karabakh, avait mis fin à ce rapprochement. Aujourd'hui, les Arméniens, surtout ceux de la diaspora, font de la reconnaissance du génocide le préalable à toute amorçage de relation avec le voisin du Sud.

Cependant, des contacts ont été établis, en coulisse, dès 1993. Le

président arménien de l'époque, Levon Ter-Petrossian, avait reçu alors, à l'Hôtel Crillon, à Paris, le chef des ultranationalistes turcs, le colonel Alparslan Turkes, dont le fils fait aujourd'hui des affaires en Arménie. Quatre ans plus tard, une délégation de la municipalité d'Ankara se rendait à Erevan pour y déposer une gerbe au pied du monument aux victimes du génocide. Les enterrements servirent parfois de toile de fond au rapprochement. En 1993, M. Ter-Petrossian assistait aux obsèques du président turc, Turgut Ozal, tandis qu'en octobre 1999 un ministre d'Etat était envoyé par Ankara aux funérailles des huit dignitaires arméniens assassinés en plein Parlement.

### LE POIDS DU NON-DIT

Au quotidien, des centaines de « commerçants à la valise » partent en autobus d'Erevan à Istanbul, via la Géorgie, moyennant 75 dollars (à peu près 500 francs). Un conseil pour les liens commerciaux entre la Turquie et l'Arménie a vu le jour en 1998. Une ligne aérienne directe fonctionne depuis 1996. Des milliers de travailleurs arméniens clandestins, fuyant la pauvreté, auraient pris le chemin d'Istanbul ces dernières années. Enfin, les villes frontalières turques ne verraient pas d'un mauvais œil la levée du blocus frontalier, mais, en

octobre 2000, peu après la reconnaissance du génocide de 1915 par la commission des relations internationales du Congrès américain, la Turquie a décidé de durcir le régime de visas pour les ressortissants arméniens.

En Turquie, le poids du non-dit reste fort. La question arménienne n'est pas évoquée dans les manuels scolaires. Pourtant, M. Hermonn-Araxes est sûr que ce pays « tente malgré tout de briser les tabous ». Dernièrement, la chaîne de télévision CNN Turk a consacré une émission aux Arméniens d'Istanbul (entre 70 000 et 80 000 selon le CRDA), « une chose impensable il y a seulement dix ans ! ». En fait, une des craintes majeures d'Ankara est qu'une éventuelle reconnaissance du génocide de sa part soit assortie de revendications territoriales. Le mont Ararat, berceau de la culture arménienne et objet de fascination pour chaque Arménien, est aujourd'hui en territoire turc. Lors du rapprochement soviéto-turc, dans les années 1960, une délégation venue d'Ankara à Moscou avait protesté contre le fait que les armoiries de la République soviétique d'Arménie s'étaient appropriées le mont Ararat. « La lune figure bien sûr votre drapeau. Pensez-vous qu'elle soit sur votre territoire ? », leur répondit-on.

Marie Jégo

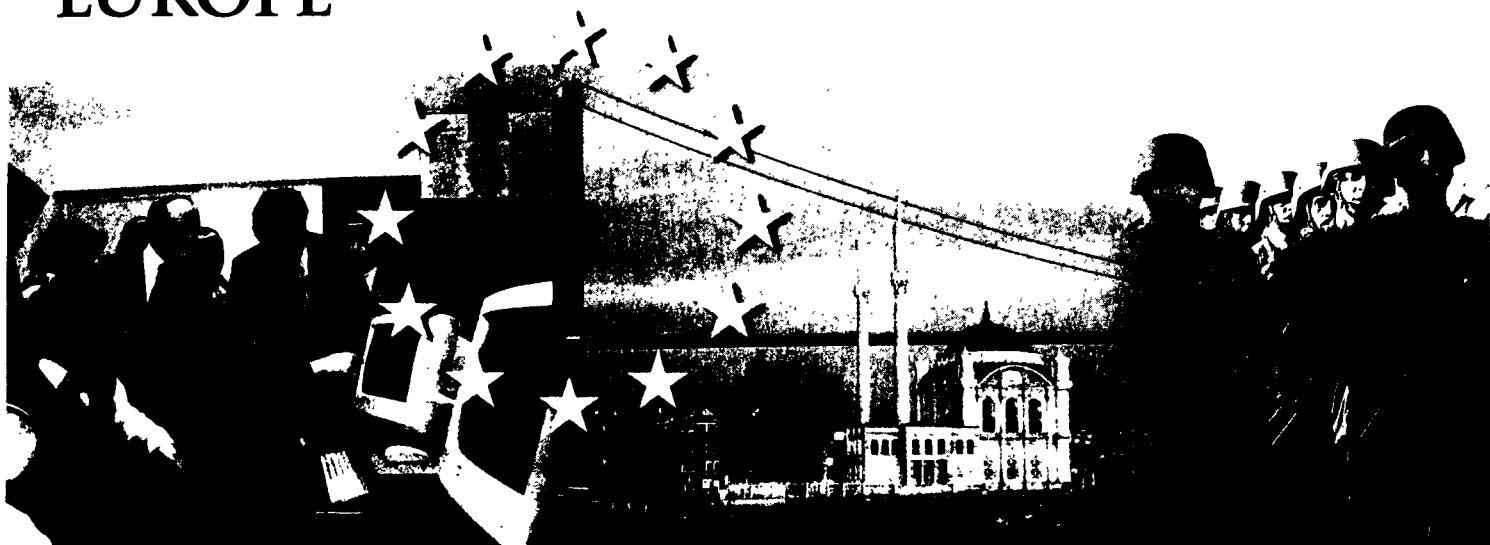
Reconnu par le Parlement grec et par le Sénat belge, le génocide a en outre été reconnu en novembre 2000 par le Parlement italien puis par le Vatican. La Douma russe avait adopté, le 14 avril 1995, une résolution

reconnaissant le génocide. A l'exception d'Israël et du Liban, la plupart des Etats du Proche-Orient sont hostiles à une telle reconnaissance.

● **Aux Etats-Unis**, un projet de vote sur la reconnaissance du génocide a

été adopté en octobre 2000 par une commission de la Chambre des représentants du Congrès, mais sur l'insistance du président Clinton, le vote du Congrès a été repoussé.

## EUROPE



### The battle-lines in Turkey

ANKARA

**Can the Turks who want their country to become a modern democracy stand up to the generals?**

FOR Turkey, 2001 got off to a grey start. In the past few weeks, the country has had its worst financial crisis in recent years, a series of bloody prison rebellions that claimed 32 lives, and a wave of terrorist attacks in its business capital, Istanbul. Pictures of dead policemen and the mangled remains of a suicide bomber have reminded many Turks of the street violence between right-wing and left-wing extremists which led to their generals' most recent military coup, in 1980. Indeed, on January 9th Mesut Yilmaz, the leader of the centre-right Motherland party and a deputy prime minister in Turkey's three-party coalition, publicly accused "certain forces" of "seeking to push the country towards a military regime".

Mr Yilmaz's uncharacteristically brave remark sums up the confrontation that has been taking shape ever since 1999, when the European Union's leaders at last got round to saying that Turkey was a candidate for full EU membership. The battle pits a majority of Turks, who want their country to become a proper European democracy, against those senior soldiers and other rich and powerful people who will lose much of their clout if Turkey makes the changes needed to join the European club.

Only months ago, it looked as if the liberal side was winning. The man who became the country's president last May, Ahmet Necdet Sezer, a former head of the constitutional court, has repeatedly called for the

rule of law to be upheld, and for Turkey's politics to meet European standards. The unpretentious new president, whose motorcade actually stops at red traffic lights, has warmed millions of Turkish hearts; for the first time since Ataturk, a president is beating the army in the opinion polls. And the government since 1999, an unlikely-looking alliance of a leftist prime minister, Bulent Ecevit, the conservative Mr Yilmaz and a hard-nosed right-winger, Devlet Bahçeli of the Nationalist Action Party, has given Turkey its most stable administration in years.

Under this coalition, Turkey has embarked on an ambitious economic-reform programme, helped by the IMF, which has brought inflation down to its lowest annual figure in over a decade, from 70% a year ago to 39% now. Just as strikingly, the interior minister, Sadettin Tanttan, has been waging an unprecedented war on corruption.

Entire gangs have been arrested, and some very big fish have been netted. Yahya Murat Demirel, a nephew of ex-President Suleyman Demirel, is now in an Ankara jail, accused of siphoning off billions of dollars from a bank he owned before it collapsed. Half a dozen senior people in the energy ministry, recently sacked on suspicion of taking bribes, may well join him.

Last year the interior minister also managed to crush Turkey's most vicious group of armed Islamists, Hizbullah. This was all the more heartening because some powerful

people in the security forces have egged on Hizbullah, whose targets were the same as their own—nationalist Kurds and guerrillas of the Kurdistan Workers' Party, the PKK.

The Kurdish problem had already been eased by the PKK's decision to call off its 15-year war for Kurdish independence after the capture in 1999 of its leader, Abdullah Ocalan. The trial of Mr Ocalan on treason charges was described by most European observers as largely fair and free, not least because the government passed legislation removing military judges from the court before a verdict was reached. The death sentence passed on Mr Ocalan has been stayed pending a review of his case by the European Court of Human Rights, a process that could take years. Few believe he will be hanged.

In November the national intelligence chief, Senkal Atasagun, said it was in Turkey's interest to lift the ban on broadcasting in the Kurdish language. To general astonishment, he was supported by Mr Ecevit. Previously the prime minister could not bring himself to pronounce the word "Kurd", preferring to call the country's 12m or so Kurds "our south-eastern citizens".

So far, so good. But then things began to go wrong. The Turkish general staff chose the day on which Mr Ecevit flew to France for last month's EU summit meeting to liken people who advocate Kurdish cultural rights to those "who speak the same tongue as the PKK". Relations between Turkey and Greece, which had seemed to be on the mend, blew up again in a row during NATO exercises in the Aegean. The gap between Turkey and Europe seemed once more to be widening.

There followed the financial mess, set off by a government investigation into ten failed banks; an IMF pledge to provide more than \$7 billion in emergency loans over the next year was needed to fend off a serious crisis. And on December 19th Turkish troops started to attack 20 prisons across the coun-

try in a bungled attempt to end a two-month hunger strike by left-wing prisoners who had been more or less running their dormitories and were protesting against a plan to transfer them to smaller, more controllable cells. Television pictures of scorched prisoners who had set themselves ablaze did Turkey's case no good at all in Europe.

Yet Mr Ecevit's government still has a chance to put things right when it releases its National Programme for EU membership at the end of this month. Described by a senior official as the country's most important project since Atatürk's revolutionary reforms of the 1920s and 1930s, the document will set out in detail what Turkey is prepared to do to meet the EU's criteria for the opening of membership talks. The problem is that Mr Bahçeli's Nationalist Action Party—no doubt encouraged by some of the generals—is said to be resisting any acknowledgment of Kurdish cultural rights, and any diminution of the political influence of the army.

For the first time, though, Mr Ecevit is fighting back. The day before Mr Yılmaz's protest against those seeking to "push the country towards a military regime", the prime minister produced his first-ever criticism of military meddling in politics. An unnamed general had been quoted in a mass-circulation newspaper, *Hürriyet*, as saying

that the armed forces, not the government, were the driving force behind the corruption probe in the energy ministry. "Such talk violates the supremacy of law," Mr Ecevit thundered. "We shall investigate the matter and find out who these people are."

Are Turkey's politicians at last nerving themselves to stand up to the generals? If they are, they will have to match their words with deeds. One desirable deed would be to amend the penal code in ways that would enable Turks freely to debate such thorny issues as Kurdish rights and political Islam without finding themselves behind bars, as many politicians, journalists and academics have done. They can also prevent the closure of Turkey's largest pro-Islam party, Virtue, and of its largest legal Kurdish party, HADEP, which both face bans on thinly supported charges of "anti-state" activity. Encouragingly, the president has refused to extend the term of Turkey's fiercely anti-Islamic chief prosecutor, Vural Savas, and parliament may soon pass a measure, opposed by the generals, that would make the banning of political parties much more difficult.

As one observer of the country's politics, Cetin Altan, has put it: "The Turks have missed the 20th century. Let us not miss the chance of catching up with the world in the 21st." Few sensible Turks would disagree.

---

## Bagdad accuse le PDK et l'UPK d'être soumis aux pressions US et britanniques



BAGDAD, 17 jan (AFP) - 20h46 - Le vice-Premier ministre irakien Tarak Aziz a accusé mercredi les deux factions kurdes rivales, qui contrôlent le nord de l'Irak, d'être soumises aux pressions américano-britanniques, qui entravent tout accord avec Bagdad.

"Nous poursuivons le dialogue avec les deux factions kurdes dans le nord (de l'Irak), mais leur problème principal c'est qu'elles sont soumises aux ingérences et pressions américaines et britanniques ainsi que celles en provenance de la Turquie et de l'Iran", a déclaré M. Aziz, dans une intervention à la télévision d'Etat.

"Ils (Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan, PDK, et Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, UPK) sont soumis à ces influences (américano-britanniques) et n'ont pas le courage de venir à Bagdad pour aboutir à un accord équilibré", a ajouté le responsable irakien.

Il a affirmé qu'en 1991, Bagdad et les deux factions avaient abouti à un accord pour régler le problème kurde d'une manière pacifique et démocratique, mais celui-ci n'a jamais été signé par le PDK et l'UPK "en raison de l'ingérence des Etats-Unis".

"Le dialogue fructueux entamé en 1991 n'a pas abouti et ils en assument eux-même la responsabilité et non la direction irakienne", a poursuivi M. Aziz.

Mardi, le sous secrétaire au ministère irakien des Affaires étrangères Nizar Hamdoun avait affirmé que "le dialogue entre la direction irakienne et les principaux partis kurdes dans le nord du pays n'a jamais été rompu, malgré nos réserves à l'égard d'une grande partie de leur politique et de leurs positions".

Le PDK et l'UPK se disputent le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe totalement à Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Le Kurdistan irakien s'était soulevé contre le régime au pouvoir à Bagdad dans la foulée de sa défaite dans la guerre du Golfe en 1991.

Guardian Weekly January 11-17 2001

# Iraqi Kurds still dream of independence

Despite infighting and insecurity, the enclave in northern Iraq is thriving

Nicole Pope in Irbil

An elegant mosque is being built in Irbil, the "capital" of Iraqi Kurdistan situated north of the 36th parallel. This part of northern Iraq no longer suffers from extreme poverty. Market stalls are piled high with fruit and vegetables. Recent models of Toyotas drive along paved roads instead of pot-holed mud tracks. Huge poster hoardings advertise television sets and refrigerators.

However, this relative prosperity tends to obscure the precarious living conditions of the 3.5m Kurds who live in the area. Their security depends mainly on the goodwill of the international community, which turned the region into a no-fly zone to protect the hundreds of thousands of Kurdish refugees who fled the advancing Iraqi troops after a failed uprising against the Baghdad government in 1991.

The future of the Kurds remains uncertain. "We have contacts with Baghdad at a practical level — we buy energy from it," says Sami Abderrahman, a leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). "But since 1991 the Iraqi government has made no suggestion that we meet to discuss the Kurdish question. Its stance towards us remains unchanged."

The "Arabisation" policy initiated by the Iraqi president, Saddam Hussein, is being pursued south of the no-fly zone, says Azad Ali Ahmet, a Turkish-Turkmen refugee who recently arrived from the Iraqi-controlled oil city of Kirkuk. The 52,000 inhabitants of the Benislawia camp, where Ahmet's family has been rehoused by the Kurdistan Democratic party (KDP), have taken refuge there in small groups over the past 20 years.

"The most important thing for us is the maintenance of a 13% share in the [United Nations] oil-for-food programme allocated to the Kurdish population," says Neshirwan Barzani, nephew of the KDP leader, Massoud Barzani. Money from the programme, which is aimed at alleviating the suffering of Iraqis, has enabled the region to improve its infrastructure.

"We began our programme to meet an emergency, but we're now working for long-term development," says the director of a Western NGO. "But it's important that the Kurds

obtain constitutional safeguards from Baghdad, political autonomy, physical protection and financial security."

Like the Iraqi regime, the governments of neighbouring Turkey, Syria and Iran mistrust the Kurds. They all oppose the creation of an independent Kurdish state, and their political manoeuvring has not helped regional stability. For several years the KDP has cooperated with Ankara to combat activists from Turkey's Kurdistan Workers' party (PKK).

The Turks act more or less as they like in KDP-controlled territory. There continue to be sporadic incursions by Turkish troops in pursuit of PKK activists. Jalal Talabani's PUK, which has political sympathies with Iran, has long refused to collaborate with Turkey against the PKK. But in recent months Talabani seems to have moved closer to the Turkish position. Fighting broke out last September between PKK and PUK fighters.

Turkey, which did not welcome the joint parliament and government formed by the KDP and the PUK after the 1992 elections, was far from unhappy when a deep split formed between the two factions following armed clashes in 1994.

The enclave is now divided into two distinct zones separated by a "border". Despite an agreement signed in Washington in 1998 the mutual hostility between the two groups seems as deeply rooted as the Kurds' resentment against the neighbouring regimes that have oppressed them. They are incapable of agreeing on how to share power or the revenues from oil trafficking with Turkey.

The border post of Habur provides the KDP, whose base is nearby, with an opening to the outside world. Every day about 500 Turkish lorries cross the border to fetch cheap Iraqi diesel oil. Quantities range from 100,000-150,000 tonnes a month.

The international community turns a blind eye, since the trafficking makes it possible to compensate Turkey for the trade losses it has suffered since the Gulf war and to finance the Kurdish enclave.

The Turks, who would like to improve relations with Baghdad, also have natural allies in northern Iraq in the 150,000-strong Turkmen minority. Ankara openly supports the Iraqi



PUK soldiers adjust a grenade launcher in a camp in the mountains near Sulaimaniya in northern Iraq Photograph: Jockel Finck

Turkmen Front (ITF), an organisation that refuses to recognise the regional government of Iraqi Kurdistan.

"We didn't take part in the 1992 election, because the process wasn't democratic," explains Mehmet Kemal Yalcili of the ITF. "Up to now, the KDP has rejected our demands. We want several seats in parliament, two or three ministries and a post of deputy prime minister."

But the Turkmens are also divided. Jawdad Najar, a representative of the community, sits in the local government. "Members of the ITF get money from Turkey," he says. "They

claim the Kurds treat us badly, but we have our own schools, newspapers and cultural organisations. We want to be on good terms with the Turks, but we don't want them to interfere."

Despite the splits that have riven the region, Neshirwan Barzani remains convinced that the international community cannot afford to neglect the Kurds in order to improve trade relations with Baghdad: "The problem of a whole nation cannot disappear just like that. The KDP, PUK and PKK can all disappear, but sooner or later a solution to the Kurdish problem will have to be found." December 30

# Dissidents' Harsh Sentences Darken the Mood Inside and Out of Iran

By Geneive Abdo

Special to *The International Herald Tribune*

TEHRAN — The decision by Iran's judiciary to impose severe sentences on pro-reform intellectuals, journalists and activists who participated in a seminar last year in Germany has revealed a country sinking deeper into repression while trying to maintain a facade of openness with the West.

The verdicts handed down Saturday by a Revolutionary Court have devastated many Iranians who say the sentences are reminiscent of the darkest days after the 1979 Revolution, and have also sparked condemnation among leading reformist politicians against the conservative-dominated judiciary.

Chancellor Gerhard Schroeder of Germany announced Sunday that he was delaying a trip to Iran scheduled for the spring. Iran's ambassador to Berlin was summoned to the Foreign Ministry to explain the court rulings.

The conference that caused the court case was held in April in Berlin to discuss reforms in Iran.

It was hosted by the Heinrich Boell Foundation, in conjunction with the German Greens party.

The Iranian president, Mohammed Khatami, has remained virtually silent about the verdicts against some of his key allies. His brother, Mohammed Reza Khatami, told an Iranian newspaper the sentences were decided upon "with factional confrontation in mind." But he also deplored Mr. Schroeder's decision if it was "meant to interfere in our judiciary and internal affairs."

Nearly four years after Mohammed Khatami became president, his loyalists appear no closer to understanding the effect that internal crises have upon relations with Western countries with which Tehran is trying to cultivate ties. Conservatives and reformers harbor resentments toward Western governments, whom they blame for centuries of interference in Iran's affairs.

The result is an internal power struggle, which reformists seemed poised to lose, and a foreign policy based more on symbolic trips by Mr. Khatami to foreign capitals than a change in policies that Western governments would like to see in Iran, analysts said.

"There is a general agreement on all sides to pursue openness toward the West, whatever the power struggles at home," said Saeed Leylaz, an

---

**'The main factions support the president's foreign trips. But they are split over his domestic reforms.'**

---

economist and political commentator.

"The main factions support Mr. Khatami's foreign trips. But they are split over his domestic reforms."

Since September, Iran has engaged in a campaign against the British, with whom Iran restored full diplomatic relations in the autumn of 1998. The attacks began after Prime Minister Tony Blair refused to meet Mr. Khatami in New York on the sidelines of the UN General Assembly, according to informed sources close

to the British Foreign Office.

Conservative newspapers have hit back, denouncing the British for allegedly seeking to supplant the Americans as chief troublemakers inside the Islamic Republic. British journalists and news organizations are now routine targets of political invective.

But what has come to be known here as the Berlin trial will pose a stern test for Iran's balancing act between stepped-up domestic repression and continued détente with Western governments that cite human rights as central to their foreign policies.

Human Rights Watch and other international organizations have condemned the verdicts in the trial of the Berlin defendants, saying they were punished for freedom of expression and thought.

Akbar Ganji, a prominent journalist who participated in the Berlin conference, was given 10 years in jail and another five years to be served in exile in the southern city of Bashagard. He was convicted on numerous charges, including attending an "un-Islamic" political meeting. Other activists received sentences ranging from four to 10 years in jail. The court charged the participants at the Berlin conference with trying to overthrow the clerical regime.

Among the others convicted in the case was a translator for the German Embassy in Tehran, Said Sadr, who was given a 10-year jail term. Ali Afshari, a student leader, received five years in jail for participation in the Berlin conference.

Mehrangiz Kar, a lawyer, was convicted on charges of acting against national security and waging propaganda against the Islamic regime. Ms. Kar is gravely ill with breast cancer and has been denied repeated requests to leave Iran for treatment in the West.

The fate of a cleric, Hassan Yussefi-Eshkevari, who also attended the conference, is unknown. He was tried before a clerical court and is said unofficially to have received the death penalty. But his sentence has not been made public.

There are reports that Mr. Khatami may decline to run for re-election as a result of the Berlin convictions. The election is scheduled for June, and he was expected to formally declare his candidacy this week.

---

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JANUARY 17, 2001

---



## Mam Jalal meets Foreign Ministry's senior officials

15/01/2001 10:41

Kurdistani Nuwe, Al-Sulaymaniyah, daily newspaper in Kurdish published by Iraqi Patriotic Union of Kurdistan, 10 Jan 01

Yesterday evening, 9 January, a high-ranking delegation of the Patriotic Union of Kurdistan, [PUK], headed by [its leader] Mam [honorific] Jalal [Talabani] held a broad meeting at the Turkish Foreign Ministry headquarters in order to discuss the recent political and security changes in Kurdistan and the region. The Turkish government delegation was headed by Faruk Logoglu, Foreign Ministry under-secretary, Ambassador Turku Kurtugen, deputy under-secretary, Ambassador Cenk Duatepe, the official in charge of Middle East file at the Foreign Ministry, and A number of senior officials. The meeting lasted three hours.

It is expected that today at 1500, comrade Mam Jalal meet Bulent Ecevit, head of the government of the Turkish republic. Yesterday morning, the PUK high-ranking delegation met accredited diplomats in Ankara. In this respect, the British Ambassador in Ankara received Mam Jalal and his accompanied delegation; British embassy's senior diplomats also attended the meeting. The delegation met also the US Ambassador and diplomats. A number of senior officials of foreign embassies visited comrade Mam Jalal in his place of residence in Ankara. It is worth mentioning that the well-known Turkish journalist Memet Ali Birand made an interview with Mam Jalal, and transmitted live on the [Turkish] CNN international satellite TV channel. The interview lasted half an hour.

In order to acknowledge the Kurdish high-ranking delegation, an official dinner was due to be offered by the Turkish Foreign Ministry yesterday evening, in which a large number of European and Arab ambassadors and diplomats, in addition to Foreign Ministry's senior officials and Turkish and foreign journalists were [due] to attend.

It is necessary to point out that this official visit by comrade Mam Jalal, who arrived to Ankara on 8 January, leading a PUK high-ranking delegation, and following an official invitation by the Turkish government, was largely covered by world and regional news agencies and media channels. In this respect, the [Turkish] English language newspaper, Turkish Daily News, quoting Turkish government sources, said yesterday that Talabani has been invited for consultation in various fields. In addition to pointing to the expected meeting between Talabani and Ecevit, the newspaper recalled how Talabani was warmly received and red carpet was laid for him during his visit [to Turkey] in July last year. Abu Dabi TV channel and Radio Free Iraq have also reported on this topic and said that Talabani has stated to the journalists that he would discuss the revival of Ankara peace process [agreement] with the Turkish officials, brokered by Turkey, US and Britain. They also said that, to journalist's questions, Talabani denied the reports on the arrival of thousands of Turkish soldiers to Iraqi Kurdistan. He said: "The situation in Al-Sulaymaniyah is calm, I have not seen this large number of Turkish soldiers that you talk about, but a small number of these Turkish friends". In this respect, in an answer to a question, Mam Jalal denied the reports that the Turkish forces conduct a military offensive against the PKK armed men in the regions under the PUK control. He clarified that the latest confrontation between the PUK forces and PKK gunmen took place on 12 of the last month; and there is no need to carry out a joint operation with the Turkish forces [against the PKK]. Radio Free Iraq reported that some Turkish observers, who made statements to the newspapers, believe that Ankara tries to send messages to some sides, on the basis of its own political interests; because while it receives Iraqi Kurdish political leaders it has decided to send its ambassador to Baghdad, who is expected to arrive on Friday. Abu Dabi TV channel said: The objective of Talabani's visit to Ankara is to make a series of talks with Turkish officials for the sake of strengthening joint cooperation and ensure stability in "Northern Iraq".

The London based Al-Sharq al-Awsat, Al-Hayat and Al-Zaman newspapers attached also importance to comrade Mam Jalal's visit to Ankara and pointed out that, on his way to Ankara, Talabani met [Mas'ud] Barzani, KDP [Kurdistan Democratic Party] leader, in Pirmam [Al-Salah-al-Din] resort, the day before yesterday. The world media channels have reported that it is probable that, in a near future, Barzani would also visit Ankara.

Within the same framework, the [KDP central] newspaper, Brayati, reported the meeting between comrade Mam Jalal and Mr Mas'ud Barzani in Pirmam resort, with great importance. It has highly assessed this step and considered it as Mam Jalal's initiative. It said: "A brotherly and friendly reception was made, with a great deal of respect and appreciation for Mr Talabani and his initiative".

## **Iraq, Kurds still in dialogue despite break: Baghdad**

BAGHDAD, Jan 16 (AFP) Iraq and the Kurdish factions which have controlled the north of the country in defiance of Baghdad for almost a decade are still in dialogue despite their differences, a senior official said Tuesday.

"The dialogue between the Iraqi leadership and the main Kurdish parties in the north has never been cut off, despite our reservations over much of their policies and their positions," said foreign ministry undersecretary Nizar Hamdoun. Iraq wants "to pursue the dialogue with these parties," he said, quoted in Al-Rafidain newspaper.

But the embargo, the western-imposed no-fly zone over Iraqi Kurdistan and frequent US-British air strikes "have up until now prevented the normalisation of the situation," he said. "Once circumstances allow, I am convinced Iraq will be capable of normalising the situation."

Two rival factions, the Patriotic Union of Kurdistan and Kurdistan Democratic Party, have held northern Iraq since 1991 following Baghdad's defeat in the Gulf War over Kuwait. Although part of the fragmented Iraqi opposition, they have criticised US efforts to overthrow President Saddam Hussein.

\* \* \* \* \*

## **Cem to visit Iran**

TDN - 17 Jan 2001

Diplomatic sources say Cem will discuss important bilateral and international issues during his two-day visit to Tehran. Topics to be covered during Cem's visit range from security issues to a natural gas deal

Kemal Ilter  
Ankara - Turkish Daily News

Turkish Foreign Minister Ismail Cem will pay a significant visit to Iran in the second half of February, the Turkish Daily News has learned. Diplomatic sources in Ankara told the TDN that Cem would discuss important bilateral and international issues during his two-day visit. Topics that will be covered during Cem's visit range from security issues to natural gas deal.

Security is still a crucial matter in Turkish-Iranian relations, even though Iran declared that it did not allow any PKK facilities in its territory. Officials close to the Turkish government told the TDN that Turkish-Iranian relations regarding the security issue are not at a desirable level. They added that Turkey expected a struggle to combat terrorism from the Iranian side. As a political subject, developments in the Caucasus region are also expected to be discussed during meetings of the two ministers.

Officials close to the Turkish Foreign Ministry also told the TDN Cem's visit will be a response to Iranian Foreign Minister Kemal Kharrazi's visit to Turkey which was held in Jan. 2000. Drawing attention to the economic dimensions of the visit the same officials noted: "As two neighboring countries, we have a very insufficient trade volume. We are trying to increase this volume. It is well known we will purchase natural gas from Iran and that will cause an increase in trade volume, however it will be a trade deficit for Turkey."

One of the important economic subjects which will be on the agenda during meetings is transportation and customs problems between the two countries. Turkish vehicles are able to reach Central Asian countries through Iran and Iran is also able to reach Europe over Turkey. Because of inadequate customs capacities both countries' vehicles wait in front of border gates unnecessarily.

There is no doubt that the natural gas deal will be an important subject during the meetings. Construction of the Turkish-Iranian natural gas pipeline continues despite the United States' opposition to the project, While the Iranian section of the pipeline is nearing completion, a lot of work still needs to be done on the Turkish side.

\* \* \* \* \*

## **Aziz Finds Friendly Audience**

By GREG MYRE Associated Press January 15, 2001

BAGHDAD, Iraq (AP) - For veteran Iraqi politician Tariq Aziz it was the rarest of occasions: As he denounced U.S. policy toward Iraq, a roomful of appreciative Americans nodded in agreement and applauded his pronouncements. They even laughed at his jokes. With the 10th anniversary of the start of the Persian Gulf War on Wednesday, Aziz spoke to about 70 American activists who have come to Iraq to deliver aid and urge the lifting of international sanctions against the Arab nation.

"Although the Iraqis are very mad at the policy of the U.S. government, they are not mad at the people of the United States," Aziz, Iraq's deputy prime minister, said Monday evening. For much of the past decade, Aziz has been the Iraqi official who has gone before the cameras whenever there's a crisis brewing in Iraq. Standoffs with U.N. weapons inspectors, U.S. bombing raids and U.N. debates over sanctions have regularly brought a forest of microphones and tough questions addressed to Aziz.

None of those issues were raised Monday, and the queries from the Americans, most of them members of religious and humanitarian groups, were decidedly friendly. "I know that (President) Saddam Hussein is a good Muslim," one young American began before going on to ask whether the United States had shown a willingness to compromise on sanctions.

"Until now, the Americans have not made any point of holding an objective dialogue with the Iraqi side," Aziz replied. The Americans made their comments over a microphone to a roomful of people without identifying themselves.

The comprehensive sanctions, imposed after Iraq's 1990 invasion of Kuwait, have shown signs of cracking in recent months. Dozens of planes have flown into Iraq since September, ending a de facto 10-year air embargo. Smuggling through neighboring states is widespread, and a growing number of countries are calling for the sanctions to be eased or lifted. However, the U.S. government has said the sanctions should remain in place until Iraq eliminates its weapons of mass destruction, as required by U.N. resolutions. Iraq claims it has done so, but U.N. weapons inspectors were demanding more material and documents before they left Iraq during a confrontation two years ago.

The U.S. government says the current oil-for-food program, which allows Iraq to sell as much oil as it can, provides the country with enough money to meet its basic needs. But Iraq blames the sanctions for its emaciated economy and claims the punitive measures are to blame for an additional 1 million deaths over the past decade.

Aziz appeared on a panel alongside Ramsey Clark, the former U.S. attorney general who has been one of the more prominent opponents of U.S. policy toward Iraq. Clark heads one of the visiting delegations, and several questioners were from his group. "We're all here because we stand against the imperialistic forces," said one young American woman, who wanted to know if Iraq would allow "imperialistic economic forces" into the country when sanctions are lifted.

"We do not buy the tricks and lies of globalization. We are socialist and cannot approve of capitalist policies," Aziz responded, to a round of applause. One man asked Aziz how he thought relations might be under President-elect Bush. "We are not going to bet on the new administration," Aziz said dryly, drawing chuckles from the crowd.

Another questioner asked how the Iraqi government had changed since Saddam and his Baath Party came to power in 1968. "We have been in power for 32 years," Aziz said. "Basically, the political situation has not changed for 32 years."

\* \* \* \* \*

## **PUK Prime Minister Resigned**

Kurdish Media 16 Jan 2001

SULEIMANIYEH, Kurdistan (KM) - Kusrat Rasul, the prime minister of the PUK controlled region resigned.

On 14 January, Kusrat Rasul, the prime minister of PUK controlled region resigned. It is another recent casualty for the PUK leadership and policies. The resignation follows the recent move by Talabani in inviting the Turkish army to Kurdistan. The move has been widely condemned by Kurdish circles in Kurdistan and abroad.

According to Salar Doski, a PUK representative in Canada, the new PUK prime minister will be Dr Barham Saleh and he has been asked to form a new cabinet. Dr Salih has served as the director of the PUK bureau of international relations in Washington and has been representing PUK in the Washington Peace negotiations between PUK and KDP. In the past Dr Salih has been an advocate of Kurdish independence and he was famous for his stance against Turkey in Washington negotiations, resisting fighting PKK alongside Turkey. Kurdish observers see the appointment of Dr Saleh as another sign of the ongoing struggle inside PUK for party leadership. The move by Talabani has angered Fereidun Abdul Qader, another high ranking PUK official, who has prepared himself for the post. The scrambling for power in PUK has further increased following Talabani's recent move in taking his son Bafil Talabani to Ankara. "Talabani is now grooming his new prince for power" commented a Kurdish observer.

---

## **Turk, Iranian rivalry in Iraq**

UPI - 18 January 2001 11:14 (ET)  
By DERK KINNANE ROELOFSMA

WASHINGTON, Jan. 18 (UPI) -- Rival Turkish and Iranian intervention in northern Iraq is continuing and appears more intense than previously believed, according to reports from the region received by United Press International.

The focus of their rivalry is a shooting conflict between the Turkey-backed Patriotic Union of Kurdistan that controls one part of the Iraqi north and the intruding Marxist, Iran-backed Kurdistan Workers Party (PKK).

Earlier this year, the Turkish army and air force made an incursion into the Iraqi side of the common border to attack PKK forces based there. Last December, the army moved units accompanied by artillery nearly 200 miles into Iraq to support the PUK. Turkish forces are reported to have remained deep in Iraq. A PUK official estimated the number of Turkish troops that arrived in December at about 700. Earlier reports put the figure at 10,000. Significantly, the PUK's rival for power in Iraqi Kurdistan, the Kurdistan Democratic party, did not object to Turkish forces crossing its territory that adjoins Turkey, on their way to the PUK area that borders Iran.

PKK forces moved into Iran and Iraq after announcing they were withdrawing from Turkey in September 1999. The Turkish military put the number who crossed over into the Iraq-Iran region at about 5,000.

Under the leadership of Abdullah Ocalan, now in a Turkish prison under sentence of death, the PKK conducted a 15-year insurgency that Turkish sources said cost 37,000 lives and desolated much of southeastern Turkey.

Iran helped the PKK entrench itself at the northern end of the Qandil mountains that rise along the Iraqi-Iranian frontier behind the town of Ranyia, Iraq. From their positions, the PKK could threaten Ranyia and Qalat Diza, Iraq, both situated on the road to the important Kurdish city of Sulaimani, Iraq, the seat of the PUK that is led by Jalal Talabani. When fighting broke out, Iran demanded the PUK cease operations against the PKK, claiming it could not tolerate fighting on its frontier. Last week, a large Iranian delegation went to Sulaimani for talks with Talabani.

Iran is also believed to be involved with small Kurdish factions around Halabja, Iraq. That town was brought to world attention in 1988 when its residents were wiped out in a poison gas attack mounted by the regime of President Saddam Hussein. Fighting between the PUK and PKK began when Ocalan's group tried to move down into the valley. Local residents complained of the PKK appropriating supplies from farmers and otherwise behaving like an occupation force. Most people in the region view the PKK as a Turkish movement, sympathizing with its struggle in Turkey for Kurdish rights, but condemning its involvement in northern Iraq.

As would be expected, winter has brought a suspension of hostilities, raising the question of what the PKK will choose to do when the spring comes. The PUK and KDP share control of the territory of a Kurdistan Regional Government that emerged in the safe haven established by the United States in 1991 after Iraq repressed a Kurdish uprising. The U.S. and British air forces enforce a no-fly zone for Iraqi aircraft to protect the area.

The Turkish government has developed working relations with the Iraqi Kurds despite its suspicion that an independent Kurdish state might arise in northern Iraq, destabilizing its own Kurdish area. Russia and Iran, which both regard Turkey as a political and strategic rival, support the PKK as a destabilizing element. The PKK runs recruiting operations in Russia and has been allowed bases in Iran.

# Saddam Hussein, 10 ans après

Alexandra GENESTE ■

Il y a dix ans aujourd'hui, l'opération « Tempête du désert » lançait 580.000 militaires, 750 avions, 60 navires et 1.200 chars à l'assaut de ce qui était alors la quatrième armée au monde : les militaires irakiens occupent le Koweït depuis six mois. Six semaines plus tard, Bagdad essuie une défaite qualifiée de « cuisante » par les Alliés, Américains en tête. Depuis, dix longues années ont passé et malgré un régime de sanctions internationales jugées sans pitié, l'Irak tient toujours tête aux États-Unis. Ce qui a changé depuis dix ans ? « Saddam Hussein n'a pas été délogé et les souffrances du peuple irakien se sont aggravées », répond l'air exaspéré Sharif Ali Bin Al-Husseïn, le porte-parole officiel du Congrès national irakien (CNI), le mouvement d'opposition irakienne créé en 1992, avec l'aide de la CIA. Les sanctions en place heurtent la population civile, pas le régime irakien.

## Contrebande

Depuis 1996, grâce au programme humanitaire de l'ONU « Pétrole contre nourriture », Bagdad a repris ses exportations de pétrole, devenant ainsi le second producteur de brut de l'OPEP. « Plus de 85 % des contrats d'importation réclamés par Saddam sont approuvés au final par l'ONU ! », s'exclame Sharif Ali. C'est très amer que l'opposant irakien rappelle l'érosion des sanctions ces derniers mois avec notamment l'afflux de vols civils et commerciaux vers Bagdad depuis la réouverture de l'aéroport Saddam en août dernier. Pour preuve encore de cette érosion, le succès en novembre de la Foire de Bagdad, qui a enregistré une participation record depuis la guerre du Golfe, avec la présence de 1.500 entreprises venues de 45 pays pour négocier des contrats commerciaux. Enfin, au niveau diplomatique, l'Irak n'est plus ce mauvais élève isolé au Moyen-Orient. Le



Le 31 décembre 2000, l'armée irakienne a fait étalage de son arsenal, lors du plus important défilé jamais vu depuis dix ans. Photo AP/Jasmin Mohammed

pays participe désormais à des sommets arabes et une normalisation de ses relations avec ses anciens ennemis tels l'Iran, la Syrie et l'Arabie Saoudite est en cours.

Le plus grave, souligne Sharif Ali, ce n'est pas le retour de l'Irak comme partenaire commercial sur la scène internationale mais la remise sur pied de sa « machine de guerre » via la contrebande. La résolution 687 votée par l'ONU le 3 avril 1991 était censée empêcher l'Irak de reconstruire son arsenal, mais aucun inspecteur onusien n'a pu entrer dans le pays depuis décembre 1998. A en croire le Congrès national irakien, l'impressionnant défilé militaire qui a eu lieu le 31 décembre dans les rues de Bagdad – au cours duquel Saddam Hussein a tiré 140 coups de feu en l'air, le fusil à bout de bras – était la démonstration même de l'acquisition par l'Irak de nouvelles armes conventionnelles. Des experts des renseignements américains ont passé au crible les images télévisées du défilé retransmises par satellite, constatant entre autres la présence de 60 hélicoptères, d'un étalage de missiles à longue portée, et de 1.000 tanks (en 1996, Bagdad n'en comptait pas plus de 660).

« La seule solution est le départ

de Saddam Hussein. La communauté internationale doit assumer ses responsabilités, cet homme a utilisé des armes chimiques contre son peuple, comment peut-on lui accorder la moindre confiance ? », s'indigne Sharif Ali.

Une semaine avant son départ de la Maison-Blanche, Bill Clinton a soumis au Congrès un projet de loi visant à aider l'opposition irakienne à distribuer une aide humanitaire d'une valeur de 12 millions de dollars dans les régions contrôlées par le régime de Bagdad. Les républicains, à l'origine de cette ambitieuse initiative, souhaitent voir le Congrès national irakien reprendre sa place au sein de la zone de protection américaine, située au nord – zone dont le CNI a été évincé par les forces de Saddam Hussein en 1996. Un projet qui comporte de vrais risques question sécurité et qui devrait mettre à l'épreuve la détermination de l'administration Bush à en finir avec Saddam Hussein.

« Nous avons déjà des contacts sur le terrain, explique Sharif Ali, nous les utiliserons pour distribuer cette aide alimentaire et médicale. L'opération, bien sûr, comporte des risques mais nous avons la capacité de la mettre en œuvre. » Et l'opposition entend bien le faire d'ici l'été prochain.

## Delay in National Program disappoints EU

- As the government declares a further delay in the presentation of the National Program, EU diplomats in Ankara say the second decision to declare national program at a later date is met with disappointment and anger
- An EU diplomat remarks that Turkey has been heading in a dangerous direction as the climate in Europe could quickly turn against Ankara after general elections in major EU countries -- Germany, France, Britain -- and he adds that Turkey should use the opportunity
- Despite negative signals from many EU diplomats in Ankara, an influential ambassador of an EU country said no candidate country has presented its national program until the framework regulation and financial package have been approved by EU institutions



Selcuk Gultasli

Ankara - Turkish Daily News

As the coalition partners once again postponed a possible compromise on substantial issues such as Kurdish TV broadcasting and the abolition of capital punishment, European Union member countries have started to react in a stronger way to the delays in the National Program.

At the last meeting of coalition partners on National Program on Dec. 12, the leaders had agreed to discuss the most sticky issues of Kurdish TV broadcasting, the place of National Security Council in Turkish politics, the abolition of capital punishment during the meeting that was held yesterday. Apparently, leaders once more have not been able to agree the most difficult issues further delaying the announcement of the National Program.

EU diplomats in Ankara have told the Turkish Daily News that the delay in the preparation of the National Program have both angered and disappointed friends of Turkey in Europe. While the EU expected Turkey to present its National Program at the end of last year and made its wish clear by its statements, Turkey chose to delay the process amid many excuses, said the diplomat.

When the coalition leaders last month decided to postpone the debate on the substantial issues of the National Program, it was reported that the stance was a reaction to the Nice Summit conclusions which excluded Turkey from its restructuring plans until 2010. Referring to similar arguments, EU diplomats argue that EU member countries that think Turkey would contribute a lot to the EU -- and should be a part of it -- have been extremely disappointed by Ankara's actions. Stressing that the EU has serious difficulties in trying to understand the motives of the government, a diplomat said: "The process is a dangerous one for Turkey. There are strong countries in EU who really and sincerely want Turkey to be a part of EU. However, their expectations have not been met yet. On the contrary they have been disappointed by the actions of the government that has delayed twice the National Program."

EU sources say unless Turkey hastens its efforts to submit the National Program and then start the accession talks, the climate which is favoring Turkey right now in Europe may change after the general elections in major countries like Germany, France and Britain. "We are trying to understand the logic of the game in Ankara. We are confused for the time being, but in any case Turkey is losing time," said a diplomat. Referring to Prime Minister Bulent Ecevit's statements in the wake of the Helsinki Summit in Dec. 1999 by which Turkey was declared a formal candidate, diplomatic sources they could not understand what happened to the enormous euphoria and the will for being a member.

Another diplomat said EU has shown its will to include Turkey in the club by declaring the Accession Partnership Document, which he called "a real political engagement." The same diplomat said, "Instead of a reciprocal political engagement from Turkey in terms of presentation of its National Program, we come across many excuses each day." Stressing that it was apparent that there was no consensus among coalition partners regarding the sticky issues of the program, the diplomat said he feared the National Program presented could be a minimalist one in terms of the document requirements. "After so much wrangling and debate, the paper that will come out could well be a minimal one being far from fulfilling the APD criteria." said the diplomat.

Another diplomat said they found the statement by the government that they would work on some technicalities a rather simplistic explanation for the delay. "It is a less satisfactory development than we

expected. The ball is in Turkey's court and it is in Turkey's interest to move ahead quickly rather than hiding behind excuses," said the same diplomat.

Despite negative arguments from many EU diplomats in Ankara, an influential ambassador among EU circles emphasized that no candidate country has presented its national program until a legal framework and financial package have been approved by EU institutions. Stressing that one should not downplay the progress Turkey made on a sensitive topic like the National Program, the same diplomat said the National Program draft was a very solid document and added that the process was "a very natural and normal one."

### Ankara: No delay in the preparation of National Program

Amid the criticisms from EU circles, the Ministry of Foreign Affairs has remarked that there was no delay in the preparation of the National Program. Stressing that there has been no date set for the presentation of the Program, the spokesperson of the Ministry, Huseyin Dirioz, said there was no delay whatsoever. He also underlined that all the candidate countries have presented their national programs after the framework regulation was approved by the European Parliament. Meaning, he believes, the EU has not yet finished its part of work for the National Program.

Meanwhile TUSIAD (Turkish Industrialists' and Businessmen's Association) has issued a written statement asking the government to include all necessary political reforms to fulfill the Copenhagen criteria in the National Program. The statement said the efforts to portray the Copenhagen Criteria as a tool to weaken Turkey was nothing more than a real obstacle in the way to fully reform the country.

## Kurdish issue poses obstacle to EU

- Leaders have reached a consensus on 312 and capital punishment but Bahçeli is still resistant on Kurdish TV and education. The General Staff, on the other hand, agrees to soften its stance on the issue provided that certain conditions are maintained. As for Cyprus, there is no change in attitude



Opinion by Mehmet Ali Birand

[mbirand@attglobal.net](mailto:mbirand@attglobal.net)

The Leaders Summit did not produce the results expected by a certain segment of society and by the market. What was expected was a full consensus between the leaders on the National Program necessary to create a new Turkey. The impression we had from the authorities participating in the summit meeting is that the completion of the Program will probably take place next spring. But there is no point in despairing. The first two steps have already been taken. Now we have the Kurdish issue, which is still unsolved. In the meantime, the meeting provided some interesting points. For instance, the National Program will never be handled in leader's summit meetings. It will be directly addressed by Cabinet. And the Program will not be debated by the National Security Council (MGK) either. Only those parts of the Program concerning security issues will be on the MGK agenda. In this way, the criticisms pertaining to the proposed changes in the MGK's status will have been blocked. And here is the current situation of certain issues of sensitivity:

### ● Abrogation of 312

Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli stated his reservations regarding the issue, but as a result of his partners Bulent Ecevit and Mesut Yılmaz's insistence, he conceded to its abrogation in the medium-term in a manner that will "observe the values protected by this Article and be in line with EU standards."

### ● Abolishing of capital punishment

Plans to abolish the capital punishment were met by resistance from the MHP. It was agreed after debates that "in the short-term, the moratorium on the execution of capital sentences will continue and in the medium-term, the Turkish Penal Code (TCK) will be amended, during which EU standards will be observed."

### ● Broadcasting and education in Kurdish

On that, Bahçeli took up a clear stance. He stated that it was impossible to grant individual cultural rights and the right to educate and broadcast in one's mother tongue. Faced with this blockade, Ecevit and Yılmaz told Volkan Vural, Secretary-General responsible for EU affairs, to find a new formula. At that point, the most interesting development was the General Staff's signaling that it will soften its stance on the same issue. According to a high-ranking official participating in the meeting, the military wing said, "it will not have a big opposition to education and broadcasting in the mother tongue in the medium-term provided that terrorism is over." The same official also says that though Bahçeli seems to be extremely rigid on the issue, hopes for finding a solution are yet to be dashed.

### ● Cyprus

The EU has placed the issue among the political criteria. But leaders say Cyprus cannot be seen as a political criterion and agreed that it would be sufficient to cite phrases reiterating Turkey's already known views on the issue in the Program's section containing "wishes."

### To be settled next spring

The current situation we have now is that Turkey has failed to prepare a program which will reciprocate the Accession Partnership Document, that is, show how and when Turkey will fulfill the reforms required in the Document. Cyprus is a particular point of contention. It was a very big warning for Turkey when the EU Commissioner Responsible for Enlargement, Gunter Verheugen, said in a recent press conference that as long as the Turkish Republic of Northern Cyprus (KKTC), remained as a Turkish territory, it can never be an EU member, while the Greek Cypriots were quite close to becoming a full member. It was showing the priority the European Union is attributing to Cyprus. In the coming weeks, the most important debates between the coalition partners will be on Cyprus and broadcasting-education in mother tongue. The impression arising from the Leaders' Summit was to the effect that Turkey would not hurry to submit the National Program to the EU and would wait for the Framework Regulation to be announced by the EU by the end of February. In sum, Turkey has entered a period of reform. With great doubt and concern, it took its first few steps. There are still two big steps yet to be taken. It is clear that, even if delays occur, this process is irreversible.

## Zurban, 17-23 janvier 2001

### Zoom sur...

## Anne Delassus

Elle passe par le Nord, par la Turquie, par la Syrie, au Kurdistan. Depuis huit ans déjà. Avec la distance du reporter et, pourtant, avec un engagement qui rend primordial le contact avec les gens, avec les femmes. Il y a dans ses photos une lumière surgie des ténèbres. Il y a du décor aussi, des personnages absents, flottants : « Eux-mêmes doivent se tenir à distance, de façon consciente ou pas. Les lieux de refuge dans lesquels



Kurdistan d'Irak, 1997.

ils vivent sont les endroits où ils ont été arrêtés, torturés. Dans l'ancienne prison, c'était de la terre battue et des cages, une odeur de mort et des

carrelages blancs. J'étais suffoquée. Les femmes étaient là, réfugiées, il n'y avait plus d'hommes. Tout était nettoyé tous les jours, et elles se tenaient, altières, parce que, malgré tout, la vie continue. » Il y a aussi les paysages, les vallées fertiles ravagées par les bombardements au napalm de la guerre Iran-Irak. Les mines qui se déplacent avec le ruissellement. Les femmes vont, les pieds nus dans la neige, les pieds nus dans la boue. Il y a « le déchirement de l'absence, la difficulté d'y retourner, l'angoisse de ne rien voir, de ne plus rien sentir. Et je pensais : moi, je vais pouvoir partir, mais elles, elles restent. C'est d'une violence... » Silence. Emma Bajac *Terre de lumière*, galerie Esther-Woerdehoff.



# GENOCIDE ARMENIEN: LA FUREUR D'ANKARA

## La Turquie s'indigne du vote du Parlement français.

19 JANVIER 2001

libération



Massacre d'Arméniens par l'armée turque, à Alep, en Syrie, le 28 février 1919. Selon les Arméniens, les tueries auraient fait entre 1,2 et 1,5 million de morts.

**L** Istanbul de notre correspondant a « crise sérieuse » dans les relations entre Ankara et Paris, dont le Premier ministre turc, Bülent Ecevit (gauche nationaliste), brandissait la menace, a commencé hier quelques instants après le vote par les députés français du projet de loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. L'ambassadeur turc a aussitôt été rappelé « pour consultation ». « Les allégations sur un prétendu génocide sont absolument infondées. Cette décision du Parlement français est inacceptable et regrettable », a martelé le Premier ministre au terme d'un entretien avec le chef de l'Etat, Ahmet Necdet Sezer. Dans un communiqué, le gouvernement souligne que cette loi « va endommager sérieuse-

ment et durablement les relations turco-françaises ». Les autorités turques souhaitent que le Conseil constitutionnel français annule ce texte, et comptent, en attendant, réduire au minimum l'ensemble des relations politiques, économiques, militaires, voire culturelles, avec Paris.

**Rétorsion.** Les entreprises françaises, qui sont depuis une décennie en tête des investisseurs en Turquie, vont être exclues des contrats publics. Le président de la chambre de commerce d'Ankara, Sinan Aygun, a aussi proposé « d'imposer un embargo sur les produits français ». D'autres, dont

Aldo Kaslowski, coprésident turc du Conseil d'affaires turco-français, affichent leur opposition à des mesures immédiates de redressailles souli-

gnant « il est très facile de nuire aux relations, mais les restaurer est plus difficile ».

**Craintes.** Les réactions de l'opinion publique restent néanmoins pour le moment beaucoup plus mesurées qu'en 1998 contre l'Italie qui avait accueilli Abdullah Öcalan, le leader des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mais Ankara est inquiet de voir s'internationaliser la question du génocide arménien. La France est le premier grand pays à adopter une telle loi. Un projet similaire du Congrès américain avait été bloqué à l'automne 2000 par une intervention de Bill Clinton. Les diplomates turcs craignent que d'autres pays de l'UE ne se saisissent de la question pour bloquer l'adhésion de leur pays à l'Europe ●

RAGIP DURAN

### Querelle de chiffres

En 1915, les déportations et les massacres des Arméniens de l'Empire ottoman, accusés de prendre fait et cause pour les Russes dans le nord de l'Anatolie, avaient fait entre 1,2 et 1,5 million de morts selon les Arméniens, mais seulement 500 000 selon les Turcs. Ces derniers s'acharnent toujours à nier le caractère programmé et systématique des tueries, expliquant les centaines de milliers de morts qui ont marqué ces transferts forcés de population vers la Syrie par les conditions de la guerre.

# Une reconnaissance avant tout symbolique

## La loi adoptée à Paris a connu un parcours tumultueux.

LIBERATION  
19 JANVIER 2001

« La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915. » Votée hier à l'unanimité par les quelque 40 députés présents à l'Assemblée nationale, la proposition de loi était rapportée par François Rochebloine (UDF, Loire), et le gouvernement était représenté par Jean-Jack Queyranne, ministre des Relations avec le Parlement. Cet article, objet de débats très consensuels hier dans l'hémicycle, a pourtant connu un parcours tumultueux. Ni l'Élysée ni Matignon n'en voulaient. Revendiquée par la communauté arménienne de France, la reconnaissance du génocide est adoptée une première fois à l'Assemblée le 29 mai 1998, suite à une proposition de loi socialiste. Le texte est ensuite resté dans les tiroirs de la Haute As-

semblée. Les sénateurs tergiversent, puis auditionnent le ministre des Affaires étrangères, en mars 1999, pour se prononcer. « Est-ce à la loi de proclamer la vérité sur cette tragédie historique? Le gouvernement ne le pense pas, et le Président partage cette appréciation », déclare Védrine. Le Quai d'Orsay ne souhaite pas embarrasser l'allié turc. Le 23 février 2000, alors que les groupes socialistes et communistes du Sénat poussent à l'examen du texte, Chirac intervient directement auprès de Christian Poncelet (RPR), président du Sénat, rappelant les enjeux géopolitiques du Caucase et les intérêts économiques de la France en Turquie. Du coup, le 21

mars dernier, la majorité des sénateurs de droite vote contre la proposition de loi. Les associations arméniennes poursuivent leur action auprès des parlementaires et, les élections se rapprochant, l'Élysée lâche du lest. Le texte est adopté par le Sénat le 8 novembre, dans des termes identiques mais suite à une initiative sénatoriale. Cette nouvelle proposition de loi doit donc repasser devant le Palais Bourbon. Les deux têtes de l'exécutif souhaiteraient alors rester là, estimant que des « déclarations solennelles » du Parlement sont suffisantes. La prise de position de la France ne saurait être considérée comme officielle et susciter la colère de la

Turquie. Au sein du groupe PS, les avis divergent. Si Jean-Paul Bret (PS, Rhône), président du groupe d'amitié France-Arménie, milite en faveur de l'examen du texte, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, suit l'avis de Matignon. Finalement, c'est le groupe UDF qui s'empare du texte et l'inscrit dans sa niche parlementaire de janvier. Mais, comme l'a rappelé hier René Rouquet (PS, Val-de-Marne) « un tel sujet n'est pas de caractère politique ». Il s'agit d'une « exigence de vérité et de justice ». Ressemblant fort à une résolution - la Constitution ne reconnaît pas au Parlement le droit de voter des résolutions -, la première loi adoptée par le Parlement français au XXI<sup>e</sup> siècle est pour le moment avant tout symbolique ● MARCIA LACOMBE.

« Est-ce à la loi de proclamer la vérité sur cette tragédie historique? Le gouvernement ne le pense pas. »  
Hubert Védrine en 1999

**PARLEMENT** L'Assemblée a adopté hier une proposition de loi par laquelle la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915

# Les députés provoquent la colère d'Ankara

LE FIGARO  
19 JANVIER 2001

L'Assemblée nationale a définitivement adopté hier une proposition de loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. Le texte, très court, affirme que la France « reconnaît publiquement » le génocide, mais il ne désigne pas explicitement les Turcs comme responsables. Comme on s'y attendait, ce vote a immédiatement provoqué une très vive tension entre Paris et Ankara. « Cette loi va nuire sérieusement et durablement aux relations turco-françaises et pourrait provoquer une grave crise », a fait savoir le gouvernement turc, qui a rappelé son ambassadeur pour consultations.

suis content... Content pour mon père. Je lui devais bien ça. » Le regard encore embué de larmes, Patrick Devedjian hésite entre l'émotion et le commentaire politique. « J'attends maintenant la reconnaissance par le gouvernement américain », poursuit le député RPR. Quand les Etats-Unis auront reconnu le génocide arménien, alors la Turquie devra le faire elle-même, c'est le but ultime. »

L'Assemblée nationale vient d'adopter, dans une belle unanimité, et après trois heures de discours empreints d'émotion, une courte proposition de loi ainsi rédigée : « La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915. » Déjà voté par les sénateurs, le texte est, par ce scrutin, définitivement adopté.

vent pour saluer cette reconnaissance symbolique par le Parlement français. « Un message d'amour », pour l'UDF André Santini. « Une sé-

culpture morale », selon le RPR Richard Cazenave.

Tout au long de la matinée, les députés de tout bord auront les mêmes mots pour évoquer « le premier génocide du XX<sup>e</sup> siècle », la place de la communauté arménienne en France et la nécessité « de lui rendre aujourd'hui justice ». Même le représentant du gouvernement, le mi-

A peine le résultat du vote annoncé dans l'hémicycle, un tonnerre d'applaudissements retentit dans les tribunes du public. Elles sont bondées en ce jeudi matin : de l'ambassadeur d'Arménie, Edouard Nalbandian, à monseigneur Kude Nakachian, archevêque des Arméniens de France, en passant par les représentants d'organisations arméniennes, quelques vieux combattants et de jeunes Français dont les arrière-grands-parents ont échappé au massacre d'avril 1915, tous se lèvent, Jean-Jack Queyranne, sans

doute gagné par l'atmosphère émouvante de la session, paraît oublier un instant « les réserves » de Matignon et du Quai d'Orsay. Après avoir rappelé que la France est « l'amie de la Turquie moderne », il finit par reconnaître que cet « acte solennel » du Parlement français répond « à une exigence de vérité et de justice ».

La plupart des députés prennent d'ailleurs le soin de souligner que la Turquie d'aujourd'hui n'a rien à voir avec l'Empire ottoman qui a organisé les massacres de 1915. « En aucun cas, en votant un tel texte, on ne condamne ce pays qui frappe à la porte de l'Union européenne », insiste le rapporteur du texte, le député UDF François Rochebloine. « Bien au contraire, on lui trace la voie de l'ouverture vers le respect des droits de l'homme et l'établissement de relations confiantes avec ses voisins. »

Sophie Roquette

« Cela a été pénible, émouvant, interminable... Mais, aujourd'hui, je

# La joie des Arméniens de Paris

Céline Tosi

« Donner une sépulture aux morts pour qu'ils vivent tranquilles. » L'expression était sur toutes les lèvres, hier matin, place Edouard-Herriot, à quelques mètres du Palais Bourbon, où s'étaient rassemblés plus d'une centaine de représentants de la communauté arménienne, dont bon nombre d'anciens combattants, venus de la région parisienne, mais aussi de Marseille, à l'appel d'associations arméniennes. Dans l'espoir que « l'intérêt économique ne prime pas sur le droit » et que leur combat mené depuis des dizaines d'années aboutisse enfin, toutes les générations s'étaient réunies afin de soutenir les députés pendant qu'ils débattaient de la proposition de loi visant à « reconnaître le génocide arménien ».

Dès huit heures du matin, les manifestants sont là. Toutes les demi-heures, des salves d'applaudissements répondent au rapport d'une journaliste de la radio arménienne, présente à l'Assemblée. L'émotion est palpable et, dès que le génocide est évoqué, elle devient telle que les mots cèdent la place aux larmes. « Chaque famille a quelqu'un qui s'est fait massacrer », explique une femme. Alors qu'elle évoque la

torture de ses grands-parents, les autres se rapprochent pour partager sa souffrance, à l'image de cet homme qui se souvient de son père : « Jusqu'à la fin de sa vie, il avait ces visions d'horreur devant les yeux. »

Pour certains, la reconnaissance par le Parlement français du génocide arménien signifie « la fin du négationnisme » mais aussi « le début d'un autre combat », une première étape, « qui prendra du temps », vers l'obtention de réparations par l'Etat turc. Mais, pour la plupart, c'est « la question morale » qui importe en premier lieu. Dans cette perspective, le peu d'importance accordé au massacre des Arméniens par les manuels d'histoire désole les manifestants.

Mais, comme le note un père de famille accompagné par ses deux enfants, la mémoire se perpétue de génération en génération, au sein de la famille, « sans prosélytisme », « sans vouloir insuffler une quelconque haine ».

Une chose paraît acquise : « l'intransigeance turque » a renforcé la communauté arménienne. « Plus l'ennemi est redoutable, plus on est obligé de se rassembler », constatait un membre de l'association « Nor Seround » (« Nouvelle génération »).

# « Scandale » au café turc

Marie-Estelle Pech

Tous les jours, dans un petit café de la rue du Faubourg-du-Temple (X<sup>e</sup>), à l'heure du déjeuner, Muhammed avale en vitesse un café serré et un sandwich, avant de revenir vers son bureau d'expert comptable. Cela n'empêchait pas, hier, ce père de famille d'origine turque de commenter la décision de l'Assemblée nationale avec force moulinets de bras : « Un scandale ! » Quelques habitués du comptoir avaient lu les quotidiens turcs du matin, et s'en émouvaient eux aussi : « De quel droit la France s'autorise-t-elle à juger la Turquie ? Pourquoi cette attitude de donneuse de leçons, alors que le gouvernement français est incapable de s'interroger sur sa propre histoire, notamment à propos de la guerre d'Algérie ? » « Lorsqu'il s'agit de la guerre d'Algérie, remarque Ozan, étudiant, Jospin affirme qu'il faut laisser le travail aux historiens... Pourquoi le drame arménien n'a-t-il pas eu droit au même traitement ? Aucune commission ne s'est penchée sur le sujet. » Certains ont une explication : les lobbys arméniens, qu'il faut séduire à l'approche des élections : « Les Arméniens sont nombreux en France : près de 500 000 ; on essaie de capturer

leurs voix par tous les moyens », dénonce Muhammed.

Ouvriers, manutentionnaires ou comédiens, beaucoup cependant affichaient leur indifférence : « Nous sommes français avant tout. La Turquie, l'Arménie, ce n'est plus notre problème. »

Ferhat Kentel, sociologue turc travaillant à Paris, est gêné par cette décision, qu'il estime lui aussi politique : « On oublie la douleur des Arméniens, on s'en fout. Moi je vis avec le souvenir de ces massacres depuis mon enfance. Je critique la décision du Parlement français, mais aussi l'attitude du gouvernement turc, frileux, dogmatique, qui a peur de son passé et de son avenir. »

Burçin, journaliste turque sur un site Internet, estime également que la décision reste symbolique, destinée aux seuls Arméniens de France : « Ce serait plus intéressant que la Turquie engage un véritable débat interne sur cette tragédie. Une question jamais abordée jusque-là dans mon pays. » Leila, jeune étudiante, originaire d'Ismir, s'interroge : « Personne ne remet en cause la réalité de ce drame. Mais pourquoi ne pas condamner les autres génocides du XX<sup>e</sup> siècle, tels que celui du Tibet, des Tsiganes. Pourquoi y aurait-il des génocides que l'on devrait reconnaître, et d'autres pas ? »

LE FIGARO VENDREDI 19 JANVIER 2001



Hier matin, place Edouard-Herriot, à quelques mètres de l'Assemblée, se sont rassemblés plus d'une centaine de représentants de la communauté arménienne, dont de nombreux anciens combattants pour exorimer leur satisfaction. (Photo AP.)

# La grande incompréhension franco-turque

Claude Lorieux

Les Turcs balancent entre la colère, dont les produits « made in France » pourraient être les premières victimes, et l'incrédulité, qui saisit jusqu'aux intellectuels les plus francophiles. Interrogez un Turc sur les conséquences du vote de l'Assemblée nationale, et vous vous attirerez cette réponse : « *Comment les autorités françaises ont-elles arrivées là ? Et pourquoi aujourd'hui ?* »

Convaincu que « *les députés français n'ont pas seulement obéi à des considérations électoralistes* », l'éditorialiste d'un grand journal d'Istanbul déclare : « *On peut comprendre que le Parlement suive l'opinion publique. Mais pourquoi le gouvernement n'est-il pas intervenu pour arrêter la procédure ? Pourquoi le « silence encourageant » du gouvernement Jospin ?* »

Le comportement des autorités françaises - président et premier ministre - déconcerte d'autant plus l'intelligentsia turque qu'il y a trois mois le président Clinton obtenait le retrait au Congrès américain d'un texte sur le « génocide arménien ». Le premier ministre Bulent Ecevit avait salué « *la détermination* » du chef de la Maison-Blanche.

La Turquie voulait croire que MM. Chirac et Jospin auraient agi aussi efficacement que le président des Etats-Unis.

Les Turcs sont d'autant plus irrités que les députés français ont voté une « loi » et non pas une simple « motion » ou une « résolution », comme le firent déjà le Sénat belge, le Parlement européen, la Douma russe et le Parlement italien. Que la constitution française ne permette pas ce type de déclaration échappe à la plupart des Turcs, et sans doute aussi des Français. Ils

constatent seulement que Paris a fait monter les enchères, que la diaspora arménienne se trouvera encouragée à réclamer des indemnités et que l'exemple du Parlement français risque de faire des émules. Certains imaginent même les arrière-petits-enfants des victimes demandant leur part du territoire de la Turquie !

« *L'affaire arménienne étant, comme celle de Chypre, une cause nationale en Turquie, le gouvernement est obligé de réagir. Mais*

*pendant combien de temps ?* », interroge un expert.

Quand, en 1999, Rome refusa de leur livrer Abdullah Ocalan, le chef des séparatistes kurdes, les « Turcs de base » s'étaient mobilisés. Ils manifestèrent devant l'ambassade, devant les boutiques Benetton, et boycottèrent les produits italiens, les machines textiles notamment, jusqu'à ce que « *les hommes d'affaires des deux pays décident de calmer le jeu* », rappelle un journaliste.

Les entreprises françaises « *qui vendent à la Turquie deux fois plus qu'elle ne leur achète* » risquent de perdre quelques plumes. Premier investisseur étranger en Turquie depuis 1995, la France y compte 250 sociétés contre une dizaine il y a douze ans. Avec une cote d'amour au plus bas, notre pays risque de voir quelques contrats lui échapper. Les Allemands, lors des violences racistes anti-turques d'outre-Rhin et, comme on vient de le voir, les Italiens ont traversé eux aussi des périodes difficiles. « *Avec un partenaire aussi solide que l'armée turque, Renault n'a pas trop de souci à se faire* », souligne toutefois un commentateur.

Le « *mauvais coup* » des dé-

putés français donnera du punch aux « eurosceptiques », qu'ils soient islamistes, nationalistes ou... militaires, entend-on à Ankara. Il survient alors que le gouvernement met au point des réformes réclamées par Bruxelles dans le cadre de la préparation des négociations d'adhésion. Le vote de l'Assemblée nationale ne facilitera pas non plus le travail de ceux qui, comme le ministre des Affaires étrangères, Ismail Cem, veulent convaincre les Turcs que l'Europe n'est pas un « *club chrétien* ».

Les « *décus* » redoutent également que la décision française ne contrarie les travaux d'approche entrepris ces temps derniers par le ministère des Affaires étrangères afin de renouer le dialogue avec la République d'Arménie, ainsi que la réflexion sur les massacres arméniens de 1915, en cours dans les milieux universitaires. Ce réexamen, encore timide mais sans précédent, de la « *doctrine officielle* » en la matière a le mérite d'avoir démarré. « *Il est regrettable que le vote de cette loi ait lieu alors que les Turcs ouvrent ce débat sans précédent* », souligne un commentateur. « *Mais qui vient bien tard* », corrigeront les sceptiques.

## La Turquie s'indigne et menace

Istanbul : Éric Biegala

« *Les allégations sur un prétendu génocide sont absolument infondées. Cette décision est inacceptable* », a affirmé hier le premier ministre turc, Bulent Ecevit, à l'occasion d'une conférence de presse. « *Le Parlement français est totalement irresponsable. On a précipité le vote de cette loi à cause d'élections municipales, ce qui revient à caricaturer la démocratie parlementaire* », a pour sa part estimé Ismail Cem, le ministre turc des Affaires étrangères.

Pas plus que le premier ministre, le chef de la diplomatie turque n'a voulu détailler les sanctions qui pourraient désormais être prises contre la France. L'ambassadeur de Turquie à Paris a été rappelé en consultation hier matin, mais

c'est surtout sur le plan commercial que les mesures de rétorsion risquent de se faire sentir.

La Turquie ayant signé un accord d'union douanière avec l'UE en 1995, un embargo direct n'est évidemment pas possible contre les produits français. Toutefois, « *au regard des lois internationales, il est accepté qu'un pays puisse prendre des mesures concernant les appels d'offres publics et militaires* », estime le ministre des Affaires étrangères.

Malgré le ton employé, les réactions sont assez modérées si on les compare avec celles qui avaient suivi la toute première mouture du texte de loi, adopté au printemps 1998. A l'époque, plusieurs contrats d'armement avaient été immédiatement gelés par la Turquie, le temps que le vote final de la résolution soit différé par le Sénat et enterré pour un temps. Rien à voir non plus avec le tom-

bureau de menaces, toutes aussi précises les unes que les autres, qui avait suivi l'annonce d'une résolution similaire par la Chambre des représentants américaine il y a quelques mois. A l'époque, le vote américain, qui ne faisait pas de doute, avait été empêché in extremis par le président Clinton, au nom des intérêts supérieurs américains.

Reste qu'en France la loi est effectivement passée, et la Turquie peaufine actuellement sa réponse. « *Toute mesure prise pourrait apporter des contre-mesures ou des réactions qui seraient au détriment de la Turquie* », prévenait cependant le chroniqueur Sami Kohen dans le quotidien *Milliyet* de mercredi. Il est vrai que les perspectives européennes du pays semblent de plus en plus problématiques, et une brouille avec l'un des membres les plus influents de l'Union ne ferait sans doute qu'aggraver les choses.

## Arménie, devoir de mémoire

**E**N votant en dernière lecture, jeudi 18 janvier, un texte de loi qui tient en une phrase, les parlementaires français créent un événement exceptionnel : « La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915. » Avant eux, la sous-commission des Nations unies pour les droits de l'homme en 1985 et le Parlement européen deux ans plus tard avaient qualifié de « génocide » le massacre des Arméniens par les Turcs pendant la première guerre mondiale. Sous la pression de considérations diplomatiques qui n'ont pas été absentes du débat français entre les pouvoirs législatif et exécutif, la Chambre américaine des représentants a renoncé à accomplir le même geste.

On peut certes s'interroger sur la légitimité d'une Assemblée parlementaire à trancher par un vote d'un fait historique qui donne encore lieu à des controverses entre spécialistes. Mais le fait est là : en 1915 et 1916, un à deux millions d'Arméniens qui vivaient depuis des siècles dans l'Empire ottoman ont été déportés, puis assassinés par les Turcs. Le pré-

texte était la collaboration de certains d'entre eux avec l'ennemi russe, la Turquie étant alors l'alliée de l'Allemagne wilhémienne. Or les massacres avaient commencé dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et encore en 1909 sous l'impulsion des Jeunes Turcs, en révolte contre le sultan.

En 1948, l'ONU a défini le « génocide » comme la « *soumission intentionnelle [d'un groupe] national, ethnique, racial ou religieux à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle* ». Concernant les Arméniens, le crime de génocide paraît donc bien constitué. Les alliés de 1914-1918 n'hésitaient pas à qualifier l'attitude turque de « *crime contre l'humanité* », jusqu'à la disparition de cette qualification, dans le traité de Lausanne de 1923, pour les convenances de la Realpolitik.

Au lieu de menacer d'une « *crise sérieuse* » les relations franco-turques si la loi sur le génocide des Arméniens est promulguée, les autorités d'Ankara seraient mieux avisées de réfléchir sur la

contribution qu'elles-mêmes, dans le sillage de « nouveaux historiens » turcs qui commencent à secouer les tabous, pourraient apporter à la reconnaissance d'une responsabilité dans les horreurs infligées au nom de la Turquie. Ce travail de mémoire est douloureux - la France le sait trop bien pour être confrontée à ses périodes d'ombre, de Vichy à l'Algérie. Il est d'autant plus délicat qu'il touche aux fondements mêmes de la République kémaliste. Mais il est indispensable si la Turquie veut être acceptée comme une puissance européenne à part entière et, à terme, admise dans l'Union.

Le génocide des Arméniens a été le premier du XX<sup>e</sup> siècle. Tragique ironie de l'Histoire, des membres de la mission militaire allemande à Constantinople, qui avaient, en 1915, conseillé le pouvoir turc pour la déportation des Arméniens, se retrouveront vingt ans plus tard parmi les exécutants de la solution finale contre les Juifs. Il est urgent de ne pas l'oublier.

## Près de 500 000 Arméniens en France

LE FIGARO VENDREDI 19 JANVIER 2001

La communauté arménienne de France, qui compte aujourd'hui plus de 450 000 membres, est la plus importante d'Europe occidentale, selon le Centre de recherches sur la diaspora arménienne (CRDA).

Trois vagues d'immigration marquent principalement son arrivée sur le territoire : celle de négociants à Marseille au XVII<sup>e</sup> siècle, puis celle des rescapés du génocide de 1915, et enfin les ressortissants plus jeunes nés au Proche-Orient et en Turquie.

Survivants et descendants sont principalement regroupés dans trois zones géographiques. Ils sont quelque 200 000 en région parisienne, notamment à

Alfortville, dans le Val-de-Marne, surnommée « *la petite Arménie* », où un habitant sur six est d'origine arménienne. Marseille et son agglomération comptent également plus de 100 000 Arméniens. Enfin, 100 000 sont installés dans la région Rhône-Alpes, notamment à Lyon.

La communauté vit dans une assez grande pluralité politique et religieuse, une majorité restant fidèle à l'église apostolique arménienne (chrétienne orientale). Elle entretient par ailleurs un travail important de culture et de mémoire avec au moins six établissements scolaires arméniens, une centaine « *d'écoles du dimanche* » ainsi

que la création du CRDA en 1976.

Ce centre conserve des milliers de documents sur l'histoire du peuple arménien, marquée essentiellement par le génocide de 1915. Sa reconnaissance par la France était la principale revendication de toute la communauté arménienne.

A Marseille, le vote des députés a été accueilli par une véritable explosion de joie. « *C'est la fin d'une interminable bataille qui aura duré 85 ans* », confie Pascal Chamassian, président de la Jeunesse arménienne de France. La communauté arménienne de la cité phocéenne est d'une très grande diversité idéologique : « *Il y a autant d'Arméniens que de partis politiques*, affirme l'écrivain Jean Kehayan, au-

teur du livre *L'Apatrie. Et la communauté*

*n'a pas toujours été unie, ce qui a pu nuire à son combat.* »

S'ils restent attachés à leurs traditions, les Arméniens de Marseille sont parfaitement intégrés dans leurs fiefs de Beaumont (12<sup>e</sup>), Saint-Antoine (14<sup>e</sup>), Saint-Loup (10<sup>e</sup>) ou Sainte-Marguerite (9<sup>e</sup>). « *Nous devons tout de même rester vigilants* », tempère Robert Azilazian, président du Conseil de la cathédrale arménienne de Marseille. « *Je me souviens qu'en 87 lorsque le Parlement européen a reconnu la réalité du génocide, un an plus tard la Turquie faisait son entrée au sein de l'Union douanière. Quand on lâche d'un côté, on lâche aussi de l'autre.* »

Avec AFP et José d'Arrigo (à Marseille)

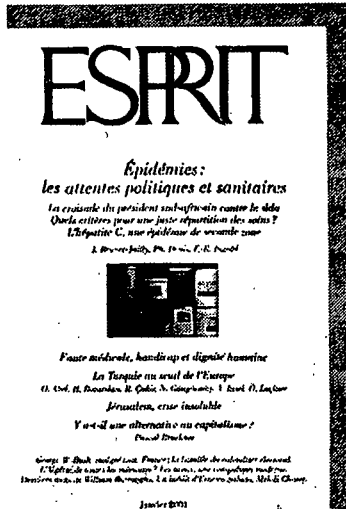
**A Marseille, le vote des députés a été accueilli par une explosion de joie**

# Un regard sur la « Turquie incertaine »

## La revue « Esprit » s'efforce de décrypter un pays à cheval entre l'Orient et l'Occident et qui continue de susciter des fantasmes chez les Européens

**POUR NOUS DONNER** à voir cette « Turquie incertaine au seuil de l'Europe », la revue *Esprit* consacre un intéressant dossier à ce pays dans son numéro de janvier 2001. La Turquie, souligne Olivier Abel, soulève immédiatement des controverses « passionnées », lesquelles témoignent de « son importance dans notre mémoire ». L'opinion publique en Europe, dénonce l'auteur, philosophe à la faculté de théologie protestante de Paris, « a trop souvent paniqué devant la montée de l'islam turc », et d'ailleurs « l'Europe se croit sécularisée mais il n'est pas faux d'estimer qu'elle se comporte parfois comme un "club chrétien" et que la Turquie représente souvent pour elle son identité négative ».

Fin observateur de la société kurde et anatolienne, Hamit Bozarslan expose un point de vue original dans un article intitulé « La crise comme instrument politique ». Il explique comment les crises à répétition qui ont secoué le pays ces dix dernières années servent avant tout, selon lui, « à cacher une autre crise, réelle cette fois-ci et tenant à l'élargissement du système politique ou à la démocratisation du système turc ». L'auteur revient ainsi sur la crise de Susurluk, du nom de ce village du centre de la Turquie où, à la faveur d'un banal accident de la



roulé en novembre 1996, on retrouvait le corps d'un mafieux recherché par Interpol au côté de celui du chef de la police d'Istanbul, et aussi un député kurde du parti de M<sup>me</sup> Ciller, le premier ministre, dans une voiture au coffre bourré d'armes, de vrais-faux papiers et de drogue. L'opinion publique turque, choquée, décide de manifester en éteignant chaque soir les lumières pendant une minute. Or « c'est dans ces conditions que l'armée (...) lance son offensive contre le pouvoir islamiste ». Brandissant une fois de plus le kémalisme comme rempart à la réaction, les militaires se joi-

gnent à la campagne « Une minute d'obscurité », non pour « dénoncer le phénomène des bandes en uniformes, mais l'"obscurantisme" des islamistes ». Quatre mois plus tard, le parti islamiste est interdit tandis qu'on oublie le scandale lui-même. Seul le chauffeur du camion soupçonné d'avoir causé l'accident sera incarcéré !

### « LOUPS GRIS »

Dans la même veine, c'est peu après les révélations sur les liens de Mesut Yilmaz, alors premier ministre, avec la mafia que commence la traque d'Öcalan, le chef kurde, finalement arrêté en février 1999. La mobilisation nationaliste qui accompagne l'affaire Öcalan va servir la cause de la droite radicale, les « Loups gris », vainqueurs des législatives qui se tiennent en mai. Certes, ces crises n'ont pas toujours été montées de toutes pièces « par une force obscure chargée de les fabriquer », explique le chercheur, mais « elles gagnent une ampleur sociale explosive par l'usage qui en est fait ». A qui profitent-elles ? Aux militaires du Conseil national de sécurité (MGK), dont elles renforcent le poids. En fait ces crises « constituent en réalité une réponse à UNE crise, bien réelle, qui s'exprime sous forme de demande d'élargissement de l'espace politique, de démocratisation et d'une solution

pacifique à la question kurde ».

Enfin, l'article de Nilüfer Güngörüm « la Turquie des hommes et la Turquie des femmes » livre un point de vue éclairant sur les rapports entre les deux sexes. Chaque femme, dit-elle, se pose « tous les matins avant de sortir » la question de savoir si la Turquie est en Orient ou en Occident, de crainte de se retrouver avec une tenue « non convenable pour tel ou tel quartier ». Elle souligne le contraste entre la rue et la maison et le compare à l'opposition, chère à l'Extrême-Orient, entre le yin et le yang. La rue est le domaine de prédilection de l'homme tandis que la femme « est responsable de la maison », les interférences étant exclues. « Les femmes ne laissent jamais les hommes entrer dans la maison avec leurs souliers sales tandis qu'aucune présence féminine ne peut empêcher les hommes de pisser et de cracher dans les rues. »

Marie Jégo

Le Monde

19 JANVIER 2001

## Un Français d'origine kurde arrêté à Istanbul, selon les Kurdes de Paris



PARIS, 19 jan (AFP) - 17h42 - Un Français d'origine kurde a été arrêté mardi à l'aéroport d'Istanbul et incarcéré le lendemain à la prison Bayrampasa, dans la même ville, a annoncé vendredi l'Institut kurde de Paris, à vocation culturelle.

Zeki Budak, chirurgien-dentiste installé depuis 1992 à Rouen (Ouest de la France) et naturalisé français, est présenté par l'Institut kurde comme un ancien militant de "l'action politique pacifique".

Son arrestation a été confirmée par le consulat de France à Istanbul qui a précisé qu'il avait eu accès à un avocat.

Selon l'Institut kurde, Zeki Budak avait été contraint de quitter la Turquie en 1992 "à la suite de l'assassinat de trois de ses frères par les forces paramilitaires turques". "Menacé de mort par la police politique (MIT), condamné à 3 ans et six mois de prison par une cour de sûreté pour avoir soigné des terroristes", il s'était réfugié en France", a précisé l'Institut.

Selon cette source, le dentiste s'était rendu en Turquie cette semaine pour rendre visite à son père malade, car il croyait bénéficier de l'amnistie de cette condamnation.

La justice turque l'accuserait d'être "être l'un des responsables du PPK (le Parti des travailleurs du Kurdistan, rébellion kurde) à Cologne (Allemagne)", selon ses avocats cités par l'Institut kurde de Paris.

Zeki Budak, marié à une Française et père de trois enfants, est au contraire "l'un des intellectuels kurdes les plus critiqués à l'égard du PKK", affirme l'Institut kurde, dans un communiqué.

## Iraq Still Prominent, Hussein Asserts

By Howard Schneider , Washington Post January 18, 2001 ; Page A16

CAIRO, Jan. 17 – Still in power after a decade in which a U.S.-led war destroyed much of his country's military and U.S.-backed sanctions crippled its economy, Iraqi President Saddam Hussein today reasserted Iraq's place in the Arab world and linked his country's travails to the Palestinian conflict with Israel.

In a taped, televised speech marking the 10th anniversary of the start of the Persian Gulf War, Hussein appealed for Arabs to unite against foreign influence in the Middle East and called for the liberation of Palestinian lands from "the river to the sea" – an allusion to Israel's destruction.

"After the immortal Mother of All Battles, and after the children, youth and the aged of Palestine, men and women, have faced the weapons of the U.S. and Zionism with stones," Hussein said, "can fear find its way to the heart of any Arab?" The address mingled religious imagery about the United States and other "followers of Satan" with prideful language about Iraq's – and his regime's – durability.

"The missiles and bombs of aggression hit everything material and suitable as targets for their weapons," Hussein said of the allied air bombardment that began 10 years ago today and continued until land forces pushed Iraqi invaders out of Kuwait. Despite the punishment, and the economic sanctions that continued after the war, "Iraq has remained, the people have remained, the army has remained," the Iraqi leader said.

His address omitted the harsh language he has often used in discussing the participation of Egypt, Syria and other Arab countries in the U.S.-led military coalition that ended Iraq's brief occupation of Kuwait. Instead, he focused on asserting that Iraq still holds a prominent place among its Arab neighbors. "The Arab nation is our nation," Hussein said. "We belong to it, and it belongs to us. It is our pride and our strength. It is our depth, and Iraq is its depth." The remarks came at a comparative high point for Hussein and his country. After a decade in which Iraq's economy has been crushed by sanctions, its grip on portions of its territory has been loosened, and its capital has been subjected to missile attacks, the country is now enjoying the fruits of stronger oil prices and gradual but steady political rehabilitation. Hussein himself, the subject of rumors that he is dying of cancer or has suffered a massive stroke, has frequently been shown on Iraqi television as a picture of strength – meeting with his cabinet or, at a recent military parade, firing one-handed rifle shots.

With Gulf War memories of his decision to fire Scud missiles at Israel still lingering, Hussein is hailed today as a hero by Palestinians engaged in new clashes with the Jewish state. His donations of cash to the Palestinian cause have cemented his image in the West Bank and Gaza Strip as the Palestinians' best Arab ally.

He remains estranged from Kuwait and Saudi Arabia, which are still wary of Baghdad's repeated territorial threats. Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz said this week that Kuwait "got what it deserved" when Iraq invaded the emirate in 1990, because it was undermining Iraq's oil prices and stealing Iraqi oil by drilling underneath their common border. The president's son, Uday Saddam Hussein, a member of parliament, meanwhile suggested this week that parliamentary maps be modified to include Kuwait "as part of larger Iraq." But Iraq's isolation from other Arab states is easing. Iraqi Vice President Taha Yassin Ramadan is in Egypt this week to sign a free trade agreement, and Iraq has been working with Syria, a traditional foe, on restoring a pipeline that could help Iraq further skirt an international embargo.

The embargo itself, which still limits how much oil Iraq can sell and what it can buy with the revenue, has become less of a financial and political problem. Between high world oil prices and the easing of U.N. restrictions on the amount Iraq can sell, Iraqi oil receipts have skyrocketed to the point where the country has \$12 billion resting in U.N.-monitored accounts.

"U.N. sanctions are eroding, and Saddam thinks he is becoming stronger while the United States is becoming more isolated," Patrick Clawson, research director at the Washington Institute for Near East Policy, wrote recently. It suggested that Iraq's emerging ties with Syria, the pressure it can exert on Jordan and its ability to radicalize Arab public opinion could pose a renewed threat to Israel. The Iraqi leader is not, however, completely unfettered. At the end of the war, he agreed to dismantle the country's chemical, biological and nuclear weapons programs. He allowed teams of U.N. weapons monitors to oversee the process; economic sanctions were designed to ensure compliance.

Since Iraq kicked the inspectors out in 1998, that arrangement has been dormant. But Secretary of State-designate Colin L. Powell, who chaired the Joint Chiefs of Staff during the War, has announced his hope to "energize" sanctions to ensure Iraqi compliance with the weapons regime. U.N. officials, meanwhile, are to open new discussions with Iraq in February about a possible return of inspectors. The U.S. government has also pledged \$12 million to help Iraqi opposition groups and recently proposed that the money be used to smuggle humanitarian supplies and propaganda into Iraq. But Hussein's government insists that the inspectors will never return and scoffs at the notion that exiled opposition leaders could crack their grip on power.

"Iraq has triumphed over the enemies," Saddam said today. "It will triumph in all the remaining rounds."

## French Legislation Calls Armenians' Deaths Genocide

Times - 19 Jan 2001

By JOHN-THOR DAHLBURG, Times Staff Writer

PARIS—In a landmark victory for the Armenian diaspora, France on Thursday became the first major Western nation to pass legislation branding as genocide the deaths of up to 1.5 million Armenians at the hands of the Ottoman Turks during and after World War I. As well as setting the historical record straight, in the view of Armenians, the legislation could open the floodgates to lawsuits against Turkey and demands for large-scale legal compensation akin to that paid to Jewish victims of the Nazi Holocaust.

Turkey reacted instantly to the unanimous vote in the National Assembly, recalling its ambassador to France for consultations. "This law, greeted with great disappointment by the Turkish people, is going to seriously and durably damage Turkish-French relations and could cause a serious crisis," the Turkish government said in a communique. In October, Republican leaders in the U.S. House of Representatives abruptly canceled a vote on a similar resolution after President Clinton warned that it could harm relations with Turkey, a key North Atlantic Treaty Organization ally and longtime friend at the strategic crossroads of Europe, Asia and the Middle East. French Foreign Minister Hubert Vedrine had voiced grave qualms last year over the action, which could set France and Turkey at loggerheads, as well as harm French business interests. Many lawmakers insisted Thursday that their decision shouldn't be taken as a hostile act against present-day Turkey. The text they adopted, in fact, made no specific mention of Turkey, saying only that "France publicly recognizes the Armenian genocide of 1915." "By approving such a text, in no way are we condemning a country that is knocking on the door of the European Union," said Francois Rochebloine of the center-right Union for French Democracy, who sponsored the bill. "Quite to the contrary, this is tracing for [Turkey] the way of an opening toward respect of human rights and the establishment of confident relations with its neighbors."

In Turkey, some observers worried that the resolution plays into the hands of the anti-European lobby in that country. Hrant Dink, an ethnic Armenian and the managing editor of the Turkish-Armenian Agos newspaper, said: "I don't understand what France is trying to do. What is Europe trying to do? On the one hand, a Europe that invites Turkey—on the other, one that seeks to alienate Turkey at all costs without openly saying so. "I don't want the Armenian people to become a political pawn between governments. For me, it is a thousand times more valuable and important for the Turkish to investigate their own past honestly and openly, to show empathy with the Armenians, than for a thousand European parliaments to pass a genocide resolution."

Only about 50 of the 577 members of the National Assembly, the lower house of France's bicameral legislature, were present for the vote Thursday. The deputies gave themselves a standing ovation. Outside Parliament, hundreds of men and women of Armenian origin gathered to clap and to shout, "Thank you, France!" The measure, which had been under debate in the French Parliament for 2 1/2 years, passed the Senate in November. President Jacques Chirac must sign the legislation for it to become law. Asked Thursday if Chirac would do so, Patrick Devidjian, spokesman for the president's Rally for the Republic Party and a Frenchman of Armenian descent, replied, "Of course." "When the United States has recognized the Armenian genocide, Turkey will have to do the same itself—that's the ultimate goal," Devidjian said. "From that moment on, a page in history will have been turned, and a different kind of relation can begin between the survivors and Turkey."

At a news conference, Ara Krikorian, president of the Defense Committee for the Armenian Cause, said he hopes that the legislation will mean that people questioning the reality of the Armenian genocide could henceforth be prosecuted under the same legislation that makes it a crime in France to deny the Nazi campaign to annihilate European Jewry. He said school history books also should be revised to mention the Armenian genocide more explicitly. From 1915 to 1923, according to most historians, the Ottoman Empire, then in its death throes, organized massacres and large-scale deportations of Armenians to Syria. The Armenians were accused of collaboration with Russia, which occupied northern Turkey. The Armenians put the number of lives lost at 1.2 million to 1.5 million. Turkey has denied that a genocide of its ethnic Armenians took place. Although Turkey acknowledges that as many as 600,000 Armenians were left dead, Turkish officials say most died of exposure to the elements and starvation during their forced displacement by Ottoman forces.

In 1994, the Belgian Senate referred to the genocide at a time when Brussels was appalled by massacres in Rwanda. In 1996, Greece's Parliament designated April 24 as a day to remember the "genocide of Armenians by the Turkish regime." Two months ago, the Italian Chamber of Deputies adopted a resolution asking Italy's government to

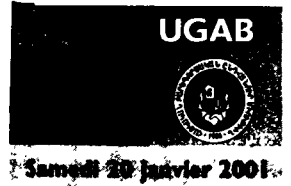
request that Turkish authorities recognize the Armenian genocide before Turkey can join the European Union. Turkish officials, however, said Thursday's action was the most direct and potentially damaging of the actions. The widespread fear in Ankara, the Turkish capital, is that other European parliaments will follow France's lead—and that members of the Armenian diaspora whose relatives died or were forced to flee Turkey between 1915 and 1923 might file compensation and territorial claims against the Turkish government. \*\*\* Special correspondent Amberin Zaman in Ankara contributed to this report.



GÉNOCIDÉ

# Devoir accompli

L'Assemblée nationale a confirmé jeudi 18 janvier le vote du Sénat



**A** l'unanimité, bis repetita. Comme ils l'avaient fait en mai 1998, les députés ont voté d'une seule voix la proposition de loi à l'article unique, qui dispose que «la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915». Jeudi 18 janvier, en fin de matinée, les députés, les organisations et les membres de la communauté arménienne de France ainsi que leurs amis, avaient tous la sensation de quitter l'enceinte de l'Assemblée nationale avec la satisfaction du devoir accompli. Reste à présent une dernière étape à franchir : la promulgation dans les quinze jours suivant le vote de l'Assemblée nationale, par le président de la République, de la loi sur la reconnaissance du génocide arménien. Début février, en principe, une page devrait donc être définitivement tournée.

C'est devant une cinquantaine de parlementaires et des travées remplies d'Arméniens que la séance a débuté à 9 h, comme prévu, avec l'intervention du rapporteur de la proposition de loi, le député UDF de la Loire François Rochebloine. Celui-ci a tenu d'abord à remercier tout spécialement Philippe Douste-Blazy et ses collègues du groupe UDF, d'avoir accepté spontanément l'inscription de ce texte dans le cadre de la niche parlementaire.

Après une évocation succincte des faits historiques, puis un rappel des dernières avancées du processus de reconnaissance internationale du génocide arménien, M. Rochebloine a souligné les difficultés qui ont dû être surmontées au Sénat pour arriver au vote du 8 novembre dernier. Ce jour-là, «pour la première fois, des sénateurs de tous les groupes parlementaires de la Haute Assemblée déposaient de concert une proposition de loi».

Mais si les débats du Sénat «n'ont pas du tout reflété les clivages politiques traditionnels», M. Rochebloine a fait observer qu'«aucun des orateurs hostiles au vote de la proposition de loi n'a émis de doute sur la réalité du génocide de 1915». «Ils se sont interrogés, a-t-il poursuivi, sur le bien-fondé d'une telle démarche au regard des intérêts de la paix dans le Caucase, et ont soutenu que les timides ouvertures diplomatiques entre la Turquie et l'Arménie souffriraient grandement des tentatives de cette dernière d'obtenir des Parlements nationaux la reconnaissance juridique du génocide.» Or, pour M. Rochebloine, «falsifier la mémoire entrave le deuil et nuit aux tentatives de réconciliation. Comment construire une paix durable entre les peuples sur le déni de pages sombres de leur histoire?».

Le deuxième argument invoqué par les adversaires de la proposition de loi tient aux conséquences que l'adoption du texte entraînerait sur les relations franco-turques : voter cette reconnaissance n'équivaut pas à une condamnation de la Turquie, rétorque François Rochebloine; c'est au contraire une façon de lui tracer «la voie de l'ouverture vers le respect des droits de l'homme et l'établissement de relations confiantes avec ses voisins».

Sur l'argument économique et les menaces de représailles, M. Rochebloine adopte une position des plus claires : «je persiste à croire qu'il vaut mieux perdre un, voire des marchés, que de perdre son âme. Sinon, à quoi bon revendiquer d'être la Patrie des droits de l'Homme?», s'interroge le rapporteur de la proposition de loi.

Autre question soulevée : l'anticonstitutionnalité de la loi, qui serait due au fait que le Parlement n'est pas habilité à qualifier l'histoire. Si le texte revêt un caractère «déclaratif et symbolique», puisqu'«aucune sanction n'est prévue en cas de négation du génocide arménien», son dispositif «démontre l'existence d'une volonté politique de la représentation nationale de participer à la lutte contre l'oubli, et n'exclut pas à l'avenir la reconnaissance d'autres génocides». M. Rochebloine démonte cet argument, en soulignant que le Parlement a adopté récemment la loi sur la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie, ou sur l'esclavage.

En France, rappelle M. Rochebloine, le devoir de mémoire s'est «progressivement imposé» : le président de la République «a donné l'exemple» en 1995 à propos de la rafle du Vel d'Hiv, le premier ministre «l'a publiquement évoqué» à propos de la guerre d'Algérie, car «aucun pays n'échappe durablement à son passé». «Oui, souligne M. Rochebloine, la reconnaissance du génocide arménien par le Parlement français participe à ce devoir de mémoire. Hommage sera ainsi rendu aux victimes de cette tragédie.»

Au terme de son intervention - durant laquelle il n'a pas souhaité revenir «sur les responsabilités partagées qui furent à l'origine du blocage» au Sénat -, François Rochebloine a une pensée pour «tous [ses] amis français d'origine arménienne», sans lesquels «[son] engagement dans ce combat pour la vérité n'aurait pas la même dimension».

## Le vote d'aujourd'hui "ne vaut ni pour le présent, ni pour l'avenir"

Lui a succédé au micro le représentant du gouvernement, le ministre des Relations avec le Parlement Jean-Jack Queyranne. Il a rappelé qu'au lendemain de la décision du Sénat, l'Elysée et Matignon ont fait savoir dans un communiqué commun que ce vote, «qui relève de la seule responsabilité du pouvoir parlementaire, ne constitue pas une appréciation sur la Turquie d'aujourd'hui».

Après avoir décrit le processus d'intégration en France des rescapés de cette «barbarie organisée», M. Queyranne s'est dit convaincu que «les représentants des Français d'origine arménienne qui militent depuis de nombreuses années pour la reconnaissance par la France du génocide arménien ne sont pas animés d'un désir de vengeance ou de revanche. Simplement, ces enfants et ces petits-enfants de déracinés ne peuvent oublier».

Mais le respect des sentiments éprouvés par les descendants des rescapés «ne nous exonère pas d'une interrogation», affirme le représentant du gouvernement : «s'il prend force de loi, quelle sera la portée concrète, juridique, d'un texte dont chacun admet le caractère déclaratif?». M. Queyranne a rappelé les

réserves qui avaient été formulées en octobre dernier par le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, quant à l'«opportunité» d'une démarche législative.

La politique extérieure «doit être menée au regard de l'histoire, de ses tragédies», poursuit le ministre des Relations avec le Parlement, «mais en tenant compte aussi de la réalité du monde d'aujourd'hui». Le gouvernement français «œuvre à la stabilité entre les Etats et encourage la réconciliation entre les peuples», notamment dans cette région du monde comprise «entre la Méditerranée et la mer Caspienne, région au destin tourmenté où affluent en permanence les conflits entre nations». La politique de la France, a réaffirmé M. Queyranne, «vise à éradiquer les causes des conflits, à surmonter les antagonismes, à faire progresser la coexistence et la coopération entre les peuples concernés».

C'est ainsi que la France, «amie de l'Arménie et de la Turquie», souhaite la «réconciliation» entre les deux pays, ainsi que celle «entre l'Arménie et ses autres voisins».

La France, «l'un des premiers pays à avoir reconnu la République d'Arménie», estime qu'il est de l'intérêt de l'Arménie d'instaurer «des liens de coopération et de compréhension mutuelle avec ses voisins, notamment la Turquie et l'Azerbaïdjan».

Quant à la Turquie, elle doit être aidée par la France et l'Europe à «consolider son évolution dans le sens de l'ouverture et de la modernité». Paris continuera à «œuvrer pour l'approfondissement du dialogue» entre Ankara et l'Union européenne, dans le cadre du «partenariat d'adhésion» adopté lors du sommet de Nice, en décembre dernier. Mais ce geste effectué en direction de la Turquie suppose «qu'elle s'engage avec détermination sur la consolidation de la démocratie et du respect des droits de l'homme».

Avant de conclure, Jean-Jack Queyranne «a réaffirmé, au nom du gouvernement, son amitié profonde tant avec le peuple arménien qu'avec le peuple turc». S'adressant enfin aux députés, il leur a clairement signifié que le vote d'aujourd'hui «ne vaut ni pour le présent, ni pour l'avenir», et «ne peut être un acte d'accusation». «La voix de la France est écoutée dans la région, a-t-il rappelé. Loin de stigmatiser, elle doit chercher à apaiser», a-t-il indiqué dans son message «de réconciliation et de paix».

## "Nous avons le devoir de reconnaître le génocide arménien"

La fin de l'intervention de M. Queyranne marquait par-là même le début de la véritable discussion sur la proposition de loi. C'est Jean-Pierre Foucher (UDF) qui a ouvert les débats, en soulignant que «l'heure est à la réconciliation», à condition qu'une politique de paix soit «fondée sur la reconnaissance du génocide». «C'est une base claire et saine pour fonder la coopé-

ration franco-turque et garantir l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne», a-t-il affirmé.

Pour Georges Sarre (RCV), le fond du débat, c'est le «sens» de cette reconnaissance du génocide arménien. Il s'agit à la fois de rétablir une «*évidence historique*», mais aussi de «*rendre hommage à la mémoire collective tragique des Français d'origine arménienne*». M. Sarre répond aux Turcs qui ont exprimé leur inquiétude quant à l'adoption de ce texte de loi. «*Loin d'avoir pour objectif - comme certains le pensent à tort - de blesser la nation turque, la France, en reconnaissant les événements de 1915 pour ce qu'ils furent, entend surtout contribuer à la réconciliation entre la Turquie et l'Arménie d'aujourd'hui, et à l'établissement d'une paix durable entre ces deux démocraties.*»

Roland Blum (DL), qui a choisi d'évoquer la tragédie de la province du Daron pour débiter son intervention, prévient la Turquie menaçante que «*la France n'a pas de leçons à recevoir d'un gouvernement dont les méthodes de traitement des prisonniers politiques, comme de droit commun, datent du XIX<sup>ème</sup> siècle*». Le député des Bouches-du-Rhône repousse l'idée selon laquelle le chef de l'Etat pourrait ne pas promulguer la loi. Deux cas de figure peuvent pourtant accréditer en théorie cette hypothèse : la saisine du Conseil constitutionnel, ainsi qu'une demande de deuxième délibération de la loi par le président de la République. M. Blum, qui ne croit ni à l'une ni à l'autre de ces deux possibilités, demande pour conclure l'extension du champ d'application de la loi Gayssot du 13 juillet 1990, qui sanctionne jusqu'à présent les seuls négationnistes du génocide juif.

Jean-Paul Bret (PS) a regretté de son côté les «*tergiversations*» que ce texte a suscitées pendant deux ans et demi chez les sénateurs. «*Nous y sommes arrivés*, a-t-il dit, *grâce au combat sans relâche et à la pugnacité de quelques-uns d'entre nous et grâce à l'inlassable mobilisation de la communauté arménienne de France.*» Le député de Villeurbanne apporte sa contribution au débat sur le rôle du Parlement dans la qualification de l'histoire. «*Nous ne légiférons pas sur l'histoire*», a affirmé M. Bret. «*Par le vote d'une telle loi, il était seulement demandé à la République de faire œuvre de justice et de vérité*», a-t-il ajouté en reprenant les termes de Philippe Videlier, historien au CNRS. Après s'être incliné devant la mémoire de Missak Manouchian, Jean-Paul Bret a rendu un hommage vibrant aux intellectuels et démocrates turcs, «*engagés dans un combat quotidien et sans merci en faveur du droit, tout simplement parce qu'ils ont une conscience, qu'ils aiment les hommes, l'histoire et la vérité*». Pour M. Bret, «*retarder plus encore notre acte de reconnaissance n'était pas digne de leur action, et nous aurait amenés malgré nous à faire le choix de leurs adversaires, c'est-à-dire ceux qui nient*». Reconnaître le génocide arménien, «*c'est l'admettre pour vrai, c'est interdire la négation, c'est condamner l'histoire, c'est apaiser les morts, c'est faire le deuil d'hier, c'est sauver la mémoire, c'est vivre sans cauchemars*». «*Nous avons le devoir de reconnaître le génocide arménien*», a-t-il souligné, pour que l'on ne parle plus d'un «*génocide oublié*».

### «Les fonctions gouvernementales obligent souvent à la schizophrénie»

Patrick Devedjian (RPR) accuse le gouvernement

d'avoir «*trahi sa parole*» : il rappelle que M. Masseret, son représentant lors des débats du 29 mai 1998, avait déclaré que le gouvernement «*donnera suite*» au texte que l'Assemblée va voter. Ironisant sur les «*circonlocutions*» qui ont émaillé les deux ans et demi de blocage au Sénat, il reconnaît que «*les fonctions gouvernementales obligent souvent à la schizophrénie*». M. Devedjian note que M. Queyranne s'est beaucoup plus adressé «*à la Turquie qu'aux victimes*», et n'a cité le mot de «*génocide*» que par un détour de phrase qui l'attribuait à d'autres. Quant à la Turquie, c'est une «*bien pauvre politique*» que de «*l'encourager dans son négationnisme*». Or, il est «*impossible de séparer le négationnisme de l'Etat turc de son attitude actuelle à l'égard de sa propre population, des droits de l'homme bafoués, de la répression terrible de la minorité kurde, de l'occupation militaire scandaleuse de Chypre contre toutes les condamnations de l'ONU et du blocus qu'Ankara impose aujourd'hui encore à l'Arménie*». Pour Patrick Devedjian, le négationnisme est «*la poursuite d'une ancienne haine*», car «*il n'y a jamais eu en Turquie quelque chose de comparable à la dénazification*». La négation du génocide, c'est «*le stade final du génocide*». C'est pourquoi il exhorte ses collègues députés à avoir «*le courage d'imprimer la vérité dans le journal officiel de la République*».

Puis Roger Mei (PC), qui a rappelé «*l'appui constant*» des communistes, «*fidèles à leurs engagements exprimés dès 1965*» par l'interpellation de Guy Ducloné, a indiqué que son groupe votera la proposition de loi.

André Santini (UDF), avec sa verve et son éloquence habituelles, sans la moindre note, a centré son propos autour de deux idées. La première se résume à un «*message d'amour*» à l'adresse de la communauté arménienne de France; la deuxième tient en un «*message d'espoir*» en direction de la Turquie, qui demande à entrer dans l'Europe.

Sylvie Andrieux-Bacquet (PS) s'est attardée tout particulièrement sur l'histoire du mouvement arméno-philie en France. Elle a expliqué comment celui-ci informé l'opinion publique française sur la situation tragique des Arméniens dans l'Empire ottoman, et de quelle manière il a essayé de «*contrecarrer l'action des milieux d'affaires français qui, pendant les massacres, usèrent de leur influence pour organiser la conspiration du silence*».

### Un devoir de mémoire "qui vaut pour toute l'humanité"

Guy Teissier (DL) a voulu rendre hommage aux victimes de la tragédie ainsi qu'à leurs descendants. «*Dire du passé qu'il n'a jamais existé est bien pis que la torture ou la mort. Nier ce génocide, c'est vouloir faire une nouvelle fois disparaître le peuple arménien, son histoire, sa mémoire et le patrimoine que celui-ci représente pour l'humanité*», a souligné M. Teissier. Et puisqu'il est question du devoir de mémoire, il faut agir pour que ce crime s'inscrive dans notre conscience collective, de manière à servir d'enseignement, en condamnant les autres génocides de par le monde et en empêchant que se reproduisent des actes aussi monstrueux.»

Janine Jambu (PC) rappelle que la démarche des parlementaires «*ne vise pas à jeter l'anathème sur la Turquie*», avec laquelle elle souhaite que se dévelop-

pent «*des coopérations utiles aux populations turques*». Mais elle appelle la France à assurer à l'égard du peuple arménien «*un devoir de mémoire qui vaut pour toute l'humanité*».

Renaud Muselier (RPR) voit dans cette reconnaissance un «*geste d'amitié*» envers le peuple arménien, qui «*a souffert dans sa chair et a été privé d'une partie de ses racines*». C'est également une affaire de «*dignité*» : peut-on mettre dans la même balance «*la défense d'intérêts économiques et la condamnation d'actes de barbarie*» ?

Michèle Rivasi (apparentée PS) a rendu hommage à la «*ténacité*» de la communauté arménienne de France et de ses organisations, pour souligner qu'en votant cette proposition de loi, le Parlement français «*fera œuvre de justice, de reconnaissance et de paix dans le monde*».

Rudy Salles (UDF) a commencé son propos par une impression personnelle, en exprimant son émotion d'avoir rencontré à Nice, le lendemain du vote du Sénat, une femme âgée aujourd'hui de 87 ans, la fille de Roupen Sévag, assassiné durant le génocide. Cette femme, orpheline dès l'âge de 2 ans, a expliqué qu'«*au fond de son cœur, au fond de son âme, cette déchirure resterait définitivement ouverte et douloureuse*». Au-delà de ce témoignage, «*combien de familles anéanties, combien de vies brisées !*». D'où l'importance de la reconnaissance de ce génocide pour

les parlementaires, qui ont été «*soumis à des pressions considérables par quelques groupes qui ont su utiliser Internet à l'excès*». M. Salles confie avoir reçu «*des milliers de courriers électroniques, envoyés toutes les deux minutes environ, pour nous intimer de ne pas légiférer sur le sujet*». A ces groupes de pressions, «*peu nombreux mais très organisés*», Rudy Salles réplique qu'en France «*le Parlement est libre et n'agit pas sous la contrainte*». Ce type de procédé, ajoute M. Salles, est même «*le meilleur moyen pour nous motiver encore davantage*». Il voit pourtant dans la démarche des parlementaires français «*une perche tendue*» à la Turquie d'aujourd'hui, pour qu'à son tour ce pays «*fasse son devoir de mémoire*». Rudy Salles a achevé son intervention en citant des vers de Charles Aznavour, extraits de sa chanson «*Ils sont tombés*», composée en 1975, à l'occasion de la commémoration du 60<sup>ème</sup> anniversaire du génocide arménien.

Jean-Pierre Blazy (PS) considère que ce texte renferme «*un message de soutien et d'espoir*» à tous les démocrates turcs qui «*se battent pour les droits de l'homme*»; il constitue également «*une réponse cinglante aux responsables turcs*» qui menacent aujourd'hui la France de «*représailles*» sur le plan économique.

Jean-Bernard Raimond (RPR) souligne que la démarche qui consiste à inscrire le génocide dans les lois de la République, est «*non seulement nécessaire pour la communauté arménienne, française et internationale, mais aussi pour la Turquie*». L'ancien ministre des Affaires étrangères pose le «*préalable*» de la reconnaissance par Ankara du génocide arménien à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

### Jeudi 18 janvier 2001, 12 h 05 : le Parlement reconnaît le génocide

Au-delà de cet acte politique, qui confirme qu'«*on ne construit rien sur le mensonge et sur l'oubli*»,

Pierre Lellouche (RPR) appelle le Parlement à «s'émanciper un petit peu en matière de politique étrangère». A côté de la «stabilité» prônée par l'exécutif, il y a «la justice et la mémoire que portent en eux les peuples, et que parfois leurs représentants peuvent utilement rappeler». «L'heure est peut-être venue, lance M. Lellouche en forme de vœu, pour une réflexion sur l'introduction d'un droit de résolution dans nos Assemblées, et plus généralement, pour une association plus étroite de nos Assemblées à la

conduite de notre politique étrangère et de défense.»

Pour Christian Estrosi (RPR), cette loi «ne dissoudra jamais la trace indélébile du sang des ancêtres [des Arméniens] dans la mémoire de l'humanité». En rendant sa dignité au peuple arménien, les députés réuniront néanmoins «les conditions de la réconciliation» entre Arméniens et Turcs.

Plusieurs autres députés s'exprimeront ensuite sur l'article unique, parmi lesquels René Rouquet (PS), rapporteur de la proposition de loi le 29 mai 1998, aux

yeux duquel ce jour constitue «l'honneur des députés français, pour l'accomplissement du travail qu'ils avaient commencé».

Au terme des débats, la proposition de loi «la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915» est mise aux voix. Comme prévu, elle recueille lors du vote à main levée l'unanimité de la cinquantaine de députés présents dans l'hémicycle. Il est 12 h 05, en ce jeudi 18 janvier 2001 : le Parlement français a reconnu le génocide arménien de 1915. ●

## Accusés de génocide, les Turcs se demandent comment parer au prochain coup



19 janvier 2001,

ANKARA, 19 jan (AFP) - Confrontée une fois de plus à l'accusation par un parlement étranger d'un génocide perpétré contre les Arméniens sous l'Empire ottoman, la Turquie s'interroge sur les moyens de mieux faire valoir son point de vue pour empêcher un effet boule de neige.

Les Turcs craignent que la reconnaissance du génocide arménien de 1915 par le parlement français jeudi n'ait un effet d'entraînement auprès d'autres assemblées européennes mais aussi aux Etats-Unis, où le président Bill Clinton n'avait réussi qu'in extremis à arrêter une résolution en ce sens au Congrès, en octobre.

Le gouvernement et la diplomatie turques se font depuis régulièrement étriller, et cette fois encore lors du vote français, pour leur inactivité et leur inefficacité devant le surgissement régulier de la question.

Plusieurs éditorialistes soulignaient vendredi le besoin urgent de mettre en place une stratégie: "La Turquie devrait agir pour créer une nouvelle approche envers la question arménienne avec toutes ses institutions", relevait Sami Kohen, dans le quotidien Milliyet.

Deux axes se dégagent dans les propositions pour une stratégie d'autodéfense: un rapprochement avec l'Arménie, un débat ouvert entre historiens.

Pour Taner Akcam, sociologue et historien turc à l'Université de Hambourg, "si la Turquie s'attaque à la recherche d'une solution à ce problème directement avec l'Etat arménien, il n'y aura plus besoin pour les Parlements étrangers de mettre ça à leur ordre du jour".

"La seule manière pour la Turquie de se réapproprier ce sujet est de le banaliser, de rendre le débat possible. Elle doit aussi faire les gestes nécessaires pour mettre fin à la douleur du peuple arménien", a-t-il dit à l'AFP.

Iter Turkmen, ancien ambassadeur, estime qu'il est "facile, après coup, de critiquer tel ou tel pour ce qui n'a pas été fait alors pour éviter cela. Mais il n'y a probablement pas moyen de mettre un point final à ce débat, parce qu'il n'y a pas d'histoire véritablement objective", a-t-il dit à l'AFP.

"Je pense qu'une sorte de +comité vérité et réconciliation+, pouvant être établi par des organisations non gouvernementales, historiens des deux parties, représentants des minorités de Turquie et de la diaspora, et intellectuels pourrait être créé. Non pas dans l'idée de donner une réponse définitive, mais pour instaurer une plate-forme où chacun pourrait exposer son point de vue".

"Ce qui doit être fait, c'est nous réveiller et nous embarquer dans une campagne académique pour prouver que nous avons raison", estimait le journaliste Mehmet Ali Birand dans le quotidien de langue anglaise Turkish Daily news.

"Ouvrons vraiment et honnêtement nos archives (ottomanes). Montrons que nous n'avons aucune raison d'avoir peur. Réunissons des chercheurs et créons une commission, en invitant les tenants des revendications arméniennes à s'y joindre", lançait-il.

Le député européen Daniel Cohn-Bendit, co-président de la Commission parlementaire mixte Europe-Turquie, avait de son côté proposé en novembre à la Turquie d'organiser un symposium historique avec l'Arménie et l'Europe sur la question du génocide, après l'adoption par le Parlement européen d'une motion demandant à la Turquie de le reconnaître.

Les massacres et déportations d'Arméniens de 1915 à 1917 ont fait 1,5 million de morts selon les Arméniens, entre 300.000 et 500.000 selon les Turcs.

Ces derniers rejettent catégoriquement la thèse d'un génocide, faisant valoir une répression exercée à l'encontre d'une minorité dont certains membres s'étaient alliés à la Russie en pleine Première Guerre mondiale, et rappelant que des Turcs ont aussi été massacrés par les Arméniens.

# Appels au boycottage de la France

LE FIGARO SAMEDI 20 - DIMANCHE 21 JANVIER 2001



Des Turcs scandant des slogans anti-français et anti-arméniens ont manifesté vendredi, à Ankara, en signe de protestation. (Photo Burhan Ozbilici/AP.)

L'adoption en France d'une loi reconnaissant le génocide arménien a provoqué hier des manifestations d'hostilité et des appels au boycottage économique et culturel en Turquie. Le président Ahmet Necdet Sezer a appelé son homologue Jacques Chirac et le gouvernement français à « agir » pour rendre « inefficace » la loi, en déposant un recours devant le Conseil constitutionnel.

« Cette loi va sûrement avoir des répercussions très défavorables sur les relations turco-françaises », a souligné le porte-parole de la présidence.

Istanbul :  
Éric Biegala

« Adieu France », titrait hier le quotidien *Hürriyet*, qui, pour l'occasion, s'exprimait en français. Exaspération, sarcasmes, appels au boycottage des produits français ou à la suppression de tout lien économique, culturel et diplomatique avec Paris rivalisaient avec les appels au sang-froid.

La presse n'est pas unanime, sauf en ce qui concerne la condamnation du vote stricto sensu.

Editorialistes et chroniqueurs épinglent le Parlement français pour ce qui apparaît comme une intervention politique dans une dispute historique. « Il y a deux poids, deux mesures en France : on s'accorde pour laisser les historiens juger du rôle du pays en Algérie et on vote une loi reconnaissant le génocide arménien », relève ainsi le quoti-

dien *Milliyet*. Parmi les plus virulents, le commentateur Oktay Eksi, de *Hürriyet*, propose de couper tout contact avec la France, de lui « administrer une gifle » pour prévenir toute autre tentative de reconnaissance du génocide. « Sinon, les autres pays européens vont s'y mettre, et ils vont nous demander de le reconnaître nous-mêmes avant de nous admettre dans l'Union. »

Une récente résolution du Parlement européen demandait que la Turquie recon-

*Un embargo voilé  
risque de gêner autant  
l'industrie turque que  
les exportateurs français*

naîsse le génocide arménien. Si les autorités admettent du bout des lèvres que la population arménienne d'Anatolie a bien été massivement déportée et que des massacres se sont produits, elle réfute totalement l'emploi du terme « génocide ». Qui plus est, on estime souvent que les « quelques centaines de milliers de victimes » arméniennes sont la plupart du temps mortes de faim, de froid ou de

maladies sur la route de l'exil. « Rien d'étonnant : environ 400 000 soldats turcs sont eux-mêmes morts du typhus et d'autres maladies pendant la Première Guerre mondiale », fait valoir la vulgate turque.

Depuis 1985, ces arguments visant à contrecarrer les accusations de génocide sont enseignés dès l'école primaire. Il n'empêche que la répétition de l'accusation, mise en musique par une diaspora arménienne particulièrement active en Occident, commence à fissurer l'édifice...

Déjà, lors de la tentative avortée de la Chambre des représentants américaine de re-

connaître le génocide il y a quelques mois, des voix s'élevaient en Turquie pour que la lumière soit faite sur les événements de 1915.

« Nous avons dit que nos archives étaient ouvertes (aux chercheurs) mais notre bureaucratie les empêche de travailler s'ils sont suspects de ne pas partager nos vues... Ouvrons clairement nos archives, montrons que nous n'avons rien à cacher », plaide Mehmet Ali Birand dans le *Turkish Daily News*.

« Et maintenant que faire ? », s'interroge Sami Kohen, le spécialiste des relations internationales de *Milliyet*. Le premier ministre Bülent Ecevit l'a annoncé, de même que le chef de la diplomatie : il y aura une riposte... Le tout est de ne

pas se tirer dans le pied. Un embargo commercial contre la France est officiellement impossible : l'union douanière signée avec l'UE en 1995 l'interdit. D'autant que les relations avec l'Union sont précaires en ce moment.

Quant à un embargo voilé, il risque de gêner tout autant l'industrie turque que les exportateurs français. Si les Turcs n'achètent plus de voitures Renault par exemple, le partenaire local de la firme, le holding Oyak qui détient 48 % d'Oyak-Renault, risque d'en faire les frais.

Troisième groupe du pays, Oyak n'est autre que le fond de pension des officiers de l'armée turque. Pareillement, un dédain pour les produits Danone toucherait le groupe Sa-

banci (le second de Turquie) avec qui il est associé.

Ce sont les programmes militaires qui pourraient le plus souffrir de la détérioration des relations entre les deux pays. Mais la France a déjà été écartée de l'appel d'offre portant sur 145 hélicoptères d'attaques, l'un des principaux projets de l'armée turque.

En revanche, GIAT industrie est toujours candidat pour la fourniture de 1 000 chars d'assaut avec son « Leclerc ». « Vous pouvez oublier les chars », prévient le quotidien Sabah à l'adresse des français. Une telle riposte est d'autant plus probable que le programme « chars » de la Turquie est lui-même controversé.

## Heurs et malheurs de la communauté arménienne

Istanbul : de notre correspondant

« L'annonce du vote de la loi ne m'a fait ni chaud ni froid », assure Louise, la cinquantaine, avocate à Istanbul ; « mes grands-parents sont morts et ma mère a été aveuglée en 1915, ce n'est pas une loi qui changera les choses... » Il reste environ 60 000 Arméniens en Turquie, essentiellement à Istanbul.

Parfaitement intégrés dans le pays (les jeunes générations ont même du mal à parler correctement l'arménien), ils sont officiellement reconnus comme minorité et disposent de leurs écoles, de leurs églises de leurs journaux et même d'hôpitaux. Mais les problèmes

subsistent.

Depuis 1974, une jurisprudence a annulé la plupart des acquisitions immobilières de la communauté arménienne. Depuis cette date, l'État turc tente de récupérer toutes les valeurs immobilières acquises par les Arméniens entre 1936 et 1974. Seule possibilité de contrer la procédure : retrouver les derniers propriétaires légitimes des immeubles en question ou leurs descendants, ce à quoi la communauté s'emploie fébrilement. Quant aux relations avec la population turque, elles vont en s'améliorant. « Avant il n'y avait aucun problème, aujourd'hui ça va beaucoup mieux », ironisait récemment le magazine *La Chronique d'Istanbul*.

Il y a un peu plus d'un an, le film *Salkin*

*hanimin tanëleri* (le collier de M<sup>me</sup> Salkin) basé sur le livre du député Yilmaz Karakoyunlu avait remué les esprits. L'histoire, qui se déroule dans les années 40, fait référence aux lois sur la

propriété qui ont permis, entre 1942 et 1944, de déposséder de leurs biens nombre de citoyens non musulmans de la Turquie : Juifs, Arméniens et Grecs. A cette époque la République turque, bien que neutre durant le second conflit mondial, anticipait une victoire de l'Allemagne nazie et avait pris les devants. Par ce film, nombre d'éditorialistes ou d'intellectuels turcs avaient pris conscience avec une surprise des plus sincères que la réalité de l'histoire du pays est parfois très éloignée de ce que prétend l'histoire officielle.

E. B.

### TURQUIE

#### Arrestation de 29 enfants

La police turque a arrêté 29 enfants âgés de 9 à 16 ans dans le sud-est de l'Anatolie, pour avoir manifesté leur soutien aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Plusieurs familles ont dénoncé les mauvais traitements infligés à leurs

enfants par la police. « Le fait que les enfants aient été emmenés par la police en pleine nuit, menottés, pour être interrogés est déjà un traitement inhumain », a souligné l'organisation de défense des droits de l'homme IHD.

### TURQUIE

#### Des islamistes à la Cour européenne

Des islamistes turcs plaident aujourd'hui devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg contre l'interdiction de leur parti, le Refah, prononcée par la Cour constitutionnelle turque qui leur reprochait d'avoir prôné l'instauration de la charia contraire aux principes de laïcité inscrits dans la Constitution.

Dix ans après la guerre du Golfe, l'efficacité des sanctions économiques contre l'Irak s'émousse avec le temps.

# Le bon vouloir de Saddam

par JACQUES BELTRAN

Il y a dix ans, débutait l'intervention alliée contre l'Irak, assortie quelques mois auparavant d'un embargo économique. Malgré une décennie de sanctions extrêmement sévères, les puissances occidentales se retrouvent aujourd'hui dans l'impasse; divisées face à Saddam Hussein qui reste quant à lui maître de la situation, au plan interne comme au plan international.

En dépit des allégations récurrentes sur son état de santé, le dirigeant de Bagdad semble conserver une main de fer sur la situation en Irak. En multipliant les purges dans l'armée et les répressions sanglantes contre sa population, le dictateur est parvenu jusqu'à présent à museler toute opposition politique. Si la majeure partie de la population souffre effectivement des conséquences de l'embargo (en dix ans, selon l'Unicef, la mortalité infantile aurait plus que doublé), les cadres dirigeants sont quant à eux très largement à l'abri des sanctions, et Saddam Hussein se sert habilement de la rareté des ressources pour les distribuer à qui le soutient et en priver les autres. Que l'on ne s'y trompe pas: le principal responsable de la situation humanitaire en Irak reste Saddam Hussein, qui par son entêtement à refuser l'entrée sur son territoire de la nouvelle équipe de l'ONU chargée de surveiller le désarmement (Unmovic), écarte toute perspective de levée de l'embargo.

Plus inquiétant encore est le fait que l'Irak soit devenu au fil des années le «meneur de jeu» dans ce face-à-face qui l'oppose aux puissances occidentales. On se souviendra par exemple du jeu de cache-cache de 1998 entre les responsables irakiens et l'ancienne équipe d'inspection de l'ONU (Unscop) qui se voyait tantôt autoriser, tantôt interdire l'accès à certains sites jugés suspects. En guise de représailles, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient alors décidé, après le retrait des inspecteurs, de bombarder l'Irak, si bien que l'on se retrouve aujourd'hui dans la pire des situations, puisque plus personne ne surveille le programme d'armement irakien.

Le pétrole a également été un enjeu de ce défi permanent. L'Irak, qui exporte d'ailleurs une partie de sa production en contrebande, n'hésite pas à se servir de cette arme pétrolière, comme il l'a fait lors du choc pétrolier de cet hiver, en décidant successivement d'interrompre ses exportations, puis de vendre ses barils en euros... A cet égard, le programme «pétrole contre nourriture» de l'ONU, présenté comme une mesure visant à soulager la population civile irakienne du poids de l'embargo, doit faire l'objet d'une double lecture. Si la préoccupation humanitaire est réelle dans le camp occidental, il s'agit aussi de garantir la pérennité du flux de pétrole irakien, nécessaire aux économies euro-

péenne et américaine. Saddam Hussein l'a parfaitement compris.

Une fois de plus, l'initiative revient aujourd'hui à l'Irak. C'est le texte même de la résolution 1284, fixant les conditions d'une possible suspension des sanctions, qui la lui fournit. En proposant à Bagdad un mécanisme complexe de suspension puis de levée des sanctions après période probatoire, cette résolution laisse à l'Irak le soin de décider quelle sera la politique des Occidentaux. Tant que Saddam Hussein jugera l'embargo supportable, il s'opposera à l'entrée sur son territoire de la nouvelle commission d'inspection de l'ONU. Si à l'avenir la pression devenait trop forte, il pourrait très bien reproduire le scénario de 1998 en autorisant le retour des inspecteurs tout en les empêchant de faire un travail efficace.

Malgré un embargo extrêmement dur, les Occidentaux sont donc paradoxalement dépourvus de moyen de pression. Ils en sont réduits à attendre le bon vouloir de Bagdad. Car outre le fait que Saddam Hussein semble se satisfaire du statu quo, il sait pertinemment que les Occidentaux sont divisés sur l'efficacité de l'embargo et que le temps joue donc en sa faveur. L'une des principales leçons que l'on peut tirer de l'affaire irakienne est en effet que l'efficacité des sanctions économiques s'émousse avec le temps, soit que le pays visé trouve des failles dans l'embargo, soit que les pays sanctionnant finissent par douter de son efficacité. Dans le cas irakien, les deux facteurs jouent simultanément et Saddam Hussein peut se targuer d'avoir fait éclater les coalitions arabe et occidentale.

Dix ans après la guerre du Golfe, les plaintes de Bagdad devant l'acharnement des Occidentaux ont reçu

un écho certain chez les pays voisins de l'Irak. Si l'Arabie Saoudite et le Koweït refusent officiellement tout contact direct avec Bagdad, d'autres pays de la région (Bahreïn, les Emirats arabes unis) ont renoué des relations diplomatiques avec l'ennemi d'hier. Il est vrai que tout est affaire d'équilibre. Equilibre

entre l'Irak et les autres puissances tout d'abord (Iran, Turquie, Syrie...) qui amènent les autres Etats à se demander s'il est bien dans leur intérêt de courir le risque de voir l'Irak s'effondrer. Equilibre entre intérêts stratégiques et intérêts commerciaux également: présence américaine dans le Golfe aidant - l'Irak n'est plus la puissance déstabilisatrice d'hier, n'est-il pas grand temps de renouer des relations commerciales avec Bagdad?

Au-delà de ses voisins immédiats,

Saddam Hussein est également en train d'aboutir dans sa stratégie de division des Occidentaux, à tel point que l'unanimité apparente qui avait présidé au lancement de l'opération «Tempête du désert» en 1990 semble aujourd'hui bien lointaine. Londres, Paris et Washington s'accordent aujourd'hui pour dire qu'il faut empêcher l'Irak de développer l'arsenal nucléaire qu'il semblait sur le point d'acquiescer il y a dix ans. Mais la question sensible est

celle de la meilleure manière d'y parvenir.

A écouter les premières déclarations du président Bush ou de son secrétaire d'Etat Colin Powell, les Etats-Unis restent partisans d'une politique de fermeté et ne semblent pas disposés à une quelconque modification du régime de sanctions. La Grande-Bretagne s'est jusqu'à présent alignée sur cette position.

La France a pour sa part depuis longtemps exprimé ses réserves à l'égard de sanctions jugées à la fois inhumaines et contre-productives, même si, respect des résolutions de l'ONU oblige, elle continue à appliquer l'embargo. On peut cependant regretter la maladresse du gouvernement français dans l'affaire de l'«avion pour Bagdad». Si juridiquement un vol sans transaction commerciale avec l'Irak n'était pas expressément interdit par l'embargo, il reste que l'attitude de «laisser-faire» adoptée par la France n'a fait que jeter de l'huile sur le feu et accroître les suspicions américaines, alors que l'intérêt du vol en question était somme toute discutable. A l'heure où les tensions transatlantiques risquent de s'accroître, il n'est pas certain que ce «ped nez à la française» ait été des plus opportuns.

Il reste que les Etats-Unis ont beau jeu de rejeter sur Paris la responsabilité de l'éclatement de la coalition. C'est oublier que la France est soutenue en cela par la Russie, la Chine et par bon nombre d'autres pays qui - sans être nécessairement membres permanents du Conseil de sécurité - n'en sont pas moins des acteurs internationaux à part entière. C'est oublier également qu'une coalition n'est rien d'autre qu'une négociation permanente pour maintenir une position commune et que - dans ce cas précis - le refus américain de prendre en considération la position française est au moins aussi responsable de la situation actuelle.

Pour sortir de cette impasse irakienne, les Occidentaux devront faire la preuve de leur capacité à reprendre l'initiative. Ils devront également se mettre d'accord sur les objectifs visés. Car à entendre certaines déclarations américaines, il semblerait que le but à atteindre soit autant le désarmement de l'Irak que la disparition de son dirigeant.

Jacques Beltran est chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri) et maître de conférences à Saint-Cyr.



22 JANVIER 2001

## Rage deepens against France

- Despite government's cautious remarks on a possible boycott of French goods, civilian initiatives have already started against everything which is French

Ankara - Turkish Daily News

While the government is weighing sanctions against France in response to French lawmakers' characterization of the Ottoman Empire killing of Armenians as "genocide," the private sector has already started a campaign against French goods similar to the one that was staged against Italy 2 years ago when Rome refused to extradite outlawed Kurdistan Workers' Party leader Abdullah Ocalan to Turkey.

Turks in the U.S. have been preparing to boycott American goods as well. American Turks and Turkish citizens in the U.S. have proposed a list of French goods and services that could be boycotted. Some of the proposals are not using French oil companies Elf and Total for buying gas, boycotting tours to France during Bayram days, boycotting Air France when flying to Europe etc.

The Parliament has been discussing what sort of an action the lawmakers can take against France. The deputy chairman of Virtue Party (FP) Veysel Candan has proposed to condemn France in the Parliament on its massacres in Algeria and in the Southeast of Turkey during the Independence War. Stressing that 300.000 Turkish citizens have been living in France, Candan accused the government for not doing enough for using the power of Turks in Europe.

While the civilian initiatives targeting against French goods have already started, Prime Minister Bulent Ecevit has stressed that Turkey would impose no sanctions that might also harm its own economic interests. "We will of course prepare a plan that won't hurt us," he told reporters. The lower house of France's National Assembly unanimously approved a declaration Thursday stating that "France publicly recognizes the Armenian genocide of 1915." The decision outraged Turkey, which immediately recalled its ambassador to France. Armenians claim 1.5 million of their people died in an Ottoman Empire campaign to force them from eastern Turkey between 1915 and 1923. Turkey says that death count is inflated, and that Armenians were killed or displaced as the Ottoman Empire tried to quell civil unrest. Modern-day Turkey was founded in 1923. In the wake of French lawmakers' declaration, Turkish trade groups called for a boycott of all French goods. Turks protested outside French diplomatic missions in Ankara and Istanbul. On Saturday, Turkish civil servants in Istanbul publicly burned a French flag, and 50 protesters gathered outside the French consulate to read out a demand for tough sanctions. "We will, of course, prepare a plan that won't hurt us," Ecevit said. "The results of our study on what kind of sanctions Turkey can impose on France, without causing itself any economic harm, will emerge in a few days." Newspaper reports said Turkey was considering excluding French companies from bidding for state contracts, including millions of dollars in defense work. On Friday, the powerful industrialist association TUSIAD warned that an economic boycott would harm both Turkey and France. The U.S. House of Representatives held off a similar resolution that would have termed the Armenian killings a "genocide" last year, after President Bill Clinton warned it could seriously damage relations with Turkey.

---

## 55 Years after Kurdish Republic

Kurdish Media - 22 Jan 2001

ERBIL, Kurdistan (KM) - The 55th anniversary of establishment of Kurdistan Republic in Mahabad was celebrated by Kurds.

22 Jan marked the 55th anniversary of the establishment of Kurdish Republic in Mahabad. The event was marked by events and reports on Kurdish media.

VOA interviewed Abdul-qader Dabaghi a member of J.K committee about the events surrounding the event in 1946. KTV broadcasted from Erbil (the capital of Kurdistan) also broadcasted a 5 minute report in its daily news. The program included interviewees with Kurds who have joined Mulla Mustafa Barezani in 1946 to help establish and defend the republic. 55 after the republic, its memory is still an example for Kurds for independence.

\* \* \* \* \*

# Iraq Rebuilt Arms Plants, U.S. Alleges

## Chemical Weapons Factories That Were Bombed Could Test Bush Pledge

By Steven Lee Myers  
and Eric Schmitt

New York Times Service

WASHINGTON — Iraq has rebuilt a series of factories that the United States has long suspected of producing chemical and biological weapons, according to senior government officials. The new intelligence estimate could confront President George W. Bush with an early test of his pledge to take a tougher stance against President Saddam Hussein than the Clinton administration did.

The factories — in an industrial complex in Falluja, west of Baghdad — include two that were bombed and badly damaged in American and British air raids in December 1998 to punish Mr. Saddam for his refusal to cooperate with United Nations weapons inspectors, the government officials said.

The new intelligence estimates were mentioned, but without any such specific details, in a report on weapons threats released on Jan. 10 by the outgoing secretary of defense, William Cohen. It warned that Iraq at least had rebuilt its weapons infrastructure and may have begun covertly producing some chemical or biological agents.

Last week, the officials provided details on what they said was the reconstruction of the two factories and the resumption of the production of chlorine at a third in the same complex.

The factories have ostensibly commercial purposes, but all three were previously involved in producing chemical or biological agents and were among those closely monitored by the UN inspectors, the officials said. One of the rebuilt factories, for example, is making castor oil used in brake fluid, the Iraqis say, but the mash from castor beans is used to make a deadly biological toxin called ricin, the officials said.

Since the air strikes in 1998, Mr. Saddam's government has refused to allow a new team of international weapons inspectors to begin work in Iraq. Officials said that without on-the-spot inspections, the United States did not yet have firm evidence that the factories were now producing chemical or biological agents. "There's no smoking gun," one said.

But a senior military officer who closely follows Iraq and Mr. Saddam said, "We don't know for sure, but given his past known behavior, there's probably a pretty fair chance that's what's happening."

Throughout the campaign and transition, Mr. Bush and his national security

advisers pledged to confront Mr. Saddam more aggressively than Mr. Clinton did.

Some of the same men — particularly General Colin Powell, the new secretary of state, and Vice President Dick Cheney — helped President Bush's father lead the international coalition that ousted Iraqi forces from Kuwait a decade ago. But Mr. Saddam remains in place and poses a problem that is in many ways more complex, with arms inspections blocked and many of America's allies questioning the current sanctions against Iraq.

In his inaugural address Saturday, Mr. Bush did not mention Iraq specifically but vowed to "confront weapons of mass destruction, so that a new century is spared new horrors." In an interview before taking office, he suggested his administration would not tolerate an Iraq rearmed with nuclear, chemical or biological weapons.

"Saddam Hussein must understand that this nation is very serious about preventing him from the development of weapons of mass destruction and any thought in his mind that he should use them against our friends and allies in the Middle East," Mr. Bush said.

Condoleezza Rice, Mr. Bush's national security adviser, was receiving intelligence briefings at the White House on Sunday and did not return a phone call requesting comment.

Since the election, neither Mr. Bush nor his aides have detailed how they intend to change Mr. Clinton's diplomatic and military strategy against Iraq.

Some advisers, including Mr. Cheney and the new secretary of defense, Donald Rumsfeld, have previously advocated a more hawkish approach.

But even some of Mr. Bush's advisers acknowledge that containing Mr. Saddam, much less isolating him, will be increasingly difficult.

American and British planes continue to patrol the no-flight zones over northern and southern Iraq. Such patrols are routinely fired upon — indeed, Iraq launched a surface-to-air missile at one only hours before Mr. Bush took office on Saturday, prompting American jets to respond by striking anti-aircraft batteries and a radar site.

Such strikes help ratchet up Iraqi anger at the United States. On Sunday, the Iraqis said that the American strikes killed six civilians in Samawa, an assertion that American military officials did not immediately dispute, while noting they had not intended to strike civilian targets.

The sanctions imposed against Iraq

after it occupied Kuwait in August 1990 are gradually losing international support, with even some American allies exploring ways to end them. Diplomats and businessmen from countries as varied as Russia, Turkey and Italy have defied the ban on commercial flights into Baghdad.

The rising price of oil has also allowed Iraq to raise billions in revenues, significantly easing the strains placed on its economy after the Gulf War. Intelligence reports suggest that Mr. Saddam has been able to divert \$500 million to \$1 billion a year and raise another \$1 billion to \$2 billion in illicit smuggling.

Iraq's military remains a shadow of the force that invaded Kuwait in 1990, but American intelligence officials strongly suspect that Mr. Saddam is using at least some of that money to rebuild parts of his military as well as his weapons programs.

Two government officials said that Iraq has successfully created front companies that are now being used to purchase and smuggle into Iraq equipment, weaponry and spare parts that are prohibited under the sanctions, including tires for Iraqi jets and transmissions for its tanks. One official said these companies were also helping to procure illicit items used in nuclear, chemical and biological programs.

Mr. Saddam's government has asked the United Nations to approve purchases for equipment or material — including things needed to produce chlorine — that American officials suspect are being diverted to prohibited weapons programs.

As a condition for ending the war, Mr. Saddam's government agreed to destroy its nuclear, biological and chemical weapons programs, as well as production of long-range missiles able to launch them. Despite years of cat-and-mouse games with the Iraqis, the previous team of UN inspectors succeeded in destroying large quantities of weapons and discovering covert programs to create chemical and biological weapons. But for more than two and a half years there have been no meaningful inspections inside Iraq.

**Herald** INTERNATIONAL **Tribune**  
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

TUESDAY, JANUARY 23, 2001



January 24, 2001,

# Turkey's Shadow State Takes on Predatory Forms

Organized Crime Has Infiltrated Country's Security Forces

By Rainer Hermann

ISTANBUL. A piecemeal transformation of values and language is taking place in Turkey. Almost nobody speaks reverently of "devlet baba," or "father state," any more. Instead talk is of "derin devlet," or "deep state," with increasing frequency and dismay.

The pater familias who used to hold a protecting hand over his big family has become a monster distributing sinecures, favoring some to the detriment of others and entering alliances with organized crime. Behind the facade of the Turkish nation state lurks the steel skeleton of a parallel predatory state.

However, the state itself has begotten a Hercules who intends to cleanse the Augean stables of Anatolia. Between Edirne and Erzurum no-

body can match the current popularity of Interior Minister Sadettin Tanttan, who can count on Zekeriya Temizel, the president of the banking supervisory authority, as an ally.

"Operation white energy" has been running for more than two weeks. So far, eight businessmen and a former minister have been arrested for irregularities at two minor power projects. "Operation white energy" is in the hands of the police force, which is controlled by the interior ministry but equipped by the army. The latter announced that it initiated the operation through *Hurriyet*, the newspaper close to the Turkish armed forces. Since then, some affected politicians have accused the generals of interfering in politics. They are upset because this is the first time politicians and political

parties have been named in connection with corruption.

They all profited from the state, because it offered them ample opportunity for plunder. Recipients of a bank license empty the safe and give the bank back to the state deposit guaranty fund, which then looks after the creditors. If you are in charge of a state enterprise you add fictitious names to the payroll, whose real salaries go to your account. If you are responsible for a state bank, you grant your friends loans, which are at best served only once rampant inflation has consumed the original loan. "All corruption has one thing in common, it needs three participants," says Kemal Koprulu, a leader of the political reform movement Ari. The businessman provides the bribe, the politician the power and the bureaucrat the know-how.



Istanbul, a sea of tranquility at least on the surface. However, criminal forces are beginning to take over from the usual state institutions in Turkey.

Politics therefore ultimately determines the fate of the economy. "Turkey is neither a market economy nor a market society," says economics professor Eser Karaka. The price is high. In former President Suleyman Demirel's four decades on the political stage, the Turkish economy has grown at just 1.4 percent per annum. Turkey's per capita income fell behind Ireland and Greece and then far below both. At the same time, income distribution became the most unequal in Europe.

According to Economics Minister Recep Onal, the irrecoverable debt held by just two of Turkey's five state banks amounts to a tenth of GDP. And before the state can sell the 11 banks under its control, it will have to fork out even more than expected, probably \$15 billion. But some of the modern bank robbers are still on the run, Cavit Caglar, for example, a former economics minister, who is wanted by the police for looting Interbank.

Murat Demirel, a nephew of former president Demirel, is already in prison. He behaved as though the customs of the Ottoman Empire and the budget of the Sultan's family still held sway. Unfortunately, he was captured on video dragging suitcases full of dollar bills out of the bank. Builder-turned-banker Korkmaz Yigit was cleverer. Turkish "godfather" Cakici kept rivals off his back during the Turkbank privatization, while Mr. Yigit relieved Bank Ekspres of \$380 million before it fell under state control. "But that's normal in Turkey, that's how banking works here," he told the judge.

The state turned a blind eye to these practices for a long time. They not only benefited politicians and bureaucrats, but also saved Turkey's state enterprises from going to the wall. In the late 1970s, after an overdose of generous patronage, Mr. Demirel had to admit that Turkey was unable to service its debt.

In 1979, he appointed an economic wizard, Turgut Ozal, who had already reorganized industrial companies with unconventional methods. Now Mr. Ozal had to get hold of foreign currency quickly to service the debt. He had to find a way to make Turkey a modern capitalist country without completely giving up the paternal state on whom so many people had come to depend.

Mr. Ozal found the money, recalls Aydin Engin, one of the country's lead-

ing columnists. For a long time, possession of even a single dollar was illegal. "Now Mr. Ozal abolished proof of origin for foreign currency and disbursed lucrative export subsidies," says Mr. Engin. The former encouraged money laundering, while the latter not only promoted the export industry, but also fostered a sector that lived off mock invoices for non-existent exports.

Thus, the Turkish Mafia quickly gained a place in the international underworld. Turkey, which had long been only a transit country for drugs, became a producer as of 1982. Today, according to U.S. reports, 75 percent of the heroin consumed in Europe is made in Turkey or passes through the country. Since the 1980s, the Turkish Mafia therefore established profitable new lines of business. And by the 1990s, the Turkish security forces became their ally. As a NATO member, Turkey possessed a secret organization for underground warfare against invad-

ing Warsaw Pact troops, similar to Gladio in Italy. Numan Esin, one of the putschists of 1960 who now runs a freight business, published the first description of these structures in his short-lived newspaper, *Vatan*, as retribution for the torture he suffered after the military coup of 1971.

Until his dismissal in 1998, Mehmet Eymur was a leading figure in the Turkish secret service. Now based in Washington, he put a detailed description of the "Special Forces Commando" (OKK) on his web site in early January. The "Gray Wolves," right-wing extremists involved in the mafia, were active in these infamous "Special Units" (Ozel Tim), which were deployed by the Turkish state to fight the PKK in Kurdish south-eastern Turkey and were drawn from these "Special Forces."

This parallel state, the merging of state security forces with organized crime, only came to light through a road accident on Nov. 3, 1996, when a black luxury limousine got smashed

under a truck. The driver was a top Turkish police official, and Abdullah Catli, the top godfather of the Turkish underworld and wanted by Interpol, was amusing himself with a former beauty queen in the back. The third passenger and owner of the car, Sedat Bucak, was the only survivor and seriously injured. He was the head of a Kurdish clan and a deputy of the True Path Party, then in government.

The accident in Susurluk resulted in shocking revelations. Mr. Catli was not just anybody. He had made a name for himself as a young leader of the "Gray Wolves" in Ankara. When the secret service and police fought over control of the underworld during the 1980s, he had been the key figure. Mr. Catli was the police's man, and Mehmet Agar's. For many years, Mr. Agar determined the fate of the Turkish police - as head of police in Istanbul, as general police director for the whole of Turkey and as interior minister. Mr. Agar had 1,500 guns handed out to the "village militias" of the pro-state Bucak clan but, not trusting the clan chief, asked Mr. Catli to monitor the situation. In 1979, Mr. Catli organized Mehmet Ali Agca's escape from a Turkish high-security jail and provided him with international travel documents. Two years later, Mr. Agca made an assassination attempt on Pope John Paul II.

Interior minister Tantan now works from the same desk at which Mr. Agar, under Prime Minister Necmettin Erbakan, once claimed to be serving Turkish domestic security, assisted by bureaucrats like Mr. Temizel, the top supervisor of Turkey's banks. That is why Mr. Koprulu warns against condemning the Turkish state as a whole, saying that there are "good and bad people" everywhere.

"The system has entered its terminal phase," says Mr. Koprulu. For a long time, few people listened to him and his associates. Now people have understood that corruption has fed terror and fundamentalism.

# Herald INTERNATIONAL Tribune

WEDNESDAY, JANUARY 24, 2001



Vahid Salemi/The Associated Press

Student leaders outside Parliament in Tehran on Tuesday protesting prison sentences for five Iranians who attended a seminar in Berlin on Iran's reform movement. About 10 lawmakers spoke with the protesters.

## Iran Vetoes Study Abroad for Women

By Geneive Abdo  
*International Herald Tribune*

TEHRAN — Hopes among Iranian women wishing to attend universities abroad have been dashed, after a body of conservative clerics and jurists vetoed legislation passed by the Parliament that would have lifted a 20-year-old ban.

The Guardian Council, which is charged with deciding whether legislation conforms with Islamic law, vetoed the bill last week. The reversal was the latest in a series of failed attempts by the Parliament to give more rights to women.

Currently, the law requires women to obtain permission from their husbands or brothers before studying abroad — and that is often denied because of reluctance to allow women to travel alone.

Since the 1979 Islamic Revolution, more women attend universities in Iran than ever before and more women have joined the work force. There are 11 female deputies in the 290-seat Parliament. And unlike some women in some Muslim countries, Iranian women have the right to vote and drive cars.

But Iranian women still face profound

discrimination in nearly all aspects of life. Female doctors often receive inferior medical education. Women still face enormous obstacles in initiating divorce proceedings against their husbands and winning custody of their children. To initiate a divorce, a woman must prove her husband is insane, poses her physical harm, or refuses her sex.

Husbands and fathers are legally the keepers of women's passports. And at home, women are still forced into traditional roles, whether they have careers or not.

Fatimeh Haqiqatjoo, 32, a newly elected deputy who proposed the legislation, also introduced a bill to raise the official age before a girl can be married off by her family. The minimum age now is 9, but she believes it should be 15. The Guardian Council also vetoed that bill, saying it was un-Islamic.

"The Guardian Council can't continue acting like this," said the deputy, sitting in the Iranian Parliament recently. "It will eventually face public pressure."

She said she would not give up the fight to protect adolescent girls from being married at an early age.

"We should care about the health of the family, and I believe marriage in adolescence will cause an identity crisis," she said. "Marriage is a new stress in life and we should increase the age of marriage."

Traditionalist clerics cite religious edicts to support their stance against allowing women to study abroad or raising the legal age for marriage. But moderate clerics are joining in the struggle for women's liberation.

A senior theologian, Ayatollah Josef Sanei, issued a *fatwa* last year saying that a woman should be allowed to run for president. It called for giving women the right to initiate divorce and granting her custody for her children more easily.

The Iranian government often boasts that women have achieved vast gains since the revolution. But compared with some predominantly Muslim countries, Iran lags behind.

In Egypt, for example, a law was approved last year granting women the right to divorce in family courts within three months after marriage if they return their dowry and other gifts from their husbands and waive their right to alimony.

# Facing Predicament Over Iraqi Weapons, Bush Warns Saddam

By Eric Schmitt  
and Steven Lee Myers  
*New York Times Service*

WASHINGTON — The Bush administration has warned Iraq to honor agreements to destroy its nuclear, chemical and biological weapons programs, but the White House has said that it is too soon to say what steps it will take to ensure Baghdad's compliance.

Responding to a report Monday that Iraq had rebuilt a series of factories long suspected of producing chemical and biological weapons, the White House press secretary Ari Fleischer said, "The president expects Saddam Hussein to live up to the agreements that he's made with the United Nations, especially regarding the elimination of weapons of mass destruction."

But when asked how and when the administration would help resume international inspections of suspected weapons sites and factories, Mr. Fleischer said, "I'm not prepared to address that today, but we will."

Nearly a decade after President George W. Bush's father led a coalition that ousted Iraqi forces from Kuwait, Iraq is one of the most daunting and persistent foreign-policy problems left behind by President Bill Clinton.

Mr. Bush and his national security advisers — including Colin Powell, now secretary of state, and Vice President Dick Cheney, who both confronted Iraq as top defense officials 10 years ago — have talked tough about Mr. Saddam.

But as they enter office, it is not clear that they have better options than Mr. Clinton had. International support for

tough enforcement of sanctions has waned while Mr. Saddam has eased his diplomatic isolation, making it difficult to re-energize the sanction regime.

If Mr. Bush pursues a more aggressive strategy, including the use of military force, his administration is likely to find few allies, despite evidence that Iraq has resumed its covert work on deadly weapons. As a condition of ending the Gulf War in 1991, Iraq agreed to destroy its nuclear, chemical and biological weapons programs, as well as stop the production of long-range missiles to deliver to such weapons.

But since his mid-1998, Iraq has barred any meaningful inspections by teams of United Nations specialists, who since the end of the war had uncovered and destroyed large quantities of weapons and found out secret programs to create biological and chemical weapons.

"The challenge is larger than a lot of people suspect," said Representative Porter Goss, the Florida Republican who heads the House Intelligence Committee. "To say we've lost our eyes and ears in Iraq is true."

Despite his repeated criticisms of Mr. Clinton's handling of Iraq, Mr. Bush and his aides have yet to detail a new approach. Clearly, constraining Mr. Saddam's weapons programs is at the core of the new administration's policy.

Mr. Powell said last week: "His only tool, the only thing he can scare us with, are those weapons of mass destruction. And we have to hold him to account."

The president and his top advisers have said that they will reinvigorate the economic sanctions against Iraq, convince skeptical allies of their value, and

somehow spare Iraqi children from the brunt of their effect.

Richard Boucher, the State Department spokesman, said Monday: "The most important thing is to maintain the core sanctions. The key sanctions that do make it more difficult and prevent Iraq from rebuilding its weapons programs, particularly its weapons of mass destruction. On that, I think we have very solid agreement."

But even some advisers to Mr. Bush question that approach.

"Re-energizing sanctions is a mistake," said Richard Perle, a foreign-policy adviser to Mr. Bush during the

campaign. "Ten years later, they're an obvious failure."

The new administration also supports an Iraqi opposition whose goal is to topple Mr. Saddam. Aides to Mr. Bush contend that the Clinton administration never wholly supported the plan, which only undermined its credibility among allies in Europe and the Middle East.

Although Mr. Clinton signed the Iraq Liberation Act in the fall of 1998, authorizing \$98 million in military aid and equipment, the administration provided very little in the end and explicitly refused to provide any weapons.

The Bush administration has not ruled out bombing suspected weapons sites as a last resort.

Mr. Cheney said in the vice presidential debate in October: "If in fact Saddam Hussein were taking steps to try to rebuild nuclear capability or weapons of mass destruction, we'd have to give very serious consideration to military action to stop that activity."

## Syria Opens a Pipeline To Illegal Baghdad Oil

### Clandestine Exports Line Saddam's Pockets, Violating UN Ban and Testing U.S. Resolve

By Robin Wright  
*Los Angeles Times Service*

WASHINGTON — In a major test for the Bush administration's new foreign policy team, Syria has opened a key pipeline to Baghdad's oil, a scheme that generates at least \$2 million daily in illicit funds for the regime of the Iraqi president, Saddam Hussein, according to senior U.S. officials, Mideast diplomats and oil experts.

The smuggling operation, launched in mid-November, is now the largest source of independent income for Baghdad, according to oil experts. It also represents one of the most flagrant violations yet of United Nations sanctions imposed because of Iraq's invasion of Kuwait in 1990.

On a broader level, the scheme reflects ambitious political agendas in both Iraq and Syria, U.S. officials and Mideast diplomats say. By offering oil price dis-

counts of up to 50 percent, Iraq is trying to lure neighboring countries such as Syria into secret pacts that will create a long-term economic dependency.

"This allows Saddam to expand his influence in the region in pernicious ways," said a senior U.S. official. "Poorer countries get hooked on lower oil prices at a time they need help economically."

Illegal oil shipments are already flowing by land through Turkey and Jordan and via Iran's sea-lanes, but they are "nickel-and-dime operations" compared with the Syrian route, the official said.

The operations to Turkey and Iran are slow, logistically difficult and costly due to transfers on both land and sea and heavy bribery along the way, on top of

price discounts, U.S., Mideast and oil sources say.

The 835-kilometer (522-mile) Syrian pipeline, which runs from Iraq's northern Kirkuk oil fields to the Mediterranean port of Baniyas, is much more cost-efficient, thus allowing Iraq to pocket higher profits, oil analysts say.

Mr. Saddam's plans have now lured to his side two of the most important countries to participate in Operation Desert Storm a decade ago. Syria dispatched troops and Turkey still provides a base for U.S. warplanes. But the illicit oil shipments have continued for so long and reached such volume that the Turks recently built a terminal on the other side of the border to receive the oil trucks, oil analysts say.

"These are important elements in

Iraq's effort to erode and ultimately bring about the collapse of UN sanctions, particularly UN control of Iraq's oil revenues," said James Placke, a former U.S. diplomat in Iraq now with Cambridge Energy Research Associates. "Saddam wants to get his hands on the money to show that UN oversight isn't working and isn't worth the effort."

The new Syrian operation is already carrying about 150,000 barrels a day, producing income that goes straight into Mr. Saddam's pockets rather than to the United Nations "oil for food" program, the sources report.

The capacity of this section of the pipeline is 200,000 barrels a day. But there are questions about whether the pipeline, which was damaged during the 1991 Gulf War, can transport at full

capacity.

To cover the Iraqi origins of the oil, Syria has begun using much of the Iraqi oil for domestic consumption and exporting more of its own, oil analysts say.

Besides getting cheaper oil — a boon to its troubled economy — Syria has its own political motive, related to the Arab-Israeli peace process.

U.S. officials and Mideast diplomats believe that authorities in Damascus want to send a message to the outside world, particularly the United States, about abiding by UN resolutions: Syria should not be expected to comply with sanctions on Iraq while the world is doing little about an earlier resolution that calls for Israel to withdraw from the Golan Heights, the strategic plateau that Israel captured from Syria in 1967.

## Turquie : le chef de la police de Diyarbakir assassiné, sans doute par un groupe islamiste

ISTANBUL

de notre correspondante

Le chef de la police de Diyarbakir, Gaffar Okkan, et cinq autres policiers ont été abattus, mercredi 24 janvier, par des assaillants non identifiés. Plusieurs tireurs masqués ont ouvert le feu à l'arme automatique contre un convoi de police près de l'enceinte du quartier général des forces de l'ordre à Diyarbakir (sud-est du pays).

Un cordon de sécurité a immédiatement été déployé dans la ville où vivent environ un million et demi d'habitants, en majorité kurdes. Des hélicoptères ont été utilisés, sans succès, pour tenter de trouver les fugitifs. L'un d'entre eux aurait été blessé au cours de l'attaque. Bien que l'attentat n'ait pas été revendiqué, les autorités ont fait savoir que l'organisation radicale islamiste Hizbullah pourrait en être responsable. « Il est évident que certaines personnes en Turquie ne peuvent pas supporter la paix et que l'ordre les dérange », a déclaré le premier ministre Bülent Ecevit. « Leur identité n'est pas claire pour l'instant, mais les ennemis de la paix et de l'ordre n'atteindront pas leur but. »

L'attaque a pris la Turquie par surprise. Pendant de longues années, Diyarbakir, la capitale du

Sud-Est anatolien, avait été presque quotidiennement le théâtre d'événements violents alors que les forces gouvernementales et le PKK s'affrontaient. Mais depuis l'arrestation du dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan, en février 1999, suivie par un cessez-le-feu unilatéral des militants kurdes, le calme était revenu dans la ville. Le groupe radical islamiste Hizbullah, apparu au milieu des années 90, était cependant encore actif.

### ISLAMISTES ANTIKURDES

L'opinion publique turque avait découvert le Hizbullah en janvier 2000 lorsque la police avait lancé l'assaut contre une villa dans la banlieue d'Istanbul où se cachait le responsable du mouvement, Huseyin Velioglu. Ce dernier avait trouvé la mort au cours de l'opération. Mais la capture de plusieurs de ses fidèles avait permis de démanteler un vaste réseau de militants. Les aveux de certains membres du Hizbullah avaient également mené les enquêteurs à des découvertes macabres. Des dizaines de corps de personnes exécutées par le groupe, souvent après avoir été torturées, avaient été trouvés ensevelis aux quatre coins du pays. Parmi les victimes de l'organisation figurait notam-

ment Konca Kuris, une islamiste connue pour ses vues féministes, enlevée plusieurs mois auparavant.

Le Hizbullah avait ouvert la guerre contre le PKK. De nombreux militants et sympathisants des séparatistes kurdes avaient été abattus. Des rumeurs avaient alors circulé sur les liens possibles entre cette organisation et l'Etat turc puisque tous deux luttèrent contre le même ennemi. Les autorités avaient démenti toute collusion avec ce mouvement. L'enquête menée par la police avait permis d'apprendre que ce mouvement armé est particulièrement bien organisé et qu'il compte quelque 20 000 militants.

Apparemment, les forces de l'ordre se préparaient à lancer un nouvel assaut contre des dirigeants du groupe à Diyarbakir afin de porter un coup fatal à l'organisation. Le chef de police Gaffar Okkan figurait sur des listes de personnes à abattre découvertes au cours de raids policiers. Il avait en effet joué un rôle important dans l'enquête ayant permis de mieux connaître l'organisation. Il semble que le Hizbullah ait pris les devants.

Nicole Pope

**TURQUIE** Ankara annule la signature d'un contrat militaire avec Alcatel

# Mesures de rétorsion antifrançaises

Istanbul :  
Éric Biegala

L'annulation d'un contrat portant sur la construction par Alcatel d'un satellite espion est la seule véritable sanction prise contre la France jusqu'à présent. « Nous avons décidé d'annuler un appel d'offres pour la construction du satellite dans le cadre duquel nous avons signé un contrat préliminaire avec Alcatel », a annoncé hier le ministre de la Défense, Sabahattin Çakmakoglu.

La veille, le tout-puissant Conseil de sécurité nationale, dominé par les militaires, s'était déclaré « consterné » par le vote français, qui, avait-il averti, « nuira sérieusement aux relations turco-françaises ». Le Conseil prévenait également de « répercussions négatives sur la stabilité et la sécurité régionale ». La Turquie et la France font partie du « groupe de Minsk », qui, aux côtés de la Russie et des États-Unis, tente de trouver une solution au conflit entre Arménie et Azerbaïdjan, dans le Caucase.

Des négociations qui sont au point mort depuis deux ans. Mais c'est effectivement sur les programmes militaires que la Turquie risque de réagir le plus volontiers. Engagée dans un fantastique programme d'équipement de son armée (150 milliards de dollars sur 25 ans), Ankara attire tous les marchands d'armes de la planète et n'a que l'embaras du choix. Le satellite espion français était par exemple en concurrence avec le projet de la firme israélienne IAI, et seule une guerre des prix acharnée avait permis à Alcatel de l'emporter. De source industrielle, on indique toutefois que les négociations entamées entre Alcatel et l'État turc en octobre dernier étaient actuellement bloquées pour des raisons commerciales.

« Le prétexte du génocide arrive au bon moment et permet de dénoncer un contrat aujourd'



« Le prétexte du génocide permet de dénoncer un contrat aujourd'hui dans une impasse »

d'hui dans une impasse », estime un professionnel du secteur. La France est engagée dans d'autres contrats d'armement avec la Turquie et reste candidate pour certains des appels d'offres les plus juteux, comme celui qui porte sur la fourniture d'un millier de chars de troisième génération par tranches de 250 unités.

Sur ce chapitre, le ministre de la Défense a simplement estimé que le candidat français (le char Leclerc) « pourrait » être exclu à terme. Les experts turcs doivent se rendre en France en mars prochain pour assister à des tests de blindage sur le Leclerc. Les autres sanctions contre la France sont pour le

moment réduites et souvent symboliques.

L'une des universités d'Istanbul a annoncé qu'elle coupait ses liens

avec l'université de Toulouse ; la chaîne publique TRT qu'elle renonçait à obtenir des programmes auprès de Canal

France International. Quant aux chauffeurs de taxi d'Istanbul, l'une de leurs associations demandait à ses membres de ne plus prendre en course les clients français...

Le premier ministre, Bülent Ecevit, avertissait pour sa part que les sanctions ne devaient pas affecter l'économie turque. « La France fait partie des pays qui envoient le plus de touristes en Turquie... Ce n'est pas la peine de sanctionner la nation française, qui est une amie », prévenait le chef du gouvernement.

Daily Yomiuri (Japan)

## **Bush needs to rethink U.S. policy toward Iraq**

by Michio Hayashi January 24, 2001

WASHINGTON—This month marks the 10th anniversary of the start of the Gulf War, when a U.S.-led multinational force launched air strikes on Iraq, following Iraq's invasion and annexation of Kuwait.

Although the United States has continued to take the lead internationally in efforts to contain Iraq and overthrow the Saddam Hussein administration, the Iraqi president remains in power. Having been the leading hard-liner against Iraq, the United States now risks isolation in the international community.

The new U.S. administration of President George W. Bush must now reassess its Iraq policy.

In 1998, the United States enacted the Iraq Liberation Act and showed its commitment to overthrowing Saddam Hussein by supporting opposition groups in Iraq. At the same time, it launched air strikes on Iraq after that country refused to admit a U.N. weapons inspection team.

While the U.N. Monitoring, Verification and Inspection Commission has now replaced the U.N. Special Commission—set up to abolish Iraq's weapons of mass destruction—its mission has stalled, because, following air strikes in 1998, Iraq has refused to admit any U.N. weapons inspectors.

The U.S. policy of containing Iraq hangs in the balance, as opinions differ within the U.N. Security Council as to whether sanctions against Iraq should continue. Council members Russia, China and France have called for an early lifting of the sanctions, even though it was the council itself that imposed them.

Meanwhile, the U.S. Congress received a report from the White House on Jan. 9 concerning U.S. policy toward Iraq. The report detailed how 12 million dollars had been spent under the administration of former President Bill Clinton to support Iraqi opposition groups. Congress approved the expenditures last autumn.

The eight-page report stated that the U.S. government would continue to provide humanitarian assistance, such as medicines and foods, to the Iraqi National Congress (INC), a broad-based, cross-organizational group opposed to the Saddam regime. The supplies would be provided to areas within Iraq itself or on the border with Iran.

The report also specified that the United States would subsidize the INC's public relations activities through newspapers and television and radio programs for the Iraqi people.

U.S. support for Iraqi opposition groups was advocated by hawkish Republican groups in Congress, known for their hard-line stance toward Iraq. The report, by clearly stating its support for the Iraqi opposition groups, seems to have given consideration to both Republican Party views and the needs of the opposition groups themselves.

However, the possibility of extending military support, which the U.S. State Department officially abandoned with an announcement in May 1999, was not mentioned in the report.

Sandy Berger, national security adviser under the Clinton administration, took a dim view of this situation, saying no Arab nation believes the Iraqi opposition is capable of overthrowing the Saddam regime.

Many members of the Iraqi opposition groups were purged by the Saddam regime in a 1996 crackdown. Many in the United States still remember what happened at that time as a nightmare.

On Jan. 10 this year, a day after the report was delivered to Congress, then President-elect George W. Bush and then Vice President-designate Dick Cheney visited the Defense Department and were given a detailed briefing ahead of their inauguration by then Defense Secretary William Cohen and then Joint Chiefs of Staff Chairman Gen. Henry Shelton. Future U.S. policy toward Iraq topped the agenda at the briefing.

During his election campaign, Bush criticized Clinton's policy toward Iraq as being timid. Cheney, who was defense secretary at the time of the Gulf War, has made clear his view that the United States should try to strengthen relations with its Gulf allies and reestablish U.N. weapon inspections in Iraq.

Policy toward Iraq is a high priority for Bush, who has advocated diplomacy that emphasizes U.S. national interests.

However, the reality that awaits the new administration is the divergent opinions within the U.N. Security Council over sanctions against Iraq, with the sanctions themselves generally proving ineffective. The administration is under pressure to create a new strategy for dealing with Iraq.

If the United States becomes isolated from the international community over economic sanctions against Iraq, U.N. inspections of Iraqi weapons of mass destruction and support for the Iraqi opposition, there is a possibility that, with its other alternatives lost, the United States may resort to a large-scale military operation.

## Iraq's Saddam Hussein: He Never Went Away

Los Angeles Times

January 24, 2001

By GRAHAM E. FULLER

George W. Bush must now figure out how to succeed in Iraq where his father failed in 1991. Saddam Hussein, whom former President Bush failed to topple, is still the most vicious and dangerous leader anywhere in the world today. The bad news is that it is probably too late for the new administration to effect genuine change in Iraq at a price the United States is willing to pay.

What might have been possible even five years ago is no longer possible today. Hussein is stronger both politically and militarily than he has ever been since the Gulf War, and he is pumping oil once again. The sanctions have lost nearly all international support and are perceived to have caused widespread suffering, especially upon children. Anti-Western feeling in Iraq has never been higher.

Meanwhile, the international scene has shifted dramatically against U.S. policy. Sanctions are violated regularly. The French, Russians and many Arab states now operate flights into Baghdad.

Weapons inspection regimes are over. Except for Kuwait, no Gulf state has the stomach for further sanctions, and they are increasingly uncomfortable with U.S. military missions over Iraq. Even the British now suggest that they are about to back off from supporting any more "no-fly zones" in southern Iraq, the sole part of the country where serious anti-regime operations occur. The Kurds in the north have long since lost faith in the ability of the U.S. to protect their autonomous region over the long run and have reestablished serious working relations with Hussein as insurance.

Meanwhile, the Arab-Israeli peace process has collapsed, and anti-American feeling is running high in the Arab world. The Palestinians, embittered by their own impotence, revere any Arab leader with the guts to stand up to the U.S. and Israel. Other Arab autocrats fear their own populace and have little stomach for supporting what they see as unpopular U.S. adventurism against an over-demonized Arab strongman.

The people of the region now range from cool to hostile toward any U.S. military presence on their shores. The U.S. presence in the Gulf is resented at a time when the U.S. needs Gulf goodwill in an environment of high oil prices. Everybody knows that Hussein is vicious, but they will no longer lend support to bringing him down. More to the point, except for Kuwait, they do not feel imminently threatened.

Over the past decade, despite elaborate plans, Clinton policies have succeeded only in containing Hussein, denying him the chance to unleash campaigns of intimidation or war against yet more neighbors. His development of nuclear weapons has been severely retarded but not definitively terminated. This modest but significant holding operation may be the best we can hope for. All else has failed. The new Bush team inherits a mess while holding virtually no cards. As repugnant as it is to contemplate, U.S. policy now must come to terms with the reality of Hussein's presence--until some Iraqi eliminates him.

The U.S. is not going to invade Iraq. Coup plans have repeatedly foundered and are discredited; opposition groups are divided and penetrated. Radio broadcasts and opposition pinpricks are to no avail. A seriously armed opposition army in the north requires full Turkish cooperation, which will not be forthcoming. All Bush can do at this point is to maintain consensus on blocking the sale of war materiel to Iraq.

More important, when signs of production and deployment of nuclear weapons are clear, Washington must be prepared to take unilateral action to eliminate them. And can, or will, Washington even protect the Kurds if Hussein marches against them inside his own country? That is the real litmus test.

To build a more serious anti-Iraqi coalition requires near Herculean change in our Middle East policy: adoption of new policies perceived to be truly balanced in the peace process; a peace process shared at the international level with the EU and the U.N.; improving ties with Iran, a state that can seriously influence events in Iraq and the Gulf; gradual steps toward building a Gulf security forum and a willingness to listen to--not just lecture--regional leaders on what should be done regarding Hussein.

After all, U.S. concerns about Hussein cannot be more vital than those of the people who live next to him. Graham E. Fuller is a Former Vice Chairman of the National Intelligence Council at the CIA



January 24, 2001

## **Iraq Dismisses U.S. Report Over Arms As Groundless**

By REUTERS

BAGHDAD (Reuters) - Iraq on Wednesday dismissed as groundless a New York Times report that it was still capable of manufacturing weapons of mass destruction.

"Iraq does not possess any weapons of mass destruction or have any capability to manufacture them," INA quoted Husam Muhammed Ameen, the Director-General of the National Monitoring Department, as saying.

"The defunct (UN) Special Commission knows this fact very well because it supervised the destruction of the equipment and buildings which had escaped destruction during the 30-state aggression," Ameen said, referring to the 1991 U.S.-led Gulf War to oust Iraqi forces from Kuwait. "The Commission also knows that Iraq has met all the requirements of destruction including unjust ones and sacrificed many of the buildings and equipment for which there was no scientific or technical justification for destroying them," he said.

Iraq was responding to a New York Times report that Iraq had rebuilt three factories in an industrial complex west of Baghdad which had been closely monitored by U.N. weapons inspectors on suspicion of producing chemical and biological agents. The newspaper said the factories were so-called "dual use" plants manufacturing products for civilian use but also capable of producing vital compounds and toxins for weapons.

The U.S. and British statements were written in the conditional tense, reflecting concern that since the U.N. inspectors left Iraq in December 1998, the international community has no way of verifying such suspicions.

Ameen said the installations which the New York Times referred to were of civilian nature without the capacity to carry out chemical and biological activities. "It has become clear that installations which they are trying to portray as factories of weapons of mass destruction are in fact civilian installations that produce chloride for water treatment and agricultural pesticides," he said.

Ameen added that the "allegations and claims they are trying to circulate lack hard evidence and are no more than a fabricated suspicion based on flimsy probabilities." "The allegations...reflect frustration and bankruptcy suffered by some American departments," he said,

\* \* \* \* \*

## **Turkey launches huge security sweep**

BBC -25 January, 2001, 01:53 GMT

Turkish Interior Minister Saadettin Tantan has flown to the south-eastern city of Diyarbakir to oversee the investigation into an armed attack which killed the provincial police chief and five of his colleagues.

A massive security operation has been launched in the wake of the attack, in which grenades and automatic weapons were used against police chief Gaffar Okkan's convoy. No group has said it was responsible, but the BBC correspondent in Turkey says initial suspicion has fallen on a radical Islamic group known as Turkish Hizbollah.

Hundreds of alleged members of the organisation were arrested last year in nationwide operations, but there had been reports that it was trying to regroup. Mr Okkan spearheaded a crackdown against the group last year, and is said to have been on the group's death list.

TV footage of the incident showed the car's shattered windows and at least one body lying on the ground beside it. One of the assailants was also reported injured in the attack.

Alleged links to state

If confirmed, this would be the first time that Hizbollah has killed a Turkish official. So far it has targeted opponents like the Marxist Kurdistan Workers' Party (PKK).

Hizbollah is held responsible for several hundred killings over the last decade. Its aim, the authorities say, is to establish a strict Islamic state. But a major police operation against Hizbollah last year led to the arrest of hundreds of its members.

Scores of bodies of presumed victims of the group were found in dungeons throughout the country.

There are also allegations that the group was originally linked to state security forces, who were fighting against Kurdish rebels. Paradoxically, many of Hizbollah's victims were perceived as enemies of the state themselves.

Diyarbakir was previously at the centre of a conflict with Kurdish separatist rebels. But the rebels say they have abandoned their armed struggle for self-rule and since 1999 fighting there has dwindled.

## What's in a name? Too much in Turkey

Guardian - 25 Jan 2001

The ban on certain street names in the town of Batman has far-reaching implications for Turkey and its place in Europe, writes foreign affairs specialist Simon Tisdall

By Simon Tisdall

A plan by Abdullah Akin, the mayor of Batman in south-east Turkey, to change some of his town's street names seemed pretty unremarkable at first glance. But Mr Akin's choices, which included imaginative constructions like Mahatma Gandhi Street, Democracy Avenue and Human Rights Boulevard, proved too much for the Turkish government.

The Ankara-appointed provincial governor objected, and last week a court ruled that since Gandhi's name was associated with passive resistance to a colonial power and glorified revolt, it could not be used. The same went for 14 of Mr Akin's other seemingly innocent choices.

The court added, for good measure, that streets in Batman must not be given Kurdish names. And therein lies the explanation for the Kurdish mayor's difficulties - and one of several reasons why Turkey's bid to join the European Union, due to be set out in detail by the Ankara government this month, faces some very big obstacles.

So insecure is the Turkish government about its grip on the predominantly Kurdish areas of the south-east, where most of the country's estimated 12m Kurds live, that it continues to stamp down hard on any manifestation of a separate Kurdish identity. Officially, the Kurds are not recognised as Kurds at all, but as Turkish citizens.

Despite a change of tone under the government of Bülent Ecevit, restrictions on broadcasting and teaching in the Kurdish language remain in force. More broadly, attempts to assert Kurdish "cultural rights" or pursue political self-determination bring a routinely harsh response.

At the heart of Ankara's insecurity is the separatist movement spearheaded by the Kurdistan Workers Party (PKK). The war with the PKK has cost an estimated 30,000 lives since 1984.

The PKK declared a unilateral ceasefire after the capture of its leader, Abdullah Öcalan, in 1999, and renounced its previous demands for a separate Kurdish state in favour of enhanced cultural freedoms.

But the government has not taken the PKK at its word and the Turkish army continues to mount counter-insurgency operations that not infrequently take its troops into Kurdish-controlled northern Iraq.

Prosecutions of suspected PKK sympathisers have not ceased either, whoever they may be. Earlier this week, the Turkish authorities in Diyarbakir, near Batman, said they would charge 13 juveniles, including one nine-year-old, with "aiding and abetting" the PKK. The youths' "crime" was allegedly to shout pro-PKK slogans. Their families say they have been tortured while in detention. If found guilty, they face up to seven years in jail.

The infringement of freedoms and rights considered sacrosanct by EU countries and international bodies is not confined to Turkey's Kurds. The Turkish government is also at war with militant groups such as the Revolutionary People's Liberation Front and the Islamist faction, Hizbullah.

The leftwing RPLF were responsible for a suicide bomb attack that killed a policeman earlier this month. The group said it had acted in revenge for the violent storming by the Turkish army in December of 20 prisons where inmates were on hunger strike. At least 30 prisoners died.

Hizbullah, which shares the aims of the Iranian-backed group of the same name, is equally reviled by the government (and by many Kurds). It advocates the creation of an Islamic state in predominantly Muslim, but traditionally secular Turkey. Hizbullah is suspected of being behind the latest upsurge in violence - the ambush and killing of Diyarbakir's police chief and five policemen on Wednesday.

The crackdown on Islamists has in effect been going on since February 1997, when the army conspired to oust the government led by Necmettin Erbakan of the Islamist Welfare party. Welfare has been a banned organisation since 1998 and legal moves are afoot to ban Virtue, another Islamist party.

"The process (launched in 1997) will continue for 1,000 years if need be," the chief of Turkey's general staff, Huseyin Kivrikoglu, said recently. The military, backed by rightwing elements within the governing coalition, is meanwhile pushing for a purge from government service of suspected Islamist sympathisers.

Even in Turkish society at large, the penal code restricts freedoms of speech and publication taken for granted elsewhere. Prosecutions of journalists, academics and others who breach these regulations are commonplace.

This week, a demonstration was mounted in Ankara in support of the Anatolia news agency after it was accused by the government of being too informative in its reporting of a high-level government corruption case.

Batman was also in the news after a radio station that played a Kurdish song, entitled I Am Wounded, was ordered off the air for 90 days.

The suppression of Kurdish rights, the sometimes violent crackdowns and repression levelled at the left and right, the interference of the military in politics, the disregard for political pluralism, the restrictions on free speech, and a pattern of disrespect, bordering on contempt, for basic human rights are all issues that are certain to bedevil, and possibly scupper, Mr Ecevit's hopes of getting Turkey into the EU.

Add to that this week's furious row with France over its condemnation of the 1915 Armenian massacres as "genocide", Turkey's disputes with Greece and Cyprus and its fragile economic situation, and Turkey's EU accession begins to look like an ever more distant prospect.

\* \* \* \* \*

## **Iran Parliament condemns press crackdown by courts**

AFP - 24 January 2001

TEHRAN, Jan 24 (AFP) - A majority of reformist members of the parliament Wednesday condemned the conservative-dominated courts for the arrest of journalists and closure of reformist papers and for recent sentences handed out to "political detainees", television reported. In an open letter to the head of the judiciary, Ayatollah Mahmud Hashemi-Shahrudi, more than 150 deputies expressed their "deep concern" over "the illegal actions" of the judicial system.

"We hereby wish to express to you Mr. Shahrudi our deep concern over recent verdicts concerning the press and the sentences meted out to political prisoners," the deputies said in their letter, an extract of which was broadcast.

The signatories deplored "the lack of cooperation" by Shahrudi's collaborators and called for respect for at least "a minimum of citizens rights." "Unfortunately Mr. Shahrudi, your collaborators at the heart of the judicial system spread mistrust among the population, and that is why we ask to work to dispel the worries and have the law respected," they wrote.

The conservative-dominated courts have been running an unprecedented offensive against the reformist movement headed by the country's president, Mohammad Khatami. Some 20 publications have been suspended and 10 journalists jailed for various offences concerning their work.

During the past few days, the reformist movement has intensified its attacks on the courts after heavy sentences on around 10 supporters of President Khatami for taking part in a Berlin conference deemed un-Islamic.

\* \* \* \* \*

## **UN, Iraq ready aid distribution plan**

AFP January 24, 2001

BAGHDAD: The United Nations and Iraq are preparing a new aid distribution plan for the latest phase of the oil-for-food programme, the UN aid coordinator Tun Myat said on Wednesday.

The joint coordination committee, which is co-chaired by the United Nations and the government of Iraq, met Sunday "as part of the ongoing preparations to conclude the distribution plan for phase nine of the humanitarian programme," Tun Myat said. The Iraqi cabinet called the same day on the United Nations to give the green light to Iraqi financial assistance to the Palestinians and to impoverished Americans. Baghdad says it has set aside aid of one billion euros (940 million dollars) for the Palestinians and their uprising against Israel and has also offered 100 million euros (\$94 million) to poor US citizens.

The United Nations has so far failed to approve the Palestinian aid, but noted that the oil-for-food programme was designed to benefit Iraqis only. "So far, there has not been any notification of approval by the Security Council," Tun Myat said on Tuesday.

"My understanding is that there has been no agreement because some Security Council members said the original oil-for-food resolution was primarily meant for the benefit of Iraq," he said. The matter had been discussed by the UN sanctions committee and passed on to the Security Council.

Iraq, which has been under an embargo since it invaded Kuwait in 1990, is allowed under the oil-for-food programme to export a limited amount of oil in exchange for food and other basic necessities.

## **Iraq accepts U.N. oil inspection team**

UPI -25 January 2001 16:20 (ET)

By WILLIAM M. REILLY

UNITED NATIONS, Jan. 25 (UPI) – Iraq will accept oil infrastructure inspectors who will evaluate the needs involved in upgrading the country's petroleum producing ability, U.N. spokesman Fred Eckhard said on Thursday.

The last extension of the so called oil-for-food program, which allows Baghdad to sell its petroleum and use a portion of the proceeds to purchase humanitarian relief, also clears Baghdad to spend up to 600 million euros (\$553 million) for the infrastructure improvements. A provision in that resolution asked Secretary-General Kofi Annan to make the necessary arrangements, subject to approval of the Council, to allow the funds to be deposited in an escrow account and used, "for the cost of installation and maintenance, including training services, of the equipment and spare parts for the oil industry."

Iraq was asked to cooperate in implementation of the arrangements and said it would in a letter sent to the Office of the Iraq Program, which oversees the oil-for-food program.

Earlier this week, the spokesman said the experts had been ready to travel to Iraq since early this month, but that Baghdad had not as yet officially notified the United Nations that they would be allowed in. The oil-for-food program, authorized by the council in 1996, was initiated with the aim of alleviating suffering of the civilian population because of sanctions imposed on Iraq following the invasion of Kuwait in 1990, which in turn led to the 1991 Gulf War. International arms inspectors, who were supposed to determine if Iraq was no longer producing weapons of mass destruction, have been barred from Iraq since December 1998.

\* \* \* \* \*

## **Syria's Assad says US policies on Middle East peace have "failed"**

AFP - 25 January 2001

TEHRAN, Jan 25 (AFP) - Syrian President Bashar al-Assad on a visit to Iran has described the policies of the former US administration on the Middle East peace process as a failure, the official IRNA news agency reported Thursday.

Speaking after meeting late Wednesday with President Mohammad Khatami, Assad said the policies of former president Bill Clinton's administration on the Middle East and the peace talks had "failed." "Syria wants a fair and stable peace that will assure the interests of all," said Assad who arrived in Tehran Wednesday on his first trip to close regional ally Iran since taking power six months ago after the death of his father.

"I believe that our countries' good relations, which held firm under the most difficult circumstances, must be aimed at protecting the interests of all Arab and Islamic countries in the region," the Syrian head of state said.

Khatami for his part said Tehran has a "special respect for the Syrian government's resistance against the Zionist forces," adding that both countries share "close views on the peace talks." He said the Palestinian issue was one of the most pressing in the region, saying "Palestine belongs to all Palestinians."

"A stable peace can not be reached without the realization of the Palestinian people's rights."

He said the only solution to provide for and maintain the region's interests, as well as the rights of Palestine, Syria and Lebanon, was for all regional countries to shape their policies to "defend the Islamic resistance in Lebanon and the Palestinian intifada."

"Our two countries are moving towards the realisation of the just rights of all Muslim nations with the cooperation of Arab and Islamic countries," Khatami affirmed.

Early Thursday, Assad met supreme leader Ayatollah Ali Khamenei. He is also expected to visit the shrine of late Imam, Ayatollah Ruhollah Khomeini, founder of the Islamic republic. Tehran and Damascus traditionally take similar positions on the Arab-Israeli conflict and both support the Palestinian intifada.

Iran, which strongly opposes the Middle East peace process, has refrained from directly criticising Damascus for its on-again, off-again negotiations with the Jewish state. Arab diplomatic sources said Assad, who was in the United Arab Emirates Sunday, could also try to mediate a long-running dispute between Abu Dhabi and Tehran over three Gulf islands claimed by both.

Assad, who is accompanied by a high-ranking political delegation, is scheduled to leave Tehran later on Thursday.

\* \* \* \* \*

AP - 23 January 2001 **U.S. Offers Use of Syria Pipeline**

By BARRY SCHWEID, AP Diplomatic Writer

WASHINGTON (AP) - The Bush administration Tuesday offered to let Syria help Iraq export its oil, provided the revenue would be used to buy food and medicine for the Iraqi people under a U.N. program.

Syria would have to make the request to the U.N. sanctions committee to designate the 552-mile-long pipeline as an authorized export route under the oil-for-food program, State Department spokesman Richard Boucher said. The pipeline runs from Iraq's northern Kirkuk oil fields to Syria's Mediterranean port of Baniyas. The pipeline was opened in mid-November with a shipment of 150,000 barrels of oil, which a Syrian oil industry source said was not for export but was only to test the reopened pipeline that was shut down in 1982.

The Los Angeles Times reported Tuesday the pipeline is generating at least \$2 million a day in illicit funds for Iraq in what the newspaper described as a smuggling operation, "one of the most flagrant violations yet" of sanctions imposed by the United Nations (news - web sites) after Iraq's invasion of Kuwait in 1990. The newspaper said illegal oil shipments also are flowing by land through Turkey and Jordan and via Iraq's sea lanes, but they are "nickel-and-dime" operations compared with the Syrian route.

Syria and Turkey opposed Iraq in the 1991 Persian Gulf War to liberate Kuwait. Jordan tilted in Iraq's direction without much criticism from the United States, which apparently concluded the kingdom was vulnerable to its neighbor.

Boucher declined to verify much of the Los Angeles newspaper report, which was attributed to unidentified senior U.S. officials, Middle East diplomats and oil experts. "We've had conversations with the Syrian government," and "they have told us that they do not intend to violate United Nations resolutions," Boucher said. Also, Syrian officials have told the United States they have not reached final agreement to import oil from Iraq, he said.

The U.N. sanctions committee has joined with the United States in looking into reports the pipeline was open for test flows or other uses, Boucher said.

"What is clear is that we would support a request for this pipeline to be designated as one of the authorized export routes under the oil-for-food program, so that the payments then are made under U.N. control," he said. "We believe that other members of the U.N. sanctions committee would support that, as well."

---

---

## **Turkish police chief killed in ambush**

BBC - 24 January, 2001, 18:38 GMT

Gunmen have killed a provincial police chief and five other officers in an ambush in southeastern Turkey.

The unidentified assailants fired on police chief Gaffar Okkan's car soon after he left his headquarters in Diyarbakir, the capital of Turkey's mainly Kurdish region. Earlier reports described the attack as a bombing.

No group has yet said it carried out the killing. Mr Okkan spearheaded a crackdown against the Islamic militant group Hizbollah last year, and is said to have been on the group's death list.

Prime Minister Bulent Ecevit said a "meticulous" investigation into the incident was already under way. TV footage of the incident showed the car's shattered windows and at least one body lying on the ground beside it.

One of the assailants was also reported injured in the attack.

Alleged links to state

If confirmed, this would be the first time that Hizbollah has killed a Turkish official. So far it has targeted opponents like the Marxist Kurdistan Workers' Party (PKK). Hizbollah is held responsible for several hundred killings over the last decade.

Its aim, the authorities say, is to establish a strict Islamic state. But a major police operation against Hizbollah last

year led to the arrest of hundreds of its members. Scores of bodies of presumed victims of the group were found in dungeons throughout the country.

There are also allegations that the group was originally linked to state security forces, who were fighting against Kurdish rebels. Paradoxically, many of Hizbollah's victims were perceived as enemies of the state themselves.

Diyarbakir was previously at the centre of a conflict with Kurdish separatist rebels. But the rebels say they have abandoned their armed struggle for self-rule and since 1999 fighting there has dwindled.

\* \* \* \* \*

## Reza Pahlavi urges end to support for moderates

AFP - 24 January 2001

WASHINGTON, Jan 24 (AFP) - Reza Pahlavi, son and heir of the late Shah of Iran, on Wednesday urged the international community, particularly the United States, to abandon efforts to improve ties with the current Iranian regime. Pahlavi said the Islamic republic's current government, led by President Mohammad Khatami who is seen by many as moderate, had failed to live up to promises to institute wide-ranging reforms.

"The train of reform has left the station and the honeymoon Khatami enjoyed is over," said Pahlavi, the son of Iran's last monarch, Mohammad Reza-Pahlavi who was forced from power by the Islamic revolution in 1979.

Speaking to reporters at the National Press Club here, Pahlavi complained of "continued repression and failures of president Khatami to fulfill his campaign promises of freedom and prosperity." "Today, the regime ponders whether and how to 'sell Khatami' to the public for a second term," he said, referring to Iran's next presidential election scheduled for June.

Pahlavi compared the situation Khatami faces, who is struggling against conservatives in the country's theocratic hierarchy, to that encountered by former Soviet leader Mikhail Gorbachev as he attempted reforms.

"He is like a Gorbachev stuck in the old politburo," Pahlavi said of Khatami, urging the United States and others to give up attempts at rapprochement. "The United States cannot afford to invest its diplomatic and political energies on finding moderates in the clerical regime," he said.

"I urge the new administration to invest in the people of Iran and their rightful struggle for a non-violent transition to democracy and secularism," said the 40-year-old Pahlavi, who has lived in exile here since his father was toppled. Pahlavi, noting rising discontent especially among the young, also appealed for the upcoming polls to be "free and fair" and called for a referendum to establish a new "democratic and secular" regime.

Asked about his own ambitions, Pahlavi said he wanted be a "catalyst" for change in Iran and declared himself "ready to serve" by taking the throne in a constitutional monarchy or in another position in a republic.

\* \* \* \* \*

---

## Turkey increases water flow to Syria

- A small but important step was taken in water issue as Turkey starts to increase water flow to Syria. Analysts say that this step may continue to accelerate the good ties between the two countries

In 1998 Turkey accused Syria of backing terrorist Kurdistan Workers Party (PKK) and threatened to attack Syria if it did not stop helping the terrorists. Syria backed down and expelled outlawed PKK leader Abdullah Ocalan. Since that deal in late 1998 relations between the two neighbors has improved but are still plagued by disputes over using the waters of the Euphrates river, which rises in Turkey.

Although the two countries have taken a significant step in some previously controversial issues such as security so far, there are several subjects that remain to be solved, like the water dispute.

It has been reported that a small but important step was taken in the water issue as Turkey started to increase water flow to Syria.

A long-running Syrian-Turkish water dispute may be beginning to ease with Turkey releasing more of

the Euphrates' river water to its southern neighbor, an official at Syria's Irrigation Ministry said Wednesday.

A Syrian official told the reporters that the amount of water released from Turkey varied daily, but has averaged about 550 cubic meters (19,250 cubic feet) per second since the beginning of the year. The figure was as low as 75 cubic meters (2,625 cubic feet) in September 2000.

"Matters are getting better and are moving forward with serious steps," he said. But Syria, he added, was "still looking for a just and reasonable share of water according to international law."

Damascus maintains that dams being built by Turkey on the Euphrates could sharply reduce the flow of water to Syria, which has in recent years suffered from a severe drought. The scarcity of water has forced Syrian authorities to ration domestic use and ban excessive patterns of consumption like hosing the exterior of buildings and watering private gardens.

26 JANUARY 2001, Copyright © Turkish Daily News



## Turks and Kurds mourn Okkan

- **UNITED IN SORROW** - Diyarbakir grinds to halt as tens of thousands of Turks and Kurds march in protest at assassination of popular police chief throwing carnations and demanding the assassins be caught
- **CHANGING MOOD** - For the first time ever, shopkeepers close blinds in protest at killing of a state official in the Southeast, whereas in the past they would do this to protest the killing of militants
- **VICTIM OF SUCCESS** - As a result of bringing peace and unity to the region, Okkan had become very popular and no longer saw the need to use an armor plated car like he did when he took office three years earlier

Diyarbakir/Ankara - Turkish Daily News

A sure sign that unity and communal spirit has returned to the Southeast following the end of 15 years of conflict against Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorism, Turks and Kurds alike have been protesting in their thousands in the city of Diyarbakir Thursday in Turkey's largely ethnic Kurdish populated Southeast in condemnation of the assassination Wednesday night of Chief of Police Gaffar Okkan and five other police officers.

Shopkeepers kept their shutters down in protest -- something they used to do in protest at the killing of separatist militants -- and that inner-city minibus drivers, tradesmen and shopkeepers had refused to work for one day, also in protest.

Civil servants, teachers and students all took a day off in protest as well, again something that used to be done when PKK militants were killed in the past. Turks and Kurds alike have been taking to the streets in their thousands protesting the assassination and calling for the killers to be caught. Crowds accompanying the coffins walked, clapped in union and threw carnations. Cabinet and state ministers attending the funeral as well as relatives, police officers and civilians were unable to hold back their tears.



The Parliamentary Internal Affairs

Commission also took a day off from debating proposed laws. Commission member and Nationalist Movement Party (MHP) member for Tokat Hasan Huseyin Balak noted Okkan's popularity and the fact he got where he was without using any string pulling or old-boy networks, such as the man's integrity and popularity.

**Saw no need for armor plated car**

Police Chief Okkan's popularity since he took office three years ago had risen dramatically and

he had won the hearts of both the Turkish and ethnic Kurdish population of the city and its environs by removing the terrorist threat and creating a more positive environment. He had also had several inner-city road blocks dismantled, but these are back in place now as police hunt down the assassins. Such was Okkan's popularity that he no longer saw the need to travel in an armored official car like before when PKK terrorism was at its height.

Although no group has claimed responsibility for the attack, suspicion has fallen on the Islamic Kurdish militant group Hizbollah, reported the Associated Press. Diyarbakir was a stronghold of Hizbullah before a state crackdown spearheaded by Okkan last year led to the arrest of hundreds of its members.

Following a funeral ceremony in Diyarbakir attended by thousands of locals, the bodies of both Okkan and one police officer were flown by military transport aircraft to Ankara for a ceremony that was then held early yesterday afternoon in front of the Interior Ministry.

Okkan will be buried in Hendek, Sakarya today. The entire team and management of Diyarbakirspor football club is attending the funeral; another sign of the police chief's popularity with the local population.

Interior Minister Sadettin Tantan arrived in Diyarbakir early yesterday to oversee police efforts and for the officers' funeral. Citizens marched to the governor's office in Diyarbakir, where they held a minute of silence and paid their respects before the coffins of the slain officers draped in Turkish flags. The police chief had released the names of 26 suspected Hizbullah hitmen in a press conference last week, the semi-official Anatolia news agency said. If confirmed, it will be the first time that Hizbullah has killed a Turkish official. The group has mainly targeted its opponents, including members of the Marxist PKK, leading many to speculate that Hizbullah had been at first backed by the state because of its opposition to the PKK, but later went out of control. Hizbullah is not connected to the Lebanese organization of the same name.

The assailants, now believed to have numbered 10, opened fire on Okkan's car about one kilometer from Diyarbakir's police headquarters with a Kalashnikov assault rifle and hand grenades, three of which were found unexploded at the scene.

Another weapon used in the attack was a Makarov pistol, a weapon popular with Hizbullah terrorists. A total of 430 spent cartridges were also found at the scene. All the windows of the car were shattered in the attack.

Okkan and three officers died on the spot; two other officers died in hospital.

Police detained several suspects after the attack. Anatolia quoted police as saying that at least one of the assailants was apparently injured in the ensuing shootout.

Those killed alongside Okkan have been identified as Mehmet Kamali, Atilla Durmus, Selahattin Baysoy, Mehmet Sepetci and Sabri Kun.

---

## 56 Kurdes en situation irrégulière interpellés à Marseille



MARSEILLE (France), 26 jan (AFP) - 17h45 - Cinquante-six Kurdes turcs venant d'Italie et voulant se rendre à Calais, dans le nord de la France, pour embarquer vers la Grande-Bretagne, ont été interpellés dans la nuit de jeudi à vendredi à la gare de Marseille (sud), a-t-on appris de source policière.

Les clandestins parmi lesquels des familles entières avec des enfants, qui suivaient une filière d'immigration clandestine, ont été placés en garde à vue en attendant d'être reconduits à la frontière, a-t-on indiqué de même source.

Informée de leur arrivée, la police avait déployé à la gare de Marseille un important dispositif d'une centaine d'hommes accompagnés de maîtres chiens.

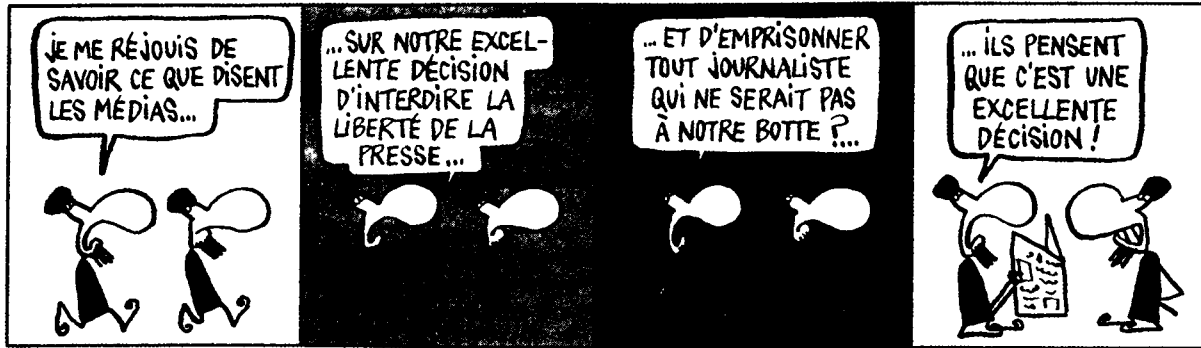
La police a constaté ces dernières années une forte augmentation des trafics de clandestins à destination de la Grande Bretagne, a-t-on rapporté de source policière. Un voyage de Turquie vers l'Angleterre se monnaierait à 50.000 F (7.622 EUR) par personne, selon la police.



IRAN

# En réalité, Khatami est un conservateur !

Le président iranien a déçu les attentes de ses partisans et n'a pas tenu ses engagements, souligne *Kayhan*, journal iranien publié à Londres. Dès lors, le qualifier de réformateur n'a plus de sens.



▲ Dessin de Mix et Remix paru dans L'Hebdo, Lausanne.

■ **Réactions**  
La communauté internationale continue à réagir aux lourds verdicts infligés par la justice iranienne aux intellectuels qui ont participé à une conférence à Berlin en avril 2000. Outre les gouvernements de l'Allemagne, du Canada et des États-Unis, l'Union européenne, dans un communiqué officiel, a qualifié ces verdicts de contraires aux normes internationales des droits de l'homme et de la liberté, et a déclaré qu'"[Ils] vont à l'encontre des tentatives du gouvernement iranien de créer une société civile reposant sur le respect de la loi".

KAYHAN (extraits)  
Londres

J'ai récemment écrit contre l'idée selon laquelle ne pas se présenter aux élections serait pour Mohamad Khatami une trahison. Je pense au contraire que ne pas se retirer serait à la fois se trahir et tromper les gens. Un ami me disait que le départ de Khatami aurait comme conséquence la mainmise totale des conservateurs sur la scène politique du pays. En réponse, je lui demandais si ce n'était pas déjà le cas aujourd'hui, alors qu'il est au pouvoir ?

Distinguer deux tendances, l'une "conservatrice" et l'autre "réformatrice", au sein du champ politique iranien est une erreur. Ces deux termes nous viennent des langues étrangères, de pays dans lesquels la démocratie existe. Les mots comme "réformateur" ou "conservateur" y ont clairement une signification. Il est vrai qu'il existe en Iran un mouvement réformiste et profondément populaire. La grande majorité de la population iranienne est exaspérée par le pouvoir. Aujourd'hui, même les fondateurs du système de "Velayat-e Faqih" [jurisconsulte chiite], ainsi que ceux qui l'ont institutionnalisé dans la Constitution, remettent en question ce type de gouvernement. L'élection présidentielle qui a conduit Khatami au pouvoir a été une occasion pour que le peuple exprime haut et clair ce qu'il avait gardé sur le cœur.

Cet enthousiasme n'était pas lié au charisme personnel de Khatami, mais plutôt à sa capacité de lancer la réforme. Quelles que soient les tractions entre les différents groupes au sein du pouvoir qui ont conduit à la

candidature de Khatami, ce dernier est entré sur la scène politique avec deux slogans principaux : le respect de la loi et la promotion de la société civile. Ces deux propositions reflétaient les attentes populaires et expliquaient les 20 millions de vote en sa faveur. La population a saisi cette occasion pour se manifester. La société a pu sortir de sa dépression ; le chemin s'ouvrait pour une réforme lente. C'était plutôt un bon signe pour une population qui, depuis vingt ans, avait vécu une révolution et une guerre destructrice, et qui se méfiait de tout changement anarchique et sanguinaire.

**LE PRÉSIDENT KHATAMI N'EST PLUS LE MÊME**

Personne ne s'attendait que Khatami engageât une révolution, renversât le Guide de la révolution ou réformât la Constitution. Ces premiers pas étaient quand même porteurs d'espoir. Quand la censure a été allégée et que l'occasion a été donnée aux penseurs et aux journalistes de décrire les réalités du pays, quand la pression a été réduite sur les universités et les rassemblements, et que des débats libres sur les questions sociales et culturelles ont été de nouveau permis, on avançait réellement vers des "réformes". D'autres événements marquaient aussi cette volonté : les élections pour les conseils municipaux ont eu lieu d'une manière honorable. Quand Khatami a pris une position ferme face au meurtre tragique de Parvaneh et de Daryoush Forouhar [respectivement intellectuel et opposant politique assassinés en 1998] et a exigé des réponses, le ministère de l'Intérieur a été obligé d'assumer la responsabilité de ces actes. L'ensemble

de ces actions a encouragé la population à croire en un changement dans la pensée et les modes d'action du gouvernement et de ses institutions.

On a pu croire à cette époque que le changement à la tête du pouvoir judiciaire et la tenue des élections parlementaires signifiaient que ces deux institutions se libéreraient du joug des "conservateurs" et qu'il ne resterait alors plus de freins institutionnels à la réalisation d'une culture et d'une pratique de respect du droit et de la création de la société civile. Cet espoir est aujourd'hui devenu vain, car Khatami s'est arrêté en route : il est apparu soudain comme un combattant sans volonté face à cette même machine corrompue et despotique à laquelle il s'était attaqué. Khatami n'est plus le même. Tous ceux qui ont contribué, au nom d'un espoir de changement, à son arrivée au pouvoir sont aujourd'hui anéantis alors qu'il est président du pays. Ils ont payé cher le prix de leur confrontation avec les conservateurs.

Il vaut mieux qualifier Khatami de conservateur. Il a choisi la soumission face à toutes les injustices, les illégalités et les scandales, en avançant l'excuse du manque de "moyens d'action nécessaires". Alors que ses partisans parlent de la nécessité de modifier la Constitution pour renforcer les pouvoirs du président, Khatami dit que tout changement de la Constitution est un acte de trahison. Khatami est désormais un symbole du conservatisme.

Hakim Hagh Nazar

## Un bilan globalement positif, mais...

**Figure politique de renom dans le camp réformateur et secrétaire général du Parti de la solidarité de l'Iran Islamique, Mohammad-reza Rah Chamani dresse un bilan critique de l'élection de Khatami.**

JAME'E-YE MADANI (extraits)

Téhéran

**Est-ce que l'ouverture politique actuelle se rapproche des attentes de la population après la révolution ?**

**MOHAMMAD-REZA RAH CHAMANI\*** Nous y sommes presque. Nous nous sommes trouvés dans un contexte très spécifique au lendemain de la révolution et de la guerre qui nous a été imposée [Iran-Irak]. Depuis le 2 Khordad [l'élection de M. Khatami], nous avons été témoins d'une ouverture politique. Il s'agit d'un grand acquis du mouvement des réformes obtenu grâce aux efforts du gouvernement et du Président, ainsi qu'aux sacrifices des réformateurs. Un autre acquis est le respect des lois dans le pays à l'échelle de toutes les institutions.

**Quels sont les problèmes que rencontre aujourd'hui le mouvement des réformes ?**

Il y a d'un côté ceux qui s'opposent au prin-

cipe même de la réforme, mais de l'autre aussi un discours radical au sein du mouvement réformateur lui-même. Or ce dernier ne s'est jamais positionné en dehors de la révolution et du régime. Ses initiateurs souhaitaient réformer le système sans le remettre en cause. En ce sens, le programme de Khatami en est le point culminant. Pour poursuivre les réformes, il faut un agenda solide et pratique qui doit être clairement exposé au Parlement et au peuple. Il faut savoir répondre aux revendications populaires en impliquant le gouvernement et le Majlis dans le cadre de la Constitution, des valeurs et des principes du régime. En surveillant les dérives et en y remédiant, le Parlement pourrait jouer un rôle crucial dans ce processus.

**Pensez-vous que M. Khatami a pu réaliser ce qu'il avait promis durant ces trois dernières années ?**

Globalement, oui. Mais ces acquis n'ont pas été à la hauteur des attentes des réformateurs et de la population. M. Khatami n'a pas su suffisamment profiter du grand appui que représentait le soutien des 20 millions d'électeurs qui lui ont exprimé leur confiance.

**Quelles sont vos impressions pour la période qui va suivre ?**

Plus on s'approche des élections, plus on ressent une tension et une excitation. Chaque camp se mobilise pour présenter ses candidats. Pourtant, il est possible que la compétition électorale ne soit pas loyale et ne se déroule pas selon des principes sains. En tout cas, la campagne doit éviter toute diffamation, pour que les gens puissent choisir leur candidat en connaissance de cause. Il faut encourager au maximum la participation des électeurs et, pour cela, il nous faut des candidats sérieux. Les responsables qui décident de l'éligibilité des candidats doivent le faire avec conscience, pour permettre qu'un grand nombre de candidats puissent se présenter à l'élection présidentielle. Cette participation des électeurs pourra contribuer à renforcer la stabilité du régime.

\* Il a joué un rôle important et actif pour mobiliser les électeurs réformateurs lors de l'élection présidentielle et des municipales de Téhéran. Il dirige le journal *Solidarité*, organe officiel de son parti, lequel compte un groupe parlementaire de cinquante membres au sein du Majlis.

### Treize adolescents menacés de 3 à 5 ans de prison pour "soutien" au PKK



DIYARBAKIR (Turquie), 22 jan (AFP) - 13h15 - Une cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Diyarbakir (sud-est) a inculpé lundi treize adolescents âgés de 10 à 16 ans de "soutien" à la rébellion kurde de Turquie, réclamant des peines de 3 à 5 ans de prison pour chacun d'entre eux, a-t-on appris auprès de la Cour.

La police avait interpellé le 9 janvier dans la petite ville de Viransehir (sud-est), 28 jeunes qui avaient lancé des slogans favorables au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et à son chef Abdullah Ocalan, emprisonné en Turquie.

L'acte d'accusation demande que les 13 jeunes, dont 6 sont actuellement écroués, soient punis aux termes de l'article 169 du code pénal pour "soutien à une organisation illégale", a-t-on précisé de même source.

Le document estime qu'il n'y a pas lieu de mener une poursuite judiciaire à l'encontre de 15 autres qui avaient également été interpellés.

Les médias turcs et l'Association turque de défense des droits de l'Homme (IHD) avaient dénoncé l'interpellation de ces adolescents et le fait qu'ils soient emmenés à leur interrogatoire menottés.

Le PKK a mené pendant 15 ans une rébellion armée en vue d'établir un Etat kurde indépendant dans le sud-est à majorité kurde, qui s'est soldée par 36.500 morts, selon un bilan officiel.

Il a annoncé l'arrêt des combats et son retrait de Turquie à partir de septembre 1999, après la condamnation à mort en Turquie de son chef, affirmant prôner une solution pacifique au conflit.

Mais l'armée turque a rejeté cette annonce et proclamé qu'elle poursuivrait les rebelles jusqu'au dernier.

## Des milliers de manifestants dénoncent un attentat sanglant à Diyarbakir



DIYARBAKIR (Turquie), 25 jan (AFP) - 10h17 - Quelque quatre mille manifestants ont dénoncé jeudi à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, l'attentat sanglant qui a coûté la vie la veille au chef de la police de la province et à cinq autres policiers, a constaté l'AFP.

Les manifestants, brandissant des drapeaux turcs, ont défilé dans les rues de la ville en scandant des slogans comme "Il était notre père" ou "les mains qui l'ont tué seront brisées", condamnant l'attaque au fusil automatique qui a également blessé quatre policiers dans le centre-ville.

Beaucoup de magasins étaient fermés en signe de deuil, a-t-on constaté.

Le ministre de l'Intérieur Saadettin Tantan et de nombreux députés ont assisté à une cérémonie organisée à la mémoire des victimes devant la direction de la police de la ville.

Des agresseurs ont ouvert un feu croisé sur la voiture qui transportait le chef de la police, Gaffar Okkan, 48 ans, alors qu'il venait de quitter ses bureaux. Sa voiture a été criblée de balles.

Des barrages de police ont été installés aux routes d'accès à la ville.

Le gouverneur de Diyarbakir a déclaré jeudi que des suspects avaient été interpellés, mais aucun des assaillants n'a pu être capturé. "Nous pensons qu'il s'agit de quatre agresseurs", a-t-il dit, cité par l'agence Anatolie.

Il a indiqué M. Okkan n'utilisait pas son véhicule blindé "car il avait confiance dans le peuple de Diyarbakir et vice-versa". Il a demandé aux habitants d'aider les forces de sécurité à capturer les agresseurs.

L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les médias turcs évoquaient essentiellement la piste de l'organisation islamiste clandestine turque Hizbullah, contre laquelle M. Okkan et ses hommes avaient mené une lutte acharnée dans la région, acclamée par la presse.

Dans un dernier entretien accordé au journal à gros tirage Sabah, quelques heures seulement avant d'être tué, M. Okkan faisait état de la présence à Diyarbakir de 26 "tueurs armés" du Hizbullah. "Leur capture est imminente", avait-il dit.

La tension a sensiblement décliné dans la région depuis que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a proclamé en septembre 1999 la fin de sa rébellion armée et a commencé à se retirer du territoire turc.

Depuis, les mesures de sécurité massives qui avaient été prises par les autorités ont été réduites et la vie est pour l'essentiel revenue à la normale.

L'existence du Hizbullah turc est apparue au grand jour en janvier 2000 avec la mort de son chef de l'époque, Huseyin Velioglu, et l'arrestation de deux de ses complices, à l'issue d'une fusillade à Istanbul. L'enquête avait abouti à la découverte de nombreux charniers contenant plusieurs dizaines de corps, dont de nombreux à Diyarbakir, que les enquêteurs estiment être ceux de victimes du Hizbullah.

Les autorités tuques estiment que le Hizbullah n'a pas de lien avec le Hezbollah pro-iranien établi au sud-Liban.

## Le Conseil de l'Europe condamne les assassinats en Turquie



STRASBOURG, 25 jan (AFP) - 17h06 - Le Conseil de l'Europe a condamné "fermement" jeudi à Strasbourg l'assassinat du chef de la police de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), M. Gaffar Okkan, et de cinq de ses collaborateurs.

Le président du Comité des ministres, Indulis Berzins (Lettonie), le président de l'Assemblée parlementaire Lord Russell-Johnston, et le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Walter Schwimmer, ont fait part de leur "profonde sympathie" aux familles des policiers décédés, selon un communiqué publié au siège de l'organisation qui compte depuis jeudi 43 Etats membres.

Les dirigeants européens ont également déclaré leur "solidarité avec les habitants de Diyarbakir qui ont exprimé leur colère et leur frustration après ce nouvel attentat sanglant dans une région en proie à la violence depuis de nombreuses années".

Environ 15.000 personnes ont manifesté jeudi à Diyarbakir, coeur de la rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), pour condamner l'attentat qui a coûté la vie, mercredi, aux six policiers.

DIPLOMATIE

# La Turquie rattrapée par l'Histoire

*Fureur à Ankara après la reconnaissance par la France du génocide arménien. Seuls quelques historiens turcs sont prêts à lever les tabous*



Manifestation d'Arméniens devant l'Assemblée nationale, à Paris.

**L**a réaction outragée de la Turquie à la reconnaissance, par l'Assemblée nationale française, le 19 janvier, du génocide arménien de 1915 est-elle un réflexe nationaliste passager, prélude à l'ouverture d'un débat plus serein sur l'Histoire, ou bien le signe d'une incapacité à solder les comptes d'un passé déjà ancien ?

Ce qui est en jeu dans ce courroux d'Ankara (rappel d'ambassadeur, menaces de rétorsions commerciales), c'est l'identification des citoyens contemporains aux soldats de l'Empire ottoman et aux Jeunes-Turcs nationalistes du début du siècle. C'est de savoir s'il existe un continuum ou une rupture entre la Turquie d'aujourd'hui et la Sublime Porte d'hier. C'est la place de ce pays dans l'Europe, alors que sa géographie,

l'islam et son histoire semblent souvent le faire hésiter entre l'Orient et l'Occident.

Les Arméniens, dont le royaume, sur les rives du lac de Van, aurait été fondé, dit la légende, par un descendant de Noé, ont connu dix dominations en deux mille ans. Mais ils préservent malgré tout leur identité et leur foi chrétienne, que personnifie notamment, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un prêtre, le bien nommé Mekhithar le Perturbateur. Citoyens ottomans de second rang, comme tous les infidèles à Mahomet, les Arméniens sont accablés d'impôts, interdits de port d'armes. Ils trouvent chez leurs voisins russes appuis, liens commerciaux et solidarité confessionnelle. Le sultan Abdulhamid II (qu'Anatole France surnommait « le Grand Seigneur ») organise, de 1894 à 1896, le

prélude au grand génocide de 1915 en planifiant des massacres systématiques d'Arméniens. Ils causeront la mort de 200 000 personnes. Les Jeunes-Turcs poursuivent cette intention génocidaire : 30 000 Arméniens seront encore massacrés en Cilicie, en 1909. En 1914, la Turquie se range aux côtés de l'Allemagne et les Arméniens, trop proches des Russes, sont accusés de déloyauté. Le gouvernement organise une gigantesque rafle à Istanbul, le 24 avril 1915, dans laquelle tombe toute l'élite arménienne. Au même moment est déclenchée une vaste déportation, menée par les soldats turcs et leurs alliés kurdes, qui durera jusqu'en 1917. On estime à environ 1,5 million de morts le bilan de ces années d'horreur. En un quart de siècle, 1 Arménien sur 2 a disparu en Turquie. Et, aujourd'hui, sur la colline des martyrs d'Istanbul se trouve le tombeau de Talaat pacha, ministre de l'Intérieur en 1915, sans doute l'un des pires persécuteurs du peuple arménien.

En 1919, des procès s'ouvrent à Constantinople. Des fonctionnaires reconnaissent avoir reçu l'ordre d'exterminer les Arméniens. L'année suivante, Mustafa Kemal renverse le sultan et instaure l'Etat national turc. Les puissances occidentales ont alors d'autres soucis, tandis que naît la Turquie moderne. Et c'est celle-ci, aujourd'hui, qui nie le génocide comme si elle-même l'avait perpétré. A Ankara, on admet des massacres, liés aux horreurs de la guerre, mais l'on ajoute qu'ils furent

réiproques. On évoque éventuellement une déportation, mesure d'autodéfense, qui aurait mal tourné, faisant entre 300 000 et 500 000 morts. Pourquoi cette attitude, tant d'années plus tard ? Ressentiment à l'égard de la tentation terroriste des Arméniens à la fin des années 1970 ? Fierté nationaliste blessée, alors qu'avant les parlementaires français, ceux de Grèce, de Belgique, d'Italie, de l'Union européenne, de Russie, de Californie, du Delaware, du Massachusetts, de l'Ontario et du Québec avaient déjà reconnu le génocide ? Que bientôt, peut-être, le Congrès américain pourrait faire de même ? Ou bien est-ce la peur de devoir, un jour, répondre à des

*Ce qui est en jeu, c'est la place de ce pays dans l'Europe*

demandes de réparations ? Seuls quelques rares historiens turcs, comme Taner Akçam, de l'université de Hambourg, ou Halil Berktaş, de l'université Sabancı, à Istanbul (voir *L'Express* du 9 novembre 2000), souhaitent que soient levés les tabous de l'Histoire. Il serait heureux qu'on les entende car, tant qu'elle occulte les crimes du passé, la Turquie d'aujourd'hui agit comme si elle en était toujours la complice. ● **Michel Faure**



MUSTAPHA OZER / REUTERS

Après le vote du Parlement, la sécurité a été renforcée autour du consulat de France à Istanbul.

# Fureur antifranaçaise en Turquie

*Représailles tous azimuts après le vote de la loi sur le génocide arménien.*

Istanbul de notre correspondant

**C**haque jour, des groupes de quelques centaines de personnes se regroupent devant l'ambassade de France à Ankara pour crier leur colère après l'adoption par le Parlement français, le 18 janvier, d'une loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. Il y a parfois des syndicats de fonctionnaires; le plus souvent, il s'agit de militants nationalistes ou de représentants d'associations d'anciens officiers et sous-officiers qui condamnent «une décision contre le peuple turc prise pour des intérêts électoraux». La folie «antifranaçaise» continue de balayer la Turquie, alors que le Premier ministre, Bülent Ecevit, les diplomates, plusieurs universitaires et des hommes d'affaires appellent au calme

**Langue.** Trois projets de loi contre la France sont déposés au Parlement turc depuis mercredi. Les députés de la coalition gouvernementale et ceux du Parti islamiste veulent une loi qui reconnaîtrait et condamnerait «le génocide en Algérie, le soutien français au génocide au Rwanda et les massacres en Indochine commis par la France». De leur côté, les ministres de la Santé et de l'Agriculture ont déjà annoncé que l'achat des médicaments, des vaccins et des équipements médicaux, ainsi que celui des produits agricoles français, y compris le vin, seront interdits si la loi n'était pas annulée par le Conseil constitutionnel français. La décision d'interdire l'enseignement en français par trois universités (deux publiques, İstanbul et Firat-Diyarbakir, et une privée, Ankara Baskent) a,

suscité de nombreuses protestations d'universitaires mais aussi d'éditorialistes. Même le quotidien populaire *Hürriyet*, pourtant très «antifranaçais», avait titré: «Il faut lutter contre les mauvaises politiques françaises et non contre la langue française». **Annulation.** Dès le vote de la loi sur le génocide arménien le Parlement français, Ankara avait rappelé son ambassadeur pour consultations et annulé en représailles un contrat avec la firme française Alcatel pour la construction d'un satellite espion. Le Premier ministre et le ministère des Affaires étrangères répètent pourtant que les sanctions envisagées contre la France «ne devraient pas nuire aux intérêts de l'économie turque ni causer du mal au peuple français». Un diplomate turc cité par le quotidien *Radikal* (libéral) a

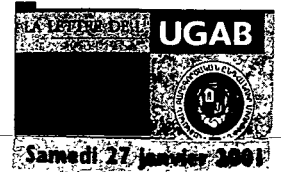
déclaré qu'Ankara ne voulait pas une aggravation de cette crise turco-franaçaise pour ne pas compliquer encore un peu plus les relations avec l'UE, ni trop perturber l'économie nationale. Quelque 220 sociétés françaises sont implantées en Turquie et représentent un volume d'investissement d'environ 5 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros) ●

RACIP DURAN

● Le chef rebelle kurde emprisonné Abdullah Öcalan a menacé d'une reprise des combats, alors que ses troupes, repliées dans le nord de l'Irak, sont prises en étau par l'armée turque et les factions kurdes locales. «Si nous sommes attaqués dans l'objectif d'être éradiqués, nous ferons usage du droit universel à la légitime défense», a-t-il déclaré dans un communiqué transmis par ses avocats.

TURQUIE

## Représailles contre la France, acte I



Coup de froid entre Ankara et Paris : quelques jours après avoir annoncé qu'elle prendrait des sanctions à l'encontre de la France, dont le Parlement a reconnu jeudi 18 janvier à l'unanimité le génocide arménien, la Turquie est passée à l'acte, avec l'annulation mardi 23 janvier du contrat avec la firme Alcatel pour la construction d'un satellite espion d'un montant de 259 millions de dollars (1,8 milliard de francs).

Le ministre turc de la Défense Sabahattin Cakmakoglu, qui a annoncé la nouvelle, a ajouté que «les sociétés françaises sont en lice dans une dizaine de projets d'armements que nous allons réévaluer en temps opportun». Le plus gros d'entre eux, qu'il a d'ailleurs mentionné, est l'appel d'offre pour la production conjointe d'un millier de chars d'assaut, d'un montant d'environ 4 milliards de dollars (28 milliards de francs). Le groupe français Giat Industries, qui était bien placé, avec le Leclerc, pour empocher le contrat, a indiqué par la voix de son porte-parole n'avoir reçu «aucune confirmation officielle» de son éventuelle mise à l'écart, tout en admettant nourrir «des craintes, au même titre que toutes les entreprises françaises». Le président de GIAT Industries, Jacques Loppin, avait déclaré pour sa part vendredi 19 janvier éprouver «un petit regret» après la reconnaissance par le Parlement français du génocide arménien : «les essais du char Leclerc en Turquie avaient été très bien réussis, et nous faisons la course en tête», avait-il confié à l'AFP.

Un autre contrat, d'un montant de 600 millions de dollars (4,2 milliards de francs), signé avec Aérospatiale pour la production en commun du missile anti-blindés Eryx, semble a priori également menacé.

De même, le PDG du constructeur d'hélicoptères Eurocopter, Jean-François Bigay, a estimé pour sa part que «la relation avec le client turc sera plus difficile».

En revanche, Alcatel, dont le PDG Serge Tchuruk est lui-même d'origine arménienne, s'est refusé à tout commentaire. Un silence auquel il ne faut pas conférer une trop grande signification politique : selon un professionnel du secteur, «le prétexte du génocide arménien arrive au bon moment et permet de dénoncer un contrat aujourd'hui dans une impasse» (Le Figaro, 24-01); car il semble bien que les négociations entamées en octobre 2000 étaient bloquées pour des raisons commerciales.

### MOBILISATION DE TOUTES LES COUCHES DE LA SOCIÉTÉ TURQUE

Sitôt la nouvelle du vote du Parlement français connue, la Turquie évoquait l'éventail des sanctions qu'elle comptait prendre contre la France.

Lundi 22 janvier, le Conseil national de sécurité (MGK) de Turquie, aussi incontournable lors des grandes décisions que dominé par les militaires turcs, accueillait «avec consternation» la loi adoptée par le Parlement français, qui «va sérieusement nuire aux liens turco-français et aura une répercussion défavorable sur la paix et la stabilité régionales».

Le premier ministre turc, Bülent Ecevit, précisait le même jour ce qu'il entendait par représailles. «Aucune des mesures que nous prendrons contre la France ne devra viser les Français, qui viennent nombreux visiter notre pays en touristes, mais plutôt quelques politiciens irresponsables. Nous pouvons faire pression sur la France sans nous causer de préjudice», a souligné M. Ecevit.

Le ton était donné : la classe politique, les médias, les acteurs économiques et la société civile se soulèveraient pratiquement dans un même élan contre les intérêts français.

Vendredi 19 janvier, le consulat de France à Istanbul était la cible d'un groupe de manifestants du parti d'extrême-droite MHP, qui lançaient des œufs sur l'immeuble de la représentation diplomatique française.

Par ailleurs, quelque 300 manifestants se rassemblaient le même jour devant l'ambassade de France à Ankara, et déposaient une gerbe noire en signe de protestation contre le vote du Parlement français.

Les médias se mettaient au diapason. «Le Parlement français a détruit une amitié historique, qui remontait à l'époque de Süleyman le Magnifique, pour quelques votes arméniens», écrivait le quotidien Hürriyet dans son éditorial du 19 janvier. Milliyet, quant à lui, appelait ses lecteurs à «inonder Jacques Chirac de messages», en publiant les numéros de téléphone et de fax, ainsi que l'adresse e-mail du chef de l'Etat français.

La télévision turque TRT annonçait pour sa part lundi 22 janvier dans un communiqué, qu'elle avait «décidé d'annuler à partir du 17 avril 2001 le protocole avec Canal France International (CFI)», aux termes duquel les deux organismes échangent des programmes de télévision. Le protocole avait été signé en 1991 et renouvelé en 1998, précise le communiqué.

Répercussion semblable du côté des universités : c'est ainsi que le Recteur de l'Université d'Istanbul, Kemal Alemderoğlu, annonçait que son établissement allait rompre sa coopération scientifique avec les Universités de Descartes, Toulouse et Strasbourg.

D'autres corporations ou associations se sont jointes à ce vaste mouvement, qui touche toute la société civile.

L'une des associations de chauffeurs de taxis d'Istanbul a demandé à ses membres de ne plus prendre en course des clients français.

L'Union des Vétérinaires de Turquie a appelé au boycottage de tous les médicaments français, selon la chaîne de télévision turque NTV.

Plus politique, cette fois, a été la décision, selon le journal turc Aksam (23-01), de rouvrir le 8 février prochain le mausolée restauré de Sahinbey, tué le 5 novembre 1919 «durant la lutte pour l'indépendance contre les Français, qui occupaient alors Gaziantep et collaboraient avec les Arméniens».

Quant à la Fondation des anciens combattants de la Guerre d'Indépendance turque (1919-1923), elle a appelé mardi 23 janvier à débaptiser les avenues de France et Charles-de-Gaulle à Ankara. Selon un porte-parole de l'ambassade de France en Turquie, les vétérans turcs ont proposé de rebaptiser ces deux artères respectivement «avenue d'Algérie» - dans une allusion claire à l'ancienne colonie française - et «avenue Habib Bourguiba», du nom de l'ancien président tunisien héros de la guerre d'indépendance. «Le masque brillant de la culture française est tombé, mettant au jour la haine, l'ambition et l'agression françaises», ont déclaré les membres de la Fondation des anciens combattants. Ils ont appelé au boycottage de tous les produits culturels et de consommation français.

Un appel au boycott visiblement reçu cinq sur cinq jusqu'aux Etats-Unis, où selon l'agence turque Anatolie (20-01), les associations turques ont établi un véritable code de bonne conduite du consommateur turc, sommé de boycotter les intérêts français :

- les Turcs propriétaires de voitures sont priés de ne pas s'approvisionner en essence auprès des compagnies françaises Total et Elf;

- les Turcs sont priés de ne pas se rendre en France pour les fêtes de Eid al-Adha et d'autres congés;

- les Turcs sont priés de ne pas aller manger dans des restaurants français aux Etats-Unis, et de ne pas réserver de vol sur Air France;

- les Turcs sont priés de ne pas acheter les produits cosmétiques et les vêtements des sociétés françaises, et de ne pas faire de courses dans des grands magasins tels que Carrefour ou Continent;

- les Turcs sont priés de ne pas acheter les produits alimentaires français, en particulier le vin et le fromage, et de s'abstenir d'acheter des marques françaises.

Côté politique, des pressions continuent de s'exercer sur le président français Jacques Chirac, appelé à promulguer la loi dans un délai de quinze jours.

Le président turc Ahmet Necdet Sezer a appelé vendredi 19 janvier son homologue français à ne pas confirmer le vote du Parlement.

L'ancien premier ministre et leader du Parti de la Juste Voie, Tansu Ciller, a envoyé une lettre à Jacques Chirac, dans laquelle elle demande au président français de ne pas promulguer la loi sur la reconnaissance du génocide arménien. «Je crois que notre devoir mutuel consiste à ne pas porter atteinte aux bonnes relations présentes, mais surtout à préserver les liens amicaux entre les deux nations et à les approfondir. Dans ce cadre, je pense que votre intervention personnelle permettra de stopper cette action hostile et injuste. Monsieur le Président, je vous demande de vous opposer fermement à cette décision et de prendre toutes les mesures nécessaires pour la bloquer», écrit Mme Ciller.

### LA FRANCE ACCUSÉE DE "GÉNOCIDE" EN ALGÉRIE

Au Parlement d'Ankara, tous les coups sont permis. Le président de l'Assemblée nationale turque, Omer Izgi, a réagi lundi 22 janvier au vote du Parlement français, en mettant l'accent sur la contagion qui gagne les pays européens en matière de reconnaissance du «prétendu génocide arménien». «Nous ne serons jamais souillés par de telles calomnies, a-t-il déclaré. Les pays européens, comme ce fut le cas dans le passé, sont perturbés par la présence d'une Turquie forte au Moyen-Orient et en Eurasie. C'est ce malaise qui est à l'origine de ces allégations. Mais celles-ci n'ont aucune importance pour nous. Ce qui est important, c'est que nous disions la vérité, que nous pensions notre avenir et que nous prenions, confiants, les mesures qui s'imposent.»

Quant au Parti de la Vertu (islamiste, opposition), il a imaginé une riposte dans la plus pure tradition turque, en soumettant mardi 23 janvier au Parlement un projet de loi reconnaissant comme «génocide» les massacres perpétrés par la France durant la guerre d'indépendance de l'Algérie. Le texte du projet de loi, présenté par 42 députés, dispose que «la Turquie reconnaît publiquement le génocide que la France a commis en Algérie». Les députés turcs soulignent que les Algériens «ont

expulsé la France d'Algérie, après avoir donné deux millions de martyrs». Le but du projet de loi est «de garder vivante la mémoire des martyrs algériens, de reconnaître les massacres et les crimes contre l'humanité commis par la France en Algérie et d'isoler la France pour son attitude hostile à la paix».

Et puisque la Turquie est passée maître dans l'art de prendre des décisions symboliques à des moments qui le sont tout autant, signalons que le gouvernement d'Ankara a annoncé qu'il allait honorer les familles des 34 citoyens turcs - diplomates, fonctionnaires d'ambassades et de consulats - victimes des «terroristes arméniens» entre 1975 et 1985, en leur décernant la... «Médaille de la Fierté» !

La décision d'Ankara de puiser dans son arsenal de représailles ne semble pas avoir troublé le moins du monde les autorités françaises. «Nous avons relevé la déclaration du ministre turc de la Défense», a déclaré mardi 23 janvier le porte-parole du Quai d'Orsay, François Rivasseau. «De notre côté, notre politique n'a changé ni dans ses objectifs, ni dans son contenu. Nous entendons poursuivre de bonnes relations avec la Turquie», a-t-il ajouté, précisant que l'approche de la France demeurerait «inchangée» sur le soutien au partenariat pour l'adhésion proposé par l'Union européenne à la Turquie. M. Rivasseau a cependant reconnu que le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, n'avait pas eu de contact ces derniers jours

avec son homologue turc İsmail Cem.

### LES ÉCHANGES FRANCO-TURCS EN CHIFFRES

Cette relative placidité affichée par Paris trouve un début d'explication dans les statistiques plutôt stables des échanges franco-turcs durant ces trois dernières années, en dépit de l'agitation qui a entouré pendant cette même période les débats sur la reconnaissance du génocide arménien dans les deux chambres du Parlement français.

Le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et la France s'est élevé à 4,339 milliards de dollars (30 milliards de francs) en 1998, 4,697 milliards de dollars (33 milliards de francs) en 1999 et 4,178 milliards de dollars (29 milliards de francs) entre janvier et octobre 2000.

Selon les chiffres communiqués par l'Institut d'Etat des Statistiques, l'Union des Exportateurs et le Sous-Secrétariat au Trésor turcs, le total des exportations turques vers la France a atteint 1,305 milliard de dollars (9 milliards de francs) en 1998, 1,57 milliard de dollars (11 milliards de francs) en 1999 et 1,336 milliard de dollars (9,5 milliards de francs) entre janvier et octobre 2000. Dans l'autre sens, les exportations françaises vers la Turquie se sont élevées à 3,34 milliards de dollars (23,5 milliards de francs) en 1998, 3,127 milliards de dollars (22 milliards de francs) en 1999 et 2,842 milliards de dollars (20 milliards de francs) entre janvier et

octobre 2000.

La part française sur le total des exportations turques fut de 4,8% en 1998, 5,9% en 1999 et 6,1% entre janvier et octobre 2000; sur le total des importations turques, la part de la France était de 6,6% en 1998, 7,7% en 1999 et 6,4% entre janvier et octobre 2000.

Reste à savoir si la promulgation de la loi portera un coup suffisamment rude à ces échanges, pour nécessiter une réévaluation des relations franco-turques. ●

■ **BAKOU SOUTIENT ANKARA** : lors d'une rencontre organisée vendredi 19 janvier avec des députés du Parlement, le président azerbaïdjanais Haydar Aliiev a déclaré que son pays allait protester contre le vote du Parlement français, qui présente «une vision erronée de l'histoire». De son côté, le chef spirituel Cheikh Allah-Chukur Pachazade a lui aussi condamné le vote de l'Assemblée nationale, «une provocation destinée à falsifier les faits historiques et incitant à la haine». Un groupe de militants du Front populaire (opposition) a organisé une manifestation, mardi 23 janvier, devant l'ambassade de France, pour protester contre la reconnaissance par le Parlement français du génocide arménien. Les manifestants, qui ont annoncé que des actions similaires allaient être entreprises tous les jours devant l'ambassade de France, ont brûlé un drapeau français avant la dispersion du rassemblement.

## Ocalan menace d'une reprise des combats avec la Turquie



ANKARA, 26 jan (AFP) - 10h50 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a menacé d'une reprise des combats entre son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et la Turquie si elle s'attaque au PKK, dans un communiqué obtenu vendredi par l'AFP.

"Nous ne voulons pas la guerre, mais si nous sommes attaqués dans l'objectif d'être éradiqués, nous ferons usage du droit universel à la légitime défense", a déclaré Ocalan dans ce communiqué transmis par ses avocats.

Le PKK avait annoncé l'arrêt de ses 15 ans de lutte armée dans le sud-est anatolien à majorité kurde pour un Etat kurde indépendant et son retrait de Turquie à partir de septembre 1999, après la condamnation à mort d'Ocalan en juin 1999 par la justice turque.

Mais l'armée turque a rejeté ses appels à la paix et juré de poursuivre les rebelles jusqu'au dernier, et mène régulièrement des incursions dans le nord de l'Irak, où les rebelles se sont repliés.

"Les développements dans le nord de l'Irak augmentent le risque de guerre et d'une extension des combats vers la Turquie", met en garde Ocalan dans ce communiqué, daté de jeudi et rédigé dans l'île prison d'Imrali (ouest) dont il est l'unique détenu.

Les rebelles du PKK réfugiés dans le nord de l'Irak sont sous pression croissante depuis que la Turquie coopère avec les deux factions kurdes qui contrôlent ce territoire.

Ankara coopérait déjà depuis des années avec le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani contre le PKK, mais l'état s'est encore resserré ces derniers mois depuis qu'elle coopère avec Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui était auparavant l'allié du PKK.

"Deux années se sont écoulées sans souffrance grâce aux grands efforts du PKK pour déposer les armes et promouvoir une solution pacifique et démocratique au problème kurde", note le chef rebelle, en allusion au calme qui prévaut dans le sud-est de la Turquie depuis l'arrêt des combats du PKK.

"Cela devrait être évalué correctement par la Turquie mais l'actuel gouvernement ne semble pas apte à prendre des mesures concrètes pour trouver une solution" à la question kurde, a-t-il ajouté.

"Barzani et Talabani ne devraient pas jouer aux faiseurs de guerre mais devraient entamer une médiation entre la Turquie et le PKK pour une solution démocratique", conclut-il.

D'après l'armée turque, 5.000 rebelles du PKK ont trouvé refuge dans le nord de l'Irak. Selon Jalal Talabani, ils seraient 8.000, dont 6.000 dans son secteur bordant la frontière iranienne et 2.000 dans le secteur tenu par le PDK, frontalier avec la Turquie.

Washington Post January 26, 2001

## Ankara Supports Lifting U.N. Sanctions Against Iraq

ANKARA, Turkey – Turkey, a key NATO ally that provides a military base for fighter jets enforcing a "no-fly" zone over northern Iraq, favors lifting sanctions against Iraq if effective checks on its military can be enforced.

"Iraq was one of our main trade partners before the Gulf War," Prime Minister Bulent Ecevit said in an interview this week, noting that his country has lost about \$35 billion in trade since U.N. sanctions were enacted after Iraq's invasion of Kuwait in August 1990. Turkey would favor lifting the embargo, he said, "provided that controls on, checks on, military preparedness are continued . . . but it should not deprive us of our economic interests."

Ecevit's comments come as there is broader international apprehension about what the new Bush administration's policy will be regarding sanctions against Iraq, which many countries are ignoring. Analysts and politicians here have expressed concern that Bush and his aides – many of whom were top U.S. policymakers during the 1991 Persian Gulf War – might take an even tougher stance against Iraq than did the Clinton administration.

Ecevit seemed to signal that while his government will continue to allow the use of Incirlik Air Base for flights that enforce the no-fly zone, it has become increasingly difficult to support sanctions that strike so hard at Turkey and which so many other countries are violating. Though Turkey has recently appointed an ambassador to Iraq and sent humanitarian aid flights to its southern neighbor, Ecevit said "it would be unfair to put the blame on Turkey" for eroding international support for the embargo. "Turkey has been the major sufferer of the embargo on Iraq" while loyally adhering to it.

The United States supports the sanctions as a way to isolate Iraqi President Saddam Hussein and contribute to what it hopes will be the collapse of his government. Many analysts say that Turkey does not necessarily support that goal because of its concern that without a strong leader in Baghdad, Iraq could splinter and cause the creation of a Kurdish nation in the north that would entice Kurdish areas in southern Turkey to break away and join in a new state. "It's not our concern who continues the leadership of this or that or any other country," Ecevit said. "Saddam is there in the position of leadership, and that's a fact we cannot change. The United States has tried to change it for several years, but to no avail. But whoever is in power, I hope the country will take steps for its development in a democratic and peaceful way."

The Kurdish issue in the southeast, where more than 30,000 people have disappeared or been killed in 16 years of conflict between Turkish forces and separatist rebels, remains one of Turkey's thorniest problems. Many analysts say that following the February 1999 arrest of Abdullah Ocalan, the leader of the separatist Kurdish Workers' Party, the Turkish government is still relying on military options even after effectively winning the conflict.

"It is true the separatist Kurdish terrorism has diminished in the last year or two, but it has not ended," Ecevit said. "The armed terrorists are still existing on our borders, in northern Iraq. They can always resume their attacks."

Ecevit outlined an expansive vision of Turkey's role in the region and the world, noting its strategic location as a bridge between Europe and Asia and its network of alliances with the United States, Europe and NATO, as well as with Israel and other Middle Eastern countries. "The United States realized before any other Western country that Turkey's importance has increased since the ending of the bipolar world," Ecevit said. "I'm sure that relations with the United States will continue in a strategic way under President Bush's administration as well."

\* \* \* \* \*

## Saddam has made two atomic bombs, says Iraqi defector

Sunday Telegraph (UK) January 28, 2001

By Jessica Berry

SADDAM HUSSEIN has two fully operational nuclear bombs and is working to construct others, an Iraqi defector has told The Telegraph.

The defector, a military engineer who fled Iraq a year after United Nations arms inspectors left the country, says that he helped to oversee the completion of the weapons programme. He is currently in hiding in Europe. International nuclear officials are investigating his evidence, which contradicts recent reports that the Iraqi dictator's plans were still at a preparatory stage.

Saddam's efforts to build atomic weapons were delayed by the UN Special Commission (Unscm) inspectors who were forced to leave in November 1998, but scientists resumed the work immediately after their departure. According to the defector, who cannot be named for security reasons, bombs are being built in Hemrin in north-eastern Iraq, near the Iranian border. Last week, the defector said: "There are at least two nuclear bombs which are ready for use. Before the UN inspectors came, there were 47 factories involved in the project. Now there are 64." The information has alarmed security experts, who were aware only that the area around Hemrin was well-guarded.



The defector said: "The area is restricted to the Special Security Organisation. Some of it is under the control of the military industrialisation ministry which is in charge of building up Saddam's weapons arsenal, but one area is entirely under the control of the nuclear energy organisation. They are digging shelters there." The nuclear programme is shrouded in secrecy. The chain of command leads directly to the presidential palace and Saddam's closest aide, Abed Hmoud, a Baath Party stalwart who runs the Iraqi dictator's private office. According to the defector, General Raad Ismail, the head of the Committee for the Use of Nuclear Weapons, answers directly to a Dr. Khaled, the director-general of the al-Athir factory, who oversees the final stages of construction of weapons. The factory was attacked in air raids by Britain and the United States in 1998, but has since been rebuilt. Also involved is Awad al-Benck, who is responsible for procurement in the presidential office. Involvement of such senior men means that the programme is top secret. The defector says that apart from the scientists, only four or five people know what is happening. One security expert said: "This is vital information. The fact that General Ismail is involved can only mean that the programme is complete."

Melissa Fleming, a spokeswoman for the UN-founded International Atomic Energy Agency in Vienna, said that the IAEA was unable to confirm that the Iraqi dictator was complying with Unscorn resolutions. Mrs. Fleming said: "I will bring this to the attention of the members of the agency immediately. We want to investigate this as soon as possible."

The fresh evidence comes only a week after President George W Bush took office. In his inaugural address, he promised to confront weapons of mass destruction, without mentioning Iraq. Under Anglo-US policy, any attempt by Saddam to build nuclear or biological weapons could lead to military action.

Colin Powell, the US Secretary of State and a Gulf war veteran, and Vice-President Dick Cheney are both known to favour a radical approach in dealing with Iraq. General Powell said of Saddam last week: "His only tool, the only thing he can scare us with are those weapons of mass destruction, and we have to hold him to account."

The new White House spokesman, Ari Fleischer, said: "The President expects Saddam Hussein to live up to the agreements he's made with the UN, especially regarding the elimination of weapons of mass destruction."

\* \* \* \* \*

## **Turkey Blasts France Over Claims**

January 31, 2001

ANKARA, Turkey (AP) - Turkey has canceled \$1.1 billion in defense contracts with two French firms, retaliating against a French law recognizing the Ottoman Empire killings of Armenians as genocide, a newspaper said Wednesday.

The military will scrap a \$600 million project to jointly produce Eryx anti-tank missiles, and cancel a \$500 million deal to procure six Aviso submarines, Hurriyet newspaper reported.

The military would not comment on the report. Foreign Minister Ismail Cem, however, has made clear that French firms would be excluded from defense tenders.

"Our faith has been shaken, from now on we can't think of our defense with French resources," Cem said. Turkey recently announced that it will cancel deals with French firms to modernize Turkish F-16 warplanes and launch the country's first spy satellite, deals worth \$349 million.

Turkey also announced that it has excluded France from a \$7 billion contract for 1,000 tanks. Analysts, however, believe that the deal is likely to be drastically cut back in the future, regardless of who provides the tanks. Prime Minister Bulent Ecevit said his administration was also reviewing political ties with France, after French President Jacques Chirac signed the law on Tuesday. It was passed by the French parliament Jan. 18.

Armenians say 1.5 million of their people died in an Ottoman Empire campaign to force them from eastern Turkey between 1915 and 1923. Turkey says the death count is inflated, and that Armenians were killed or displaced as the Ottoman Empire tried to quell civil unrest. Modern-day Turkey was founded in 1923. The U.S. House of Representatives held off a similar resolution last year after former President Clinton warned it could seriously damage relations with Turkey.

\* \* \* \* \*

## Sweden asks Turkey to accelerate political reforms



- Lindh reportedly asks Turkey to be complete the political reforms regarding the abolishment of the death penalty, freedom of expression, prevention of torture, and to lift ban on broadcasting in Kurdish

Ankara - Turkish Daily News

Deputy Prime Minister Mesut Yilmaz, who has been in Davos to take part in the World Economic Forum, on Saturday met with the European Union's current president Sweden's Foreign Minister Anna Lindh.

It has been reported that Lindh asked Yilmaz to accelerate political reforms if Turkey wants to start membership negotiation without losing time.

Speaking after the meeting Yilmaz told reporters that they had discussed the relations between the EU and Turkey with Lindh

"We dealt with what Turkey must do to accelerate its membership process. EU countries are awaiting the National Program of Turkey. As I said before, Turkey has completed preparation of its National Program. But we will submit it after approval of the Framework Regulation Agreement which is expected to be approved in the EU Parliament by mid-February," Yilmaz said.

Yilmaz reportedly asked Lindh to understand Turkey's position and some difficulties stemming from coalition parties in preparation of the National Program.

Yilmaz and Lindh also exchanged of views on the Cyprus issue. Lindh previously stated that the EU should not directly interfere in Cyprus Dispute. Yilmaz reportedly thanked Lindh because of her statement. Turkey does not want the EU to be interested in Cyprus issues.

Moreover, they discussed European Security and Defense Policy (ESDP) issue and Yilmaz explained Turkey's position and its expectations from the EU. The EU has decided to create its defense system differently from NATO, but they have excluded Turkey since it is not full member of the EU. Turkey says it will boycott the usage of NATO forces by the EU if it is not include.

Lindh said to reporters that they held a very good and helpful meeting with Yilmaz and added that two of the important issues between Turkey and the EU was approval of the Framework Regulation Agreement in the EU Parliament and submission of Turkey's National Program to the EU.

She also cited that they mainly discussed political criteria that should be carried out by Turkey if it really wanted to be a EU member. Asked what kind of political criteria they had discussed, Lindh replied, "Abolishment of death penalty, freedom of expression, prevention of torture, and to lift ban on broadcasting in Kurdish."

Yilmaz on Friday met with EU commissioner responsible for enlargement, Gunther Verheugen. Verheugen stated that he was in favor of starting membership negotiations for Turkey as soon as possible.

Meanwhile, speaking to the Anatolia news agency on Sunday, Verheugen said that he could not think of an EU without and added that Turkey had been taking serious and determined steps on its way to EU membership.

Turkey has completed preparation of the National Program, but it has not been publicly announced since there is a rift between coalition parties on some political issues such as the Kurdish problem. The National Program constitutes 29 main sections and consists of nearly 800 pages. During the preparation of the program, all applications and procedures in other EU member countries have been scanned.

## Des dirigeants du parti pro-kurde HADEP bénéficient d'une loi d'amnistie



ANKARA, 31 jan (AFP) - 12h58 - La Cour de cassation turque a décidé mercredi que des dirigeants du Parti pro-kurde de la démocratie du peuple (HADEP), condamnés à de lourdes peines de prison pour soutien à la rébellion kurde de Turquie, bénéficieront d'une récente loi d'amnistie, rapporte l'agence Anatolie.

Selon la décision de la Cour, Murat Bozlak, le président du parti et son prédécesseur Ahmet Turan Demir, condamnés à 3 ans et neuf mois de prison chacun pour soutien au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), ne devront pas aller en prison, a précisé l'agence.

Seize autres membres du HADEP condamnés à des peines similaires bénéficieront également de la loi d'amnistie entrée en vigueur le mois dernier, ajoute l'agence.

Les dirigeants et les membres du HADEP avaient été condamnés en février 2000 pour leur implication dans les grèves de la faim et les manifestations de soutien en faveur du chef du PKK, Abdullah Ocalan, alors que celui-ci se trouvait en Italie de novembre 1998 à janvier 1999.

Ocalan qui a été ensuite ramené en Turquie, a été condamné à la peine capitale en juin 1999 pour séparatisme et trahison pour les 15 ans de lutte armée de son organisation pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Le HADEP n'est pas représenté au parlement mais a remporté une série de municipalités dans le sud-est lors des élections de 1999.

Il fait l'objet d'une procédure d'interdiction en justice pour "liens organiques" avec le PKK.

Le PKK a mis fin en septembre 1999 à sa rébellion armée à la demande de son chef. Depuis, les affrontements entre armée et PKK dans le sud-est ont quasiment cessé, à l'exception de quelques combats sporadiques.

---

## La Turquie condamnée à Strasbourg pour "traitements inhumains"



STRASBOURG (Conseil Europe), 30 jan (AFP) - 15h48 - La Turquie a été condamnée mardi à Strasbourg pour "traitements inhumains" par la Cour européenne des droits de l'Homme, après la destruction de la maison et des biens d'une villageoise kurde.

Mme Zubeyde Dulas, 70 ans, a tout perdu lorsque le 8 novembre 1993, les gendarmes de Hazro fouillèrent son village de Citilibahce et incendièrent toutes les maisons, contraignant les habitants à partir.

L'habitation de Mme Dulas, ses meubles, ses provisions, les récoltes et le blé stocké furent entièrement détruits et elle n'obtint jamais réparation pour ces dommages.

Le gouvernement turc avait tenté de rejeter les accusations de Mme Dulas à Strasbourg en invoquant le manque de preuve. Cette opération s'inscrivait dans le cadre d'une enquête portant sur l'enlèvement et l'assassinat d'un imam et d'enseignants par le Parti des travailleurs kurdes (PKK), avait-il expliqué.

La Cour européenne a jugé que la destruction de la maison et des biens de Mme Dulas s'analysait bien comme un traitement inhumain contraire à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

"Même dans les circonstances les plus difficiles, comme la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la Convention interdit formellement tout traitement contraire à cette disposition", selon elle.

Ankara devra verser un total 47.500 livres sterling (75.558 Euro) à la requérante pour réparer le dommage moral et matériel et pour les frais de justice.

---

31 January, 2001

(BBC)

### Turkish MP killed in parliament brawl

A parliamentary deputy in Turkey has died after suffering a heart attack during a fist-fight in the chamber.

The dead man, Fevzi Sihanlioglu, was from the opposition True Path Party. Published pictures show him being punched in the head by a member of the right-wing Nationalist Action Party, which is part of the governing coalition.

Mr Sihanlioglu fell to the ground clutching his chest and died shortly afterwards in hospital. The public prosecutor in the capital, Ankara, has launched an investigation. The incident occurred late yesterday during a tense debate on

government plans for speeding up the passage of laws essential to the country's financial reform programme. The True Path Party said the move was an attempt to silence criticism.

Party leader, Tansu Ciller, described Mr Sihanlioglu as a martyr for democracy.

\* \* \* \* \*

## Retired General predicts PKK resurgence

Turkish Daily News January 31, 2001

Former commander of the Gendarmerie Law and Order forces Gen. Ret. Necati Ozgen has warned that when the Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorist organization's efforts to take on a political guise and win through the ballot box what they could not through force of arms, they will go back to the gun in the years ahead, the Anatolia news agency reported. Gen. Ret. Ozgen voiced his warning in an essay called "How Can the Wounds of Terrorism be Dressed?" for the bimonthly journal "National Strategy".

Gen. Ret. Ozgen first notes how the PKK's efforts to establish an independent Kurdish state in Turkey through force of arms failed as a result of the successful fight put up by the Turkish Armed Forces (TSK) and how the PKK is finding it increasingly difficult to find shelter within Turkey.

Ozgen points out that the armed struggle was brought to a halt and that it began to give priority to political activities, which included withdrawing most of its terrorists from Turkey. "No matter how much the organization tries to convince the public this situation is a well-intentioned, self-proclaimed ceasefire, it still shows that it has been unable to achieve its goal," he says. Ozgen also notes the approximate size of the PKK both in Turkey and abroad. He says that small groups numbering around 1,000 terrorists in total are still active within Turkey, that there are some 4,500 PKK in northern Iraq, 1,000 in Iran and up to 100 in Syria. He states that in the 16 years of combating the PKK, the TSK has killed 38,000 terrorists and lost 4,418 soldiers. About 5,400 civilians have also been killed.

Ozgen states the PKK never acted on its own initiative and in its bid to stay alive is doing its utmost to protect the central core and to preserve its weapons in order to be able to use them again later on. He says the only reason the PKK is inactive at the moment is that it is waiting for the outcome of the ECHR case and to see how Parliament reacts to it before making a move. He further states that it would be folly to assume that this separatist terrorism, which received support from within Turkey and abroad, is over. "If Ocalan is hanged, it will cause terrorism to flare up. If he remains alive then this will attest to the power of separatism," he adds noting that Ocalan is a common criminal responsible for the deaths of over 30,000 people but to consider him a political prisoner is to accept the separatist movement. He stated that when the PKK understands its political struggle will not bear fruit then it will take up the gun again and listed the circumstances under which the PKK could make a resurgence:

Turkey becoming bogged down in political instability; the organization managing to recoup its men and material losses; managing to win over European public opinion; finding enough funds to resume the armed struggle; increasing its influence on the people in the region; neighboring countries could force the PKK into resuming the armed struggle and support it; the execution of Abdullah Ocalan.

On the subject of education in Turkish, Gen. Ret. Ozgen says the unitary state is based on a common language and that if Kurdish language education is used at primary school level then this will rapidly bring an end to the unitary state and maintained it posed the biggest threat to the unitary state. Finally, Ozgen lists what he believes Turkey should do to prevent terrorism and these include:

Security forces should keep up small-scale operations in order to render PKK forces left behind in Turkey ineffective; raids should be mounted on PKK camps in neighboring countries and the region purged of the PKK; psychological warfare should be employed to break PKK morale; key personnel within the PKK should be hunted down, captured and brought back to Turkey to stand trial; the state should take control of the prisons, which the PKK is using as training camps; the region should not be used as a punishment posting for state officials; the matter of displaced persons should be tackled immediately and town-village programs enacted; new and up to date press and broadcasting laws should be issued; the outdated village guardian system should be reevaluate and measures taken to assuage the unemployment concerns of those no longer part of it; demands for Kurdish language broadcasting and education should be treated with circumspect and no concessions made; it should be made perfectly clear to the EU and to other powerful countries that efforts to disrupt the unitary nature of the Turkish Republic will not be allowed; all private and public institutions should be mobilized and the region's economy picked up; investment in the region should be encouraged.

\* \* \* \* \*

## Face Up to Saddam

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JANUARY 29, 2001

Of all the booby traps left behind by the Clinton administration, none is more dangerous or more urgent than the situation in Iraq. During the last year Bill Clinton and his team quietly avoided dealing with or calling attention to the almost complete unraveling of a decade's efforts to isolate the regime of Saddam Hussein and prevent it from rebuilding its weapons of mass destruction.

That leaves President George W. Bush to confront a dismaying panorama: intelligence photos that show the reconstruction of factories long suspected of producing chemical and biological weapons; reports of massive illegal Iraqi exports of oil through Syria; a stream of planes landing at Baghdad airport in violation of sanctions, carrying passengers from France, Russia, Turkey and Italy, in addition to Arab states; Turkey and even Britain signaling that they may no longer be willing to support U.S. air operations over Iraq. And in case there is any doubt about Saddam Hussein's intentions, he recently presided over a bellicose military parade in Baghdad featuring a thousand tanks and scores of mobile missile systems.

The Clintonites had one clear reason for trying to ignore this worsening threat: It is hard to know what to do. Efforts in the UN Security Council to tighten sanctions on Iraq, or even to maintain the ones that exist, are

blocked by France, Russia and China, which are eager to do business with Iraq. Arab states, and in particular the wobbly new leaders of Syria and Jordan, have no interest in supporting a U.S. effort to crack down on Baghdad. On the contrary, Arabs throughout the Middle East are angry at the United States for its perceived support for Israel during recent clashes with the Palestinians, and that mood is likely to grow still uglier in the months ahead. The Iraqi opposition remains weak and divided; even its latest, modest plan to mount clandestine aid and propaganda operations inside Iraq, reluctantly funded by the outgoing Clinton administration to satisfy a congressional mandate, seems like a reach.

In this light, the two-word prescription for Iraq that Secretary of State Colin Powell has so far repeated, "reinvigorate sanctions," is more ambitious than it sounds, while the hugely aggressive plan endorsed two years ago by Secretary of Defense Donald Rumsfeld and his likely deputy, Paul Wolfowitz, which involved recognizing an alternative Iraqi government and providing it military cover to set up a headquarters in southern Iraq, sounds just as ambitious as it is. Both ideas would require radical reversals by unhappy allies such as Turkey and Jordan, and Secretary Powell would have to win over non-allies such as Syria and Russia.

Other options are more plausible but

far weaker. The United Nations is due to resume talks with Iraq next month and could try to broker a deal that would end sanctions in return for Iraq's acceptance of new weapons inspections. Some Europeans are suggesting a refocusing of sanctions on essentials, such as controlling Iraqi oil exports and stopping the import of militarily useful materials.

In all this, the option that the Bush administration can least afford is Mr. Clinton's inaction. Saddam Hussein—who tried to assassinate Mr. Bush's father after losing the Gulf War to him—is likely to challenge the administration soon. Among other things, Iraq has been laying the groundwork for an attempt to disrupt world oil markets by withholding its production as OPEC tightens supplies.

To be sure, it will take considerable time and effort to roll back Saddam's gains, but in the short term some steps can be taken. Pressure can be focused on Syria, as well as on Turkey and Jordan, to stop the illegal export of Iraqi oil. And the Bush administration can take a clear stand: If new Iraqi production facilities for weapons of mass destruction can be identified, the United States quickly will take action against them, with or without its allies.

—THE WASHINGTON POST.

## Un turban aux couleurs kurdes sème la discorde entre députés turcs et allemands



ANKARA, 30 jan (AFP) - 22h54 - Une réunion entre des députés turcs et une délégation de parlementaires allemands en visite à Ankara a tourné court mardi, une participante allemande refusant de retirer un turban aux couleurs kurdes comme le lui demandaient ses hôtes, a rapporté l'agence Anatolie.

Le président de la commission de la Défense du Parlement turc, Hasan Gulay, a demandé au député vert allemand Angelika Beer, membre de la commission de la défense du Bundestag (chambre basse du Parlement), d'enlever le turban rouge, jaune et vert qu'elle portait à son arrivée à une réunion entre parlementaires des deux pays.

Devant son refus, M. Gulay a mis fin à la réunion. Il a fait valoir que ces couleurs étaient celles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement rebelle qui a mis fin en septembre 1999 à 15 ans de guérilla armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

Mme Beer a répondu qu'elle n'était pas sympathisante du PKK et que ce turban était un cadeau d'un ami qui a été tué dans le nord de l'Irak, région utilisée par le PKK comme base arrière depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 et dont la plus grande partie échappe au contrôle de Bagdad.

La délégation allemande est arrivée mardi en Turquie pour deux jours de discussions portant notamment sur un contrat pour la production de 1.000 chars d'assaut pour l'armée turque. Les parlementaires allemands devaient notamment rencontrer le ministre de la Défense Sabahattin Cakmakoglu.

**TURQUIE** *En riposte à la promulgation d'une loi reconnaissant le génocide arménien*

# Ankara punit la France

Ankara :  
Florence Biedermann

La Turquie est furieuse. En riposte à la promulgation d'une loi reconnaissant le génocide arménien par le président Jacques Chirac, Ankara a annoncé hier une révision de ses relations avec la France, à commencer par l'annulation d'un deuxième contrat d'armement avec le groupe électronique de défense Thales (ex-Thomson-CSF) : 200 millions de dollars pour la modernisation du système de navigation de 80 F-16, selon la chaîne de télévision privée turque NTV. Le représentant de Thalès à Ankara n'a pas été en mesure de confirmer l'annulation de ce contrat.

La semaine dernière déjà, après l'adoption de la loi par le parlement français le 18 janvier, Ankara avait annulé un contrat préliminaire avec Alcatel pour la construction d'un satellite espion d'environ 200 millions de dollars.

Aucune annonce officielle n'est venue confirmer pour l'instant cette décision qui, selon NTV, a été prise par le ministère de la Défense et l'état-major des armées, et doit entrer en vigueur après avoir

été approuvée par le premier ministre Bülent Ecevit.

Dans la matinée, ce dernier avait annoncé que la Turquie révisait ses relations économiques et commerciales avec la France. Tout aussi virulent, son ministre de la Défense Sabahattin Çakmakoglu a lancé que la France « ne s'en tirera pas comme ça ». « La loi sur le prétendu génocide sera déterminante dans les choix de la Turquie » concernant les projets d'armement impliquant des compagnies françaises, a-t-il déclaré.

M. Çakmakoglu avait déjà directement menacé, la semaine dernière, d'écartier Giat (groupement des industries d'armement) d'un important appel d'offre pour la construction

*Les mesures de rétorsion visent en premier les gros contrats publics, spécialement dans le domaine de l'armement*

de chars d'un montant de quelque 4 milliards de dollars, que le groupe français, pourtant bien placé, ne semble désormais plus avoir aucune chance d'emporter.

Opportunément, une délégation de députés allemands de la commission de la défense est arrivée hier à Ankara pour deux jours de discussions portant notamment sur ce contrat, dans lequel la firme allemande Krauss-Maffei Wegmann est également en lice avec le Leopard-2.

Autre mesure de boycottage : la direction d'Etat turc des céréales (TMO) a exclu deux firmes françaises d'un appel d'offre public pour l'exportation de 315 000 tonnes de blé, d'un montant d'environ 40 millions de dollars, sur décision du ministère de l'Agriculture, selon NTV.

La colère turque a été attisée par une décision du

conseil municipal de Paris d'ériger un monument en mémoire du génocide des Arméniens de 1915, qualifiée de « nouveau coup aux relations turco-françaises » par le ministère turc des Affaires étrangères.

Le ministère a préparé tout un catalogue de sanctions

contre la France, qui semble donc devoir être révélées au compte-gouttes, et pas forcément accompagnées d'annonces officielles. Ces mesures visent en tout premier les gros contrats publics, spécialement dans le domaine de l'armement. De nombreux syndicats et ONG ont également appelé depuis le vote des députés français à boycotter les produits français.

Les massacres et déportations d'Arméniens sous l'Empire ottoman de 1915 à 1917 ont fait 1,5 million de morts, selon l'Arménie, entre 250 000 et 500 000, selon la Turquie.

Ankara rejette catégoriquement la thèse d'un génocide, parlant d'une répression contre les Arméniens dont certains s'étaient alliés avec l'ennemi russe en pleine Première Guerre mondiale.

(Avec AFP)

## Un monument embarrassant

« Un nouveau coup aux relations turco-françaises. » C'est ainsi qu'Ankara définit la décision, votée à l'unanimité, du conseil de Paris d'ériger un monument à la mémoire des Arméniens massacrés en 1915 et 1917. Le fait qu'il sera aussi dédié à ceux qui sont tombés pour la France lors des deux guerres mondiales n'atténue pas l'outrage aux yeux de la

Turquie. La statue, financée par une souscription nationale, devrait être érigée d'ici à 2002 sur la place du Canada du cours Albert-I<sup>er</sup>, dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Conçue par le sculpteur David Erevantzi, haute de six mètres (en comptant le socle), elle aura les traits du moine et compositeur arménien Komitas. Ce dernier, réchappé des massacres mais

déporté en 1915, est un symbole pour l'Arménie. Il a fini ses jours à l'hôpital psychiatrique de Villejuif, dans le Val-de-Marne, l'esprit à jamais marqué par ce qu'il vécut. Cette représentation en pied a recueilli l'assentiment de la communauté arménienne représentée par le comité du 24 avril.

A. F.

## World Issa, un Kurde sur la Méditerranée



Issa tente de sortir la musique kurde d'une image exclusivement militante.

A 30 ans, Issa vit un paradoxe. A l'heure où les musiques du monde sont une référence dans le paysage de l'industrie mondiale du disque, lui n'a pas le droit de chanter dans sa langue kurde sur la terre de ses ancêtres. L'Etat turc l'interdit. Et Issa, comme d'autres artistes kurdes, est poussé à ne s'exprimer que dans l'exil. Né à Beyrouth juste avant guerre d'une famille originaire de l'est de Mardin, en Anatolie, et appartenant à la tribu omri, Issa Hassan a rejoint, à Paris, un grand frère danseur folklorique dans une troupe de la communauté kurde en

France. Joueur de saz dès l'âge de 14 ans, il animera des soirées de fêtes de la banlieue parisienne ou des restaurants du Faubourg-Saint-Denis avec la troupe Koma Zozan.

Un premier disque en 1995, au Club du disque arabe, lui permet de commencer à chercher l'innovation entre les sons anatoliens et d'autres musiques méditerranéennes, afin de sortir le répertoire kurde de l'image d'un genre exclusivement militant ● NIDAM ABDI

Satellite Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, 75011. Ce soir et demain, à 20h30. Tél.: 01 47 00 48 87.

# Génocide arménien: Ankara fait le choix des armes

### Contrats annulés avec des firmes françaises d'armement.

**H**aro contre la France! En osant s'attaquer au sujet tabou du génocide arménien de 1915, les parlementaires français ont provoqué un véritable ouragan de fureur en Turquie. L'évocation du génocide arménien, qui aurait fait 1,5 million de victimes, est en effet un véritable *casus belli* en Turquie. Ankara nie le terme de «génocide» et préfère parler des «massacres de 300 à 500 000 Arméniens» sous l'Empire ottoman. Chaque remise en cause de l'histoire officielle est ainsi assortie de menaces de rétorsions de la part de l'Etat turc. Or, le 18 janvier, après bien des hésitations et des reports, l'Assemblée nationale française adoptait, à l'unanimité, une loi stipulant que «la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915.» Conscient certainement de la colère prévisible d'Ankara, l'Elysée s'était

longtemps opposé au texte mais finira par donner son feu vert.

La réaction turque ne s'est pas fait attendre. Hier, au moment même où la loi, promulguée lundi, était publiée au *Journal officiel* à Paris, le Premier ministre turc, Bulent Ecevit, annonçait une révision radicale des relations économiques avec la France, premier investisseur étranger et l'un des principaux fournisseurs d'armement d'Ankara. Or, c'est précisément ce secteur qui risque d'être touché. La France

«ne s'en tirera pas comme ça», a souligné hier le ministre turc de la Défense. Aussitôt dit, aussitôt fait: après avoir annulé la semaine dernière un contrat avec Alcatel, les Turcs ont annoncé hier l'annulation d'un

second contrat d'armement de 200 millions de dollars avec le groupe électronique de défense Thales (ex-Thomson-CSF).

Mais le boycott turc ne se limite pas aux armes. Hier, deux firmes françaises ont été exclues d'un appel d'offre public

**Les Turcs ont annoncé hier l'annulation d'un second contrat d'armement de 200 millions de dollars avec le groupe électronique de défense Thales (ex-Thomson-CSF)**

pour l'exportation de 315 000 tonnes de blé d'un montant de 40 millions de dollars. Par ailleurs, sur le plan diplomatique, le ministre des Affaires étrangères turc, Ismail Cem, a remis en cause la médiation française, initiée conjointement avec d'autres pays eu-

ropéens, dans le conflit du Haut-Karabagh entre l'Azerbaïdjan (soutenu par Ankara) et l'Arménie. «La Turquie n'a plus confiance en une médiation objective, impartiale et utile» de Paris, a souligné Ismail Cem,

accusant les parlementaires français d'avoir promulgué la loi sur le génocide arménien «pour gagner des voix sur des bases ethniques» lors des prochaines élections en France, faisant ainsi référence aux quelque 450 000 citoyens français d'origine arménienne.

Après un tel assaut d'amabilités, les dernières nouvelles du front risquent d'envenimer encore un peu plus les relations entre Paris et Ankara: la presse turque n'a pas lésiné sur les termes belliqueux pour commenter la décision, lundi, du conseil municipal de Paris d'ériger un monument en mémoire du génocide arménien. C'est la «statue de la haine», titrait hier *Hurriyet*, tandis qu'un autre quotidien, *Cumhuriyet*, estimait que «ce monument va tendre davantage les liens» entre les deux pays ● (D'après AFP)



L'assaut des forces spéciales turques ont fait trois morts parmi les prisonniers et plusieurs blessés

La Turquie applique par la force une réorganisation de ses prisons jugée dangereuse pour l'intégrité physique et psychologique des détenus. La méthode a fait trente martyrs et provoqué une vague d'indignation internationale.

# La réforme par Christophe Diremszian dans le sang

L'opération avait été baptisée, sans rire, "Retour à la vie". Elle s'est soldée par une trentaine de morts et plus de 100 blessés. Au petit matin du 19 décembre, les forces de sécurité choisissent de mettre un terme à une nouvelle mobilisation de 200 détenus d'extrême gauche en investissant simultanément 20 prisons à coups de fusils d'assaut, de gaz lacrymogènes et de bulldozers. La répression durera quatre jours, au mépris des dégâts que cela ne manquera pas de provoquer sur l'image d'un pays déjà sévèrement critiqué sur les conditions de détention de ses prisonniers politiques. Certains d'entre eux préférèrent s'immoler plutôt que de se rendre, que de

renoncer la tête basse à la grève de la faim entamée deux mois auparavant pour protester contre le projet de réforme du système carcéral. Un plan pour briser les pratiques mafieuses, contesté au-delà du milieu pénitentiaire et finalement appliqué aux forceps, sans la moindre concertation.

Pour endiguer les mouvements de colère et les mutineries qui éclatent régulièrement dans ses prisons où s'entassent quelque 72 000 détenus, la Turquie avait lancé ces derniers mois la construction de 11 nouveaux établissements dits de type F, dotés de cellules pour trois voire individuelles, au lieu des dortoirs collectifs de 50 à 60 personnes qui prévalent actuellement.

Ce vaste chantier était autant dicté par la volonté d'alléger les effectifs par lieu de détention que de restaurer un minimum d'autorité derrière les barreaux. De l'aveu même de l'administration, certaines maisons d'arrêt étaient devenues des zones de non-droit, où les chefs de gangs faisaient la loi sous l'œil bienveillant de gardiens corrompus laissant passer téléphones portables et armes en tout genre. A la centrale de Bayrampasa à Istanbul, les autorités avouaient même avoir perdu tout contrôle de la situation depuis dix ans. Mais la réforme soigne le mal par le mal. Les nouvelles cellules pour petits groupes ne dépassent pas 2 mètres de haut sur 3 mètres de large, avec des portes



de 50 cm de côté et une minuscule fenêtre, le tout peint uniformément en blanc, si bien que les défenseurs des prisonniers n'hésitent pas à parler de "torture blanche" dans un environnement sans contact avec les autres détenus. Pour les unités d'isolement, les craintes sont encore pires. "Les risques de pression psychologique et de lavage de cerveau inquiètent beaucoup", estime une ancienne présidente de la Commission des droits de l'Homme du Parlement turc, pour qui la réforme est "plus proche des bagnes du XVIII<sup>e</sup> siècle que des bases d'une démocratie pour le XXI<sup>e</sup> siècle".

## Consensus introuvable

Devant la fronde des détenus politiques et l'inquiétude des responsables d'ONG internationales, le gouvernement avait fini par mettre en sommeil l'application de la réforme, jusqu'à ce qu'un "consensus social" soit trouvé. Dans le même temps, le pouvoir pensait trouver la solution au problème plus général de la surpopulation carcérale en libérant plus de la moitié des détenus de droit commun en vertu d'une loi d'amnistie.

Voté en première lecture début décembre, le texte devait obtenir l'aval du président Necdet Ahmet Sezer. Surprise : le chef de l'Etat y met son veto, jugeant la disposition anticonstitutionnelle. Alors que la crise des prisons est dans l'impasse, une délégation du Comité européen pour la Prévention de la Torture (CPT) se rend le 10 décembre en Turquie à l'invitation d'Ankara pour effectuer, comme d'autres auparavant, une tentative de médiation. Cinq jours de négociations avec les représentants de l'Etat et des mutins ne déboucheront sur rien. Alors la politique répressive a repris le dessus. Craignant la même issue tragique qu'en juillet 1996 où 12 détenus marxistes avaient trouvé la mort au bout de 69 jours de grève de la faim, le régime opte pour la manière forte et renie ses promesses. Lors de l'assaut du 19 décembre, elle emmène une centaine de prisonniers vers les prisons "F" déjà bâties : Sincan, Kocaeli, Edirne ou Kandira. Si l'Association Turque des Droits de l'Homme (IHD) a aussitôt condamné l'intervention, la Commission européenne a réagi plus mollement en exprimant sa "préoccupation". Bruxelles a rappelé que les représentants d'Ankara, invités au sommet européen de Nice les 7 et 8 décembre, se sont engagés à

réformer leur système pénitentiaire. Mais pas la méthode pour y parvenir... Il n'aura pas fallu longtemps pour que se multiplient les témoignages faisant état d'humiliations de toutes sortes, de tortures et d'exécutions sommaires de la part des forces de l'ordre lors des transferts. Amnesty International et Human Rights Watch soulignent également qu'un cas de viol aurait été recensé lors des transferts. Leurs premières constatations dans les nouvelles unités d'incarcération semblent avoir confirmé leurs craintes : isolement total, pas de sortie et pas d'exercice. Cette mise au pas, destinée à démanteler la toute-puissance des organisations clandestines, n'aura pas réussi à venir à bout de la détermination des plus fana-

tiques - 2 000 d'entre eux, encore détenus dans les prisons classiques, ont cessé de s'alimenter par solidarité avec leurs camarades - si bien que le ministre de la Justice, Hikmet Sami Turk a accusé les ONG locales "d'inciter les détenus au suicide".

Paradoxe de cette crise : la dernière semaine de l'année, 20 000 prisonniers ont bénéficié de la loi d'amnistie finalement adoptée le 21 décembre, le président Sezer n'ayant qu'une seule fois la possibilité de repousser un texte qui lui déplait. La mesure ne concerne cependant que les condamnés de droit commun. Les détenus politiques, eux, peuvent continuer à mourir tranquilles entre quatre murs gris.

● C. D.



Les manifestants dans la grande roue de Londres menacent de s'immoler

## Solidarité européenne

► Suisse, Allemagne, Pays-Bas, France... En-dehors de la Turquie où le geste de représailles le plus grave aura été cet attentat-suicide perpétré le 3 janvier par un militant du mouvement marxiste DHKP-C devant le bureau de la Sûreté générale d'Istanbul - deux morts et sept blessés - l'assaut dans les prisons turques a provoqué de multiples manifestations de solidarité chez les militants d'extrême-gauche basés en Europe. Des opérations "coup de poing", réalisées en peu de temps et dans plusieurs pays, démontrent une nouvelle fois la réactivité d'organisations très structurées, en dépit d'une mobilisation qui reste faible sur le terrain. Ainsi à Berne, ils n'étaient qu'une douzaine, au nom d'un "Comité de résistance contre les cellules de la mort", à avoir investi le 19 décembre la chambre des Cantons du Palais Fédéral suisse après être entrés dans le bâtiment en simples

visiteurs. Le lendemain à Bâle, un défilé non autorisé de 400 personnes a dégénéré, quatre policiers ont été blessés. Le même jour, le hall de la Télévision Suisse Romande à Genève a vu débarquer une vingtaine de manifestants. Il y en avait le même nombre le 22 décembre au siège des agences de presse DPA et EPA, à Francfort. Les militants ont brièvement et pacifiquement occupé les lieux afin de transmettre un communiqué. A Amsterdam, quelques dizaines de personnes se sont invitées dans les locaux du Parti social-démocrate au pouvoir pour exiger une condamnation du raid policier. Dans certaines villes, ce sont les Kurdes qui ont relayé, parfois de façon spectaculaire, le mouvement de protestation de l'extrême-gauche. Deux compartiments de la principale attraction de Londres, "la grande roue" (The London Eye) ont accueilli 22 manifestants menaçant de s'immoler (notre photo ci-dessus). Enfin à Paris, un groupe d'une centaine de Turcs a pénétré dans une agence de la banque Is Bankasi, située dans le XI<sup>e</sup> arrondissement.

◀ C. D.